

nahmen auch genügend geholfen werden kann. Diese Frage muss ich offen lassen. Ich bin nicht in der Lage, hier Versprechungen anzudeuten, geschweige denn Versprechungen zu machen.

Noch ein letzter Punkt. Herr Nationalrat Roulet hat am 22. September eine Kleine Anfrage eingereicht. Er verweist auf die heutigen bedauerlichen Umstände in der Getreideernte wegen der Regenfälle im Monat August und fragt, was der Bundesrat zu tun gedenke, um die vielen Bauern vor einem Einkommensausfall zu schützen. Herr Nationalrat Roulet und meine sehr verehrten Herren Nationalräte, ich denke, dass diese Kleine Anfrage mit diesem Antrage gleichzeitig auch beantwortet ist und dass sie ebenfalls abgeschlossen werden kann.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*  
*Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles*

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles*

*Titel und Ingress – Titre et préambule*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

#### **Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen – Adoptés*

#### *Art. 1*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

#### **Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen – Adopté*

#### *Art. 2*

Zurückgestellt bis nach erfolgter Differenzbereinigung.

Réservé jusqu'après liquidation des divergences.

*An den Ständerat – Au Conseil des États*

### **6594. Krisenverhütung und Arbeitsbeschaffung Lutte contre les crises**

Siehe Seite 219 hiervor – Voir page 219 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 30. September 1954  
Décision du Conseil des États du 30 septembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes 131 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

### **6681. Wirtschaftliche Massnahmen. Verlängerung des Bundesbeschlusses Mesures économiques. Prorogation de l'arrêté**

Siehe Seite 211 hiervor – Voir page 211 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 30. September 1954  
Décision du Conseil des États du 30 septembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 129 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des États*

### **6685. Umzugstermine. Aufschub Termes de déménagement. Ajournement**

Siehe Seite 258 hiervor – Voir page 258 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 30. September 1954  
Décision du Conseil des États du 30 septembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 126 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des États*

### **Nachmittagssitzung vom 4. Oktober 1954 Séance du 4 octobre 1954, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Perret

### **6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

Bericht und Beschlussentwurf vom 20. Juli 1954  
(BBl II, 169)  
Rapport et projet d'arrêté du 20 juillet 1954 (FF II, 149)

#### **Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Antrag an Volk und Stände, die Initiative abzulehnen und den Gegenentwurf der Bundesversammlung anzunehmen.

*Minderheit*

Antrag an Volk und Stände, die Initiative anzunehmen.

### Proposition de la commission

#### Majorité

Proposer au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contreprojet de l'Assemblée fédérale.

#### Minorité

Proposer au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

#### Berichterstattung – Rapports généraux

M. Rosset, rapporteur de la majorité: Votre commission s'est réunie les 7 et 27 septembre, en présence de M. Rubattel, conseiller fédéral, chef du Département de l'économie publique et du directeur du Service fédéral du contrôle des prix, pour examiner le message du Conseil fédéral du 20 juillet 1954 et prendre position au sujet de ses conclusions. Le directeur de la Division de la justice assistait également à notre séance du 27 septembre.

Nous remercions M. Rubattel, conseiller fédéral, ainsi que MM. Campiche et Alexander, directeurs, des renseignements complémentaires qu'ils ont bien voulu nous donner.

La question de la formation des prix est l'une des plus délicates de l'économie politique. Sur un marché libre, les prix se forment selon la loi de l'offre et de la demande. Par offre, il faut entendre les biens et les services immédiatement et prochainement disponibles. Par demande, il faut entendre les besoins immédiats ou devant être satisfaits dans un proche avenir.

L'offre est déterminée par le passé, c'est-à-dire les stocks, le présent, c'est-à-dire la production, l'avenir, c'est-à-dire le potentiel de productivité. La demande résulte du passé (emploi de l'épargne), du présent (pouvoir d'achat tel qu'il résulte de la production actuelle), de l'avenir (crédit).

L'offre et la demande dépendent aussi naturellement du prix. Il y a donc action et réaction mais l'offre de biens naturels ne dépend que partiellement de la volonté de l'homme, comme la demande de biens de première nécessité est relativement rigide.

L'orientation de la demande est influencée par de nombreux facteurs, tels que la rétribution des agents de la production, la politique fiscale, la politique de crédit des banques et de l'institut d'émission, la mode, la publicité, etc.

Le facteur monétaire intervient également en ce sens qu'il y a relation fonctionnelle – mais non pas rapport mathématique – entre le niveau général des prix et la quantité de monnaie en circulation. Si la valeur absolue de la théorie quantitative de la monnaie doit être repoussée, sa valeur tendancielle paraît, en revanche, incontestable. Quant à la quantité de monnaie en circulation, elle est déterminée par de nombreux éléments, tant internes qu'externes: productivité, épargne, crédits, investissements, impôts, état des finances publiques, commerce extérieur, balance des comptes, mouvement des capitaux, etc.

Sous l'influence de ces différents facteurs se forme le prix, mécanisme essentiel de l'ordre économique. C'est par lui que la production s'adapte à la consommation. Vient-il à augmenter, la marge bénéficiaire suit le même mouvement et la production augmente aussi par conséquent alors que la demande

diminue. Sous l'effet de ce ralentissement, le prix se stabilise, puis baisse, d'où diminution de la production. Par contre, la demande est stimulée et le processus recommence.

Dans un système d'économie dirigée telle que l'économie collectiviste, les besoins sont estimés sur la base de statistiques et la production leur est adaptée. Le prix est fixé d'autorité.

Dans le cas d'un cartel, d'un monopole ou d'un oligopole, le prix est également imposé mais l'offre doit tenir compte de la concurrence résiduelle et virtuelle, ainsi que de la plus ou moins grande rigidité de la demande. La demande étant rigide pour les biens de première nécessité, le monopoleur a souvent un aspect antisocial. Il peut cependant arriver que, produisant très rationnellement, il ait un prix de revient inférieur à celui qui s'établirait s'il y avait libre concurrence et qu'il fasse bénéficier partiellement, tout au moins, le consommateur de la réduction de son coût de production dans le but de stimuler la demande.

Dans un régime d'économie de guerre, les prix et les salaires sont contrôlés par l'Etat dans un but antiinflationniste mais ce but ne peut être atteint que si ce contrôle est doublé d'un rationnement qui limite la demande.

L'initiative populaire qui nous occupe voudrait maintenir ce système pendant une période de six ans à commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1955. En effet, selon le texte de l'initiative, la Confédération aurait l'obligation de prendre des mesures pour prévenir la hausse du coût de la vie. Ces mesures consisteraient en une surveillance («überwachen» et non pas «beobachten») des prix et des marges de bénéfice, dans la promulgation de prescriptions sur les prix maximums et en la création de caisses de compensation. La première de ces mesures prévues à l'article 2 est exprimée en termes absolus de telle sorte que la surveillance visée porterait sur l'ensemble de la production tant agricole qu'industrielle et artisanale, qu'il s'agisse de biens destinés au marché intérieur ou au marché extérieur. En cela, l'initiative va plus loin que le contrôle des prix institué pendant la guerre.

Il est vrai, par contre, que la promulgation des prix maximums n'est prévue que si le jeu de l'offre et de la demande est fortement troublé, notion peu précise s'il en est, ou que la formation des prix est influencée par des mesures de protection de l'Etat. En fait, tous les prix sont plus ou moins influencés par des mesures de protection de l'Etat, ne serait-ce qu'en raison de l'existence de notre tarif douanier.

Il est vrai encore que l'initiative ne vise, à son article 3, que les marchandises destinées au marché intérieur mais souvent on ignore, lors de la production, la destination d'une marchandise. Le critère est donc pratiquement inapplicable.

En bref, l'initiative tend à introduire de façon générale et permanente le contrôle des prix et la fixation de prix maximums. Son adoption bloquerait le mécanisme de la formation des prix. Ce serait particulièrement grave pour un pays ayant des relations économiques internationales aussi étroites que la Suisse, tant par son importation que par son exportation. Le système ne peut se concevoir que dans une économie autarcique et strictement dirigée.

Au surplus, le seul contrôle des prix et la promulgation de prix maximums ne peuvent pas résoudre le fond même du problème si complexe de la formation des prix. Ces mesures ne touchent que la surface de ce problème. Elles ne font que l'effleurer.

La formation des prix peut être influencée par des mesures de base qui touchent la structure même du prix, c'est-à-dire ses éléments constitutifs. Ainsi la politique douanière, la politique fiscale, la politique du taux de l'intérêt, la politique des subventions. Or, la Confédération est déjà armée s'agissant de la poursuite de ces politiques.

En fait l'initiative ne vise que la marge bénéficiaire en laissant complètement de côté tous les éléments du coût de production. Or, la marge bénéficiaire ne constitue qu'un faible élément du prix. Preuve en est que les sociétés coopératives de consommation, d'assurance ou de crédit dont certains membres sont animés d'un idéal auquel on doit rendre hommage n'ont pas éliminé les sociétés anonymes de consommation, d'assurance ou de crédit, sans parler du secteur de la production dans lequel les sociétés coopératives ne se développent que difficilement en Suisse.

D'ailleurs celui qui vous parle est aussi membre de plus d'une société coopérative.

Le profit, au surplus, trouve sa justification dans le risque. On ne peut pas collectiviser le profit si l'on ne collectivise pas les pertes comme on ne saurait être individualiste pour le profit et collectiviste pour les pertes.

L'initiative ne veut supprimer, il est vrai, que les marges «injustifiées», dit-elle, de bénéfice. De nouveau une notion peu précise. La mesure de la marge ne permet pas de dire si elle est justifiée ou non. La marge est, en général, proportionnelle au risque. Ce n'est qu'en cas de monopole que le profit peut être excessif par rapport au risque. Une législation spéciale sur la matière permettrait seule d'y remédier et nous croyons savoir que des travaux préparatoires à ce sujet ont été confiés par le Département fédéral de l'économie publique au professeur Marbach.

Observons enfin que la marge bénéficiaire varie d'une entreprise à l'autre. Une entreprise très rationalisée a une marge plus grande. Faudrait-il la pénaliser pour son organisation rationnelle dont l'économie nationale ne peut que profiter puisqu'elle comporte un emploi judicieux des forces.

L'établissement de prix maximums, en faussant le mécanisme de la formation des prix, pourrait avoir de graves conséquences économiques en s'opposant au jeu des lois économiques. Les perturbations qui pourraient en résulter seraient capables de porter atteinte au plein emploi que nous avons réalisé ces dernières années sans connaître les prix maximums qui ont encore le défaut d'être, en fait, l'expérience le prouve, aussi des prix minimums.

S'agissant des loyers et des fermages, l'initiative voudrait les bloquer, à quelques petites exceptions près pour les loyers, au niveau du 31 décembre 1953. Il faudrait une autorisation pour dépasser ce niveau, autorisation qui ne pourrait être qu'individuelle et non pas générale, eu égard aux bases de calcul indiquées au chiffre 5.

Le contrôle des loyers ne pourrait être que s'il n'en résultait aucun effet préjudiciable sur le coût

de la vie ni sur les revenus. Si l'on peut admettre qu'une hausse des loyers pourrait être compensée par une baisse d'autres éléments de l'indice du coût de la vie de telle sorte que ce coût resterait stable, il est bien évident qu'une telle hausse aurait forcément une influence sur les revenus. C'est dire qu'en fait l'une des conditions de la suppression du contrôle, telle qu'elle est formulée par l'initiative, ne serait jamais réalisée. Par conséquent, l'initiative veut perpétuer l'expropriation partielle des propriétaires d'immeubles que constitue le blocage des loyers pour la raison, nous dit-on, que certains salaires seraient insuffisants pour permettre une adaptation des loyers. S'il en est véritablement ainsi, qu'on augmente ces salaires dans la mesure où ils seraient insuffisants! Avec le système proposé par l'initiative, celui qui, finalement, profite du blocage des loyers ne serait pas le locataire mais l'employeur qui, grâce à lui, continuerait à pouvoir payer des salaires qualifiés par certains d'insuffisants.

Il va sans dire que le contrôle des prix et des loyers, la promulgation de prix maximums et les mesures pénales qui devraient être prises pour en assurer le respect exigeraient une armée de fonctionnaires. D'autre part, l'adoption de l'initiative soulèverait de nombreux problèmes juridiques délicats. Qu'advierait-il des loyers lorsque le propriétaire n'a pas encore fait usage des autorisations générales d'augmentation de 10 et de 5% accordées précédemment, ou lorsqu'il a annoncé au locataire une telle augmentation en respectant les termes des baux à loyer et que ces termes tombent après le 1<sup>er</sup> janvier 1955?

Est-ce le droit antérieur qui prévaudrait ou la nouvelle législation? D'autre part, l'initiative veut remettre sous contrôle les appartements construits en 1947 et 1948, pour lesquels le contrôle a été supprimé par l'article 2 de l'arrêté fédéral de juin 1953. L'initiative aurait donc un effet rétroactif, effet qui ne manquerait pas de soulever de nombreuses difficultés pratiques. Il faudrait en effet procéder à une estimation officielle des loyers des appartements aménagés pendant ces deux années, estimation d'autant plus difficile que les cantons n'ont plus l'appareil administratif nécessaire, qu'il faudrait ressusciter.

Au surplus et enfin, s'agissant de cette question, comme de toute façon la votation ne pourra intervenir qu'au printemps de l'année prochaine, l'initiative, au cas où elle serait adoptée, aurait forcément effet rétroactif, d'où nouvelles difficultés.

L'article 7 dispose que le droit de résilier les baux à loyer sera restreint afin de protéger les locataires. Ce serait assurer la permanence de graves restrictions aux droits du propriétaire, restrictions entraînant une modification fondamentale du droit des obligations. Or, cette disposition ne comporte ni réserves, ni restrictions. Elle a un caractère absolu. Elle est donc en nette contradiction avec le respect dû au principe que les rapports de droit civil ne doivent être modifiés qu'en cas de nécessité absolue, nécessité dont la permanence n'est en tout cas pas démontrée en l'espèce.

L'article 9 prévoit que le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires. De dirigiste, d'interventionniste et d'étatiste, l'initiative devient ici autoritaire. Elle fait bon marché de nos institu-

tions parlementaires. Elle confère à l'exécutif un pouvoir qui revient normalement et constitutionnellement au législatif. Par là même, la possibilité d'un referendum est éliminée. On se saurait témoigner plus de confiance au peuple suisse!

Pour toutes ces raisons, politiques, économiques, sociales et juridiques, la commission est arrivée à la conclusion, dans sa majorité, qu'il convenait de recommander au peuple le rejet de l'initiative.

L'additif constitutionnel actuellement en vigueur, du 26 septembre 1952, poursuit un but bien différent de l'initiative. Il procède de l'idée d'une abolition graduelle du contrôle des prix, en particulier des loyers, reste de l'économie de guerre. Il tend donc à une normalisation graduelle de la situation, alors que l'initiative veut maintenir ce contrôle et, pour une partie, le renforcer. Alors même que l'initiative comporte une limitation dans le temps, son texte ne prépare pas une telle normalisation. Non seulement il n'y conduit pas mais il s'y oppose.

S'agissant du marché des appartements, il n'y a pas de doute que la coexistence de deux types de loyers ne saurait être maintenue à la longue sans accentuer le malaise qui existe déjà actuellement. La coexistence de ces deux types de loyers a certainement de fâcheuses conséquences économiques et sociales. En particulier, elle contribue à accentuer la crise du logement. Pourquoi un ménage d'un certain âge, dont les enfants, élevés, ont quitté le foyer, abandonnerait-il un appartement ancien de 4 ou 5 chambres pour prendre un appartement moderne de 2 ou 3 chambres dont le loyer serait aussi cher, si ce n'est plus?

Les appartements anciens bon marché sont souvent occupés par des économiquement forts et les logements modernes chers par des économiquement faibles. Par conséquent, la discrimination n'aide pas toujours ceux que l'on voudrait aider. Mais la normalisation de cette situation exige du temps. D'autre part, il faut tenir compte de l'évolution du coût de la vie.

C'est pourquoi le terme de l'additif constitutionnel de 1952 – soit le 31 décembre 1956 – est trop rapproché. Il convient donc de le prolonger, ainsi que l'arrêté fédéral du 10 juin 1953. On peut diverger d'opinion sur la durée de la prolongation nécessaire. Il semble bien toutefois qu'un délai expirant le 31 décembre 1960 serait suffisant.

S'agissant de l'arrêté du 10 juin 1953, il pourrait être modifié par décision des Chambres fédérales, soumise au referendum. C'est dire que les droits du Parlement et du peuple seraient sauvegardés.

Ainsi, votre commission, à la majorité, vous propose d'adopter le contreprojet du Conseil fédéral. Par conséquent, elle vous propose, à la majorité, d'adopter le projet d'arrêté fédéral qui vous est soumis.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

## Vormittagssitzung vom 5. Oktober 1954

Séance du 5 octobre 1954, matin

Vorsitz – Présidence: M. Perret

### 6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 311 hier vor – Voir page 311 ci-devant

**Hackhofer**, Berichterstatter der Mehrheit: Durch Bundesbeschluss vom 18. Dezember 1950 sind alle Vollmachtenbeschlüsse des Bundesrates auf Ende 1952 ausser Kraft gesetzt worden. Damit verlor auch der Bundesratsbeschluss vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung auf Ende 1952 seine Rechtskraft. Auf diesem Bundesratsbeschluss beruhte die Ermächtigung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes, Preisvorschriften zu erlassen, um eine ungerechtfertigte Erhöhung der Lebenshaltungskosten zu vermeiden, deren Anpassung an die wirtschaftliche Lage zu ermöglichen und die reguläre Marktversorgung zu schützen. Der Bundesrat vertrat in seiner Botschaft vom 2. Mai 1952 den Standpunkt, dass er es „angesichts der gegenwärtigen Situation und der ungewissen zukünftigen Entwicklung“ nicht verantworten könnte, auf Ende 1952 alle preiskontrollrechtlichen Befugnisse aus der Hand zu geben. Er schlug deshalb eine befristete Weiterführung der Preiskontrolle über den 31. Dezember 1952 hinaus vor. Dieser Vorschlag führte zum Verfassungszusatz vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle, der am 23. November 1952 von Volk und Ständen angenommen wurde und auf 1. Januar 1953 in Kraft trat. Am 10. Juni 1953 erliessen die eidgenössischen Räte auf Grund dieses Verfassungszusatzes den Bundesbeschluss über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle, gegen den das Referendum nicht ergriffen wurde und der am 1. Januar 1954 in Kraft trat.

Am 16. Februar dieses Jahres reichte der Schweizerische Gewerkschaftsbund das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten mit 202 549 gültigen Unterschriften ein, das den Gegenstand des vorliegenden Geschäftes bildet.

Es ist für die Stellungnahme zur Initiative von Bedeutung, diese Entwicklung vor Augen zu haben. Sie zeigt nicht nur den zeitlichen Standort der Initiative, sondern gibt auch wesentliche Anhaltspunkte für deren materielle Beurteilung im Verhältnis zur Richtung der bezüglichen Gesetzgebung, wie sie mit den erwähnten Erlassen eingeschlagen wurde. Mit Botschaft vom 20. Juli 1954 schlägt der Bundesrat vor:

1. Volk und Ständen die Ablehnung der Initiative des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes zu empfehlen;

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.10.1954
Date	
Data	
Seite	311-314
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 725

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

tions parlementaires. Elle confère à l'exécutif un pouvoir qui revient normalement et constitutionnellement au législatif. Par là même, la possibilité d'un referendum est éliminée. On se saurait témoigner plus de confiance au peuple suisse!

Pour toutes ces raisons, politiques, économiques, sociales et juridiques, la commission est arrivée à la conclusion, dans sa majorité, qu'il convenait de recommander au peuple le rejet de l'initiative.

L'additif constitutionnel actuellement en vigueur, du 26 septembre 1952, poursuit un but bien différent de l'initiative. Il procède de l'idée d'une abolition graduelle du contrôle des prix, en particulier des loyers, reste de l'économie de guerre. Il tend donc à une normalisation graduelle de la situation, alors que l'initiative veut maintenir ce contrôle et, pour une partie, le renforcer. Alors même que l'initiative comporte une limitation dans le temps, son texte ne prépare pas une telle normalisation. Non seulement il n'y conduit pas mais il s'y oppose.

S'agissant du marché des appartements, il n'y a pas de doute que la coexistence de deux types de loyers ne saurait être maintenue à la longue sans accentuer le malaise qui existe déjà actuellement. La coexistence de ces deux types de loyers a certainement de fâcheuses conséquences économiques et sociales. En particulier, elle contribue à accentuer la crise du logement. Pourquoi un ménage d'un certain âge, dont les enfants, élevés, ont quitté le foyer, abandonnerait-il un appartement ancien de 4 ou 5 chambres pour prendre un appartement moderne de 2 ou 3 chambres dont le loyer serait aussi cher, si ce n'est plus?

Les appartements anciens bon marché sont souvent occupés par des économiquement forts et les logements modernes chers par des économiquement faibles. Par conséquent, la discrimination n'aide pas toujours ceux que l'on voudrait aider. Mais la normalisation de cette situation exige du temps. D'autre part, il faut tenir compte de l'évolution du coût de la vie.

C'est pourquoi le terme de l'additif constitutionnel de 1952 – soit le 31 décembre 1956 – est trop rapproché. Il convient donc de le prolonger, ainsi que l'arrêté fédéral du 10 juin 1953. On peut diverger d'opinion sur la durée de la prolongation nécessaire. Il semble bien toutefois qu'un délai expirant le 31 décembre 1960 serait suffisant.

S'agissant de l'arrêté du 10 juin 1953, il pourrait être modifié par décision des Chambres fédérales, soumise au referendum. C'est dire que les droits du Parlement et du peuple seraient sauvegardés.

Ainsi, votre commission, à la majorité, vous propose d'adopter le contreprojet du Conseil fédéral. Par conséquent, elle vous propose, à la majorité, d'adopter le projet d'arrêté fédéral qui vous est soumis.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

## Vormittagssitzung vom 5. Oktober 1954

Séance du 5 octobre 1954, matin

Vorsitz – Présidence: M. Perret

### 6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 311 hier vor – Voir page 311 ci-devant

**Hackhofer**, Berichterstatter der Mehrheit: Durch Bundesbeschluss vom 18. Dezember 1950 sind alle Vollmachtenbeschlüsse des Bundesrates auf Ende 1952 ausser Kraft gesetzt worden. Damit verlor auch der Bundesratsbeschluss vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung auf Ende 1952 seine Rechtskraft. Auf diesem Bundesratsbeschluss beruhte die Ermächtigung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes, Preisvorschriften zu erlassen, um eine ungerechtfertigte Erhöhung der Lebenshaltungskosten zu vermeiden, deren Anpassung an die wirtschaftliche Lage zu ermöglichen und die reguläre Marktversorgung zu schützen. Der Bundesrat vertrat in seiner Botschaft vom 2. Mai 1952 den Standpunkt, dass er es „angesichts der gegenwärtigen Situation und der ungewissen zukünftigen Entwicklung“ nicht verantworten könnte, auf Ende 1952 alle preiskontrollrechtlichen Befugnisse aus der Hand zu geben. Er schlug deshalb eine befristete Weiterführung der Preiskontrolle über den 31. Dezember 1952 hinaus vor. Dieser Vorschlag führte zum Verfassungszusatz vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle, der am 23. November 1952 von Volk und Ständen angenommen wurde und auf 1. Januar 1953 in Kraft trat. Am 10. Juni 1953 erliessen die eidgenössischen Räte auf Grund dieses Verfassungszusatzes den Bundesbeschluss über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle, gegen den das Referendum nicht ergriffen wurde und der am 1. Januar 1954 in Kraft trat.

Am 16. Februar dieses Jahres reichte der Schweizerische Gewerkschaftsbund das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten mit 202 549 gültigen Unterschriften ein, das den Gegenstand des vorliegenden Geschäftes bildet.

Es ist für die Stellungnahme zur Initiative von Bedeutung, diese Entwicklung vor Augen zu haben. Sie zeigt nicht nur den zeitlichen Standort der Initiative, sondern gibt auch wesentliche Anhaltspunkte für deren materielle Beurteilung im Verhältnis zur Richtung der bezüglichen Gesetzgebung, wie sie mit den erwähnten Erlassen eingeschlagen wurde. Mit Botschaft vom 20. Juli 1954 schlägt der Bundesrat vor:

1. Volk und Ständen die Ablehnung der Initiative des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes zu empfehlen;

2. Volk und Ständen die Annahme eines Gegenvorschlages zu beantragen, der zweierlei vorsieht: einmal die Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle über den 31. Dezember 1956 hinaus bis zum 31. Dezember 1960, sodann die Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle, ebenfalls über den 31. Dezember 1956 hinaus bis zum 31. Dezember 1960.

Ihre Kommission hat in ihrer Sitzung vom 7. September mit 18:7 Stimmen bei 2 Enthaltungen beschlossen, Ihnen Zustimmung zu diesen Anträgen des Bundesrates zu empfehlen. Die Kommission hat sich im wesentlichen der Argumentation des Bundesrates angeschlossen, wie sie in der Botschaft dargelegt ist. Ich erinnere – ohne unnötige Wiederholungen des in der Botschaft angeführten – in kurzer Zusammenfassung an die folgenden Argumente:

Ein erstes Argument: Die Initiative will die Regelung, wie sie auf dem Gebiete der Preis- und Mietzinskontrolle durch den Verfassungszusatz vom 26. September 1952 und durch den Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 geschaffen wurde, in wesentlichen Teilen korrigieren, und zwar in dem Sinne, dass wesentliche Teile dieser auf dem ordentlichen Gesetzgebungsweg in Kraft getretenen Erlasse nachträglich wieder aufgehoben werden sollen, dass die Entwicklung auf den Stand vor dem Inkrafttreten des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 und teilweise auch des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 zurückgedreht werden und dass auf dem Gebiete der Preis- und Mietzinskontrolle eine Politik eingeschlagen werden soll, die grundsätzlich verschieden wäre von derjenigen, wie sie seit 1952 befolgt und durch rechtskräftige Erlasse des Gesetzgebers sanktioniert wurde. Dieses Ziel der Initiative kommt nicht nur in der Entstehungsgeschichte und in den Vernehmlassungen der Initianten zum Ausdruck, auf die hier nicht eingegangen werden soll, sondern auch im Wortlaut verschiedener Artikel der Initiative.

Artikel 1 der Initiative will den Bundesrat beauftragen, „Massnahmen zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutz gegen die Teuerung“ zu treffen. Nach dem heute geltenden Recht geht der Auftrag an den Bundesrat viel weniger weit. Er soll nur „volkswirtschaftliche Störungen oder soziale Härten zu vermeiden“ suchen. Artikel 1 der Initiative gibt dem Bund einen Dauerauftrag, während das geltende Recht nur den Auftrag enthält, auf den zu erstrebenden Abbau der staatlichen Kontrolle eventuell verzögernd einzuwirken.

Artikel 2 der Initiative will eine umfassende Preisüberwachung wieder einführen, und zwar nicht im Sinne einer Kompetenzerteilung an den Bund, sondern als Auftrag und Verpflichtung für ihn. Nach dem geltenden Recht hat der Bund die Kompetenz, aber nicht die Verpflichtung zu einer beschränkten Preisüberwachung. Er kann die Preise jener Waren überwachen, die für das Inland bestimmt sind und deren Preisbildung durch Schutz- und Hilfsmassnahmen des Bundes beeinflusst wird.

Artikel 3 der Initiative enthält eine Reihe neuer Aufgaben und Kompetenzen für den Bund. Dieser Artikel sieht unter gewissen Voraussetzungen die Wiedereinführung einer umfassenden Preiskontrolle vor, d. h. den Erlass von Höchstpreisvorschriften für alle für das Inland bestimmten Waren und gewerbliche und industrielle Leistungen. Das geltende Recht kennt nur noch eine beschränkte Preiskontrollkompetenz, d. h. es sieht nur den Erlass von Höchstpreisvorschriften vor für bestimmte Waren. Gewerbliche und industrielle Leistungen unterstehen nach geltendem Recht überhaupt nicht mehr einer Preiskontrollkompetenz des Bundes. Artikel 3 der Initiative enthält ferner die Bestimmung, dass in Fällen, in denen die Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst wird, Höchstpreisvorschriften zu erlassen sind. Diese Bestimmung kann nach der Meinung der Mehrheit der Kommission nicht anders interpretiert werden, als der Bundesrat dies in seiner Botschaft getan hat, trotzdem diese Interpretation angegriffen worden ist. Es ist eine Mussformel für den Erlass von Höchstpreisvorschriften für Preise und Margen von für das Inland bestimmten Waren sowie von gewerblichen und industriellen Leistungen, sofern deren Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst wird.

Diese wenigen Hinweise auf die Artikel 1–3 der Initiative zeigen eindeutig deren Tendenz, den Abbau der Preiskontrolle, wie er in den letzten Jahren rechtskräftig geworden ist, auf weiten Gebieten wieder rückgängig zu machen, Preisüberwachung und Preiskontrolle auf diesen Gebieten wieder einzuführen und sie entsprechend auszubauen.

Noch deutlicher wird die gleiche Tendenz für das Gebiet der Mietzinskontrolle in den Artikeln 4–6 der Initiative sichtbar. Artikel 4 der Initiative will jene Neubauten von der Mietzinskontrolle ausnehmen, die nach dem 31. Dezember 1948 bezugsbereit geworden sind. Nach dem geltenden Recht sind von der Mietzinskontrolle ausgenommen jene Neubauten, die nach dem 31. Dezember 1946 bezugsbereit geworden sind. Die Initiative will also die Mietzinskontrolle gewissermassen nach rückwärts verlängern; sie will also die in den Jahren 1947 und 1948 bezugsbereiten Neubauten, die heute der Mietzinskontrolle nicht mehr unterstehen, dieser Kontrolle wieder unterstellen. Sie will also in aller Form die rechtliche Ordnung, wie sie durch den Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 geschaffen wurde, korrigieren, gewissermassen zurückrevidieren. Wir stehen auch hier vor dem heute nicht mehr einzig dastehenden, nicht mehr sehr originellen Versuch, eine Ordnung, die auf dem Wege der ordentlichen Gesetzgebung durch die zuständigen Instanzen geschaffen wurde, durch das Mittel einer Verfassungsinitiative wieder rückgängig zu machen.

Dieses Ziel wird auch in den übrigen Bestimmungen des Artikels 4 sowie in den Artikeln 5 und 6 der Initiative sichtbar. Die Initiative will jede Erhöhung eines Mietzinses über den Stand vom 31. Dezember 1953 hinaus einer für den einzelnen Fall zu erteilenden behördlichen Bewilligung unterstellen. Eine Erhöhung über den Stand am 31. Dezember 1953 hinaus soll im einzelnen Falle nur soweit bewilligt werden, als sie, wie es in der Initiative heisst, „zur Deckung der normalen Hausbesitz-

lasten, zu einer angemessenen Verzinsung des in der Liegenschaft investierten Kapitals und der seitherigen wertvermehrenden Verbesserungen erforderlich ist“, soweit sie also in jedem einzelnen Falle vom Vermieter als notwendig nachgewiesen wird. Nach heute geltendem Recht müssen generelle Bewilligungen zur Mietzinserhöhung erteilt werden, wenn gewisse gesetzlich umschriebene Voraussetzungen erfüllt sind. Einzelbewilligungen zur Erhöhung des Mietzinses im Falle einer Wertvermehrung des Mietobjektes sind im heute geltenden Recht nur als Ausnahmen vorgesehen. Die Initiative will also: vom Prinzip der generellen Bewilligung für Mietzinserhöhungen wieder abgehen und zurückkehren zum Prinzip des starren Mietzinsstoppes, Erhöhungen im einzelnen Falle nur zulassen nach alleiniger Massgabe des Lastendeckungsprinzipes und die „individuelle Festsetzung höchstzulässiger Mietzinse wieder zum hauptsächlichsten technischen Mittel der Mietzinskontrolle machen“, wie es in der Botschaft heisst.

Diese Hinweise auf den Text der Initiative beweisen das Ziel, die heute geltende Ordnung einer gemilderten, gelockerten Preis- und Mietzinskontrolle zurückzukorrigieren und, wie die Botschaft formuliert, „ein abgerundetes und geschlossenes System eines verschärften Preiskontrollrechtes wieder einzuführen.“ In dieser reaktionären Tendenz der Initiative, einen bereits abgebauten kriegsbedingten Staatsinterventionismus wieder aufzubauen und die bewährte freiheitliche Entwicklung der letzten Jahre wieder zurückzubilden, liegt eines der Hauptmotive für die Ablehnung der Initiative durch Bundesrat und Kommissionsmehrheit.

Ein zweites Argument: Die Initiative würde auch eine bedeutende Rechtsunsicherheit schaffen und Bundesversammlung und Volk bis Ende 1960 von jedem Mitspracherecht auf dem Gebiete der Preis- und Mietzinskontrolle ausschalten. Nach Artikel 10 der Initiative sollen deren Bestimmungen auf den 1. Januar 1955 in Kraft treten. Es ist vor auszusehen, dass die Volksabstimmung über die Initiative nicht vor dem 1. Januar 1955 wird stattfinden können. Im Falle der Annahme durch Volk und Stände hätte die Initiative schon im Hinblick darauf rückwirkende Kraft. Aber auch abgesehen vom Zeitpunkt des Inkrafttretens hätte die Initiative in verschiedenen Bestimmungen rückwirkende Kraft. Einige Hinweise mögen andeuten, zu welchen Konsequenzen eine solche rückwirkende Gesetzgebung führen müsste:

Nach Artikel 4 der Initiative dürfen die Mietzinse ohne behördliche Bewilligung nicht über den am 31. Dezember 1953 zulässigen Stand erhöht werden. Es stellen sich nun einige Fragen. Zunächst einmal die Frage: Was ist nun rückwirkend, rückschauend als solche behördliche Genehmigung zu betrachten? Welche nach dem 31. Dezember 1953 vorgenommenen Mietzinserhöhungen gelten nach dieser Bestimmung als behördlich genehmigt? Was geschieht in jenen Fällen, wo nach dem 31. Dezember 1953 Mietzinserhöhungen ohne behördliche Genehmigung vorgenommen wurden?

Der Bundesrat stellt sich in der Botschaft auf den Standpunkt, dass die durch den Bundesratsbeschluss vom 1. Juni 1954 erteilte generelle Bewilligung zur Mietzinserhöhung um höchstens 5% als

eine Genehmigung im Sinne von Artikel 4 der Initiative zu betrachten wäre. Auf Grund dieses Bundesratsbeschlusses wären also Mietzinserhöhungen bis zu diesen 5% auch nach einer eventuellen Annahme der Initiative möglich. Demgegenüber hat in unserer Kommission ein Sprecher der Initianten den Standpunkt vertreten, dass bei einer Annahme der Initiative die kürzlich bewilligten generellen Mietzinserhöhungen rückgängig gemacht werden müssten, denn sie würden den in der Initiative aufgestellten Grundsätzen für Mietzinserhöhungen nicht entsprechen.

Noch bedenklicher wären die Auswirkungen einer Annahme der Initiative in bezug auf die in den Jahren 1947 und 1948 bezugsbereit gewordenen Neubauten. Diese Projekte wurden auf den 1. Januar 1954 aus der Mietzinskontrolle entlassen. Mit der Annahme der Initiative würden sie der Mietzinskontrolle wieder unterstellt. Diese Neuunterstellung wäre im besten Falle nicht ohne grosse administrative Umtriebe und nicht ohne übermässige Beanspruchung des Verwaltungsapparates möglich. Sie müsste aber auch eine bedenkliche Rechtsunsicherheit schaffen und könnte in vielen Fällen sehr unbillige Härten bewirken. Die Botschaft zeigt das an einem Beispiel, das ich Ihnen kurz zitieren möchte. Auf Seite 14 wird ausgeführt: „Man denke beispielsweise an den Fall, dass eine im Jahre 1948 bezugsbereit gewordene Liegenschaft nach dem 31. Dezember 1953 die Hand gewechselt hat. Der Kaufpreis wird dann der durch die Freigabe ermöglichten Erzielung höherer Mietzinse angepasst gewesen sein. Zwingt man nun den neuen Hauseigentümer, sich mit niedrigeren Ansätzen zu begnügen, so sind Verluste unvermeidlich. Diese würden sich möglicherweise in manchen Fällen geradezu ruinös auswirken. Derartige Konsequenzen einer allfälligen Annahme der Initiative könnten durch die Ausführungsverordnung, die sich ja in den durch den neuen Verfassungszusatz vorgezeichneten Bahnen zu bewegen hätte, nicht verhütet werden.“

Eine Rechtsunsicherheit würde mit der Annahme der Initiative auch bestehen in bezug auf die Beschränkung des Kündigungsrechtes. Artikel 7 der Initiative enthält einzig den folgenden Satz: „Zum Schutze der Mieter ist das Kündigungsrecht einzuschränken.“

Nach der Botschaft des Bundesrates könnte auf Grund der bisherigen Terminologie nicht die Kompetenz zum Erlass von Massnahmen über den Aufschub von Umzugsterminen abgeleitet werden. Das könnte nur auf Grund einer neuen, von der bisherigen abweichenden Interpretation des Begriffes Kündigungsrecht geschehen, weil die Massnahmen zum Aufschub von Kündigungsterminen bisher nicht unter den Begriff „Kündigungsrecht“ subsummiert waren.

In diesem Zusammenhang macht die Botschaft auch auf die Unklarheit aufmerksam, die dadurch entstehen müsste, dass bei Annahme der Initiative der Verfassungszusatz vom 26. September 1952 wohl nicht vollständig aufgehoben würde. Es könnten also nach einer eventuellen Annahme der Initiative auch noch Bestimmungen des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 in Kraft bleiben. Es genügt wohl, auf diese mögliche Duplizität von Verfassungsbestimmungen über die gleiche Materie hin-

zuweisen, um anzudeuten, welche Rechtsunsicherheit die Annahme der Initiative auf diesem Gebiet schaffen würde.

Die Botschaft äussert sich im übrigen auch über diesen Punkt ausführlich. Ich möchte darauf nicht weiter eingehen.

Zu der geschilderten Rechtsunsicherheit käme mit der Annahme der Initiative noch die vollständige Ausschaltung der Bundesversammlung und des Volkes auf dem Gebiete der Preis- und Mietzinskontrolle bis Ende 1960. Nach Artikel 9 der Initiative erlässt der Bundesrat die erforderlichen Ausführungsvorschriften. Diese Bestimmung bringt eine Umgehung des ordentlichen Gesetzgebungsweges, der darin besteht, dass auf Grund einer Verfassungsbestimmung die Bundesversammlung die Ausführungsgesetze erlässt, die dann dem Referendum unterstehen. Die Initiative will für das Gebiet der Preis- und Mietzinskontrolle das Parlament und damit das Referendumsrecht des Volkes ausschalten.

Diese Ausschaltung ist nicht nur ein politisches Misstrauensvotum gegenüber der Bundesversammlung. Sie könnte in ihren Auswirkungen auch, wie die Botschaft auf Seite 12 andeutet, „zu einer grundlegenden Änderung der staatsrechtlichen Stellung der Landesregierung führen.“ Es muss in diesem Zusammenhang mit Nachdruck unterstrichen werden, was die Botschaft auf Seite 12 ausführt: „Jedenfalls wird sich die Aktivbürgerschaft darüber klar sein müssen, dass sie durch die Annahme der Initiative auf jedes weitere Mitspracherecht bei der näheren Ausgestaltung der Preiskontrolle verzichten würde.“

Ein weiteres gewichtiges Argument für die Ablehnung der Initiative ist damit gegeben, dass die Initiative ein untaugliches Mittel zur Erreichung des Zweckes wäre, auf dem Wohnungsmarkt ein vermehrtes Angebot an billigen Altwohnungen herbeizuführen.

Artikel 6 der Initiative sieht einen schrittweisen Abbau der Mietzinskontrolle für jenen Fall vor, wo „ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mietobjekten“ eintreten sollte. Die Botschaft weist darauf hin, dass das Eintreten dieses Falles gerade durch die Bestimmungen der Initiative verhindert würde.

Der von der Initiative angestrebte Mietzinsstopp bei den Altwohnungen, der nur gelockert werden könnte nach Massgabe des Lastendeckungsprinzips, müsste zu einer eigentlichen Stabilisierung des Abstandes zwischen den Mietzinsen für Neuwohnungen und denjenigen für Altwohnungen führen. Der Bestand an Altwohnungen kann ja nicht vergrössert werden. Das liegt in der Natur der Sache. Man kann nicht neue Altwohnungen schaffen. Die von der Initiative angestrebte, weitgehende Blockierung der Altwohnungen müsste Auswirkungen haben, deren Zwangsläufigkeit nicht bestritten werden kann.

Einmal müsste das Angebot an billige Altwohnungen um so zurückhaltender werden, je stabiler der Mietzinsunterschied zu den Neuwohnungen ist: Je grösser und stabiler die Mietzinsdifferenz zwischen einer Altwohnung und einer vergleichsweisen Neuwohnung ist, desto weniger wird sich der Mieter einer Altwohnung entschliessen können, diese gegen eine Neuwohnung einzutauschen, auch dann, wenn der Wechsel in eine Neuwohnung, viel-

leicht gleicher Preislage, vielleicht sogar mit grösserem Komfort, aber weniger Wohnraum, möglich wäre. Das muss sich auf dem Wohnungsmarkt vor allem in jenen Fällen nachteilig auswirken, wo ein Wohnraum behalten und einer grösseren Familie vorenthalten wird, der über den eigenen Bedarf weit hinausgeht.

Wir stellen diese Auswirkung schon jetzt fest. Wenn heute ein Mangel an billigen Wohnungen für Familien besteht, liegt die Ursache dafür nicht etwa in einem Mangel an Wohnraum, sondern in einer falschen Verteilung des vorhandenen Wohnraumes, zufolge der Blockierung der Altwohnungen.

Ich nenne Ihnen einige Zahlen als Beweis dafür. Ich vergleiche den Wohnungsbestand mit dem Stand der Wohnbevölkerung in den Städten Zürich, Bern und Basel für die Jahre 1939 bis 1950. In Zürich hatten wir am 31. Dezember 1939 einen Wohnungsbestand von 96 232, einen Stand der Wohnbevölkerung von 333 984, das macht eine Wohndichte von 3,47. Im Jahre 1950 hatten wir in Zürich einen Wohnungsbestand von 118 166, eine Wohnbevölkerung von 388 771; das macht eine Wohndichte von 3,29, also eine kleinere Wohndichte, oder pro Kopf der Bevölkerung mehr Wohnraum als im Jahr 1939.

Das Gleiche gilt noch ausgesprochener für Bern. Dort betrug der Wohnungsbestand im Jahre 1939 35 996, die Bevölkerung 124 953; die Wohndichte 3,47, war also gleich wie in Zürich. Im Jahre 1950 betrug der Wohnungsbestand rund 45 000, die Bevölkerung rund 146 000, gibt eine Wohndichte von 3,23, also eine noch geringere als in Zürich.

In Basel ist dasselbe festzustellen. Im Jahre 1939 zählte man etwa 55 000 Wohnungen, bei einer Wohnbevölkerung von rund 169 000, somit eine Wohndichte von 3,05. Im Jahr 1950 zählte man rund 65 000 Wohnungen, also 10 000 Wohnungen mehr als 1939, einen Bevölkerungsstand von rund 195 000, ergibt eine Wohndichte von 2,98.

Aus diesen Zahlen ergibt sich eindeutig, dass in den drei Städten im Jahre 1950 pro Kopf der Bevölkerung mehr Wohnraum zur Verfügung stand als im Jahre 1939. Dabei zählte man im Jahre 1939 einen ansehnlichen Leerwohnungsbestand. Zudem hat sich seit 1950 die Wohndichte noch weiter verringert. Ich will darauf verzichten, solche Zahlen auch noch zu nennen.

Die Lösung des Rätsels, weshalb trotz dieser Entwicklung heute ein Mangel, vor allem an billigen Familienwohnungen, besteht, kann mit einigen anderen Zahlen angedeutet werden, und zwar sind es Zahlen der statistischen Ämter von Zürich, Bern und Basel. In Zürich waren im Jahre 1950 (nach der Wohnungszählung) 1025 Vier- und Mehrzimmerwohnungen nur von einer Person bewohnt. Das machte 4,6% aller Vier- und Mehrzimmerwohnungen aus. In Bern waren im Jahre 1950 471 Vier-, Fünf- und Mehrzimmerwohnungen von einer einzigen Person bewohnt. Das machte 5,5% sämtlicher Vier- und Mehrzimmerwohnungen aus. In Basel waren (ebenfalls im Jahre 1950) 962 Wohnungen (also 8,8%) aller Vier- und Mehrzimmerwohnungen nur von einer einzigen Person bewohnt. Dieses Problem der „Versitzung“ von grossen Altwohnungen durch einzelne Personen und Kleinstfamilien wird um so brennender, je grösser und stabiler der Mietzinsunterschied zwischen Alt- und Neuwohnungen

ist. So müsste die Initiative zwangsläufig dazu führen, dass die billigen Altwohnungen noch mehr als bisher vom Wohnungsmarkte ferngehalten werden und dass es für den Wohnungssuchenden noch viel schwerer würde als heute, eine Altwohnung zu finden.

Die von der Initiative angestrebte weitgehende Blockierung der Altwohnungen müsste eine weitere Auswirkung zur Folge haben, und zwar die, dass der Bestand – nicht nur das Angebot, sondern auch der Bestand – an Altwohnungen viel rascher zurückgehen würde, als das beim Bestehen eines normalen Wohnungsmarktes der Fall wäre. Es liegt wiederum in der Natur der Sache, dass der Bestand und das Angebot an Altwohnungen an sich einem ständigen Rückgang unterworfen ist. Die natürliche Abnutzung, die ganze Entwicklung des Verkehrs und andere Umstände führen dazu, dass bestehende Wohnbauten abgebrochen und durch Neubauten ersetzt werden müssen. Je grösser und stabiler der Mietzinsunterschied zwischen Alt- und Neuwohnungen ist, desto unrentabler wird der Besitz eines Hauses mit Altwohnungen im Verhältnis zu einem solchen mit neuen Wohnungen, desto grösser wird aber auch der Anreiz oder vielleicht sogar der Zwang für den Hausbesitzer, ein Haus mit Altwohnungen abzubauen und durch einen Neubau zu ersetzen. Diese Feststellung wird durch die tatsächliche Entwicklung in den letzten Jahren bereits bestätigt. Die immer wieder zum Ausdruck kommende Entrüstung über das Tempo und das Ausmass, in dem in unseren grossen Städten Häuser mit Altwohnungen durch Neubauten ersetzt werden, ist schon ein Beweis dafür. Je rascher aber der Bestand an Altwohnungen zurückgeht, desto grösser wird die Zahl der Wohnungssuchenden, denn die beim Abbruch der Altwohnungen ausgezogenen Mieter müssen natürlich neue Wohnungen suchen.

Vom Standpunkte des Mieters aus gesehen, ergeben sich auf Grund dieser Erwägungen für die Beurteilung der Initiative folgende Überlegungen: Die Mieter in neuen Wohnungen, d. h. in Wohnungen, die auch nach der Annahme der Initiative von der Mietzinskontrolle befreit wären, werden zunächst von der Initiative überhaupt nicht berührt. Die Blockierung der Altwohnungen durch die Initiative kann aber für diese Mieter von Neuwohnungen doch den Nachteil bringen, dass ein eventuell notwendiger oder gewünschter Wechsel von einer neuen Wohnung in eine alte Wohnung zum mindesten sehr erschwert würde. Vom Standpunkte der Mieter in Neuwohnungen aus kann deshalb die Initiative keineswegs als zweckmässig bezeichnet werden. Sie würde im Gegenteil eine Auswirkung haben, die sie für diese Mieter eher als unzweckmässig erscheinen lässt.

Vom Standpunkte des Wohnungssuchenden aus müsste die Annahme der Initiative eine Entwicklung einleiten, die für ihn nur nachteilig sein kann. Der Wohnungssuchende hat ein Interesse an einem möglichst grossen Wohnungsangebot. Je grösser dieses Angebot, desto grösser seine Auswahlmöglichkeiten. Es liegt keineswegs im Interesse des Wohnungssuchenden, wenn das Angebot an Altwohnungen noch kleiner wird, wenn er sich praktisch nur einem Angebot an teuren Neuwohnungen gegenüberübersieht. Der Wohnungssuchende wird gerne für eine Altwohnung einen höheren Zins bezahlen als

er bei einer Blockierung verlangt werden dürfte, weil dieser höhere Zins für ihn immer noch niedriger wäre als derjenige, den er für eine entsprechende Neuwohnung bezahlen müsste. Das ist besonders deswegen bedeutsam, weil zu den Wohnungssuchenden vor allem die junge Generation, die jungen, wachsenden Familien gehören. Vom Standpunkte des Wohnungssuchenden, also vor allem der jungen Generation aus, muss deshalb die Regelung, wie die Initiative sie anstrebt, als völlig unzweckmässig bezeichnet werden.

Was schliesslich die heutigen Mieter von Altwohnungen betrifft, so scheinen diese die Bevorzugten der durch die von der Initiative angestrebten Blockierung zu sein. Sie sollen ja eine Sicherung dafür erhalten, dass ihre Mietzinse nicht über den Stand vom 31. Dezember 1953 hinaus erhöht werden. Diese Privilegierung aber ist nur sehr bedingt. Je rascher der Bestand an Altwohnungen zurückgeht, je mehr unter dem Zwang der wirtschaftlichen Verhältnisse unrentabel werdende Altbauten abgebrochen und durch Neubauten ersetzt werden, desto problematischer wird der Schutz, den die Initiative diesen Mietern bringen soll. Der Mieter, der zufolge der Entwicklung, wie sie durch die Annahme der Initiative forciert werden müsste, seine Altwohnung verliert, wird zu einem Wohnungssuchenden und sieht sich als solcher in jener unangenehmen Situation, wie ich sie eben skizziert habe. Auf lange Sicht gesehen erweist sich damit die Initiative nicht einmal als für die von ihr Privilegierten zweckmässig.

Aus den gemachten Überlegungen ergibt sich der Schluss, dass die Initiative nicht nur eine Zurückdrehung der freiheitlichen Entwicklung der letzten Jahre, einen Rückschritt auf dem Wege zur Normalisierung des Wohnungsmarktes bringen und eine bedenkliche Rechtsunsicherheit schaffen sowie die Bundesversammlung und das Volk für sechs Jahre von jedem Mitspracherecht bei der näheren Ausgestaltung der Preis- und Mietzinskontrolle ausschalten würde, sondern dass sie auch vom Standpunkte einer sinnvollen Wohnungsmarktpolitik und einer auf lange Sicht gesehenen Mieterpolitik sich als unzweckmässig erweist. Diese letztere Feststellung erhält einen besonderen Nachdruck, wenn man nicht nur auf die Verhältnisse in einigen grossen Städten abstellt, sondern die Situation im ganzen Lande berücksichtigt.

Der Vollständigkeit halber will ich noch darauf hinweisen, dass die Botschaft noch ein Argument gegen die Initiative geltend macht, und zwar dasjenige, dass die mit der Initiative gewollte Erweiterung und Verschärfung der Preiskontrolle eine Vermehrung des Personalbestandes der Preiskontrollstellen, und zwar sowohl des Bundes wie der Kantone, unerlässlich machen würde.

Ein kurzes Wort noch zum Problem der landwirtschaftlichen Pachtzinse. Wie die Botschaft des Bundesrates feststellt, bringt die Initiative hinsichtlich des landwirtschaftlichen Pachtzinses keine Änderung des sachlichen Geltungsbereiches der heutigen Regelung. Artikel 8 der Initiative lautet wörtlich gleich wie Artikel 8 des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953. Eine Annahme der Initiative würde also diesbezüglich keine andere sachliche Ordnung schaffen, als sie auf Grund des geltenden Rechtes bereits besteht.

Alle Überlegungen, wie ich sie in diesen Ausführungen angestellt habe, haben die Mehrheit Ihrer Kommission zu dem eingangs erwähnten Beschluss geführt, Ihnen zu beantragen, dem Bundesrat zuzustimmen und Volk und Ständen die Ablehnung der Initiative zu empfehlen.

Nur noch einige Bemerkungen zum Gegenvorschlag, den der Bundesrat Ihnen unterbreitet. In bezug auf den Inhalt des Gegenvorschlages werde ich mich auf einige kurze Bemerkungen beschränken. Wie ich eingangs erwähnt habe, will er die Gültigkeitsdauer des heute geltenden Preis- und Mietzinskontrollrechtes bis zum 31. Dezember 1960 verlängern, also für die genau gleiche Zeit, wie sie die von der Initiative vorgesehene Regelung vorsieht. Ich verweise im übrigen auf die erwähnten beiden Erlasse, den Verfassungszusatz vom 26. September 1952 und den Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953.

Zur Begründung des Gegenvorschlages macht der Bundesrat geltend, dass vor allem auf dem Gebiete der Mietzinse die Zeit bis Ende 1956 kaum ausreichen werde, um die Diskrepanz zwischen den Mietzinsen von Alt- und Neuwohnungen, unter Beachtung der gesetzlichen Bedingungen zu beseitigen und den Wohnungsmarkt zu normalisieren. Man hätte deshalb wohl zu gegebener Zeit eine Verlängerung des Mietzinskontrollrechtes vorschlagen müssen. Durch die notwendig gewordene Abstimmung über die Initiative wurde lediglich eine Verlegung des Zeitpunktes verursacht.

In bezug auf die landwirtschaftlichen Pachtzinse stellt der Bundesrat nach wie vor eine Auftriebstendenz fest, die eine Kontrolle voraussichtlich auch nach dem Jahre 1956 noch notwendig machen wird. Da über die Realisierungsmöglichkeit des Begehrens um Einbau der Pachtzinskontrolle in das bäuerliche Bodenrecht ja noch keine Klarheit besteht und wahrscheinlich bis Ende 1956 noch nicht völlig bestehen wird, erachtet der Bundesrat eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer auch dieser Bestimmung als angezeigt.

Die Möglichkeit einer Kontrolle der Preise und Margen geschützter Waren erachtet der Bundesrat als notwendiges Gegenstück zu den preisstützenden Massnahmen bei diesen Waren. Er kann sich dafür auf eine Reihe von Äusserungen von Mitgliedern unseres Rates wie auch des Ständerates in früheren Debatten berufen. Im Hinblick darauf erachtet es der Bundesrat als gegeben, auch die bezüglichen Bestimmungen des heute geltenden Rechts in ihrer Gültigkeitsdauer zu verlängern.

Angesichts der angedeuteten Überlegungen ist der Bundesrat dazu gekommen, zu beantragen, das heute geltende Preis- und Mietzinskontrollrecht, wie es in beiden Erlassen festgelegt ist, in seiner Gesamtheit unverändert für den Gegenvorschlag zur Initiative zu übernehmen.

Die Kommissionmehrheit ist auch diesbezüglich dem Bundesrat auf der ganzen Linie gefolgt und beantragt Ihnen Zustimmung zum vorliegenden Gegenvorschlag.

Noch eine letzte Bemerkung, die sich auf die Texte der Initiative bezieht. In seiner Botschaft hat der Bundesrat auf Seite 21 darauf aufmerksam gemacht, dass die französischen und italienischen Texte der Initiative in verschiedenen Teilen vom

deutschen Text abweichen. Es ging dabei von der Auffassung aus, dass es sich durchwegs um unwesentliche Abweichungen handle, und er ersetzte die Abweichungen im französischen und italienischen Text durch eine neue, dem deutschen Text materiell entsprechende Fassung.

Diese Frage der Textverschiedenheiten wurde durch die Kommission sehr einlässlich geprüft. Sie verlangte nochmals ein Gutachten der Justizabteilung des Justiz- und Polizeidepartementes. Massgebend für die Stellungnahme der Kommission waren schliesslich die folgenden Überlegungen: Der deutsche Text der Initiative spricht von Massnahmen des Bundes. Der französische Text von Artikel 1 spricht von «mesures nécessaires» und der italienische ebenfalls von «misure necessarie». In Artikel 5 ist im deutschen Text die Rede von Vorkriegswert, im französischen Text von «prix d'avant-guerre», das heisst „Vorkriegspreis“. Auch der italienische Text spricht von «prezzo d'ante-guerre». Diese Differenzen in der Formulierung sind nach der Auffassung der Kommission von wesentlicher materieller Bedeutung. Es könnte also nicht verantwortet werden, sie einfach zu ignorieren. Bei der Beurteilung der Frage, was angesichts dieser wesentlichen Differenzen zwischen den verschiedenen Texten vorzuziehen sei, stützte sich die Kommission auf Artikel 4 des Bundesgesetzes über das Verfahren bei Volksbegehren und -abstimmungen betreffend die Revision der Bundesverfassung. Dieses Gesetz wurde im Jahre 1950 revidiert und ergänzt und hat seit der Revision vom 5. Oktober 1950 ein Alinea 3 in Artikel 4 erhalten, das wie folgt lautet:

„Wenn ein Volksbegehren in Form eines ausgearbeiteten Entwurfes in mehr als einer Amtssprache zur Unterzeichnung aufgelegt wird, muss jeder Unterschriftenbogen, um gültig zu sein, überdies den für das Zustandekommen des Volksbegehrens massgebenden Text bezeichnen und diesen Text wiedergeben.“

Nun enthalten alle Unterschriftenbogen, auch diejenigen französischer und italienischer Sprache, einen Satz, der sagt, dass der deutsche Urtext für das Zustandekommen der Initiative massgebend sei. Daraus ergibt sich, dass im Falle einer Anpassung der Texte diese Anpassung an den deutschen Urtext erfolgen muss. Dass für eine solche Anpassung die Bundesversammlung zuständig ist, ist unbestritten.

Auf Grund dieser Überlegungen beantragt Ihnen die Kommissionmehrheit, dem Bundesrate zuzustimmen und die französischen und italienischen Texte zu den Artikeln 1 und 5 in der von ihm vorgeschlagenen Formulierung dem deutschen Urtext anzupassen.

**Steiner, Berichterstatter der Minderheit:** Im Auftrage der Kommissionminderheit bitte ich Sie, dem Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten zuzustimmen und den Gegenvorschlag des Bundesrates abzulehnen.

Was den wesentlichsten Unterschied zwischen der Initiative des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes und dem Gegenvorschlag des Bundesrates bildet, das kommt in deren Zielsetzung zum Ausdruck. Die Initiative will die Überwachung der Preise und Margen unter bestimmten Voraussetzungen. Die heutige Gesetzgebung, die von Bundesrat und Kom-

mission zur Weiterführung bis zum 31. Dezember 1956 empfohlen wird, räumt dagegen dem Bund eine allgemeine Überwachung der Preise und Handelsmargen nicht ein. In einer wirtschaftlich und politisch bewegten Zeit wie heute scheint es uns unmöglich zu sein, ohne Überwachung der Preise mit Erfolg Massnahmen gegen eine eventuelle weitere Teuerung ergreifen zu können. Wo sollen die Grundlagen für eine systematische Bekämpfung ungerechtfertigter Teuerung hergenommen werden? Diese Auffassung hat übrigens auch der Bundesrat seinerzeit in seiner Botschaft an die Bundesversammlung vom 2. Mai 1952 betreffend die befristete Weiterführung der Preiskontrolle voll und ganz geteilt. Auf Seite 57 derselben schreibt er:

„Die Preisüberwachung hat sich gerade in den letzten Jahren sehr bewährt und teils erfreuliche Resultate gezeigt. Wir erinnern nur an die freiwillige Verständigung im Textilsektor. Das Instrument der Preisüberwachung möchten wir auch in Zukunft nicht missen. Es ist auch deshalb unerlässlich, weil die mehr oder weniger laufende Überwachung der Preise eine wesentliche Voraussetzung dafür darstellt, dass die Behörden nicht von Ereignissen überrascht werden, die für unsere Wirtschaft und den sozialen Frieden gefährlich sind...“

Soweit die Auffassung des Bundesrates im Jahre 1952! Sie entspricht dem, was bisher für ein Land als richtig befunden wurde, das vom Aussenhandel weitgehend abhängig ist und das deshalb den internationalen Wettbewerb bestehen muss, wenn seine Vollbeschäftigung erhalten bleiben soll. Die Überwachung der Preise bildet jedenfalls eine jener nützlichen Voraussetzungen, um eine neue Preisinsel Schweiz verhüten zu können. Wenn das bisher bei uns besser gelungen ist als in manch anderem Staate, dann darf sicher zum Gelingen die Preiskontrolle mitgezählt werden.

Wenn man auf Seite der Initiativgegner glaubt, die Preisüberwachung ohne Gefahr als überflüssige Massnahme fallen lassen zu können, dann mag dies aus der immerhin umstrittenen Überlegung heraus geschehen, die Teuerungsspitze überschritten zu haben und sich auf abgleitender Preiskurve zu befinden. Wie unrichtig solche Annahmen sein können, bezeugen aber die gegenwärtigen Preisentwicklungen und die verschiedenen nach oben geplanten Preiskorrekturen, die immerhin zu Besorgnis Anlass geben. Die Entwicklung lässt sich heute nicht voraussehen; auch dafür gibt es Beweise. Ich erinnere an die Jahre 1949 und 1950. Darum ist die Auffassung der Initianten sicher richtig, wenn sie in Artikel 1 der Initiative vom Bund Massnahmen zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutze gegen die Teuerung verlangen. Artikel 1 bildet deshalb nicht im geringsten einen als schlechte Gewohnheit darzustellenden Zwangsartikel, als welchen man ihn gerne haben möchte. Er hat grundsätzliche Bedeutung.

Damit, dass die Initiative diese Aufgabe des Bundes bis zum 31. Dezember 1960 befristet, bringt sie zudem zum Ausdruck, dass die Initianten keineswegs nach einer Dauerlösung trachten. Sie halten aber die durch den Bund zu ergreifenden Schutzmassnahmen gegen die Teuerung für die nächsten Jahre noch als zweckmässig und wollen sie nur unter ganz bestimmten Voraussetzungen lockern.

Zum Schutze der Mieter und Konsumenten sind gemäss Text der Initiative in speziellen Fällen Höchstpreisvorschriften für inlandbestimmte Waren, nicht aber den Export anzuwenden. Man hat der Initiative zum Vorwurf gemacht, solche Höchstpreise überall dort festzusetzen, wo es sich um durch den Staat geschützte Güter handle. Dem ist zu entgegen, dass die Initianten sich stets klar darüber waren, dass Höchstpreisvorschriften nur dann zu erlassen sind, wenn tatsächlich eine Notwendigkeit dazu besteht. Diese Notwendigkeit lässt sich aus den Beobachtungen der Preisüberwachung feststellen. Höchstpreise sind gemäss Auslegung der Initiative dann einzuführen, wenn die Sicherung der Kaufkraft und der Schutz gegen die Teuerung dies unumgänglich verlangen. Es wäre der Initiative Zwang angetan, wollte man deren Artikel 3 bezüglich der durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflussten Preise anders auslegen. Grundsätzlich wird wohl richtig sein, dass derjenige, der zur Sicherung seiner Leistungen und deren Preise den staatlichen Schutz in Anspruch nimmt, nicht Überpreise soll fordern können. Höchstpreise wären somit dann festzusetzen, wenn der Produzent den staatlichen Schutz genießt und zufolge dieses Schutzes den Konsumenten unberechtigte Lasten erwachsen. Die Initianten sind überzeugt, dass ihre Auffassung auch diejenige grosser Volkskreise bildet, was einem durchaus natürlichen Empfinden entspricht.

Einen wesentlichen Unterschied zur gegenwärtigen Ordnung und damit zum Gegenvorschlag des Bundesrates weisen die Bestimmungen der Initiative über die Mietpreiskontrolle auf. Vorauszuschicken ist, dass auch die Initiative die Normalisierung auf dem Wohnungsmarkte anstreben will, aber sie setzt für den schrittweisen Abbau des staatlichen Eingriffes voraus, dass ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mitobjekten vorhanden sein müsse und durch die Anpassung der Lebenshaltungskosten und Einkommensverhältnisse nicht nachteilig beeinflusst werde. Ferner dürfen die Mietzinse nicht höher festgesetzt werden als zur Deckung der normalen Hausbesitzlasten, zu einer angemessenen Verzinsung des in der Liegenschaft investierten Kapitals und der seitherigen wertvermehrenden Verbesserungen erforderlich ist. Es soll also das Kostendeckungsprinzip im Einzelfall zur Anwendung gelangen.

Demgegenüber sieht Artikel 4 des Gegenvorschlages die stufenweise, generelle Bewilligung von Mietzinserhöhungen ab 1954 vor, wobei Zeitpunkt und Ausmass der Erhöhung unter Berücksichtigung der Entwicklung der Lebenskosten und der Einkommensverhältnisse festzusetzen sind. Auf den Leerwohnungsbestand nimmt der Bundesbeschluss also keine Rücksicht. In diesem Sinne hat der Bundesrat auch gehandelt. Auf Oktober 1954 bewilligte er trotz Wohnungsnot eine allgemeine fünfprozentige Mietzinserhöhung. Es ist nicht anzunehmen, dass es die letzte sein werde. Jedenfalls schreibt die „Handelszeitung“ dazu, sie bilde nur einen Tropfen auf einen heissen Stein. Sollte es nach Meinung der „Handelszeitung“ gehen, kann man sich ungefähr ein Bild darüber machen, was noch kommen wird, bis der heisse Stein kalt geworden ist. Dass es leicht so herauskommen kann, geht aus den Äusserungen des Bundesrates im Bericht vom

20. Juli 1954 hervor, in welchem erklärt wird, dem heutigen Bundesbeschlusse liege der Gedanke zugrunde, es sei, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen gegeben sind, durch eine Reihe – ich wiederhole, durch eine Reihe – von generellen Mietzinserhöhungen die Diskrepanz zwischen Mietzinsen von Alt- und Neubauten zu beseitigen.

Der Bundesrat fügt dem bei: „Wir befürchten, dass die Erreichung dieses Zieles bis Ende 1956 ausserordentlich schwierig sein wird“, weshalb er zum Schluss kommt, dass der Verfassungszusatz und der Bundesbeschluss bis zum 31. Dezember 1960 in Kraft bleiben sollten, was die nationalrätliche Kommission bekanntlich durch Zustimmung zum Gegenvorschlag auch bestätigt hat.

Für uns ist es also ganz klar, dass auf dem bisherigen Weg fortmarschiert, vom Bundesrat weitere Mietzinserhöhungen beschlossen und lediglich die Fristen zu deren Verwirklichung eventuell länger hinausgeschoben werden, um dieselben dem Mieter eher löffelweise auferlegen zu können.

Das ist der Grund, weshalb der Schweizerische Gewerkschaftsbund seine Initiative lancierte. Das bisher Geschehene beweist, dass seine Vermutung richtig war und mit Recht die heutige Gesetzgebung als unhaltbar bezeichnet wird.

Gegenüber diesen Mietzinsanpassungen möchten wir ferner feststellen, dass der Hauptgrund, weshalb sie vorgenommen werden sollen, nicht in der kostenmässigen Notwendigkeit zu suchen ist, sondern im Bestreben nach Aufhebung oder mindestens starker Verminderung der Diskrepanz zwischen Alt- und Neumietpreisen. Man gedenkt also, die Altmieten allgemein weiter zu verteuern, um sie näher an die Neumieten heranzurücken. Wir bestreiten diese Notwendigkeit und bekämpfen sie. Zwischen Altwohnungen und Neuwohnungen besteht immerhin bezüglich des Wohnens in der Regel ein wesentlicher Unterschied. Zudem ist zu sagen, dass Mietzinsanpassungen gestützt auf vorgenommene Renovationen und Modernisierungen stets möglich waren und der Vermieter, wenn er tatsächlich mehr Auslagen hat, auch heute auf seine Rechnung kommt.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir auf die Begründung des gegenwärtigen, fünfprozentigen Mietpreisaufschlages kurz eingehen, da er uns in sehr interessanter Art darlegt, welche Motive den Bundesrat veranlassen, den Zeitpunkt für eine Erhöhung als gegeben zu erachten. Der Bundesrat sagt zur Begründung folgendes: „Seit dem 23. November 1952, das heisst dem Datum der Annahme des Verfassungsartikels über die Preiskontrolle bis Ende April 1954 ist der Index der Lebenshaltungskosten von 171,2 auf 169,6 Punkte, also um 1,6 Punkte zurückgegangen. Vom Oktober 1952 bis Oktober 1953 sind demgegenüber die Normallöhne der Arbeiter im Durchschnitt um 1,3%, jene der Angestellten um 2% angestiegen. Das entspricht einer Verbesserung des Reallohnes bei den Arbeitern von rund 2% und bei den Angestellten von rund 2,5%. Die Lage des Arbeitsmarktes ist nach wie vor gut, und die Einkommensverhältnisse sind im allgemeinen befriedigend.“ So weit der Bundesrat. Diese Art Wirtschaftspolitik stimmt einfach nicht mehr mit dem überein, was bisher als richtig angenommen wurde. Man könnte es als eine Art Stillhalteabkommen bei 170 Indexpunkten bezeichnen.

Immer, wenn der Index unter 170 fällt, kann wieder ein Anlauf mit Preiserhöhungen genommen werden. Die Lebenshaltungskosten sollen also bei 170 Punkt einfach einfrieren. Das bezeichne ich als eine gefährliche Wirtschaftspolitik.

Heute wird sehr viel über Produktivitätssteigerung gesprochen und auch doziert. Das Problem darf sicher nicht als momentaner Modeartikel betrachtet werden. Es verdient eine seriöse Behandlung, gestützt auf die Tatsache, dass auch wir uns dem, was im Auslande zur Verbesserung der Leistungen vor sich geht, nicht verschliessen dürfen. Zur Produktivitätssteigerung braucht es auch den Einsatz des Arbeiters. Wenn man aber will, dass die Leistungen verbessert werden, kann man das unmöglich mit einer Methode erreichen, bei der man dem Arbeiter wieder wegnimmt, was er selbst zur realen Verbesserung seines Lohnes beigetragen hat. Zudem sind Reallohngegewinne keine Geschenke an den Arbeiter; sie müssen von ihm durch bessere Leistungen verdient werden. Der Arbeiter wird sich dafür schön bedanken und dem Problem der Leistungsverbesserung den Rücken zuwenden, wenn man seinen Lebensstandard doch nur blockiert und ihn von jeder Verbesserung ausschliesst. Ganz besonders ungeniessbar wird das, wenn man, wie es im vorliegenden Falle geschieht, dem Arbeiter jedes Pünktlein vorrechnet, um den sich der Reallohn verbessert habe und dabei noch tut, es sei etwas Grossartiges geschehen. Derweil ist von all dem überhaupt nichts mehr vorhanden, weil der Index inzwischen langsam wieder die kleine Stufe nach oben geklettert ist, über die er kurz zuvor stolperte. Mit den Arbeiterlöhnen verhält es sich im übrigen so, dass es unter diesen noch sehr viele kleine Löhne gibt. Es leben in den Altwohnungen nicht nur Gutverdiener, sondern auch sehr viele Schlechtverdiener, die eine entsprechende Rücksichtnahme verdienen.

Ferner darf wohl darauf hingewiesen werden, dass wegen der Diskrepanz zwischen Alt- und Neuwohnungspreisen nicht weniger neue Wohnungen erstellt werden. Nach den Erhebungen des Delegierten für Arbeitsbeschaffung waren Ende 1952 Bauvorhaben im Kostenbetrage von 1749 Millionen Franken vergebungsbereit, während weitere 1426 Millionen die Vergebungsreife erreicht haben, die Finanzierung aber noch nicht gesichert war. Das Baugewerbe, das zudem hohe Kontingente von Fremdarbeitern beschäftigt, ist jedenfalls am Platfond seiner Leistungsfähigkeit angelangt. Noch weniger ist anzunehmen, dass die Erhöhung der Altmieten, wie es die Referenten erklärt haben, dazu Anlass geben kann, dass die Mieter von Altwohnungen schwarenweise in neue Wohnungen hinüberwechseln. Und täten sie es, was wäre die Folge? Der Vermieter würde die Leerwohnungen an denjenigen Anwärter mit den besten und sichersten Verdienstverhältnissen vergeben. Das ist aber sicher nicht der Hilfsarbeiter mit einer grossen Familie. Herr Kollege Hackhofer erklärte, der Einzelgänger, wie es auch die „Handelszeitung“ schreibt, lebe häufig in Mehrzimmerwohnungen und vergeude wertvollen Wohnungsraum. Ist es sozial betrachtet in Ordnung, wenn bei einem älteren Ehepaar, bei welchem der Mann stirbt, die Frau, weil sie allein noch in dieser Wohnung lebt, diese in ihren alten Tagen der paar

Jährlein wegen, die sie noch lebt, wechseln muss? Das ist doch sicher hart und sozial einfach nicht in Ordnung. Und wenn die Frau die Wohnung doch wechselt, was geschieht dann? Erhält sie dann wieder eine andere Wohnung oder muss sie irgendwo am Stadtrand ein Zelt aufschlagen und zur Zeltmission gehen?

Die Anlehnung der Altmieten an die neuen Wohnungspreise ist zudem ungerecht, weil die Anlage von Geldern in Liegenschaften immer noch zu den besseren Placierungsmöglichkeiten gehört. Wäre das nicht der Fall, dann wäre sicher nicht ein solcher Run nach Liegenschaften festzustellen. Eine solche Anpassung ist ferner ungerecht, weil die Hauptlast des Hausbesitzes, die Hypothekarzinsen, seit 1939 überhaupt keine Erhöhung, wohl aber eine Senkung erfahren und zudem die Risikobelastung des Leerwohnungsbestandes so gut wie verschwunden ist. In einer solchen Situation ist es nicht mehr als recht, dass die Festsetzung der Mieten nach dem Kostendeckungsprinzip erfolgt. Man erklärt neuerdings, mit der Erhöhung der Altmieten würden nicht mehr so viele alte Wohnungen abgerissen werden. Das ist einer der neuesten Schlager. Wer Einblick in die städtischen Verhältnisse hat und weiss, wie enorm die Bodenpreise in die Höhe getrieben werden, glaubt nicht an solche Erklärungen. Der Abbruch von alten Häusern und ihre Ersetzung durch neue Gebäude wird auf alle Fälle weitergehen. Das ist eine allgemeine Erscheinung der guten Konjunktur. Im übrigen ist die Situation doch nicht so, wie Herr Hackhofer gesagt hat, dass die alten Wohnungen am Rande der Städte abgerissen werden, sondern diese Erscheinung geht im Zentrum der Städte vor sich, wo ganz allgemein die Wohnungen den Geschäftshäusern weichen müssen. Diese Entwicklung werden Sie auf diese Art und Weise, wie Sie es erklärt haben, nicht aufhalten können.

Der Bericht des Bundesrates hält der Initiative entgegen, sie verhindere, dass mit einer allmählichen generellen Anpassung der Altmieten an die Neubauten eine Normalisierung des Wohnungsmarktes und damit die Entspannung der Lage eintrete. Sie wolle das Lastendeckungsprinzip zur uneingeschränkten Geltung bringen, was zur Folge habe, dass auf dem Gebiet der Mietzinsentwicklung einfach die Fortdauer des gegenwärtigen Zustandes und damit der Diskrepanz der Mietzinse zwischen Alt- und Neubauten fortbestehe. Weiterhin würden vornehmlich teure Wohnungen leer bleiben. Ja, die Initiative verhindere sogar den Eintritt des Falles, dass ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand eintrete. Ich glaube, dass, wer heute neue Wohnungen nicht zu übersetzten Preisen baut, diese auch vermieten kann. Es ist in der Kommission darauf verwiesen worden, dass man im Wohnungsbau komfortmässig da und dort übertreibe, was zu teuren Mieten führe. Mit einer Erhöhung der Altmietmieten wird aber diese Übertreibung sicher nicht rückgängig gemacht. Im Gegenteil, die Erhöhung der Altmieten verbilligt die neuen Wohnungen nicht im geringsten. Viel richtiger ist, dass die heute billigen Altmietwohnungen auf die Preise der Neuwohnungen eine willkommene Bremswirkung ausüben. Ich habe es beim Wohnungsbau des Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiterverbandes oft erlebt, dass wir bei der Erstellung von Neu-

wohnungen sehr auf Mietpreise der Altmietwohnungen Rücksicht nehmen mussten. Erhöht man die Altmietmieten, dann wird es so herauskommen, dass diese Bremswirkung schlechter funktioniert und auch die Neuwohnungen teurer zu stehen kommen.

Vergessen wir auch nicht, dass der Arbeiter, der in einer Altmietwohnung lebt, sicher auch gern ein neues Logis besitzen würde. Nicht jeder hat diesen Wunsch; aber es gibt sicher ihrer viele. Wir könnten es uns heute leisten, erklärt mancher von ihnen. Da ist die Tochter oder der Sohn, der in der Familie mitverdient; wenn sie aber von uns wegziehen, dann können wir diesen Mietzins nicht mehr aufbringen. Sie weisen auch auf den Umstand hin, dass die Arbeit sich verringern könnte und damit auch der Verdienst kleiner würde. Was soll dann mit den hohen Mietzinsen werden, wenn er nicht mehr aufgebracht wird? Sind das die weniger Wertvollen, die so denken? Und da kommen die Anhänger der Anpassung und erklären, jetzt gehe es gut, jetzt sei hervorragende Konjunktur, nun müsse der Schritt zur Anpassung gewagt werden. Sie geben damit alle selbst zu, dass bei schlechterem Geschäftsgang diese Mieten drückend werden und es nicht mehr gehen wird.

Noch ein letzter Hinweis auf die Behauptung, es sei unmöglich, an den Gebäulichkeiten die nötigen Reparaturen vorzunehmen, wenn die Mietzinse der Altmietwohnungen nicht heraufgesetzt werden. Die heutige Gestaltung der Mietzinse sieht für Reparaturen einen Satz von  $1\frac{1}{2}\%$  vor. Dieser wird ausreichen, wenn er tatsächlich zum vorgesehenen Zweck verwendet wird. Solange jedoch Wohnungsnot vorherrscht, ist leider festzustellen, dass die Verwendung der  $1\frac{1}{2}\%$  zum vorgesehenen Zweck häufig nicht erfolgt. Wir müssten es ablehnen, Massnahmen fortzusetzen, die nur verteuern und nur den Konsumenten belasten.

Darum bitten wir Sie, den Gegenvorschlag des Bundesrates abzulehnen und der Initiative zuzustimmen.

#### *o Allgemeine Beratung – Discussion générale*

M. Grædel, rapporteur de la minorité: Le président de la commission, M. Rosset, nous a fait hier un exposé savant sur la situation de l'économie et, disons, les thèses qui sont défendues à l'université par nos professeurs. Il nous a cité en particulier l'une des lois de l'économie, en vertu de laquelle la marge des bénéfiques est proportionnelle aux risques. Nous avons fait quelquefois l'expérience que cette marge de bénéfice n'est précisément pas proportionnelle aux risques mais qu'elle augmente avec ceux-ci. Il suffit que les cartels et les trusts aient une grosse influence pour que ces marges augmentent en raison inverse des risques. Dans une période de pénurie, les marges bénéficiaires grandissent très souvent alors que les risques diminuent, c'est notamment le cas dans la question des loyers. Au fur et à mesure que la pénurie des logements s'est fait sentir, la pression sur les prix s'est manifestée et les marges bénéficiaires ont plutôt augmenté.

Au nom de la minorité de la commission, je vous demande de donner votre appui à l'initiative populaire pour la protection des locataires et des con-

sommateurs et de repousser le contreprojet du Conseil fédéral.

Dans son article premier, l'initiative se fonde sur la nécessité de sauvegarder le pouvoir d'achat et de prévenir la hausse du coût de la vie. Qu'est-ce à dire, sinon de rechercher les moyens appropriés pour s'opposer aux tendances inflationnistes qui se sont manifestées au cours de ces dernières années et sont la conséquence de divers facteurs dont les principaux sont les suivants :

La liquidité excessive des capitaux, due pour une bonne part à l'apport étranger; une certaine tendance du marché mondial, tendance due principalement à l'instabilité politique.

La stabilité monétaire est l'aspiration de tous les salariés, soit de l'immense majorité du peuple suisse et c'est dans la mesure où l'opinion publique estime que l'arrêté du Conseil fédéral du 10 juin 1953 instituant des dispositions applicables au maintien d'un contrôle des prix réduit, ne satisfait pas cette volonté, que doit être améliorée et complétée la législation actuelle.

Or, entre l'initiative de l'Union syndicale suisse et le contreprojet du Conseil fédéral, il y a une différence fondamentale. L'initiative tend à maintenir jusqu'en 1960 la surveillance des prix et des marges commerciales, alors que le contreprojet n'attribue pas cette compétence à la Confédération. La minorité de la commission estime que c'est là une lacune grave du contreprojet. La situation mondiale, économique et politique, n'est pas telle que tout renchérissement soit exclu au cours de ces prochaines années. Dans ces conditions, il importe que l'autorité fédérale soit armée pour prendre des mesures éventuelles contre un renchérissement injustifié.

Le Conseil fédéral partageait d'ailleurs cet avis en 1952; il l'a exprimé dans son message du 2 mai 1952, relatif au maintien temporaire d'un contrôle des prix. A ce moment, il estimait que la surveillance des prix durant ces dernières années s'était révélée bienfaisante. A ce sujet, il a rappelé l'accord volontaire intervenu dans le secteur des textiles. Il exprimait le vœu que le Conseil fédéral ne soit pas privé de l'instrument de la surveillance des prix à l'avenir, afin que les autorités ne soient pas surprises par des événements qui pourraient être dangereux pour notre économie et la paix sociale. Cet avis correspondait à l'opinion généralement répandue dans un pays qui dépend très largement de son commerce extérieur et qui doit, par conséquent, affronter la concurrence internationale s'il veut maintenir le plein emploi.

Quoi qu'il en soit, la surveillance des prix est l'une des conditions nécessaires pour éviter que la Suisse ne devienne un îlot de vie chère. Si nous avons réussi à éviter cet écueil jusqu'à ce jour plus que d'autres pays, l'institution du contrôle des prix en est certainement l'une des principales raisons.

Si les adversaires de l'initiative estiment qu'il est possible de supprimer la surveillance des prix comme une mesure superflue et sans qu'il en résulte des dangers pour notre économie, cela tient probablement au fait qu'ils estiment que la courbe du renchérissement a atteint son point culminant et que nous nous trouvons déjà dans une période de baisse des prix.

Ce point de vue est loin de correspondre à la réalité. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner l'évolution des prix et les fluctuations à la hausse dans certains secteurs qui ne laissent point d'inquiéter les milieux économiques. En tout état de cause, l'évolution des prix ne saurait être prévue de façon certaine. Les expériences faites de 1949 à 1950 constituent une preuve, on ne saurait plus convaincre.

Aussi, les auteurs de l'initiative sont-ils parfaitement fondés en demandant, à l'article premier, que la Confédération prenne des mesures pour sauvegarder le pouvoir d'achat et prévenir la hausse du coût de la vie.

En limitant les tâches de la Confédération au 31 décembre 1960, les initiateurs ont clairement exprimé que la solution qu'ils préconisent est temporaire. Il ne s'agit nullement de mesures permanentes et définitives. Ils estiment que des mesures de protection contre le renchérissement sont encore indispensables pour les prochaines années et que ces mesures ne doivent être assouplies que dans des circonstances bien définies.

Selon le texte de l'initiative, des prix maximums doivent être établis dans des cas particuliers pour des marchandises destinées à la consommation intérieure, à l'exclusion de celles qui sont destinées à l'exportation.

On reproche à l'initiative de vouloir imposer des prix maximums partout où il s'agit de produits jouissant de la protection de l'Etat. Ce n'est pas exact. Les auteurs de l'initiative n'entendent pas imposer des prix maximums lorsque ceux-ci ne sont pas indispensables. La surveillance des prix permettra d'établir à quel moment les prix maximums seront indispensables en vue de sauvegarder la capacité d'achat des consommateurs. Ce serait faire violence au texte de l'article 3 de l'initiative si on lui donnait une autre interprétation.

En principe, nous pensons que personne ne contestera que celui qui demande l'intervention de l'Etat pour la protection des prix ne doit pas abuser de sa position en exigeant des prix exagérés. Les auteurs de l'initiative sont d'avis que ce point de vue est partagé par de larges milieux de la population.

Il existe aussi une différence fondamentale entre le contreprojet du Conseil fédéral et le texte de l'initiative en ce qui concerne le contrôle des loyers.

Remarquons que l'initiative tend également à une normalisation sur le marché des logements mais elle pose comme condition à la suppression progressive des mesures de contrôle, l'existence d'un nombre approprié de logements et de locaux disponibles et que l'adaptation des prix n'ait pas des répercussions défavorables sur le coût de la vie et sur la capacité d'achat de la population salariée.

De plus, les loyers ne doivent pas être établis à un taux qui dépasse la couverture normale des charges du propriétaire, ainsi qu'un revenu raisonnable pour le capital investi dans les immeubles.

Le principe de la couverture des charges doit être appliqué dans chaque cas particulier.

Le contreprojet du Conseil fédéral prévoit, au contraire, à l'article 4, la possibilité pour le Conseil fédéral d'autoriser des hausses générales de loyer par étape dès l'année 1954, l'autorité compétente

déterminant la mesure et la date de ces augmentations en tenant compte de l'évolution du coût de la vie et des revenus.

L'arrêté fédéral ne tient donc aucun compte des logements disponibles sur le marché. C'est en se basant sur cette disposition que le Conseil fédéral a décrété, pour le 1er octobre 1954, une autorisation d'augmenter de façon générale les loyers de 5%. Vu l'esprit dans lequel tout le problème des loyers est actuellement présenté par le Conseil fédéral, il est à prévoir que d'autres hausses générales suivront, toujours basées sur l'article 4 du contreprojet. Il suffit de lire les journaux représentant l'opinion des propriétaires — lesquels ne sont pas satisfaits de la hausse accordée pour le 1er octobre — pour se rendre compte que le Conseil fédéral sera sollicité à nouveau et à brève échéance de relever encore le prix des loyers.

Dans le message du 20 juillet 1954, il appert d'ailleurs clairement que l'autorité fédérale a l'intention de supprimer progressivement la différence qui existe actuellement entre les prix des vieux logements et les nouveaux par une série d'augmentations générales des prix des loyers des vieux immeubles.

Le Conseil fédéral ajoute encore: « Nous craignons que ce but ne puisse pas être atteint jusqu'à fin 1956, c'est le motif pour lequel nous demandons la prolongation de l'arrêté fédéral jusqu'au 31 décembre 1960. « La majorité de la commission du Conseil national s'est d'ailleurs ralliée à cette proposition.

Pour nous, il devient parfaitement clair que le Conseil fédéral a l'intention d'autoriser de nouvelles augmentations générales des loyers et que le nouvel arrêté ne fera que prolonger la période au cours de laquelle de telles mesures seront prises. C'est pour ce motif que l'Union syndicale suisse a lancé son initiative. Les événements qui se sont déroulés depuis lors prouvent que l'Union syndicale suisse avait raison en déclarant que la législation actuelle crée une situation intenable pour les locataires. Remarquons en passant que les autorisations générales du prix des loyers n'ont pas été accordées parce qu'elles étaient indispensables à couvrir les charges normales des immeubles mais afin de supprimer la différence de prix entre les anciens et les nouveaux logements. L'opération à laquelle on tend consiste à relever progressivement les prix des anciens logements pour les rapprocher des prix des nouveaux logements. Nous contestons le bien-fondé et la nécessité d'une telle opération. Les adaptations de prix à la suite de rénovation ou de modernisation des anciens logements sont toujours possibles, de sorte que le propriétaire est équitablement indemnisé de ses frais supplémentaires.

La raison invoquée par le Conseil fédéral pour autoriser l'augmentation de 5% sur le prix des anciens logements mérite qu'on s'y arrête un instant.

En effet, le Conseil fédéral invoque que depuis le 23 novembre 1952, jusqu'à fin avril 1954, l'index du coût de la vie a reculé de 171,2 points à 169,6, soit de 1,6 point. D'octobre 1952 à octobre 1953, les salaires nominaux des ouvriers ont augmenté en moyenne de 1,3% et ceux des employés de 2%, ce qui correspond à une amélioration du salaire réel des ouvriers de 2% en chiffre rond et de 2,5% pour

les employés. La situation du marché du travail restant bonne et les revenus en général satisfaisants.

Cette conception de la politique économique nous paraît singulièrement dévier de celle qui fut admise jusqu'ici. On pourrait considérer la thèse du Conseil fédéral comme une espèce de blocage des salaires réels sur l'index de 170. Chaque fois que l'indice descendrait au-dessous de ce chiffre fatidique, on procéderait à de nouvelles manipulations entraînant des hausses de prix.

Or, on parle et on écrit aujourd'hui beaucoup sur l'augmentation de la productivité. Nous ne pensons pas que ce soit là une simple concession faite à une mode momentanée. Ce problème mérite d'être traité très sérieusement étant donné que nous ne pouvons pas fermer les yeux sur l'évolution qui se produit dans ce domaine à l'étranger. Mais pour obtenir une augmentation de la productivité, il faut de toute nécessité la coopération des ouvriers. Or, il sera impossible d'obtenir une augmentation des prestations ouvrières si l'on reprend aux travailleurs, par l'augmentation des prix, les améliorations de salaires acquises par leur travail. Ceci d'autant plus que les améliorations du salaire réel ne sont pas un cadeau gratuit fait à l'ouvrier mais bien une contre-prestation au travail qu'il a fourni.

Si l'ouvrier constate que la politique économique du pays tend à bloquer son niveau de vie et à empêcher d'améliorer son salaire réel, il se désintéressera rapidement et définitivement du problème de la productivité.

D'autre part, il y a lieu de constater que les raisons invoquées par le Conseil fédéral pour justifier l'augmentation des loyers, au 1er octobre dernier, ont cessé d'exister car entretemps, l'index est remonté des quelques points qui avaient incité le Conseil fédéral à autoriser la hausse des loyers. En effet, l'indice a atteint à nouveau 171 points.

De plus, on semble avoir complètement oublié que, parmi les locataires de vieux immeubles, il n'y a pas que des bénéficiaires de bons salaires mais qu'il y en a beaucoup dont les gains sont encore modestes et trop souvent insuffisants.

Les partisans de la suppression progressive du contrôle des loyers invoquent que cette opération encouragerait la construction de nouveaux logements. Cette thèse est loin d'être pertinente. Selon la statistique établie par le délégué à la création d'occasions de travail, il y avait, à fin 1952, des projets de construction pour un montant de 1,749 milliard de francs, et des projets pour une valeur de 1,426 milliard, dont le financement n'était pas encore complètement assuré. Le bâtiment a certainement atteint le plafond de sa capacité de production, compte tenu du contingent élevé d'ouvriers étrangers occupés dans cette industrie. Il est donc peu probable qu'une augmentation des prix des loyers puisse stimuler plus qu'elle ne l'est la construction de logements.

Le nombre élevé des nouvelles constructions semble démontrer que les investissements, dans le bâtiment, sont encore très rentables aujourd'hui. L'augmentation des prix des anciens logements serait injuste du fait que la charge principale des propriétaires consiste dans les intérêts hypothécaires et que ceux-ci n'ont pratiquement pas subi d'augmentation depuis 1939, sans compter que les

logements libres ont pratiquement disparu depuis la fin de la guerre.

Dans ces conditions, il est juste que le prix des loyers soit fixé en tenant compte du principe de la couverture des charges.

Les partisans de la hausse des loyers déclarent que si les prix des anciens logements étaient progressivement relevés, on assisterait moins à la démolition de vieux immeubles. Nous ne partageons pas du tout ce point de vue. Ceux qui connaissent la situation dans les villes et le prix exorbitant des terrains à bâtir savent que les hausses de prix sur les anciens logements n'empêcheront nullement la démolition des vieux immeubles.

M. Hackhofer a déclaré que la densité des logements n'est pas en recul. Il l'explique par le fait que certaines personnes conservent des logements trop grands, du fait que les loyers des anciens logements sont bon marché. A notre avis, ce phénomène est sans grande influence sur l'évolution du marché des loyers. D'ailleurs dans la statistique qu'on a citée, il n'est pas dit dans quelle proportion il s'agit d'anciens logements ou de nouveaux logements. Il se pourrait qu'un autre phénomène de caractère social joue un rôle beaucoup plus important dans le besoin grandissant de logements: c'est l'amélioration du niveau de vie de toutes les classes de la population. Au fur et à mesure que le standard de vie d'une classe s'élève, l'un des besoins les plus urgents est de disposer de plus d'espace pour la vie familiale. Alors qu'il y a une vingtaine d'années il était courant de voir des familles ouvrières habiter à trois ou quatre personnes dans la même chambre, une tendance irrésistible porte aujourd'hui les jeunes ménages à disposer de la place nécessaire à l'épanouissement de la famille. Lorsqu'on sait le rôle que joue le logement dans l'évolution de la culture et de la santé populaires, on doit se réjouir et non pas regretter la demande constante de logements plus spacieux pour les classes les moins privilégiées de la population.

Le message du Conseil fédéral reproche à l'initiative d'empêcher une adaptation progressive et générale des loyers des anciens logements à ceux des nouveaux logements, empêchant ainsi une normalisation du marché des logements. Les initiateurs ne partagent pas cet avis. Ils tendent également à une normalisation du marché des logements mais ils s'opposent à ce que l'équilibre s'établisse à un niveau trop élevé par suite d'une augmentation prématurée et intempestive du prix des loyers par des mesures générales.

Le maintien du prix des loyers des vieux logements à un niveau raisonnable constitue actuellement encore un frein aux exagérations qui se manifestent parfois dans la construction de nouveaux logements. Aussi longtemps qu'il existe des logements relativement bon marché et en nombre important, une pression est exercée sur les constructeurs de nouveaux immeubles et les empêche de fixer des prix qui ne sont pas en rapport étroit avec les coûts de construction. Dès l'instant où l'on augmente le prix des anciens logements, on réduit cette pression naturelle et l'on risque de provoquer l'établissement de prix plus élevés qu'il ne serait économiquement indispensable pour les nouveaux logements.

Enfin, il nous paraît dangereux de procéder à un relèvement des loyers en tenant compte de la haute conjoncture actuelle. En effet, il suffirait d'une situation comme celle qui se fait déjà sentir dans l'industrie horlogère pour entraîner une baisse automatique des gains des ouvriers et aggraver immédiatement leur situation, sans qu'il soit possible de revenir sur les taux des loyers fixés en période de haute conjoncture.

En conclusion et aussi longtemps que le nombre des logements disponibles sera insuffisant, nous estimons qu'une protection des locataires est indispensable. C'est le motif pour lequel la minorité de la commission vous demande d'approuver l'initiative populaire et de rejeter le contreprojet du Conseil fédéral.

**Wick:** Wir haben in der zur Diskussion stehenden Frage folgende Ausgangssituation:

Bis zum Zeitpunkt der Einreichung der Initiative des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes waren sich alle über die Notwendigkeit des Abbaues der kriegswirtschaftlichen Vollmachten und des kriegsbedingten staatlichen Interventionismus einig. Ebenso war man sich darüber einig, dass ein plötzlicher Abbau allerdings nicht möglich war. Die vollständige Aufhebung der Mietzinskontrolle z. B. hätte schwere soziale Nachteile gehabt. Deshalb wurden in unseren Räten lange Debatten geführt, wie der notwendige Schutz aufrechterhalten, Preis- und Mietzinskontrolle aber schliesslich doch gelockert und abgeschafft werden könnten. Auf diese Weise kam der Verfassungszusatz vom 26. September 1952 und der sich darauf stützende Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 zustande.

Der Verfassungszusatz wurde, wie es im Ingress heisst, in der Absicht erlassen, allfällige volkswirtschaftlich oder sozial schädliche Auswirkungen der Aufhebung der ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates auf die Kosten der Lebenshaltung zu vermeiden. Man war also den Initianten des heute zur Diskussion stehenden Volksbegehrens schon damals weitgehend entgegengekommen. Diese hatten dem Verfassungszusatz ebenfalls zugestimmt.

Nun befinden wir uns in der Situation, dass die Initianten mit dem von ihnen selber gebilligten Verfassungszusatz nicht mehr zufrieden sind. Sie hatten mit der Unterstützung des Verfassungszusatzes einen Schritt vorwärts gemacht und machen nun mit ihrer Initiative wieder zwei Schritte rückwärts.

Der Gegenvorschlag des Bundesrates sieht nun eine Verlängerung der geltenden Ordnung bis 1960 vor; er verlängert also die Zeit bis zur Normalisierung. Damit ist man den Initianten wiederum entgegengekommen. Aber sie geben sich damit nicht zufrieden, sondern beharren auf ihrem Volksbegehren und verhindern damit jeden Schritt auf eine Normalisierung des Wohnungsmarktes hin. Und doch muss das Ziel der Wirtschaftspolitik im Abbau der Kriegsvollmachten, also in der Normalisierung liegen.

Die Initiative bietet zudem nicht den Schutz, den die Initianten von ihr erwarten, sondern verlängert nur die grossen Differenzen zwischen den Mietpreisen von Alt- und Neuwohnungen, womit auch bei der jetzigen Lage auf dem Wohnungsmarkt

gerade die kleinen Leute, die Wohnungen suchen, Schaden leiden.

Die katholisch-konservative Fraktion stimmt deshalb einhellig dem bundesrätlichen Gegenvorschlag zu aus der Erkenntnis heraus, dass dieser Gegenvorschlag sowohl, wie bisher, allfällige volkswirtschaftlich oder sozial schädigende Auswirkungen bei der Auflockerung der Mietpreiskontrolle vermeidet, als auch den Weg für eine Normalisierung des Wohnungsmarktes ebnet. Der Gegenvorschlag gewährt dem Mieter auch insofern einen Schutz, als der Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 auf dem Wege der Gesetzgebung abgeändert werden kann. Obwohl dieser Passus eigentlich nicht in die Verfassung hineingehört, weil jeder Bundesbeschluss ohne verfassungsmässige Bestimmung abgeändert werden kann, haben die Befürworter des Gegenvorschlages in der Kommission dieser verfassungsmässigen Formulierung zugestimmt, um die Öffentlichkeit im klaren zu lassen, dass der Bundesrat alle sozialen Härten und volkswirtschaftlich schädigenden Auswirkungen zu vermeiden gewillt ist. Der Gegenvorschlag des Bundesrates kommt auch in dieser Beziehung den sozialen Absichten der Initianten in weitgehendem Masse entgegen, so dass man sich fragen muss, warum sie, bzw. ihre parlamentarische Vertretung, absolut an der Initiative festhalten und den Gegenvorschlag brüsk ablehnen. Ich glaube, dass hier nicht nur soziale und volkswirtschaftliche Überlegungen in dieser Stellungnahme ausschlaggebend waren, denn diese Überlegungen kommen ja auch im Gegenvorschlag zum Ausdruck, sondern dass politische Erwägungen den Ausschlag gegeben haben.

Nun möchte ich aber abseits des einstimmigen Beschlusses unserer Fraktion noch einige Bemerkungen zur ganzen Frage machen.

1. Eine Verewigung der Mietzinskontrolle muss abgelehnt und der selbsttragende Wohnungsmarkt ermöglicht werden. Eine Verewigung der Mietzinskontrolle müsste zur Verstaatlichung im Wohnungswesen führen, und eine solche Verstaatlichung ist grundsätzlich abzulehnen.

2. Deswegen ist eine schrittweise Rückkehr zum selbsttragenden Wohnungsmarkt unter Berücksichtigung der Entwicklung der Lebenskosten und des Leerwohnungsbestandes zu vollziehen.

3. Darüber hinaus muss die Tätigkeit für die Schaffung von genügenden Wohnungen, vor allem von einfachen guten Wohnungen für die Arbeiterfamilien und die untern Schichten der Landbevölkerung fortgesetzt werden, sei es durch Private oder durch die Kantone und Gemeinden, am volkswirtschaftlich natürlichsten selbstverständlich durch die private Wirtschaft. Damit würde gerade bei jenen Schichten der Boden psychologisch gelockert, die heute einer Rückkehr zum normalen Wohnungsmarkt noch sehr zurückhaltend gegenüberstehen.

Am wichtigsten erscheint mir aber, dass auf diese Weise das Prinzip der freien Konkurrenz am raschesten wieder spielen kann und die wirtschaftlich Schwachen nicht rücksichtslos dem wirtschaftlich Starken ausgeliefert sind. Nur eine Konkurrenz, die die wirtschaftlichen Spiesse gleich lang macht, wird die Mietzinse auf ein vernünftiges Niveau einspielen, bei dem nicht das Baualter der Wohnung entscheidet, sondern die Einrichtung, Grösse und Lage des

Objektes. Nur so wird eine Bewegung zur Vornahme von Reparaturen und Einrichtungsverbesserungen eingeleitet.

Auch die Befürworter der freien Konkurrenzwirtschaft betrachten es heute als Aufgabe des Staates, die Bedingungen für das volkswirtschaftlich richtige und sozial gesunde Funktionieren der Marktwirtschaft zu schaffen. Freiheit dürfen nur jene Wirtschaftszweige für sich beanspruchen, die die Forderungen des Gemeinwohles erfüllen und soweit sie diese erfüllen.

Das alles muss im Auge behalten werden, wenn man sich im Interesse der schrittweisen Rückkehr zum freien Wohnungsmarkt zum Gegenvorschlag des Bundesrates bekennt. Sonst stehen wir 1960 wieder vor der gleichen Situation wie heute, und der Staat muss wiederum von seinem Manipulationsrecht auf dem Mietpreissektor Gebrauch machen. Damit er das nach 1960 nicht wieder tun muss, müssen wir, d. h. muss die Volkswirtschaft jene Vorkehrungen treffen, die soeben angedeutet wurden. Die staatliche Mietzinspolitik war und ist nicht nur kriegsbedingt, sondern kann auch aus anderen Notverhältnissen heraus nötig werden. Auf alle Fälle aber müssen die Belastungen, die sich aus dem Abbau der Mietzinskontrolle ergeben, gleichmässig verteilt werden, und es kann nicht unser höchstes Ziel sein, unter allen Umständen, d. h. auch unter einseitigster Verteilung der Lasten den selbsttragenden Wohnungsbau zu erreichen. Deshalb wird auch jene Arbeiterschaft, die die Initiative des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes ablehnt, im gegebenen Zeitpunkt, wenn die Frage der Abänderung des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953, wie sie im bundesrätlichen Gegenvorschlag vorgesehen ist, zur Diskussion stehen wird, ihre entsprechende Postulate geltend machen.

Zum Schluss erlauben Sie mir noch, an ein bemerkenswertes Beispiel der Rückkehr zum normalen, freien Wohnungsmarkt anzuführen; ich meine das belgische Beispiel. Man muss gewiss bei Anführung ausländischer Beispiele vorsichtig sein. Aber es darf doch beachtet werden, wie Belgien die Wohnungsnot behoben hat. Am Ende des Weltkrieges, also 1945, hat in Belgien ein Defizit von ungefähr 285 000 Wohnhäusern mit zusammen ungefähr 350 000–400 000 fehlenden Wohnungen bestanden. Bis Ende 1953 waren schon wieder 250 000 Wohnhäuser errichtet. Zur Zahl der Neubauten kommen die wieder bewohnbar gemachten und vergrösserten Häuser, so dass der Wohnungsbestand heute um 6,5% über dem Niveau von 1939 steht, währenddem die Zunahme der Bevölkerung nur 5,2% ausmacht.

Wie wurde dieses erstaunliche Ziel der Normalisierung des Wohnungsmarktes, d. h. des Ausgleiches von Angebot und Nachfrage erreicht? Belgien hat nach Ende des Krieges sofort den Bau von billigen Wohnungen staatlich gefördert und zugleich mit der schrittweisen Wiederherstellung der marktwirtschaftlichen Grundsätze auf dem Wohnungsmarkt begonnen. Belgien erliess weiterhin Gesetze zur Förderung des Baues von billigen Mietwohnungen, mit Gewährung von Prämien und Krediterleichterungen für den Bau und die Anschaffung von Einfamilienhäusern, die ein bestimmtes Mass von Komfort nicht überschreiten durften, aber genügend Wohnraum mit neuzeitlichen Einrichtungen bieten,

Seit 1948 wurden so mehr als 100 000 staatliche Prämien im Betrag von mehr als 3 Milliarden belgischen Francs und Darlehen zu Vorzugsbedingungen im Betrage von ungefähr 7 Milliarden belgischen Francs ausbezahlt. Für ungefähr die Hälfte aller seit 1948 errichteten Wohnhäuser wurden staatliche Prämien und Krediterleichterungen gewährt. Belgien hat sehr rasch mit dem System der blossen Subventionierung des Wohnungsbaues gebrochen und ist, wie gesagt, zum System der Prämien und der Krediterleichterungen mit Vorzugsbedingungen übergegangen. Es hat seit 1947 eine radikale Änderung der Mietzinspolitik durchgeführt und den zu Beginn des Zweiten Weltkrieges eingeführten, allgemeinen Mietzinsstopp schon seit 1947 im Interesse des Mietzinsausgleiches für Alt- und Neuwohnungen aufgehoben.

Mit einer differenzierten Mietzinspolitik, die nur noch den wirtschaftlich Schwachen Schutz gewährte, konnte dieser Ausgleich ohne unnötige Härten durchgeführt werden. Das Kriterium für Schwache und Starke war das Niveau der im Jahre 1939 bezahlten Mietpreise. Aber stufenweise wurden auch schon von 1947 an für die der Kontrolle noch unterworfenen Mieten von Altwohnungen Erhöhungen bewilligt, aber nicht nach starren Ansätzen.

Heute besitzt Belgien das System des „loyer normal“, d. h. der Festsetzung der Mietpreise auf Grund einer Absprache zwischen Mietern und Vermietern, wobei im Streitfalle der Richter angerufen werden kann. Die schrittweise Liberalisierung der Mieten hat sich anregend auf den Wohnungsbau und auf die Instandstellung, Vergrößerung und Modernisierung von alten Häusern ausgewirkt und auch eine bessere Verteilung des Wohnraumes zur Folge gehabt.

Während Belgien mit dieser Liberalisierung schon 1947 begonnen hatte, wagten wir diesen Schritt erst seit 1952, und zwar noch sehr schüchtern. Aber es war immerhin ein Fortschritt, dem auch die Initianten des heutigen Volksbegehrens zustimmten. Heute aber wollen sie mit ihrem Volksbegehren hinter das Jahr 1952 zurückkehren. Diese Initiative trägt die Tendenz der Verewigung der Preiskontrolle und damit der Verstaatlichung des Wohnungsmarktes in sich. Hiefür können wir niemals die Hand bieten. Der Gegenvorschlag des Bundesrates kommt zwar den Initianten weit entgegen. Sie weisen aber auch diesen Gegenvorschlag ab und wollen erst noch durch Ausschaltung des Parlamentes bei der Schaffung oder Abänderung der entsprechenden Ausführungsbestimmungen den möglichen Liberalisierungen einen Hemmschuh unterlegen.

Ich stimme durchaus dem zu, was Herr Steiner am Kongress in Vevey gesagt hat: „Es besteht ein grosses Feld der Betätigung der freien Wirtschaft und des Etatismus“, und es sei Aufgabe der Wirtschaft, dort staatlich einzugreifen, wo das allgemeine Wohl es verlangt und die staatliche Intervention abzulehnen, wo die freie Wirtschaft auch normal sich betätigt.

Dieser Situation trägt der Gegenvorschlag des Bundesrates Rechnung. Im Interesse der Wiederherstellung des selbsttragenden Wohnungsbaues und auch im Interesse der wirtschaftlich Schwachen, die bei der heutigen Situation vielfach nur teure

Neuwohnungen beziehen können, empfiehlt Ihnen die katholisch-konservative Fraktion einstimmig die Ablehnung der Initiative und Zustimmung zum bundesrätlichen Gegenvorschlag.

**M. Vincent:** Je ne me flatte pas d'apporter des observations très nouvelles, ni des documents inédits et sensationnels mais peut-être emploierai-je un autre ton que celui des orateurs qui m'ont précédé et des orateurs qui me suivront sans doute. Je pense que ce n'est pas un mal.

Pour une fois, je puis me présenter également comme le porte-parole du canton de Genève qui a été unanime à adopter le 8 mai 1954 un arrêté dans lequel il invite le Conseil d'Etat à «intervenir d'une façon pressante auprès du Conseil fédéral pour que ce dernier ne prenne aucune mesure autorisant de nouvelles hausses de loyer susceptibles de provoquer une hausse générale du coût de la vie et de fâcheuses répercussions d'ordre économique et social.»

Cela n'a pas eu beaucoup d'effet puisque cette décision du 8 mai 1954 n'a pas empêché le Conseil fédéral de prendre sa décision du 1<sup>er</sup> juin 1954 mais le vœu avait été unanimement exprimé par le Parlement genevois et le Gouvernement de la République et canton de Genève l'a transmis au Conseil fédéral.

Le même jour, le même Grand Conseil invita le Conseil d'Etat à intervenir d'une façon pressante et énergique auprès du Conseil fédéral pour l'engager à «rapporter la décision fâcheuse, prise par lui, abaissant d'un centime, dès le 1<sup>er</sup> mai 1954, le prix du lait payé au producteur». C'était là, de la part d'un canton citadin, le témoignage éloquent de la solidarité ouvrière et paysanne.

Cela n'a donc pas eu beaucoup d'effet puisque les loyers ont été augmentés et que le prix du lait n'a pas été rétabli.

Il n'en reste pas moins que je crois pouvoir m'exprimer au nom de l'opinion genevoise unanime sur ce point.

La volonté populaire d'ailleurs était très claire et très précise, en novembre 1952, lorsqu'elle s'est exprimée en votation par 488 000 oui contre 289 000 non, pour le maintien du contrôle des loyers.

Je sais bien qu'on a essayé d'interpréter ce résultat de la votation populaire et qu'on l'a fait immédiatement au lendemain de cette votation. C'est, je crois le *Journal de Genève* qui l'a interprété le premier – il est le porte-parole naturel des intérêts immobiliers, bien entendu – en disant que le peuple avait voulu «donner au Conseil fédéral le temps de la réflexion». L'interprétation est pour le moins audacieuse. Le peuple n'avait voulu qu'une chose et n'avait voté que sur un point bien déterminé. La réponse qu'il avait donnée était très claire. Le peuple voulait le maintien du contrôle des loyers. Le peuple voulait s'opposer à l'augmentation des loyers. C'est ce qu'il a entendu dire en novembre 1952.

Ensuite a commencé ce que je n'hésite pas à appeler le sabotage de la volonté populaire. Dès le lendemain de la votation, la *Neue Zürcher Zeitung* déclarait: «Toutefois l'acceptation de la loi constitutionnelle ne change rien au fait que les autorités ont le devoir de démobiliser le contrôle des loyers aussi rapidement et aussi complètement que les circonstances le permettront.»

Et M. Campiche, qui est un des dirigeants des organes fédéraux du contrôle des prix tenait une conférence devant le Parti libéral de Bâle-Ville où il déclarait immédiatement après le vote qu'on avait, au Palais fédéral, la volonté de «démobiliser le contrôle des prix et de le supprimer totalement au bout du délai de quatre ans.»

M. Campiche ajoutait que malheureusement «la campagne qui a précédé la votation a compliqué la situation en ce sens que les partisans du projet ont mené leur campagne sous le mot d'ordre: pas d'augmentation». Et il se plaignait que l'on ait placé la question sur le terrain politique. C'est assez curieux qu'on éprouve dans ce Conseil en général une espèce de pudeur – je dirai même une espèce de honte – à avouer qu'on se laisse déterminer par des mobiles d'ordre politique. Bien sûr, messieurs, cela va sans dire! D'ailleurs un des rapporteurs de la minorité, M. Grædel, parlait de l'exposé savant de M. Rosset, rapporteur. Malgré tout le respect que nous devons au savoir de M. Rosset, nous n'avons pas été impressionné par ses arguments parce que, bien entendu, nous ne nous plaçons pas sur le terrain de la technique économique. Nous nous plaçons sur le terrain politique où – nous n'hésitons pas à le dire – l'objectivité n'est pas de ce monde!

L'arrêté du 10 juin 1953, d'ailleurs, nous montre bien quels sont les buts poursuivis. L'arrêté du 10 juin 1953 a pour but, prétend-on, de «combler le fossé» entre les loyers d'appartements anciens et les loyers des appartements des immeubles modernes. Mais cela ne résiste pas un instant à l'examen puisque, par l'ordonnance du 30 décembre 1953, on donne toute liberté d'augmenter les loyers pour les nouvelles constructions faites après le 31 décembre 1946. C'est bien la preuve et la preuve formelle qu'il ne s'agit pas de combler un fossé mais de permettre l'augmentation à la longue de tous les loyers, de tous les appartements quels qu'ils soient.

On nous a du reste placé dans une situation extrêmement embarrassante. Le procédé était astucieux, je me permets de le dire. La façon dont le Conseil fédéral a procédé rendait le referendum presque impossible. Je dis bien presque impossible parce que si on l'avait voulu, et notamment si les grandes associations ouvrières et l'Union syndicale suisse, de même que l'Union suisse des locataires l'avaient voulu, il aurait été possible de lancer simultanément le referendum et l'initiative et d'exercer ainsi une pression sur le Conseil fédéral qui n'aurait tout de même pas pu admettre une suppression totale du contrôle des loyers et qui aurait été contraint à agir plus rapidement. Encore une fois, cela n'a pas été fait et nous en sommes maintenant à discuter l'initiative de l'Union syndicale suisse.

Sans doute, pouvons-nous faire quelques réserves quant à son texte. Ce texte fait, en effet, confiance, entièrement confiance, au Conseil fédéral et cela n'est pas justifié mais ces réserves faites, il n'en reste pas moins que 202 000 signatures ont été recueillies et – je tiens encore à le souligner – il y en avait 16 656 à Genève seule, c'est-à-dire près de 17 000, chiffre qui n'a jamais été atteint par aucune initiative fédérale ou cantonale de mémoire d'homme à Genève.

C'est à cela que s'est ajouté le vœu unanime du Grand Conseil genevois auquel je faisais allusion tout à l'heure.

On a espéré encore un certain temps qu'au vu de cette initiative l'augmentation des loyers ne serait pas décidée. Le Cartel des syndicats genevois a posé des questions au congrès de l'Union syndicale. On lui a donné des assurances et on a dit que sans doute l'initiative populaire serait soumise au vote du peuple et des cantons avant que le Conseil fédéral prenne une décision concernant l'augmentation des loyers. Ces assurances étaient sans fondement, on l'a vu puisque c'est le 1<sup>er</sup> juin 1954 que le Conseil fédéral a décidé d'autoriser la hausse des loyers de 5%. Je sais bien qu'on prétend que certains propriétaires immobiliers y renonceraient. Je ne le crois pas pour ma part. Nous ne croyons pas – car ils ne nous ont pas habitués à cela – que les propriétaires nous feront des cadeaux. Ils vont user et ils vont même abuser de la possibilité qu'on leur donne.

D'ailleurs, répondant à tout un questionnaire qui lui avait été adressé au Grand Conseil par un député de la majorité gouvernementale à Genève, le Conseil d'Etat a donné des indications très intéressantes. Lorsqu'il a été permis d'augmenter les loyers de 10%, il y a eu 37 000 requêtes déposées, rien que pour Genève; 32 000 d'entre elles ont été acceptées et 4000 ont été refusées.

À la question posée de savoir quelle était l'incidence sur le coût de la vie des hausses des loyers de 10%, le Conseil d'Etat a répondu que, d'après les calculs de ses offices, le coût de la vie augmente dans ce cas de 2,6%.

À la question de savoir ce que représente en pourcentage des dépenses totales le montant du loyer pour des familles d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires, en moyenne, il a été répondu que cela représentait 10,2% des ressources dans la période de 1949 à 1950 et déjà 13,4% pour la période de 1953 à 1954.

Quant à la portée de la décision d'augmenter les loyers, elle ressort des chiffres suivants: il y avait, à Genève, au 31 décembre 1953, en chiffre rond, 49 000 appartements dans des constructions anciennes et 75 000 appartements dans des constructions plus récentes. Ajoutez à ceci que l'on a démoli 48 bâtiments représentant 354 logements pendant ces dernières années et puis s'est posé le problème de protéger tous ces locataires. Et vous savez que dans un cas pareil il n'est pas exclu que les loyers doublent, triplent même pour ceux qui sont obligés de s'installer dans ces immeubles nouveaux. D'ailleurs l'indice des loyers, si on l'égalise à 100 en 1939, était à Zurich, à fin 1953, à 117, à Berne 121, à Bâle 123 et à Genève 128. La situation est donc particulièrement dure pour les locataires ouvriers à Genève.

Si nous examinons l'annuaire du B.I.T., nous constatons que le montant consacré par les ouvriers à leur loyer est de loin le plus élevé en Suisse, puisqu'il représente les 13,1% des revenus et, pour les travailleurs non manuels, de 15,2%, c'est-à-dire de loin plus qu'en Belgique où il s'agit de 5,8%, en France 5,4%, en Allemagne 9,1%, aux Pays-Bas 9,6%, en Norvège 7,2% et au Royaume-Uni 12,6%.

Il n'est par conséquent pas douteux que si l'initiative de l'Union syndicale suisse ne l'emportait pas

devant le peuple, la situation des locataires deviendrait plus difficile encore, d'autant plus que le point de départ de l'augmentation accordée est le 31 décembre 1953 et qu'à cette date les loyers avaient déjà subi une hausse de 10%.

Le contreprojet du Conseil fédéral ne peut nous donner aucune espèce de satisfaction; la seule concession qu'il fait aux initiants c'est une simple prolongation de durée d'une caricature de contrôle des loyers: 1960 au lieu de 1956. C'est la seule concession faite aux initiants.

Le contreprojet ne contient rien sur la protection des locataires. Le droit de résilier les baux à loyer n'est pas restreint et c'est pourtant là un complément absolument nécessaire de la protection des locataires; il existe dans l'initiative à son article 7 mais ne figure pas dans le contreprojet du Conseil fédéral.

Quant à la pénurie des logements, elle subsiste à tel point que le Conseil fédéral lui-même le reconnaît dans le message qu'il nous a adressé récemment, le 27 août 1954, pour justifier l'ajournement des termes de déménagement où il déclare: «On s'attend à une pénurie marquée de logements également pour les années 1955 et 1956»... Et le Conseil fédéral dressait une espèce de tableau «noir» assez impressionnant des familles menacées de devenir sans abri. Il disait qu'il y avait à Zurich 131 familles menacées de devenir sans abri, 43 à Winterthour, 50 à Bienne, 69 à Saint-Gall, 35 à La Chaux-de-Fonds, 64 à Granges. Par conséquent, la pénurie de logements est bien un fait patent. Et quand la statistique nous indique qu'à Zurich, pour des appartements de quatre pièces, il y a des disponibilités de 0,04%, c'est évidemment une plaisanterie. Cela signifie qu'en fait il n'y a point d'appartements libres, qu'il n'y a pas seulement pénurie de logements mais qu'il n'y a aucun appartement disponible.

Dans des conditions pareilles, la spéculation immobilière se donne libre cours. Je crois qu'on ne l'a pas assez souligné dans ce débat et cela n'a rien d'étonnant. On évalue que de 1917 à 1931 – c'est la Société des architectes de Zurich qui donne cette évaluation – la plus-value des immeubles peut être évaluée à 600 millions de francs, ce qui représente, pour la population de Zurich seulement, une charge supplémentaire pour le logement de 40 millions par année. Pour Zurich également, de 1939 à 1951, on constate que 24 312 immeubles ont changé de mains, c'est-à-dire 73,5% de l'ensemble des immeubles, et que même certains ont changé de mains plusieurs fois. Pour l'année dernière – c'est toujours la statistique zurichoise qui nous donne ces précisions – les gains sur les opérations immobilières – il y a eu 1107 opérations – ont été de 42 millions de francs, sur lesquels le canton et les communes ont touché à titre d'impôts 8,2%; il restait donc aux spéculateurs immobiliers 34 millions de francs de gain rien que pour le canton de Zurich.

Le rapport qui a été soumis au Parlement zuricois donne des chiffres; il montre qu'en sept ans un propriétaire a réalisé un gain de 1 446 700 fr; un autre a gagné 788 000 fr. en trois ans et le record est celui d'un propriétaire immobilier qui ayant possédé un immeuble pendant la durée de quatre mois a réussi une opération spéculative qui lui a rapporté 625 000 fr.

Mais il y a aussi les scandales des «appartements d'une pièce». C'est ainsi que nous trouvons dans un journal d'annonces de Bâle toute une série d'offres d'appartements confortables – espérons qu'à ce prix ils le sont! – d'une pièce et le prix de ces appartements varie entre 135 et 180 fr. par mois. Voilà à quoi on aboutit avec la liberté laissée à la spéculation immobilière!

A Genève, on connaît un autre système. La propriété immobilière est organisée sous forme de sociétés immobilières. On vend les paquets d'actions, on ne change que le conseil d'administration; cela se fait très rapidement et très aisément et la spéculation en est facilitée.

Autrement dit, ce à quoi nous assistons, c'est ceci: On veut démobiliser totalement le contrôle des loyers – et M. Campiche, qui peut passer pour le porte-parole du Conseil fédéral, l'avouait dans sa conférence de Bâle devant le Parti libéral – on veut aboutir à une augmentation générale de tous les loyers, qu'il s'agisse des loyers d'appartements anciens ou des loyers d'appartements de construction plus moderne. Le *Hausbesitzer*, l'organe des propriétaires immobiliers, l'avouait très clairement dans son numéro du 10 septembre dernier. Il disait quelles étaient ses intentions et ses plans.

«Der Bundesrat, lit-on dans ce journal, wird sich aber darüber klar werden müssen, dass damit im Sinne des erwähnten Bundesbeschlusses erst ein Schritt getan ist, dem weitere folgen müssen, soll das Ziel eines selbsttragenden Wohnungsmarktes erreicht werden.» Autrement dit, il s'agit d'un premier pas dans l'esprit des propriétaires immobiliers et après cette augmentation de 5% de juin de cette année, qui sera suivie éventuellement par une deuxième augmentation de 5%, nous n'en serons pas quittes ainsi.

Or, c'est précisément ce que le peuple ne veut pas; le peuple en a assez. On a méprisé sa volonté très clairement exprimée. Nous n'hésitons pas à dire qu'on s'est moqué de lui. Prenons un seul exemple: Les vieillards, auxquels on a accordé une misérable augmentation de leur rente il y a quelque temps, ont vu pratiquement cette augmentation compensée, annulée, dévorée par trois augmentations des loyers: celles de 10% qui sont intervenues dans le passé, celle de 5% qui a été décrétée au mois de juin et les vieillards qui ont été frappés sont justement ceux qui habitent des appartements de construction ancienne à loyer relativement modéré.

Au cours de ce triste printemps, on a frappé les locataires, on a frappé les paysans par la réduction du prix du lait à la production; on a donc frappé l'ensemble du peuple travailleur. La législation sociale piétine; on nous promet une assurance maternité qui est loin de nous donner satisfaction; on nous promet la révision de l'assurance maladie. En attendant, les invalides sont contraints de s'adresser au Conseil national pour lui demander qu'on leur fournisse des chaises roulantes pour pouvoir se déplacer, ce qui est tout de même assez curieux, assez honteux. Nous sommes obligés de faire des démarches semblables auprès du Conseil fédéral pour le prier de voir s'il n'y aurait pas moyen de remettre à Mme Meier de Gunzgen une chaise roulante lui permettant de sortir de chez elle.

Ce qui n'empêche pas la Confédération de consacrer 750 millions de francs au budget militaire et d'ouvrir des crédits énormes à l'Union européenne de paiements; cela n'empêche pas les capitalistes suisses d'exporter trois milliards de capitaux à l'étranger, exportations garanties en grande partie par la Confédération. Cela n'empêche pas non plus l'accumulation de 3 milliards dans le fonds de compensation, somme qui commence à inquiéter les banquiers eux-mêmes. Et c'est ce moment que l'on choisit — *finis coronat opus* — pour augmenter les loyers? Or, le peuple ne le veut pas, ne le veut à aucun prix. Il acceptera l'initiative et repoussera le contreprojet s'il est voté dans cette salle. Nous en avons la conviction et nous nous prononçons fermement pour l'acceptation de l'initiative, c'est à dire pour la proposition de la minorité de la commission.

**Meier-Netstal:** Im Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung finden Sie auf Seite 5 unter dem Titel III den Satz: „Die Initianten erstreben sowohl eine Ausdehnung und Verschärfung als auch eine Verlängerung der Preiskontrolle.“ Der Bundesrat kommt daher in seinen Schlussfolgerungen auf Seite 23 zu folgenden, die Initiative ablehnenden Erwägungen: „Die Initiative verstösst dadurch, dass sie dem Bundesrat eine Pflicht zur umfassenden Preisüberwachung auferlegen will, gegen das Gebot einer möglichst rationellen, sich auf die notwendigsten Eingriffe in der Wirtschaft beschränkenden Verwaltung.“

Die Frage stellt sich also: Ist die Ausdehnung, Verschärfung und Verlängerung der Preiskontrolle eine staatspolitische Notwendigkeit, wie es die Initianten glauben, oder bringt die Preiskontrolle nur eine unnötige Aufblähung des Beamtenapparates, welche den Fiskus unnötig belastet, da die freie Konkurrenz viel besser und ganz automatisch angemessene Preise garantiert? Wer hat recht? Die Initianten oder der Bundesrat? Das ist die grosse Frage, welche zur Beurteilung dem Volke unterbreitet werden muss.

Bevor ich auf das Pro und Kontra dieser extrem gegensätzlichen Auffassung eintrete, möchte ich doch das gemeinsame Ziel, welches beide Richtungen erreichen wollen, stichwortartig umschreiben.

Arbeitgeber und Arbeitnehmer sind darin einig, dass die schweizerische Exportindustrie nur prosperieren kann, wenn wir Qualitätsware zu Konkurrenzpreisen in ziemlich grossem Umfange exportieren können. Wir haben also alle Ursache, die Preise der Lebensmittel, der Mieten und Bedarfsgegenstände genau zu überwachen. Unsere Fremdenindustrie weiss, dass das modernste Hotel und der gediegenste Komfort nur dann die Fremden in grosser Zahl anziehen vermag, wenn wir auch preislich ebenso günstige Offerten stellen können wie die anderen Länder mit Fremdenindustrie. Befürworter und Gegner der Preiskontrolle sind darin einig, dass SBB und Privatbahnen, die Dampfschiffahrtsgesellschaften, die Alpenposten sowie das private Autogewerbe und alle Aktionäre unserer Seilbahnen enorme Verluste erleiden würden, wenn die Schweiz als teures Ferienland in der ganzen Welt verschrien würde.

Alle Zweige der Landwirtschaft wären bei steigenden Preisen noch viel umfassender auf die Bundeshilfe angewiesen, weil sie dem Konkurrenzdruck des Auslandes nicht gewachsen wären. Darum sind diese Kreise darauf angewiesen, dass die entscheidenden Preise nicht im gleichen Verhältnis wachsen.

Vor allem aber dürften wir alle darin einig sein, dass wir den AHV-Rentnern, den Pensionierten und den kleinen Sparern den grössten Dienst erweisen, wenn wir die Kaufkraft des Schweizer Frankens ungeschmälert erhalten. Es ist also schon des Schweisses der Edlen wert, wenn wir uns die Frage: „Preiskontrolle, ja oder nein?“ gründlich überlegen.

Als Befürworter der Preiskontrolle behaupte ich, dass das freie Spiel der Kräfte zwischen Angebot und Nachfrage, das angeblich den Preis regeln soll, schon lange nicht mehr spielt. Niemand wird mir bestreiten wollen, dass in Zeiten blühenden Handels und Verkehrs der Reingewinn die Triebkraft, der Ansporn des schöpferischen Unternehmergeistes und des kaufmännischen Wagemutes ist. Aber, so müssen wir uns fragen, wird dieser „edle“ Wettstreit in der reinen ungetrübten Höhenluft der freien Konkurrenz ausgetragen? Niemand wird bestreiten wollen, dass die Schweiz eines der kartellreichsten Länder der Erde ist. Professor Marbach, der Präsident der Eidgenössischen Preisbildungskommission, sagte einmal: „Der freie Preis bildet die Ausnahme und der fixierte Preis die Regel.“

Ich bin der letzte, der die volkswirtschaftliche Bedeutung der Kartelle in der Kriegswirtschaft herabmindern wollte, oder der nicht anerkennen würde, dass auch Kartelle zur Warenverbilligung beitragen können. Die Gewinnsucht ist aber meistens grösser als der altruistische Trieb. Die Kartellbildung erfolgte ja meistens deshalb, damit der Kampf um den Kunden aufhört. Wir kennen die verschiedensten Sorten von Kartellen, welche aber in dieser oder jener Form doch darauf hinauslaufen, den Profit zu sichern. Ob wird das Kind Konditionenkartell oder Gebietskartell oder Kontingentierungskartell heissen, so ist es doch schliesslich ein Zweckverband zur Sicherung eines möglichst hohen Profites. Nur dank einer straff gehandhabten Preiskontrolle war es während des Krieges möglich, die Preise einigermaßen stabil zu halten. Die kriegswirtschaftlichen Zuwiderhandlungen beliefen sich vom 1. September 1939 bis 31. Dezember 1946 auf 216 240 Fälle. Wohl die übergrosse Mehrzahl derselben dürfte egoistischen Motiven entsprungen sein. Man wollte Sondervorteile oder Profit erhaschen. Niemand wird bestreiten wollen, dass die staatliche Intervention auf dem Gebiete der Preisbildung eine volkswirtschaftliche Notwendigkeit war. Das Gleichgewicht der einzelnen Bevölkerungskreise konnte einigermaßen gewahrt werden. Die innere und äussere Kaufkraft des Frankens war durch die Preiskontrolle gewährleistet. Die schweizerische Valuta war allgemein geschätzt.

Wohl den besten und durchschlagendsten Beweis für die Zweckmässigkeit der Preiskontrolle erbrachte die Bundesverwaltung anlässlich der dreissigprozentigen Frankenabwertung im Jahre 1936. Die Lebenshaltungskosten stiegen damals im Jahresmittel von 1935 bis 1938 in der Schweiz um 6,25%, in Frankreich um 44,8%, in England um 9,2% und in Italien um 27,3%. Ich entnahm diese

Zahlen der bundesrätlichen Botschaft zur gleichen Materie vom Jahre 1952.

Glauben Sie nun im Ernst, dass, wenn diese Schranken einmal gänzlich fallen, dass dann unsere Geschäftswelt die Situation nicht sofort auszunützen versteht? Überall dort, wo die Verbände durch Kartellmassnahmen die freie Konkurrenz unterbunden haben, werden sie bei fallenden Weltmarktpreisen diese nicht sofort auf die Konsumenten übertragen; sie müssen ja keine Angst vor Preispfuschern haben. Der Leidtragende ist der letzte Konsument; es ist der Arbeiter, Beamte und Angestellte, der die Preiserhöhungen nicht mehr abwälen kann. Zu den letzten Konsumenten in dieser Hinsicht gehören auch die Rentner und Pensionsbezüger. Sie werden vielleicht sagen, die Überverteilung sei nicht schlimm. Sie ist vielleicht nicht so schamlos wie in manchen anderen Staaten, aber sie ist auch bei uns gross genug. Wenn wir auf den Bundesplatz hinabsehen und den glänzenden Autopark betrachten, so bekommen wir ein Bild von der ungehemmten Preispolitik. Wem dieses Bild nicht genügt, kann die Steuerregister auf einige Jahre zurückverfolgen; dann sieht er, wie sprunghaft schnell einige Schweizer reich werden. Er kann dann vielleicht die Reichtumszunahme zwischen den Stadtkantonen und den Gebirgskantonen vergleichen und vielleicht zur Einsicht kommen, dass ein Gewinnausgleich auch der Schweiz sehr wohl anstehen würde. Es ist Ihnen wahrscheinlich auch bekannt, dass eine Treuhandstelle besteht, welche das Submissionswesen überwacht. Diese Treuhandstelle ist eine Gründung verschiedener Kantone und grösserer Gemeinwesen. Der Bund hat ihre Hilfe schon öfters in Anspruch genommen. Allgemein bekannt ist, dass die öffentliche Hand viel teurer baut als der Private. Es ist schon wiederholt vorgekommen, dass die PTT-Verwaltung Strohmannen anstellte, damit ihre Bauvorhaben billiger zu stehen kommen.

Man wird mir entgegenhalten, dass der Staat, sofern sich auf einem Gebiet Übelstände zeigen, schon durchgreifen werde. Eine solche Augenblickspolitik halte ich aber für das untauglichste Mittel, das es überhaupt geben kann. Wir dürfen nicht zuwarten, bis in irgendeinem Bereiche unhaltbare Zustände entstehen, um dann widerstrebend und zögernd zu einem Preislenkungsexperiment zu greifen, das sofort bei der betreffenden Branche auf härtesten Widerstand stösst. Wir dürfen, um mich militärisch auszudrücken, nicht aus der Defensive heraus zum Handeln gezwungen werden; denn dann sind die Erfolgsaussichten viel geringer, weil die Wiederherstellung des gerechten Preises viel zu viele Eingriffe in alle Zweige der Wirtschaft erheischt. Mit isolierten Preiseingriffen wird eine Branche nach der andern verrückt gemacht. Wir müssen endlich erkennen, dass eine wirksame Bindung der Endproduktpreise zur Voraussetzung hat, dass auch die Preise der Güter, welche auf das Endprodukt einen Einfluss haben, der Preiskontrolle unterstehen. Nur eine umfassende, alle Zweige der Produktion kontrollierende Preispolitik führt zum gewünschten Ziel. Alles Halbe ist stümperhaftes Flickwerk. Zum Beweis möchte ich nur auf die letzte Vorkriegskrise mit der Geldentwertung hinweisen. Da haben wir die Banken massiv sanieren müssen. Wir haben 18 Millionen Franken für die produktive

Arbeitslosenunterstützung ausgegeben. Wir hatten etwa 150 000 Arbeitslose zu unterstützen. Damals löste eine Notverordnung die andere ab. Es war ein unübersichtliches Chaos von einander zuwiderlaufenden Massnahmen. Leider können wir jetzt schon wieder feststellen, dass bei uns der wirtschaftliche Generalstab fehlt. Man hat bewusst die Preiskontrolle entmachtet, um besser im Trüben zu fischen. Ich halte eine mit allen nötigen Vollmachten ausgestattete Preiskontrollstelle aber für ebenso wichtig wie die Arbeit des Direktors Zipfel auf dem Gebiete der wirtschaftlichen Landesverteidigung.

Sie haben Angst, dass eine solche Politik der gelenkten Wirtschaft unvermeidlich in den Staatssozialismus hineinführe. Das Gegenteil ist wahr. Eine solche Massnahme ist nämlich der beste Garant einer reibungslosen Entwicklung der Volkswirtschaft, indem unnötige Lohnkämpfe vermieden und Stützungsaktionen auf ein erträgliches Mass reduziert werden, Krisenmassnahmen, soweit diese in-landbedingt sind, wegfallen oder doch in massvollen Grenzen gehalten werden können.

Und nun bin ich am kritischen Punkt meiner Ausführungen angelangt. Die Anhänger der liberalen Weltauffassung wissen so gut wie wir, dass wir in einem Zwischenstadium leben. Es ist, wie der Vater unseres Herrn Kollegen Huber einmal sagte, nicht mehr reiner Liberalismus und auch noch nicht Staatssozialismus. Wir können den Zustand vielleicht am besten mit dem Wort „Staatsinterventionismus“ umschreiben. Der Liberalismus huldigt nun der Auffassung, ja nur Schritt um Schritt zurückzweichen. Jeder Meter des liberalen Geländes wird heldenhaft verteidigt. Sie vergessen aber dabei, dass eine Flanke ihrer Festung schon verloren ist. Die Landwirtschaft kann nur noch mit Preisstützungs- und Produktionslenkungsmassnahmen über Wasser gehalten werden. Das ist eine allgemeine Erscheinung, die wir in Frankreich, Dänemark, England und Italien sowie in ganz Süd- und Nordamerika beobachten können. Wenn die Richtung um Professor Röpke und andere Nachbeter seiner Auffassung nur endlich einsehen wollten, dass die Monopole und Kartelle die freie Preisbildung unterbinden und dass in einer solchen Wirtschaft zum Schutze der wirtschaftlich Schwachen eben der Staatsinterventionismus, verbunden mit der unumgänglichen Preiskontrolle, Notwendigkeit wird. Dieses Überwachungssystem erheischt leider einen Beamtenapparat und schränkt die freie Wirtschaft ein, aber es hat einen grossen Vorteil: es hält den Patienten noch jahrzehntelang am Leben. Über kurz oder lang wird man auch in liberalen Kreisen erkennen, dass, nachdem alle Erwerbsgruppen in Verbänden zusammengeschlossen sind, nur noch die gegenseitige Fixierung der Preismargen durch den Staatsapparat übrigbleibt. Wenn die liberale Richtung diesen Weg aus der Sackgasse ablehnt, dann werden wir im Falle einer Depression, welche vielleicht rascher in Erscheinung tritt, als uns lieb ist, in beiden Kammern eine Interpellation und Motion nach der andern behandeln müssen. Was die eine Motion auf einer Branche gutmachen will, verdirbt sie in andern Branchen. Die Initiativen- und Referendumsmaschinerie läuft dann dafür auf Hochtour, mit dem Ergebnis, dass das schweizerische Malaise tatsächlich gefährliche Formen annimmt und

nur durch den Staatssozialismus wieder in geordnete Bahnen gelenkt werden kann. Die mildeste Form der staatlichen Einmischung besteht darin, dass wir bei den Holdinggesellschaften, Syndikaten, Trusts und Kartellen das eigenmächtige, nur zu ihrem Vorteil wirkende Monopol der Preisbildung unter die Lupe nehmen und durch die Preiskontrolle und die Monopolgesetzgebung eindämmen. Ich komme aus einem steinreichen Kanton, aber auch aus einem „holden“ Kanton, wo die Holdinggesellschaften beheimatet sind. Ich habe im Schweizerischen Regionenbuch nachgeschlagen und gesehen, dass wir im kleinen Städtchen Glarus 565 Gesellschaften haben. Diese Gesellschaften bilden weitgehend den Preis. Sie sind aber nicht auf die Schweiz allein zugeschnitten, sondern sie bestimmen darüber hinaus noch die Machtpolitik in andern Staaten.

Durch eine wohlüberdachte, die gesamte Wirtschaft in allen ihren Wechselwirkungen beobachtende Preislenkungs politik, verbunden mit der notwendigen Planung, wird die Schweiz ihren Platz in der Weltwirtschaft behaupten können. Wir müssen bedenken, dass es mehr arme Länder gibt als reiche und dass diese Länder mit uns nur Handel treiben können, wenn wir sie mit billigen, aber qualitativ guten Waren bedienen können. Lassen wir den Preisen freien Lauf, so verschmerzen wir uns diese Absatzmärkte. Sorgen Sie dafür, dass dem Volkswirtschaftsdepartement ein wirtschaftlicher Generalstab beigegeben wird. Je besser die Spitze dieses Beamtenkörpers ist, desto kleiner wird der ausführende Apparat sein.

Ich empfehle daher dem Rate aus voller innerer Überzeugung die Annahme der Initiative.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

## 6592. Verwaltungskontrolle. Begutachtung des Volksbegehrens

### Contrôle de l'administration fédérale. Préavis sur l'initiative

Siehe Seite 250 hiervor – Voir page 250 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 30. September 1954  
Décision du Conseil des Etats du 30 septembre 1954

#### Differenzen – Divergences

##### Art. 2

#### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

#### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

**Rohr, Berichterstatter:** Bei diesem Geschäft bestehen zwischen den Beschlüssen des Ständerates und des Nationalrates drei Differenzen. Ihre Kommission schlägt Ihnen vor, bei zwei Differenzen sich dem Ständerat anzuschliessen, dagegen bei der dritten am Beschluss des Nationalrates festzuhalten.

Eine erste Differenz besteht beim Ingress des Artikels 2. Dort beantragt der Ständerat, das Wort „insbesondere“ zu streichen. Der Nationalrat hat dieses Wort nach Antrag Ihrer Kommission beigefügt, um dadurch zum Ausdruck zu bringen, dass der Zentralstelle zum Zwecke der Erreichung von Einsparungen nicht nur die in Artikel 2, Litera a bis c, erwähnten Aufgaben übertragen werden können, sondern auch andere, wenn dadurch Einsparungen ermöglicht werden. Nachdem in der Diskussion sowohl von seiten des Vertreters des Bundesrates wie auch von Mitgliedern der Kommission darauf hingewiesen wurde, dass der Zentralstelle – ohne dass das erwähnt werde – auch die Überprüfung der angeordneten Massnahmen als selbstverständlich zustehe und unter Berufung auf Litera a bis c von Fall zu Fall auch die Kontrolle der Aufträge und Lieferungen vornehmen könne, kann die Kommission auf das Wörtchen „insbesondere“ verzichten. Sie schlägt Ihnen vor, sich bei dieser Differenz dem Ständerat anzuschliessen.

Bei Artikel 2 besteht eine zweite Differenz. Der Ständerat schlägt vor, die Kompetenzen, die wir in Litera b und c auseinandergehalten haben, in einem Litera, Litera c, zusammenzufassen. Es handelt sich hier eher um eine redaktionelle, nicht um eine wesentliche materielle Änderung. Die Kommission schlägt Ihnen daher vor, auch hier dem Ständerat zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté*

##### Art. 4

#### Antrag der Kommission

Festhalten.

#### Proposition de la commission

Maintenir.

**Rohr, Berichterstatter:** Bei Artikel 4 handelt es sich darum, dass die Zentralstelle bei Meinungsdivergenzen mit einem Departementsvorsteher durch das Finanz- und Zolldepartement nur beantragen kann, dass die Differenz vom Bundesrat entschieden werde, es aber im Belieben des Finanz- und Zolldepartementes stehen soll, diesen Antrag weiterzuleiten oder nicht (wie das der Ständerat will), oder ob die Zentralstelle verlangen kann, dass die Meinungsdivergenzen dem Bundesrat zum Entscheid vorgelegt werden (gemäss Beschluss des Nationalrates). Mit dreizehn zu einer Stimme beantragt Ihnen die Kommission, am Beschluss des Nationalrates festzuhalten.

Im Grunde genommen geht es um die Frage, ob bei Differenzen zwischen der Auffassung eines Departementsvorstehers und der Zentralstelle das Finanz- und Zolldepartement oder der Bundesrat entscheiden soll. In der Praxis werden derartige Differenzen höchst selten dem Bundesrat unterbreitet werden, und jedenfalls nur in sehr wichtigen Fällen. Die Zentralstelle wird bei Ablehnung von Anregungen sowohl durch die Abteilung wie auch durch den Departementchef nicht aus lauter Rechthaberei auch Kleinigkeiten vor den Bundesrat bringen lassen; denn durch eine derartige Praxis würde sie sich ja innert kürzester Zeit selbst erledigen. Sie wird vielmehr nur Anregungen, denen sie eine grosse

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1954
Date	
Data	
Seite	314-332
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 726

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

## 6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative

*Fortsetzung - Suite*

Siehe Seite 314 hiervoor - Voir page 314 ci-devant

**Agostinetti:** Ancora una volta il nostro Parlamento deve occuparsi del problema del controllo dei prezzi e in particolare di quello concernente i prezzi delle pigioni nelle case cosiddette di vecchia costruzione. La discussione si è resa necessaria in conseguenza della presentazione di una iniziativa lanciata dall'Unione sindacale svizzera tendente a ristabilire un sufficiente controllo.

Quest'azione non sarebbe stata necessaria se si fosse rispettato lo spirito della decisione presa dalla stragrande maggioranza dei cittadini elettori nel novembre 1953. Poche settimane erano però trascorse che già l'Associazione svizzera dei proprietari d'immobili presentava una richiesta di aumento del prezzo degli affitti. La stessa veniva accettata dalla Commissione federale per il controllo dei prezzi nella misura di una maggioranza del 10% e trasmessa al Consiglio federale. La più alta autorità nostra, valendosi delle sue competenze in materia, accordava un aumento del 5%. La reazione dei nostri sindacati non poteva mancare. Se oggi noi dobbiamo occuparci nuovamente di questo problema, la responsabilità ricade in ogni caso su quei circoli che non si limitano a rivendicare il 5 o il 10%, ma che desiderano eliminare subito ogni controllo per avere mano libera nel settore dei prezzi delle pigioni e sfruttare la situazione precaria sul mercato degli appartamenti per adattare i prezzi suddetti a quelli praticati nelle nuove costruzioni.

L'iniziativa dell'Unione sindacale svizzera è un atto di legittima difesa dei salariati, dei meno abbienti, contro l'assalto di chi, in grande maggioranza, gode di condizioni economiche che possono essere definite come agiate.

Nelle precedenti discussioni in questo nostro consenso tutti gli argomenti pro e contro l'eliminazione di un controllo sufficiente dei prezzi delle pigioni vennero sufficientemente esposti. D'altra parte non possiamo nasconderci che le opinioni in questa sala sono già fatte. L'ultima parola spetta ora al popolo.

In questi ultimi mesi comunque la situazione nel nostro paese ha subito un cambiamento che a nessuno è sfuggito e che preoccupa un po' tutti.

L'indice del costo della vita ha ripreso ad aumentare e ha raggiunto il suo livello più alto dal 1939, cioè 171,1 punti. Nessuno può prevedere con assoluta esattezza quale sarà l'evoluzione dei prezzi nei prossimi mesi. Certo è però che nessuna tendenza al ribasso si farà sentire. Noi possiamo anzi affermare che con tutta probabilità si supererà il livello dei 172 punti. Grave è il fatto che dalla stabilità di cui si godeva fino a pochi mesi or sono, si è passati a un'ascesa dei prezzi che merita tutta l'attenzione delle nostre autorità e che alle stesse dovrebbe indicare come una politica di prudente attesa si renda indispensabile.

L'on. nostro collega professore Rosset, nel tentativo di motivare il suo atteggiamento contrario all'iniziativa, ha ieri sera affermato che si potranno pur sempre aumentare i salari nel caso in cui le conseguenze dell'aumento del prezzo delle pigioni dovessero incidere fortemente sull'indice del costo della vita. Egli è persino giunto a proclamare che noi rendiamo un buon servizio, con la nostra iniziativa, ai datori di lavoro, ai quali facciamo risparmiare molto denaro che altrimenti dovrebbero versare con il necessario aumento delle paghe.

Rileviamo avantutto che un aumento degli stipendi è giustificato già ora, prima che si facciano sentire le conseguenze dell'aumento del 5% sul prezzo delle pigioni. Ma qual è l'opinione dei datori di lavoro al riguardo di una equa compensazione salariale? Si vede che l'on. professore Rosset non ha letto o non legge l'organo magno degli industriali svizzeri, la «Rivista finanziaria ed economica», che settimanalmente ci espone l'opinione ufficiale dell'«altra sponda».

Ancora recentemente questo giornale si scagliava contro l'Unione sindacale svizzera e le sue federazioni perchè appunto da questa parte provenivano richieste di adattamento dei salari alla nuova situazione. E affermava che nessun motivo esisteva e si avrà in un prossimo avvenire per allarmarsi dell'evoluzione dei prezzi. Ciò può essere ritenuto come giusto da ben determinati ceti. Ma questi ceti sono una piccola minoranza della nostra popolazione. La stragrande maggioranza non è di questo parere, perchè pur attraversando un periodo di alta congiuntura essa non ha la possibilità di accumulare riserve.

Il relatore della maggioranza ha infine dichiarato che ragioni economiche, sociali, politiche e giuridiche devono indurre Parlamento e popolo a respingere l'iniziativa, affermando fra altro che la stessa non solo si muove nei quadri del dirigismo, ma è autoritaria!

Non è questa la sede adatta per polemizzare. Ma certe argomentazioni meritano di essere rilevate, perchè costituiscono una diretta accusa nei nostri riguardi. Ben difficilmente si può nascondere infatti - nelle parole che abbiamo voluto riprendere dal relatore professore Rosset - la volontà di ritornare a dirci che non possiamo dimenticare il marxismo. Noi siamo marxisti quando domandiamo adattamenti salariali, siamo marxisti quando chiediamo miglioramenti sociali, restiamo marxisti quando proclamiamo la necessità di proteggere i più deboli.

Era marxista anche il Consiglio federale quando introdusse, col consenso della maggioranza del Parlamento, il controllo dei prezzi? Allora, si può obiettare, le condizioni imponevano una simile misura. Ebbene, noi affermiamo che queste condizioni sul mercato degli appartamenti esistono ancora. Pochi giorni fa abbiamo del resto rilevato dalla «Neue Zürcher Zeitung» che nella città di Zurigo esistono in tutto dieci appartamenti liberi a un prezzo inferiore ai 2000 franchi di affitto all'anno! D'altra parte è lo stesso Consiglio federale che ha voluto - e il Parlamento ha aderito a questo principio - introdurre nel suo decreto del 10 giugno 1953, tuttora in vigore, che condizione sine qua non per l'aumento dei prezzi delle pigioni dovesse essere una diminuzione del costo della vita.

Esiste oggi questa condizione? Basta dare uno sguardo all'indice per ottenere la risposta. Oggi il livello dei prezzi nè diminuisce, nè è stabile. Esso aumenta.

La decisione del Consiglio federale è perciò contraria persino a un decreto del Consiglio federale stesso che data da poco più di un anno!

Non possiamo farci nessuna illusione sul voto che il Parlamento emetterà al riguardo della nostra iniziativa. Le opinioni, vogliamo ripeterlo, sono ormai fatte.

Il popolo svizzero dovrà alla fine esprimere il proprio parere. Speriamo che esso lo faccia considerando le ragioni economiche e sociali che ci hanno spinti a lanciare l'iniziativa.

**M. Crittin:** Une première observation: Tout parlementaire quelque peu familiarisé avec le droit public et qui a des connaissances de la technique des lois est certainement frappé par le nombre croissant de dispositions de caractère tout à fait passager qui sont introduites dans la Constitution fédérale. Celle-ci ne sera bientôt plus qu'un fatras de textes éphémères dictés par la politique du moment et qui fera de cette Constitution non plus la charte fondamentale du pays mais un règlement, ou plutôt une ordonnance d'exécution. Indubitablement, ce sera le cas avec l'initiative que nous discutons en ce moment laquelle ne compte pas moins de dix articles aussi rigides qu'étriqués. En persistant dans cette voie, nous mettons en danger la stabilité qui est la caractéristique du droit public et du droit privé assurant la sécurité des rapports entre les hommes entre eux, d'une part, entre les hommes et l'Etat, d'autre part. Nous mettons également en péril les institutions politiques de notre pays. Voilà pour ce qui est de la forme de l'initiative.

Quant au fond, je n'hésite pas à déclarer à cette tribune que le problème des loyers revêt une importance minime dans le canton du Valais. J'ai par conséquent le sentiment que la population valaisanne se montrera plutôt indifférente à l'initiative. Il n'en va pas de même en ce qui concerne la protection des consommateurs parce que – je pense pouvoir le démontrer – cette initiative est contraire aux intérêts des paysans et en particulier aux intérêts des producteurs de fruits.

L'initiative mentionne expressément la protection des locataires et des consommateurs. En revanche, elle passe sous silence la protection des producteurs, donc des agriculteurs. Cela permet de déclarer que l'initiative fait surgir l'opposition, je ne dis pas historique mais l'opposition naturelle, existant entre la production et la consommation.

En ce qui concerne les produits de la terre, et s'il y avait un doute quelconque, je rappelle que la semaine dernière un des plus puissants syndicats du pays, la F.O.M.H., a tenu son congrès à Vevey. Son président, M. Steiner, en même temps un député très agissant du groupe socialiste, qui a du reste toute ma considération, a déclaré qu'une simple augmentation ne suffit pas aux ouvriers. Il leur faut aussi une diminution des prix. Or, lorsque nous parlons de prix, nous entendons ici notamment les produits alimentaires.

A ceux qui ne sont pas suffisamment persuadés de l'existence du conflit d'intérêts entre consumma-

teurs et producteurs terriens je donne rendez-vous lors de la bataille qui va bientôt s'engager entre eux à l'occasion de la revision du tarif des douanes.

Je veux maintenant montrer que l'acceptation de l'initiative aura pour conséquence une atteinte directe aux intérêts des producteurs de fruits. En effet, pour son article 3, le Conseil fédéral aura non pas la faculté mais l'obligation de fixer des prix maximums dès qu'une marchandise destinée à l'alimentation en particulier aura bénéficié d'une mesure de protection de la Confédération telle, par exemple, l'interdiction d'exportation. Celle-ci se produira de plus en plus, je l'espère, grâce à une application judicieuse de la loi sur l'agriculture. Eh bien, avec l'initiative on décrètera des prix maximums au moment de l'interdiction d'importation. Par contre, avec le régime actuel découlant de l'additif constitutionnel de 1952 et en particulier de l'ordonnance de 1953, avant d'en arriver à cette mesure extrême on devra recourir à d'autres moyens en vue d'obtenir des prix normaux. En outre, les milieux économiques intéressés doivent être consultés dans la mesure du possible. Et ce qui est plus important encore à retenir, c'est que l'article 9 de la dite ordonnance dispose que les moyens ou les prix ainsi fixés «ne devront pas porter atteinte à une protection appropriée des marchandises dont il s'agit.»

Or, rien de tout cela ne se trouve dans les dix articles de l'initiative. Ce silence apparemment voulu ne pourra en tout cas pas s'interpréter en faveur des producteurs. C'est pourquoi je ne puis, pour ma part, appuyer une initiative qui se retournera durement contre la production fruitière. D'autant plus que l'application d'un système mieux approprié, après bien des difficultés et des déboires, a abouti cette année, après discussion avec les milieux intéressés, à la fixation de prix à la production, en particulier pour les fraises, qui ont donné, je crois, satisfaction. Je souhaite que l'on continue dans cette voie.

Quelques mots en ce qui concerne le caractère foncièrement antidémocratique de l'initiative. Il va sans dire que je songe au système démocratique pratiqué chez nous et non pas à celui que défend M. Vincent et que connaissent les peuples qui se trouvent derrière le rideau de fer. Il est permis de dire que jamais on n'a rencontré un texte d'initiative contenant une aussi forte dose de pleins pouvoirs. J'ai eu l'honneur d'être rapporteur de l'arrêté instituant les pleins pouvoirs, en 1939.

Chose extraordinaire – j'en ai le souvenir précis – c'est à la demande des représentants du groupe socialiste que cet arrêté a édicté que tous les six mois les mesures prises par le Conseil fédéral, en vertu des pleins pouvoirs, devaient être soumises à l'approbation des Chambres fédérales.

Par ailleurs, l'additif constitutionnel de 1952 que l'initiative veut mettre à néant, reprend cette disposition à l'article 2, alinéa 2, qui dit «que les prescriptions concernant les prix maximums qui ont été prises par le Conseil fédéral cesseront de porter effet au cours de la session qui suit leur entrée en vigueur, si l'Assemblée fédérale ne les approuve pas par un arrêté soumis au referendum.»

Vous voyez l'abîme qui existe du point de vue démocratique entre le contenu de l'initiative et le régime actuel.

Pourquoi les auteurs de l'initiative – et c'est ici le point névralgique – ont-ils fait table rase de l'Assemblée fédérale et j'ajoute du peuple? J'en ai trouvé l'explication dans un organe du Parti socialiste qui tient de près à l'Union syndicale, lequel dit textuellement: «Si l'initiative écarte l'Assemblée fédérale c'est simplement pour qu'une fois encore cette dernière n'interprète plus arbitrairement la volonté populaire comme elle l'a fait au lendemain du 23 novembre 1952.»

En termes clairs, l'initiative repose sur la méfiance à l'égard des Chambres fédérales. Or, la méfiance, comme la peur, est mauvaise conseillère. Elle a poussé les auteurs de l'initiative à demander simplement de mettre le Parlement en vacances et d'ignorer le peuple attendu qu'il ne serait plus question de l'intervention des Chambres et du referendum. Le hasard m'a fait découvrir un article du *Volksrecht* du 21 août à propos de l'initiative de Rheinau qui publie: «Celui qui se méfie du peuple doit s'attendre à être payé un jour de réciprocité». A cette réciprocité, le Parlement ne s'exposera pas, pas plus qu'il n'admettra des pleins pouvoirs que nous n'avons même pas connus pendant la guerre. Les pleins pouvoirs, qu'est-ce que cela veut dire, sinon la toute puissance conférée à une poignée d'hommes de bureau. Ils ont laissé des souvenirs amers. Aujourd'hui on veut en faire une corbeille de fleurs qu'on offre au Conseil fédéral de laquelle il se dégage des parfums plutôt nocifs. On comprend qu'il la repousse.

Aussi bien, je pense que tous ceux qui tiennent véritablement au contrôle des Chambres fédérales sur les actes du gouvernement rejeteront cette initiative. Pour ma part, je le dis tout net: je me refuse à confier aux mécaniciens inconnus de demain l'usage d'un instrument d'un mécanisme compliqué et délicat. Je vous demande donc de repousser l'initiative et d'accepter le contreprojet du Conseil fédéral.

**Schütz:** Gestatten Sie mir auf Grund der Ausführungen des Vorredners noch einige Feststellungen:

Die Vorlage vom Jahre 1952 wurde vom Schweizervolk mit einem ausserordentlich starken Mehr angenommen, obwohl sie von vielen Herren, die heute für den Gegenvorschlag sind, bekämpft worden war. Zweifellos hat der Volkswille durch diese Abstimmung bekundet, dass das Schweizervolk wünscht, dass die Mietpreiskontrolle weiter existieren soll. Nachher hat die Bundesversammlung diesen Beschluss anders interpretiert, zum Teil falsch, nach unserer Meinung gegen den Verfassungsartikel. Aber nicht nur das: Die Bundesversammlung machte dann die Mietzinserhöhung von Bedingungen abhängig, wie Rückgang der Teuerung (Sie wissen, wie es steht), Leerwohnungsbestand (auch diese Bedingungen wurde nicht gehalten, trotzdem hat man 5% Mietzinserhöhungen bewilligt). Ich glaube, wenn jemand von Demokratie redet und uns Vorwürfe macht über die Initiative, soll er zuerst diese Vorwürfe an sich selbst und an die Herren machen, die diesen Verfassungsartikel und die Ausführungsbestimmungen später auf eine Art interpretiert haben, die zweifellos das Schweizervolk missbilligt. Wir müssten heute nicht darüber diskutieren, wenn Sie dem Verfassungsartikel im Jahre 1952 nach-

gelebt hätten. Sie haben ihn verletzt. Das ist der Ausgang zur heutigen Initiative. Oder hätten wir einen Leerwohnungsbestand von 1,2 oder 1,5%, brauchten wir auch kein Volksbegehren zum Schutze der Mieter.

Aber was ist in dieser Zeit passiert? Die Subventionen beim Bund, bei den Kantonen und Gemeinden wurden von den herrschenden, jetzigen, bürgerlichen Parteien bekämpft. Diese Parteien können die Verantwortung dafür nicht ablehnen, dass wir heute noch die grösste Wohnungsnot haben. Es kann nicht bestritten werden, dass in den Städten noch Dutzende, ja Hunderte von Familien in Notställen, Baracken usw. wohnen.

Nachfrage und Angebot sind gestört. Von einem Angebot kann man überhaupt nicht reden, weil es nicht existiert.

Wie steht es mit dem Abbruch von alten Häusern? Vor ein paar Jahren gab es einen Beschluss, dass man für den Abbruch eines Hauses eine Bewilligung einholen müsse. Damals konnte man den Abbruch der alten Häuser unterbinden. Mit den gleichen Tönen wie mein Vorredner und Herr Hackhofer gesprochen haben, hat man diesen Beschluss liquidiert. Der Abbruch ist heute bewilligt. Heute kommt man und spielt sich auf als grosse Freunde derjenigen, die jetzt in neuen Wohnungen wohnen müssen.

Herr Dr. Hackhofer hat auch einige Ausführungen gemacht, die mich befremdet haben. Er hat darauf hingewiesen, dass wir heute bedeutend mehr Wohnraum hätten als im Jahre 1939. Seine statistischen Zahlen stammen aus den dreissiger Jahren, aus den Jahren 1938/39. Damals war die Krise noch nicht überwunden. Damals wohnten oft in einem Raum die Eltern und die Kinder, 3-4 Personen. Heute, das gebe ich zu, ist es auf Grund der Konjunktur, vielleicht besserer Entschädigungen, möglich geworden, das etwas zu lockern. Das will man heute als Argument gegen die Initiative anbringen. Gerade die Familien mit vielen Kindern haben damals stark gelitten. Wenn das etwas gelockert wurde, und zwar durch den genossenschaftlichen Wohnungsbau, ist das bestimmt nur zu begrüssen.

Herr Hackhofer macht auch geltend, es gäbe in der Stadt Zürich Vierzimmerwohnungen, worin nur eine Frau wohne. Ich weiss nicht, ob die Untermieter mitgezählt worden sind. Ich nehme das nicht an, aber, Herr Hackhofer, das brauchen Sie den Sozialdemokraten auch nicht zu sagen. Ich kenne die Arbeiterkreise sehr gut. Diese Wohnungen in Arbeiterkreisen müssen Sie mir zeigen, wo vielleicht eine einzelne Frau vier Zimmer bewohnt. Das wäre zu untersuchen. Mindestens wären wir in diesem Falle bereit, sofern wir Einfluss haben, mitzuhelfen, um das zu ändern. Aber wir wissen, dass es Wohnungen mit acht und mehr Zimmern gibt, am Zürichberg – das ist die Hochburg der Freisinnigen –, die von Einzelpersonen bewohnt werden. Aber diesen Wohnraum kann man nicht holen, weil es ja ganz unmöglich ist, dort überhaupt eine Wohnung zu mieten; die verlangten Zinse könnten von den Arbeitern und ihren Familien, die übrigens dort gar nicht gewünscht werden, vor allem, wenn sie Kinder haben, nicht aufgebracht werden.

Ganz paradox ist der Gegenvorschlag. Heute wird die Fortführung der jetzigen Vorlage vom

Jahre 1956 bis 1960 beantragt. Es geht also noch  $2\frac{1}{4}$  Jahre, bis die jetzige gesetzliche Bestimmung nicht mehr gilt. Trotzdem kommt man heute schon mit einer Vorlage an das Volk. Das ist ganz bestimmt eine Besonderheit. Derjenige grosse Herr vom Vorort, der einen Artikel geschrieben und darin dieses Vorgehen als politische Schlaueit bezeichnet hat, hat ganz bestimmt recht, wenn er von einem politischen Schachzug spricht. Der Gegenvorschlag, den Sie unterbreiten, ist gar nichts anderes als ein politischer Schachzug. Ich könnte einige Gegner noch begreifen, wenn sie gegen unsere Initiative auftreten würden und zugleich den Mut hätten, auch den Gegenvorschlag zu bekämpfen. Das wäre eine klare Haltung, die sie auch im Jahre 1952 eingenommen haben. Der Gegenvorschlag ist in dieser Situation noch keine Notwendigkeit. Die geltende Regelung dauert ja bis zum Jahre 1956. Herr Dr. Bucher, der sicher nicht auf unserer Seite steht, hat in der Kommission auf diesen Sonderfall hingewiesen. Im Herz ist er gegen den Gegenvorschlag; heute ist er schon aus taktischen Gründen dafür. Es ist also in Wirklichkeit so, dass es mit diesem Gegenvorschlag um einen politischen Schachzug geht. Man wiederholt, was man hier im Rate und im Ständerat – in bezug Rheinau – bereits abgelehnt hat. Man will aus wahltaktischen Gründen einen Gegenvorschlag, um die Initiative damit zu erledigen.

Sonderbar ist, wie Herr Hackhofer diesen Gegenvorschlag vertritt. Ich habe hier das „Vaterland“. Das „Vaterland“ lügt ja nicht. Herr Wick wird das bestätigen. Am Parteitag der Konservativen hat Herr Dr. Hackhofer gesagt, weil die dort verankerten Vollmachten auf Vorrat gar nicht notwendig und nicht einmal zweckmässig seien, lehne man die Sache ab. Wenn Sie den Artikel lesen, so haben Sie den Eindruck, dass sich Herr Dr. Hackhofer wie ein Wilhelm Tell im „Vaterland“ aufspielt. Aber heute macht er das Gegenteil. Er beantragt Ihnen, die jetzige Vorlage, die er aus grundsätzlichen Motiven damals bekämpft hat, heute zu verlängern. Ich glaube, das ist gegenüber dem Stimmbürger nicht ganz ehrlich. Ich möchte das in aller Offenheit sagen. Es wäre besser gewesen, er wäre bei seinem andern Entscheid geblieben und hätte dem Volke offen erklärt: Ich bin nicht mehr für die Mietpreiskontrolle, sondern ich bin dafür, dass sie aufgehoben wird: die Leute sollen mehr Mietzinse bezahlen.

Der Gegenvorschlag hat keine Aussicht, angenommen zu werden. Unsere Initiative wird nicht zurückgezogen. Sie kennen den Abstimmungsmodus bei einem Gegenvorschlag. Nicht das einfache Mehr gilt. Mit dem Gegenvorschlag erreichen Sie zweifellos Verwirrung bei der Stimmabgabe. Jede Stimme, die für die Initiative ist, ist selbstverständlich eine Neinstimme für den Gegenvorschlag bei diesem Abstimmungsmodus. Ich bin davon überzeugt, dass 10 Tage vor der Abstimmung die Parole herauskommt: Initiative Nein, Gegenvorschlag ebenfalls Nein. Wir werden etwas ähnliches erleben wie am vergangenen 6. Dezember. Davor möchte ich Sie warnen. Wir stehen zur Initiative. Das Volk soll darüber entscheiden. Wenn Sie die Initiative ablehnen, so haben Sie wenigstens den Mut, den Gegenvorschlag zurückzuziehen. Man muss auch ganz offen sagen: Wenn der Gegenvorschlag vom

Volke angenommen würde, bedeutete das nichts anderes, als dass in Zukunft weitere Mietzinserhöhungen stattfinden würden. Darüber besteht gar kein Zweifel. Der Bundesrat hat darüber in seinen Ausführungen zur Interpellation Steinmann gar keine Hoffnungen in angenehmem Sinne gemacht. Dabei wollen wir heute feststellen, dass wir wieder eine Teuerung von 71,7% haben. In dieser Indexzahl ist aber die Teuerung, die durch die eingetretene Mietzinserhöhung um 5% auf den 1. Oktober in Kraft trat, gar nicht eingerechnet. Dazu kommt, dass die jetzige Fleischpreiserhöhung und die noch zu erwartende Preiserhöhung auf Wurstwaren usw. ebenfalls nicht eingerechnet ist. Es ist anzunehmen, dass wir in zwei bis drei Monaten eine Teuerung haben, die die Spitze während der schweren Jahre überschreiten wird. In dieser Situation wollen Sie es zulassen, dass noch weitere Mietzinserhöhungen stattfinden sollen. Das können wir nicht verstehen, schon aus volkswirtschaftlichen Gründen nicht. Es ist klar, dass die jetzige Teuerung zu neuen Lohnkämpfen führen wird. Überall sind Lohnbegehren angemeldet. Wir werden in den nächsten Monaten zweifellos dafür kämpfen müssen. Das wird also die Folge sein; darüber bin ich mir ganz im klaren. Die Schraube der Teuerung geht weiter. Ein Volkswirtschaftler hat hier gesprochen und die Theorie aufgestellt, zu stabilisieren usw. Heute ist die Sache zu Recht erledigt. Darüber wollen wir auch nicht mehr diskutieren, aber Sie sehen, dass wir hier in eine Situation geraten, die mit der Zeit ganz bestimmt unhaltbar wird.

Ich möchte Sie doch auf einige Feststellungen des Internationalen Arbeitsamtes aufmerksam machen. Man glaubt immer, der Schweizer Arbeiter sei ausserordentlich günstig gestellt. Eine Zusammenstellung des Internationalen Arbeitsamtes zeigt nun, wie viel ein erwachsener männlicher Arbeiter im Durchschnitt arbeiten muss, um je ein Kilogramm Brot, Kartoffeln, Rindfleisch (also kein Kalbfleisch), Schweinefleisch, Speck, Butter, Käse, Zucker sowie einen Liter Milch und zehn Eier zu erstehen. Nach dieser Übersicht muss man dafür in der Schweiz 15 Stunden und 40 Minuten arbeiten, in Westdeutschland 18 Stunden 05 Minuten (dabei sind die neuen Lohnerhöhungen nicht eingerechnet) in Frankreich 22 Stunden und 10 Minuten – gegenüber diesen Ländern stehen wir besser da –, dann aber in Belgien 15 Stunden 15 Minuten, in England 10 Stunden 05 Minuten, in Schweden 9 Stunden 50 Minuten, in Dänemark 9 Stunden 55 Minuten, in den Vereinigten Staaten 5 Stunden 30 Minuten, in Kanada 6 Stunden und 20 Minuten. Diesen Feststellungen des Internationalen Arbeitsamtes kann nicht widersprochen werden. Es ist sogar noch zu bemerken, dass in dieser Statistik der Mietzins nicht eingerechnet ist. Ich habe auf einer Reise nach den Skandinavischen Ländern festgestellt, dass nirgends in diesen Ländern – wenn auch der Wohnkonfort, das möchte ich zugeben, an diesen Orten nicht so gross ist wie in der Schweiz – der Arbeiter mehr als maximal 15% seines Lohnes für den Hauszins bezahlen muss. In der Schweiz, insbesondere in den Städten, zahlen wir heute bereits Mietzinse, die 20 bis 25% des Lohnes, in einzelnen Fällen sogar noch mehr, ausmachen.

Ich möchte noch darauf hinweisen, dass un-

längst am Metallarbeiterkongress von berufener Stelle erklärt worden ist, dass der Durchschnittslohn des schweizerischen Metallhilfsarbeiters 500 Franken und derjenige des Berufsarbeiters 600 Franken betrage. Ich glaube, dass Sie es vor Ihren eigenen Wählern nicht verantworten können, dass diese Leute 20, 25 oder 30% ihres kleinen Lohnes nur für den Mietzins bezahlen.

Es ist auch eine ganz falsche Theorie, wenn man heute kommt und sagt, die Mietzinsdiskrepanz zwischen Alt- und Neuwohnungen könne beseitigt werden, indem man unsere Initiative ablehne, so dass mit der Zeit einfach die Mietzinse frei werden. Glaubt denn einer hier in diesem Saale, dass die Eigentümer der Spekulationswohnungen, die mit Ihrer Zustimmung erstellt werden durften, dazu übergehen würden, den Mietzins zu reduzieren, so lange sie nicht ein vorhandener Leerwohnungsbestand dazu zwingt? Das sind Dummheiten. Aber das folgende wird eintreten: Die Arbeiter mit 500 Franken Monatslohn, die jetzt für eine Wohnung 80 bis 90 Franken bezahlen, werden nachher für die gleiche Wohnung 120 bis 130 Franken bezahlen müssen. Dies wollen wir verhindern. Wir haben kein Interesse an einer Preisinsel für unser Land. Wir müssen zu verhindern suchen, dass die Schraube immer weiter gedreht wird.

Ich muss auch gegen die Behauptung protestieren, die Initiative wolle zum voraus einen grossen Beamtenapparat und wolle automatisch überall Höchstpreise. Nehmen Sie doch die Initiative so, wie sie ist. Dann können Sie nicht zu dieser Schlussfolgerung kommen. Der Artikel 1 führt das Ziel der Initiative an. Er lautet: „Der Bund trifft im Rahmen der nachfolgenden Bestimmungen Massnahmen zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutze gegen die Teuerung.“ Dort, wo etwas nicht zur Teuerung beiträgt, werden selbstverständlich keine Preisvorschriften erlassen. Und Artikel 3 sagt ganz klar: „Treten erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen ein oder wird die Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst, so sind zur Verhinderung unangemessener Preise und Margen von für das Inland bestimmten Waren sowie gewerblichen und industriellen Leistungen Höchstpreisvorschriften zu erlassen, ...“ Dies finde ich absolut in Ordnung. Sie können nicht auf der einen Seite Einfuhrbeschränkungen erlassen und auf der anderen Seite die Einfuhrbeschränkungen dazu benutzen, um die Inlandpreise in die Höhe zu treiben. Das geht nicht. In einem solchen Falle sind bestimmte Vorschriften notwendig. Wir verlangen nicht Vorschriften für Fälle, wo man sie nicht braucht. Wir sind für eine Feuerwehr, aber die Feuerwehr soll nur dann eingreifen, wenn es tatsächlich notwendig ist. Es ist daher eine Unterschiebung, wenn man heute behauptet, der Artikel 3 bedeute zum voraus Höchstpreisvorschriften und einen Beamtenapparat. Sie, meine Herren, die Sie die Wirtschaft mehr oder weniger führen, sind überhaupt in der Lage, auch nach Annahme dieser Initiative dahin zu wirken, dass diese Bestimmungen der Initiative gar nie in Kraft treten müssen. Sie brauchen nur in Ihren Berechnungen und dem Lande gegenüber anständig zu sein.

Noch ein Wort an unsere lieben Freunde aus der Landwirtschaft. Sie wissen, dass wir dem Land-

wirtschaftsgesetz zugestimmt haben. Wir haben Ihnen keinen Wechsel präsentiert. Wir haben auch in den letzten Monaten allen Vorlagen der Landwirtschaft zugestimmt. Heute geht es darum, die Lebenshaltung der Arbeiter zu sichern. Mich interessiert die Stellungnahme der Landwirtschaft. Nachdem Sie einen so glänzenden „Arbeitsvertrag“ mit dem Bunde bekommen haben, hoffen wir nur, dass Sie uns, den „andern Arbeitern“ gegenüber, Gegenrecht halten werden.

*Hier wird die Beratung unterbrochen*

*Ici, le débat est interrompu*

---

**Nachmittagssitzung vom 5. Oktober 1954**  
**Séance du 5 octobre 1954, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Perret

**6656. Schutz der Mieter und Konsumenten.**  
**Begutachtung des Volksbegehrens**  
**Protection des locataires et des**  
**consommateurs. Préavis sur l'initiative**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 341 hiervor – Voir page 341 ci-devant

**Steinmann:** Für unsere Weiterberatung von heute nachmittag hätten wir offenbar in einem kleineren Saale Platz gefunden.

Mit grosser Beredsamkeit ist in der laufenden Diskussion von den Gegnern unserer Initiative dargelegt worden, was für Fehler und Mängel diese aufweise. So haben schon die beiden Kommissionsreferenten, wie auch Herr Crittin, ihre Kritik losgelassen, und wir werden nun ja auch noch das Vergnügen haben, die „Verdonnerung“ unserer Initiative durch Herrn Häberlin zu hören. (Zwischenruf **Häberlin:** Danke für die Ankündigung!) Mit einem ziemlichen Aufwand an Phantasie sind dann die Schwierigkeiten ausgemalt worden, die bei ihrer allfälligen Annahme durch das Volk entstehen müssten. Herr Hackhofer als Kommissionsreferent hat mit einem gewissen Raffinement ein ganzes Register derartiger Schwierigkeiten aufgezählt. Wir begreifen sehr wohl, dass dem Bundesrat und der ganzen bürgerlichen Front diese Initiative äusserst unangenehm ist. In gewissen Zusammenhängen hat man auch von Schuld oder gar von Verantwortungslosigkeit gesprochen, die auf unserer Seite liegen solle. Wenn schon so gesprochen worden ist, müssen wir hier doch einige kleine Gedächtnisauffrischungen anbringen und Ihnen sagen, dass Sie sich diese unbequeme Initiative selbst zuzuschreiben haben. So haben wir zum Beispiel in der März- und der Junisession 1953 mit allem Nachdruck und aller Deutlichkeit erklärt, dass mit jenem Bundesbeschluss der Volksentscheid vom September 1952 von der Ratsmehrheit einfach missachtet und ihm eine Auslegung

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1954
Date	
Data	
Seite	337-341
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 729

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

längst am Metallarbeiterkongress von berufener Stelle erklärt worden ist, dass der Durchschnittslohn des schweizerischen Metallhilfsarbeiters 500 Franken und derjenige des Berufsarbeiters 600 Franken betrage. Ich glaube, dass Sie es vor Ihren eigenen Wählern nicht verantworten können, dass diese Leute 20, 25 oder 30% ihres kleinen Lohnes nur für den Mietzins bezahlen.

Es ist auch eine ganz falsche Theorie, wenn man heute kommt und sagt, die Mietzinsdiskrepanz zwischen Alt- und Neuwohnungen könne beseitigt werden, indem man unsere Initiative ablehne, so dass mit der Zeit einfach die Mietzinse frei werden. Glaubt denn einer hier in diesem Saale, dass die Eigentümer der Spekulationswohnungen, die mit Ihrer Zustimmung erstellt werden durften, dazu übergehen würden, den Mietzins zu reduzieren, so lange sie nicht ein vorhandener Leerwohnungsbestand dazu zwingt? Das sind Dummheiten. Aber das folgende wird eintreten: Die Arbeiter mit 500 Franken Monatslohn, die jetzt für eine Wohnung 80 bis 90 Franken bezahlen, werden nachher für die gleiche Wohnung 120 bis 130 Franken bezahlen müssen. Dies wollen wir verhindern. Wir haben kein Interesse an einer Preisinsel für unser Land. Wir müssen zu verhindern suchen, dass die Schraube immer weiter gedreht wird.

Ich muss auch gegen die Behauptung protestieren, die Initiative wolle zum voraus einen grossen Beamtenapparat und wolle automatisch überall Höchstpreise. Nehmen Sie doch die Initiative so, wie sie ist. Dann können Sie nicht zu dieser Schlussfolgerung kommen. Der Artikel 1 führt das Ziel der Initiative an. Er lautet: „Der Bund trifft im Rahmen der nachfolgenden Bestimmungen Massnahmen zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutze gegen die Teuerung.“ Dort, wo etwas nicht zur Teuerung beiträgt, werden selbstverständlich keine Preisvorschriften erlassen. Und Artikel 3 sagt ganz klar: „Treten erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen ein oder wird die Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst, so sind zur Verhinderung unangemessener Preise und Margen von für das Inland bestimmten Waren sowie gewerblichen und industriellen Leistungen Höchstpreisvorschriften zu erlassen, ...“ Dies finde ich absolut in Ordnung. Sie können nicht auf der einen Seite Einfuhrbeschränkungen erlassen und auf der anderen Seite die Einfuhrbeschränkungen dazu benutzen, um die Inlandpreise in die Höhe zu treiben. Das geht nicht. In einem solchen Falle sind bestimmte Vorschriften notwendig. Wir verlangen nicht Vorschriften für Fälle, wo man sie nicht braucht. Wir sind für eine Feuerwehr, aber die Feuerwehr soll nur dann eingreifen, wenn es tatsächlich notwendig ist. Es ist daher eine Unterschiebung, wenn man heute behauptet, der Artikel 3 bedeute zum voraus Höchstpreisvorschriften und einen Beamtenapparat. Sie, meine Herren, die Sie die Wirtschaft mehr oder weniger führen, sind überhaupt in der Lage, auch nach Annahme dieser Initiative dahin zu wirken, dass diese Bestimmungen der Initiative gar nie in Kraft treten müssen. Sie brauchen nur in Ihren Berechnungen und dem Lande gegenüber anständig zu sein.

Noch ein Wort an unsere lieben Freunde aus der Landwirtschaft. Sie wissen, dass wir dem Land-

wirtschaftsgesetz zugestimmt haben. Wir haben Ihnen keinen Wechsel präsentiert. Wir haben auch in den letzten Monaten allen Vorlagen der Landwirtschaft zugestimmt. Heute geht es darum, die Lebenshaltung der Arbeiter zu sichern. Mich interessiert die Stellungnahme der Landwirtschaft. Nachdem Sie einen so glänzenden „Arbeitsvertrag“ mit dem Bunde bekommen haben, hoffen wir nur, dass Sie uns, den „andern Arbeitern“ gegenüber, Gegenrecht halten werden.

*Hier wird die Beratung unterbrochen*

*Ici, le débat est interrompu*

---

**Nachmittagssitzung vom 5. Oktober 1954**  
**Séance du 5 octobre 1954, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Perret

**6656. Schutz der Mieter und Konsumenten.**  
**Begutachtung des Volksbegehrens**  
**Protection des locataires et des**  
**consommateurs. Préavis sur l'initiative**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 341 hiervor – Voir page 341 ci-devant

**Steinmann:** Für unsere Weiterberatung von heute nachmittag hätten wir offenbar in einem kleineren Saale Platz gefunden.

Mit grosser Beredsamkeit ist in der laufenden Diskussion von den Gegnern unserer Initiative dargelegt worden, was für Fehler und Mängel diese aufweise. So haben schon die beiden Kommissionsreferenten, wie auch Herr Crittin, ihre Kritik losgelassen, und wir werden nun ja auch noch das Vergnügen haben, die „Verdonnerung“ unserer Initiative durch Herrn Häberlin zu hören. (Zwischenruf **Häberlin:** Danke für die Ankündigung!) Mit einem ziemlichen Aufwand an Phantasie sind dann die Schwierigkeiten ausgemalt worden, die bei ihrer allfälligen Annahme durch das Volk entstehen müssten. Herr Hackhofer als Kommissionsreferent hat mit einem gewissen Raffinement ein ganzes Register derartiger Schwierigkeiten aufgezählt. Wir begreifen sehr wohl, dass dem Bundesrat und der ganzen bürgerlichen Front diese Initiative äusserst unangenehm ist. In gewissen Zusammenhängen hat man auch von Schuld oder gar von Verantwortungslosigkeit gesprochen, die auf unserer Seite liegen solle. Wenn schon so gesprochen worden ist, müssen wir hier doch einige kleine Gedächtnisauffrischungen anbringen und Ihnen sagen, dass Sie sich diese unangenehme Initiative selbst zuzuschreiben haben. So haben wir zum Beispiel in der März- und der Junisession 1953 mit allem Nachdruck und aller Deutlichkeit erklärt, dass mit jenem Bundesbeschluss der Volksentscheid vom September 1952 von der Ratsmehrheit einfach missachtet und ihm eine Auslegung

gegeben wurde, die dem Volkswillen widersprach. Es darf sicher als Beweis für diese Darlegung angesehen werden, dass unsere Initiative nachher in so kurzer Zeit über 200 000 Unterschriften erhalten hat.

Die ursprüngliche Vorlage des Bundesrates war ja auch viel humaner und viel weniger dem Volksentscheid entgegenstehend, als das, was nachher von der Ratsmehrheit beschlossen wurde. Erst unter der Führung der, sagen wir, „Ultra-Freisinnigen“, die mit der These fochten: „Opfer hin oder her“ oder „koste es was es wolle, die Mietpreiskontrolle muss einfach verschwinden“, kam dann der unglückliche Bundesbeschluss zustande. Dies trotz all unseren Ermahnungen. Wir bemühten uns damals, darzutun, wer diese Opfer zu bringen und wer diese Kosten zu tragen haben werde, dass es ja gerade die armen Schichten unseres Volkes sein werden, die die Kosten einer solch herzlosen Wirtschaftspolitik zu tragen hätten, dass es aber andererseits gerade diese Ultra-Liberalen sein werden, die die Gewinner sein würden.

Durch jenen Beschluss unseres Rates ist dann eine staatsrechtliche Situation entstanden, die das Referendum ausschloss, wollte man nicht vom 1. Januar 1953 hinweg jeden Schutz der Mieter überhaupt in Frage stellen. Es blieb tatsächlich nur noch der Weg der Initiative offen. Wenn man also von Schuld sprechen will, so liegt sie wohl eindeutig dort, wo man in einem gewissen Machtrausch und ohne Rücksicht auf die bedenkliche Situation auf dem Gebiete der Wohnungswirtschaft, koste es was es wolle, den Mieterschutz möglichst sofort zu beseitigen trachtete. Meine Herren, Sie hätte es damals in der Hand gehabt, diese Ihnen so unbequeme Initiative unnötig zu machen, wenn Sie die Abstimmung vom September 1952 nicht derart missandelt hätten, wie das der Fall war.

Der Gegenvorschlag des Bundesrates mindert in keiner Weise unsere grundsätzlichen Einwände, die wir gegen den Bundesbeschluss je und je vorbrachten. Sie bleiben voll und ganz bestehen. Dieser Kampf gegen eine sehr verhängnisvolle Wohnungs- und Mietzinspolitik der bürgerlichen Mehrheit muss nun eben ausgefochten werden. Diese Notwendigkeit liegt gewissermassen in der heutigen Zeitentwicklung; denn das Wohnungswesen, das heisst die ganze Wohnwirtschaft, hat heute eine ganz andere Bedeutung erhalten, als ihr zum Beispiel noch vor 1920 zukam. Die Verhältnisse, aber auch die Ansichten haben sich seither in starkem Masse geändert. Das trifft nicht nur bei uns zu, sondern auch in der übrigen Welt. Tatsache ist (das ist schon mehrfach nachgewiesen worden), dass Hausliegenschaftsbesitz nicht nur kein schlechtes, sondern ein ausserordentlich gutes Geschäft ist, nachdem nun die Erhöhungen von 10 und 5% in Kraft getreten sind. Dass der Haus- und Liegenschaftsbesitz eine sehr rentable Sache sein muss, zeigt auch der blühende Handel mit Liegenschaften. Da werden enorme Kapitalgewinne realisiert. Wenn nichts zu verdienen wäre, würde dieser Handel nicht einen derartigen Aufschwung nehmen, wie das in den letzten Jahren der Fall war. Dafür einige Zahlen aus der Stadt Zürich. Herr Vincent hat ja schon heute morgen einige Angaben gemacht; ich werde diese nun noch ergänzen in bezug auf den Liegenschafts-

handel der Stadt Zürich. Im Jahre 1944 wurden im Freihandverkauf Verkäufe im Totalbetrage von 146,5 Millionen Franken getätigt, im Jahre 1950 (als die erste Mietzinserhöhung beschlossen wurde) ist der Liegenschaftshandel im freihändigen Verkauf auf 260,5 Millionen Franken angestiegen, im Jahre 1952 auf 243,5 Millionen bebaute, 35,1 Millionen unbebaute, total also 278,6 Millionen Franken Umsatz. Das ist beinahe eine Verdoppelung des Umsatzes des Jahre 1944.

Für das Jahr 1954 und im Vergleich zu 1953 folgende Zahlen: Im ersten Vierteljahr 1953 war ein Umsatz von 76,8 Millionen Franken zu verzeichnen, 1954 (nach der Aussicht auf einen neuen Mietaufschlag) ist der Umsatz im ersten Vierteljahr auf 107,5 Millionen gestiegen.

Und nun noch einige andere Zahlen von Bedeutung: Die Zwangsverwertungen beliefen sich im Jahre 1937 noch auf 37,2 Millionen Franken. 1947 gingen sie auf 338 000 Franken zurück. 1953 sind sie allerdings wieder angestiegen auf 1 105 000 Franken. Der Vergleich mit 1937 ist ein weiterer Beweis dafür, wie gut es heute den Liegenschaftsbesitzern geht und wie gut die Geschäfte im Liegenschaftshandel stehen.

Eine weitere Angabe in dieser Richtung: Die Stadt Zürich hat im Jahre 1953 rund 8 Millionen Franken Grundstückgewinnsteuer eingenommen. Diese Einnahme entspricht einem Verkaufsgewinn von rund 42 Millionen bis 45 Millionen Franken. Im Verhältnis zur Bevölkerungszahl zum Beispiel ergibt dies eine Verteuerung der Liegenschaften von 100 Franken je Einwohner in Zürich.

Man versucht immer wieder, für die Erhöhung der Mietzinse mit dem Argument zu fechten, dass vor allem die kleinen Hausbesitzer auch ein Anrecht hätten auf einen Teuerungsausgleich; der Hausbesitz sei weitgehend eine Sache der kleinen Leute und des Mittelstandes. In bezug auf den Teuerungsausgleich wissen wir nun aus verschiedenen Darlegungen, dass er durchgeführt worden ist. In bezug auf den Liegenschaftsbesitz der kleinen Leute ist zu sagen: Es mag einmal der Fall gewesen sein, dass der Liegenschaftsbesitz vor allem eine Sache des Mittelstandes und der kleinen Leute gewesen ist. Seit Jahrzehnten ist nun aber hier eine grosse Umwälzung im Gange. Das ist vor allem in den Städten und den grösseren Ortschaften der Fall. Auch dafür will ich einige Zahlen anführen. In der Stadt Zürich haben zum Beispiel in der Zeit von 1939 bis 1951 nicht weniger als 73,5% der Gebäude, des Bestandes von 1939, die Hand gewechselt. Gleichzeitig muss man aber auch wissen, dass es heute in der Schweiz 7654 Immobilienaktiengesellschaften gibt, und zwar haben sie sich gerade in letzter Zeit besonders stark vermehrt. So sind zum Beispiel vom 30. März 1954 bis 30. Juni 1954 insgesamt 153 neue derartige Gesellschaften gegründet worden. Im Jahre 1942 hatten wir erst 6205 solche Gesellschaften in der Schweiz registriert. Das Kapital betrug damals 284,3 Millionen Franken. Heute beziffert es sich nun auf 589,7 Millionen Franken. Das ist sicher ein Beweis dafür, dass der Liegenschaftsbesitz in den letzten Jahren eine starke Umwandlung erfahren hat. Der kleine Hausbesitz geht immer weiter zurück. Er wird sich in der Hauptsache auf kleinere Objekte (Ein- und Zweifamilienhäuser) beschränken. Damit

ist aber auch gesagt, dass es einer Täuschung gleichkommt, hier immer mit der angeblichen Vertretung der Interessen der kleinen Hauseigentümer zu kämpfen, wenn man für die Erhöhung der Mietzinse eintritt. Zweitens zeigt es sich mit aller Deutlichkeit, wo die Hauptinteressenten der Steigerung der Mietzinse für die Altwohnungen zuhause sind, wo jene sind, die stets mit Vehemenz von der Notwendigkeit reden, dass die sogenannte Mietpreisdiskrepanz ausgeglichen werden müsse. Von ihrem Standpunkt aus ist das zu verstehen, denn derartige Beutezüge gehören eben zum Lebenselement der liberalen Profitwirtschaft. Andererseits halten wir es für unsere Aufgabe, das arbeitende Volk über die Mächenschaften und diese Beutezüge auf sein Arbeitseinkommen aufzuklären. Die Abstimmung über unsere Initiative wird dazu eine gute Gelegenheit geben; sie wird Gelegenheit geben, darzutun, dass es vom sozialen und moralischen Gesichtspunkt aus ein grober Unfug ist, mit den elementarsten Bedürfnissen des Menschen, nämlich mit der Wohnung, einen derart schwungvollen und gewinnbringenden Handel zu treiben und so die Wohnkosten ständig in die Höhe zu treiben. Unsere Initiative will diesem Treiben, für das die Mieter stets die Kosten zu tragen haben, einen Riegel stossen.

Noch ein Wort an unsere Bauernfraktion. In dieser Session hat unser Kollege Stähli eine Motion begründet für die Beibehaltung der Pachtzinskontrolle. Er hat dabei mit guten Argumenten versucht, darzutun, dass es sehr notwendig sei, diese Pachtzinskontrolle nicht nur als zeitlich beschränkte Massnahme aufrecht zu erhalten, sondern sie in das ordentliche Recht überzuführen. Er hat dargetan, dass sie, wie die Mietzinskontrolle, im Jahre 1936 in Verbindung mit der Abwertung des Schweizer Frankens eingeführt worden sei. Nun ist diese Pachtzinskontrolle ebenfalls ein Bestandteil unserer Initiative. Wir sind also materiell in bezug auf das Ziel ganz gleicher Meinung wie die Vertreter der Landwirtschaft. Darum frage ich hier ganz offen: Warum haben denn die Bauernvertreter in der Kommission gegen unsere Initiative gestimmt? Ist denn der Schutz von etwa einer Million sogenannter Altmieter weniger berechtigt als der Schutz einiger tausend landwirtschaftlicher Pächter? Geht es denn bei der Mietzinserhöhung nicht auch um die Verschlechterung der Existenzgrundlage der arbeitenden Bevölkerung und, etwas drastisch ausgedrückt, bei der Initiative um den Schutz vor dem vagabundierenden Kapital, wie es bei den landwirtschaftlichen Pächtern der Fall ist?

Letzte Woche haben wir hier ausführlich hören können, was die Landwirtschaft alles zu fordern weiss. Wir haben auch hören können, was der Staat zur Unterstützung der Landwirtschaft zu leisten hat. Es ist nicht etwa nur Schutz vor Ausbeutung gefordert worden, wie ihn unsere Initiative verlangt, sondern positive finanzielle Hilfe, das heisst es sind wiederum Subventionen verlangt worden, zum Beispiel für den Export von Teilen unserer diesjährigen Obsternte. Wahrscheinlich müssen wir nun jedem Harass Äpfel, der ins Ausland gehen soll, noch einige Hunderternoten beifügen, ungefähr so, wie es seinerzeit beim Viehexport der Fall war. Da muss ich unsere Bauernvertreter fragen: Glauben Sie wirklich, dass mit der Erhöhung der Wohnungs-

mieten der Absatz der landwirtschaftlichen Produkte im Inland gefördert werden könne? Es ist ganz klar: Was der Arbeiter und Angestellte vom jetzigen Einkommen mehr für Mietzins auszulegen hat, das fehlt ihm andererseits, um sich zum Beispiel im Herbst mit Kartoffeln und Obst eindecken zu können. Das ist eine Binsenwahrheit, das sollten sich unsere Bauernvertreter vor Augen halten. Darum sollten sie nicht in einem so wichtigen Moment gegen die Initiative stimmen.

Man hat vor kurzem überall gelesen, dass die bürgerlichen Fraktions- und Parteibeschlüsse gegen unserer Initiative gerichtet seien. Die Haus- und Grundeigentümer sind zum Teil auch gegen den Gegenvorschlag des Bundesrates.

Dass die Freisinnigen und Konservativen unsere Initiative bekämpfen, liegt durchaus in der Art und Tradition dieser Parteien. Aber dass der Landesring, der Verfechter der niedrigen Preise, auch jetzt wieder gegen unsere Initiative kämpfen und damit wieder für höhere Mietzinse eintreten wird, die weder materiell noch moralisch gerechtfertigt werden können, das ist meines Erachtens wirklich erstaunlich. Schliesslich sind nicht nur Speiseöle, Spaghetti und Benzin Konsumgüter, bei denen es auf den gerechten und niedrigen Preis ankommt für die Familie; auch die Wohnung ist ein wichtiges Konsumgut, bei dem es auf die Höhe des Preises sehr, sehr ankommt. Man muss bei diesem Konsumgut Wohnung einen Fünftel, ja in vielen Fällen bis zu einem Drittel des Einkommens für die Miete auslegen. Dem Landesring mit seinem Schlagwort vom sozialen Kapital steht es darum meines Erachtens ausserordentlich schlecht an, heute in der Öffentlichkeit für billiges Benzin zu kämpfen und gleichzeitig für die Verteuerung der heute noch preiswerten und billigen Wohnungen einzustehen.

Man hat für unsere Initiativen verschiedene Prognosen gestellt. Ich bin guten Mutes und glaube, dass unsere Initiative beim Volk das nötige Verständnis finden wird.

**Freimüller:** Gestatten Sie mir, dass ich zur Frage der Beibehaltung des derzeitigen Mietnotrechtes bis zum 31. Dezember 1960 vom Standpunkte der grössten Städte aus noch einige grundsätzliche Bemerkungen anbringe, die bis jetzt zu wenig beachtet worden sind.

Ich möchte vorweg erklären, dass ich Anhänger der eingereichten Initiative des Gewerkschaftsbundes zum Schutze der Mieter und Konsumenten bin, weil ich nach den gemachten Erfahrungen die Überzeugung habe, dass der vom Bundesrat vorgeschlagene Weg nicht zum angestrebten Ziele führt. Zur Erhärtung meines Standpunktes verweise ich auf folgende Feststellungen:

Es ist unbestritten, dass sozusagen in allen grösseren Schweizer Städten der Leerwohnungsbestand auf Null gesunken ist. Bern wies bei der letzten Wohnungszählung einen Bestand von 63 nicht vermieteten Wohnungen auf; das ist ein Leerwohnungsbestand von 0,1%, wovon die Hälfte der 63 Wohnungen bereits auf einen späteren Zeitpunkt vermietet sind. Wir kommen also für die Stadt Bern auf einen Leerwohnungsbestand von ungefähr 0,05%. Ähnlich sehen die Verhältnisse in Zürich, St. Gallen, Basel, Biel und andern Städten aus.

Man hat früher hier im Ratssaal erklärt, dass bei der Streichung jeglicher Wohnbausubventionen der selbsttragende Wohnungsbau sofort wieder herbeigeführt werde, was heute in den Städten in keiner Weise zutrifft. Wenn auch vom Tische des Bundesrates aus gesagt wird, dass das Gesamtangebot von Wohnungen in der Schweiz etwas angestiegen ist, so trifft dies hauptsächlich in ländlichen Gegenden und in kleineren Städten zu. Dies lässt jedoch nicht den Schluss zu, dass keine Mieterschutzbestimmungen mehr erforderlich seien. Trotz energischer Förderung des Wohnungsbaues in allen möglichen Varianten war es den grösseren Städten nicht möglich, den nötigen Bedarf an Leerwohnungen sicherzustellen. Wie stünde es mit den Wohnungen, die den Städten zur Verfügung stehen, wenn nicht die Städte mit allen möglichen Interventionen den Wohnungsbau energisch gefördert hätten? Ich erinnere an das Beispiel des gemeindeeigenen Wohnungsbaues, der Förderung der Genossenschaften; ich erinnere weiter an die Zurverfügungstellung von Land im Baurecht; ich erinnere an die Möglichkeit, dass Bauunternehmungen die Zinsengarantie für 20 und mehr Jahre erteilt werden, wenn sie einfache, zweckmässige Wohnungsbauten erstellen würden usw. Es sind diese Fragen heute in der Schweiz das Tagesgespräch in allen städtischen Parlamenten und selbst in kleineren Ortschaften. Deshalb sahen sich die grösseren Städte veranlasst, gestützt auf die noch heute prekäre Wohnungslage besondere Massnahmen zugunsten der Obdachlosenfürsorge zu treffen. So zählte Bern im Lande 1953 immer noch über 300 ausgesprochene Obdachlosenfälle, eine Zahl, die seit 1949 nie mehr erreicht wurde. Aus diesen Gründen konnte auch die Möglichkeit der Hinausschiebung der Kündigungstermine, das heisst das sogenannte Moratorium, nicht aufgehoben werden; Sie haben einer entsprechenden Verlängerung letzte Woche hier im Ratssaal auch zugestimmt.

Die sukzessive Anpassung der Preise zwischen Alt- und Neuwohnungen kann nicht einfach so erfolgen, dass der Bund in den kommenden Jahren die von den Hauseigentümern und ihren Interessengruppen verlangten Mietzinszuschüsse tropfenweise durchführt, ohne dass das Lohnproblem wieder in Diskussion gestellt werden muss. Man geht immer wieder davon aus, dass dem Hauseigentümer entsprechend der bestehenden Konjunktur und dem Grundsatz von Angebot und Nachfrage ein angemessener Preis für seine Altwohnungen zuerkannt werden müsste. Befolge man nicht diesen Grundsatz, so gehe man den Weg des Unrechtes, und dies führe zu einem Zustand der Rechtsverwilderung. Wenn auch diese Einwände nicht allzuernst zu nehmen sind, so darf immerhin darauf verwiesen werden, dass sozusagen alle umliegenden Staaten der Schweiz und selbst auch die Vereinigten Staaten von Nordamerika dazu gekommen sind, die Mietpreiskontrolle beizubehalten oder wieder einzuführen, weil die verantwortlichen Behörden erkannt haben, dass hier ein eminent wichtiges volkswirtschaftliches Problem auch im Spiele steht.

Es sind deshalb nicht nur politische Widerstände von seiten der Gewerkschaften, sondern es handelt sich für unsere gesamte Volkswirtschaft um die Frage der Preis- und Lohnstabilisierung. Wie steht es zum Beispiel mit der Frage der Herabsetzung der

Mietzinse für die Neuwohnungen? Es ist hier im Ratssaal schon verschiedentlich der Name von Professor Marbach zitiert worden. Meines Wissens hat Herr Marbach in der Eidgenössischen Preiskontrollkommission auch erklärt, dass seiner Meinung nach die Stabilisierung der Mietpreise ungefähr so erfolgen sollte, dass im Endziel die Altwohnungen ungefähr um 20% erhöht werden müssten, aber auch die Wohnungen von Neubauten sollten um 20% gesenkt werden. Bis heute hat niemand hier im Rate etwas von diesem Punkte, das heisst von der Herabsetzung der übersetzten Preise für Neubauwohnungen, gesagt. Wenn Sie jedoch auf die heute zulässigen 15% Mietzinserhöhung noch weitere Aufschläge bewilligen, so kommt hier als Folge eine Lohnforderungswelle, die unserer Wirtschaft nicht nur nichts nützt, sondern sie unter Umständen empfindlich erschüttern könnte. Die letzten 5% Erhöhung, welche erfolgt sind, haben bei den Lohnbezüglern eine empfindliche Einbusse in der Einkommensbasis zur Folge gehabt. So hat der Gemeinderat der Stadt Bern in seiner Stellungnahme vom 27. Januar 1954 an die Eidgenössische Preiskontrollstelle zu diesem Punkt folgendes geschrieben, wobei ich immerhin erwähnen möchte, dass der Gemeinderat der Stadt Bern mehrheitlich bürgerlich zusammengesetzt ist:

„Der Index der Lebenshaltungskosten hat bis jetzt keine nennenswerte Senkung erfahren. Solange aber eine solche Senkung nicht eingetreten ist und in bezug auf den Wohnungsmarkt keine wesentliche Lockerung zu verzeichnen ist, erlauben die Verhältnisse in der Gemeinde Bern unseres Erachtens keine weiteren generellen Mietzinserhöhungen.“

Wie Ihnen übrigens bekannt sein dürfte, ist der Index der Lebenshaltungskosten in der letzten Zeit wieder angestiegen. Herr Kollege Schütz hat heute morgen erklärt, er befinde sich heute auf 171,8 Punkten, einer Höhe, die wirklich nur nach der Kriegszeit erreicht wurde.

Man sagt weiter, der Hauseigentümer komme mit einer Verzinsung seines Eigenkapitals mit 3,8% zu kurz. Ich möchte immerhin dabei erwähnen, dass der Hauseigentümer doch die Möglichkeit hat, nach dem Lastendeckungsprinzip alle öffentlichen Abgaben – die Passivzinsen, die Reparaturen usw. – in Rechnung zu stellen und er hat noch die Möglichkeit, sein Eigenkapital zu 3,8% zu verzinsen. Weiter ist noch zu sagen: der Hauseigentümer hat auch die Grundrente in Rechnung zu stellen. Wenn zum Beispiel der Besitzer von Obligationen während des Krieges gewaltige Einbussen von Kapital erfahren musste, so hat das der Hauseigentümer nicht tun müssen. Er ist, wenn er heute seine Liegenschaft verkauft, ohne weiteres in der Lage, mindestens in städtischen Verhältnissen, über den amtlichen Wert 20–30% noch zuzuschlagen; es gibt Fälle, wo noch bedeutend höher gegangen werden kann. Was machen denn die Besitzer von schweizerischen Anlehensobligationen, die heute nicht mehr als 2,7% rentieren? Warum haben nur ungefähr 60% der Besitzer von Altwohnungen – das gilt wenigstens für Bern – von der bewilligten Erhöhung um 10% Gebrauch gemacht? Für die weitere Mietzinserhöhung von 5% haben bis heute, bei 47 000 Wohnungen, nur 9000 Hauseigentümer solche Gesuche gestellt. Ich nehme an, dass die ruhigen und

vernünftigen Hausbesitzer mit der derzeitigen Rendite sich zufrieden geben und mithelfen wollen, die Lohn- und Preisspirale nicht wieder in Bewegung zu setzen. Ich bin überzeugt, dass der freie Wohnungsmarkt erst bei einer Krise wieder hergestellt werden kann, oder wenn die stark sinkenden Baupreise eine Anpassung der Mieten von Alt- und Neuwohnungen herbeiführen würden. Es ist eine bekannte Tatsache, dass in der Hochkonjunktur die Städte wegen den verschiedensten Arbeitsgelegenheiten einen unerwünscht hohen Zuzug verzeichnen, in Krisenzeiten versuchen diese Kreise, wieder auf dem Lande eine passende Arbeitsgelegenheit zu finden.

Es wird gesagt, dass die Mieterschutzinitiative rechtlich ein Unding darstelle, weil danach der Bundesrat statt die Bundesversammlung die gesetzlichen Vollziehungsvorschriften erlassen soll. Ich nehme an, dass der Gewerkschaftsbund dies absichtlich so formuliert habe, weil er zum Bundesrat in dieser äusserst wichtigen, sozialen Frage mehr Vertrauen hat, indem der Bundesrat über den verschiedenen Interessen der einzelnen Gruppen steht. Wir haben es in letzter Zeit bei verschiedenen wichtigen Vorlagen erfahren, dass der Bundesrat von den bürgerlichen Parteien hier im Saale im Stiche gelassen worden ist. Es ist vielleicht nicht abwegig, zu erklären, dass in den Kreisen des Bundesrates vielleicht deshalb ein Malaise entstanden ist, weil auf sein Wort so wenig gehört wird, obschon er die Verhältnisse in der Schweiz sicher am besten kennt. Wenn die derzeitige Formulierung in der Initiative des Gewerkschaftsbundes in unserem Rechtsstaate auch ein Ausnahmefall sein soll, so darf dieser Notlösung, welcher ja nur beschränkte Dauer zukommt, zugestimmt werden.

Wenn es Ihnen daran gelegen ist, auch für die kommenden Jahre den Arbeitsfrieden in unserem Lande zu erhalten, so bitte ich Sie, dem Text der Minderheit betreffend die Verlängerung des Mietnotrechtes zuzustimmen und den Gegenvorschlag des Bundesrates abzulehnen, weil er nicht das erreicht, was die grosse Mehrheit des Volkes verlangt.

**Häberlin:** Nachdem sich die Initianten gleich in ganzen Geschwadern dieser Rednertribüne bemächtigen und damit eindeutig den Beweis dafür erbringen, dass ein Grosskampfbjekt zur Beratung steht, gestatten Sie auch wieder einmal einem Anhänger der Kommissionsmehrheit, seinen Standpunkt darzulegen. Ich lasse dabei alles dekorative und propagandistische Beiwerk der Initiative bei Seite und beschränke mich auf ihren Kern, als welchen zweifellos die Artikel 4 bis 7 der Initiative, das heisst die Vorschriften über die Mietzinskontrolle und den Mieterschutz zu bezeichnen sind.

Die Demobilisierung unserer Kriegswirtschaft ist im allgemeinen zwar langsam, aber durchaus planmässig und reibungslos erfolgt. Als wesentliche Restanz bleibt das Wohnungsproblem übrig, das zugegebenermassen seine endgültige Lösung noch nicht gefunden hat. Kein Mensch verfiicht deshalb den Standpunkt, dass heute sofort auf jeglichen behördlichen Eingriff in den Wohnungsmarkt zu verzichten sei. Ebenso einmütig wird die Auffassung verfochten, dass der heutige Zustand mit diesen behördlichen Eingriffen kein Dauerzustand sein

könne, sondern dass es unsere Pflicht sei, dem Ziel entgegenzustreben, auch auf dem Wohnungsmarkt wieder ohne behördliche Eingriffe auszukommen.

Was uns von den Initianten trennt, ist das, dass sie dieses Bekenntnis zu einem Fernziel von Bedingungen abhängig machen, die ich als unrealisierbar bezeichnen muss, und die deshalb das an sich schöne Bekenntnis zu einem grossen Teil wieder illusorisch machen.

Als den Pferdefuss der ganzen Initiative, wenn ich so sagen darf, betrachte ich den Artikel 6, wo in zwei Sätzen die Bedingungen formuliert sind, unter denen auch die Initianten mit einer Lockerung der Mietzinskontrolle einverstanden wären. Wie lauten diese beiden Sätze? Zuerst der zweite: „Zeitpunkt und Ausmass der Lockerung sind so zu wählen, dass die Lebenshaltungskosten und Einkommensverhältnisse nicht nachteilig beeinflusst werden.“ Ich betrachte das als die Quadratur des Zirkels. Jede Lockerung der Mietzinskontrolle, jedenfalls wenn sie mit einer Erhöhung der Mietzinse verbunden ist, beeinflusst selbstverständlich nachteilig die Lebenshaltungskosten und die Einkommensverhältnisse. Noch viel übler ist aber der erste Satz: „Die Mietzinskontrolle kann schrittweise abgebaut werden, wenn ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mietobjekten vorhanden ist.“ Ich mache dieser Bestimmung zunächst den Vorwurf der absoluten Unklarheit. Kollege Steinmann hat uns mit verschiedenen Zahlen bombardiert, die in mehr oder weniger engem Zusammenhang mit diesem Gegenstand stehen. Ich hätte viel lieber zahlenmässigen Aufschluss darüber erhalten, was die Initianten unter dieser Bedingung verstehen. Wann ist nach ihrer Auffassung ein genügender Leerwohnungsbestand erreicht? Bei welchem Prozentsatz ist das der Fall, bei 0,5%, 1%, bei 2% aller Leerwohnungen? Darüber sind wir vollständig im unklaren. Es heisst sogar, der Leerwohnungsbestand müsse nach Wohnungsgrösse und Preislage genügend sein. Das heisst, es muss nicht nur im gesamten ein Leerwohnungsbestand von X Prozent bestehen, sondern für die Kategorie der Zweizimmerwohnungen, der Dreizimmerwohnungen und der Vierzimmerwohnungen muss ein bestimmter Leerwohnungsbestand vorhanden sein. Und dann noch die Preislage! Zweizimmerwohnungen X Franken, Dreizimmerwohnungen Y Franken, Vierzimmerwohnungen Z Franken. Darüber hätten wir gerne einmal zahlenmässigen Aufschluss. Ich möchte nur feststellen, dass das ein Kautschukartikel *in optima forma* ist und jedenfalls den Initianten die Handhabe bieten würde, zu jedem Zeitpunkt den Standpunkt zu vertreten, dass die Forderung ihrer Initiative nicht erfüllt sei und dass deshalb eine Lockerung der Mietzinskontrolle nicht eintreten dürfe.

Im Gegensatz dazu streben wir mit allem Ernste dem Ziele des selbsttragenden Wohnungsbaues zu. Aber wir tun das mit aller Vorsicht, wie das die bisher getroffenen Massnahmen zeigen. Gewiss konnte bisher die Wohnungsnot nicht behoben, aber sie konnte doch wesentlich gemildert werden. Und vor allem, was mir entscheidend scheint, waren die bisher getroffenen Massnahmen nicht von jenen verhängnisvollen Folgen begleitet, die uns aus den Kreisen der Initianten je und je prophezeit worden

sind. Als wir hier in diesem Rate jene Vorlage beraten haben, die noch einmal eidgenössische Subventionen des Bundes für die Förderung des Wohnungsbaues gewähren sollte, wurde uns – ich könnte die Redner namentlich zitieren – entgegengehalten: Wenn Sie diese Subventionen abbauen, wird der Wohnungsbau einen katastrophalen Rückgang erleiden. – Die Subventionen sind abgebaut worden, und die Wohnungsproduktion bewegt sich nach wie vor auf Rekordhöhe. Auch in sozialistischen Zeitungen kann man heute ausserordentlich kritische Stimmen hören über das Subventionssystem, das wir gegen ihren Widerstand abgebaut haben. Heute sind auch sie damit einverstanden, dass andere Wege zur Förderung des Wohnungsbaues gesucht und studiert werden müssen. Mit der generellen Bewilligung von Mietpreiserhöhungen war es genau gleich. Ich stelle wiederum fest, dass jene schwarzen Folgen für die Mieter nicht eingetreten sind. Ich freue mich sehr, dass Herr Kollege Freimüller mir die Aufgabe ausserordentlich erleichtert hat. Herr Freimüller hat vorhin von dieser Tribüne aus Herrn Vincent in Unrecht gesetzt, der behauptet hat, es komme nicht vor, dass Hausbesitzer von der Möglichkeit, die Mietpreise zu erhöhen, keinen Gebrauch machen. (Zwischenruf **Vincent**: C'est rare, très rare.) Herr Freimüller hat die Verhältnisse für die Stadt Bern zitiert, wo er selbst anerkennen musste, dass die vernünftigen Hausbesitzer, die auf Mietpreiserhöhungen verzichtet haben, in sehr grosser Zahl vorhanden sind. (Verschiedene Zwischenrufe.) Diese Zwischenrufe stören mich nicht; wenn ich sie besser verstehe, würde ich gleich antworten. Ich kann Ihnen für den Kanton Zürich genau das gleiche sagen. Das Statistische Büro des Kantons Zürich hat festgestellt, dass in Winterthur und in den drei grössten Landgemeinden des Kantons (Uster, Wädenswil und Horgen) bei einem Viertel bis einem Drittel der Wohnungen auf eine Mietzinserhöhung freiwillig verzichtet wurde und dass – bei Ausscheidung der individuell bewilligten Fälle – mindestens ein Fünftel bis ein Viertel aller Mietzinserhöhungen 5% nicht überschritten. Das genannte Amt kommt denn auch, alles in allem, zum Schluss, „dass in unserem Beobachtungsgebiet die Auswirkungen der im August 1950 verfügten 10prozentigen Mietpreislöcherung recht bescheiden waren“.

Vollends sind es reine Schreckgespenster, wenn glaubhaft gemacht werden will, dass Mietpreiserhöhungen *ad infinitum* in Aussicht stünden. Herr Schütz hat von Wohnungen gesprochen, die 80–90 Franken kosten, später 120–130 Franken. Das ist eine Mietpreiserhöhung um 50%. Dabei weiss Herr Schütz, dass es in Tat und Wahrheit um den kürzlichen Beschluss von 5% und eine noch eventuelle Erhöhung um weitere 5% geht. Die Hausbesitzer haben selbst erklärt, dass dann ihre Forderungen erfüllt seien. Ich bin überzeugt, dass diese noch eventuell in Aussicht stehenden 5% vom Bundesrat nur beschlossen werden, wenn die Voraussetzungen von Artikel 4 des Bundesbeschlusses erfüllt sind, wo es heisst: „Zeitpunkt und Ausmass der Erhöhung: Unter Berücksichtigung der Entwicklung der Lebenshaltungskosten und der Einkommensverhältnisse.“

Wir haben kürzlich auch ein praktisches Beispiel mit der Lockerung des Mieterschutzes, das heisst

mit der Einschränkung des Kündigungsrechtes erlebt. Der Regierungsrat des Kantons Zürich hat, gestützt auf eine Kompetenz, die im Bundesbeschluss enthalten ist, den Kündigungsschutz für Geschäftsräume, die nicht mit Wohnungen verbunden sind, aufgehoben. Im Kantonsrat ist natürlich dagegen Sturm gelaufen worden durch eine Motion von sozialistischer und leider auch von gewerblicher Seite. Es ist uns auch da wieder in den schwärzesten Farben vorgemalt worden, wie eine Schar von Kleingewerblern rücksichtslos auf die Strasse gestellt werden und sich der Zeltmission anschliessen müssen, von der Herr Steiner gesprochen hat. Der Regierungsrat ist glücklicherweise fest geblieben, und heute steht fest, dass von dieser Kündigungsmöglichkeit in ausserordentlich bescheidenem Masse Gebrauch gemacht wurde, dass in einigen strittigen Fällen durch gütliche Aussprache eine Einigung erzielt werden konnte, wobei der Verband der Haus- und Grundeigentümer seine guten Dienste zur Verfügung stellte. Der Regierungsrat hat mit einer kurzen Erstreckung der Kündigungsfrist bewirkt, dass für alle sogenannten Härtefälle das nötige Heilmittel zur Verfügung steht.

Noch ein Wort zum Gegenvorschlag. Herr Schütz hat diesen Gegenvorschlag als einen politischen Schachzug qualifiziert. Nun, ich nehme diesen Vorwurf nicht sehr tragisch, denn Herr Schütz wird nicht behaupten wollen, dass er in diesem Artikel noch nie gemacht habe (Heiterkeit). Aus seiner Indignation schliesse ich zwingend, dass es sich sogar um einen geschickten politischen Schachzug handelt. Schwerwiegender ist der Einwand, dass wir früher einen solchen Text abgelehnt haben und ihm heute zustimmen. Nun, es ist ja nicht unehrenhaft, wenn man sich einer Volksmehrheit beugt (Heiterkeit). Ich habe schon gedacht, dass Sie dieses Argument nicht ganz überzeugt. Ich habe aber noch bessere in meinem Köcher. Ich erinnere Sie daran, dass unsere Opposition sich ausschliesslich auf Artikel 2 der Vorlage bezogen hat, wo dem Bundesrat die Kompetenz eingeräumt wurde, Höchstpreisvorschriften quasi vorzeitig zu erlassen. Ich stelle fest, dass durch die Praxis unsere These eine glänzende Rechtfertigung gefunden hat. Dieser Artikel 2 war bis heute vollständig überflüssig, denn noch in keinem einzigen Fall hat der Bundesrat von dieser Kompetenz Gebrauch machen müssen. Ich habe auch heute noch keine Freude an diesen Vollmachten auf Vorrat, aber ich will mich damit abfinden, nachdem der Bundesrat den Beweis geleistet hat, dass er nicht etwa leichthin von diesen Kompetenzen Gebrauch macht.

Ich fasse zusammen: Wohl haben wir das uns gesteckte Ziel noch nicht erreicht, aber wir sind überzeugt, auf gutem Wege zu sein. Es besteht für uns deshalb keinerlei Veranlassung, linksum oder gar linksumkehrt zu machen. Im Namen der einstimmigen radikal-demokratischen Fraktion bitte ich Sie, die Initiative abzulehnen und dem Gegenvorschlag zuzustimmen. Sie bekunden damit Ihren festen Willen, zielbewusst, aber mit der gebotenen Vorsicht auf den Normalzustand, einen selbsttragenden Wohnungsmarkt hinzusteuern.

**Ryser**: Es ist heute morgen bereits erwähnt worden, dass der vorliegende Bericht des Bundes-

rates mit demjenigen vom Jahre 1952 in starkem Widerspruch stehe. Jener Bericht war die Folge der Kriegsjahre. In den Kriegsjahren wurden wirtschaftliche Massnahmen getroffen, um die Verteuerung der Lebenshaltungskosten durch spekulative Gewinne zu verhindern. Diese Massnahmen haben sich als absolut richtig erwiesen und bewahrt. Deshalb hat der Bundesrat ganz logischerweise diese Grundsätze in die Vorlage vom Jahre 1952 übernommen. Nun ist eigentlich vollständig unklar, warum man diese gute Einsicht verlässt und heute ins Gegenteil verfällt. Da ist es sehr leicht möglich, dass dieser und jener Kollege in Versuchung kommt, zu denken – das Denken ist ja nicht verboten –, es handle sich hier mehr um eine politische Betrachtung der Angelegenheit als um eine rein sachliche. Der vorliegende Bericht ist auch nach meinem persönlichen Dafürhalten sehr unklar und vor allem nicht folgerichtig. Ich betrachte ihn als verworren und nicht in allen Teilen absolut sachlich. Als ich ihn gelesen habe – ich weiss nicht, ob es Ihnen auch so gegangen ist –, hat sich regelrecht meine Leber umgedreht. Es ist dies keine rein sachliche Lektüre. Sie ist mir etwas wie eine geistige Verbildung vorgekommen, und ich sah vor mir das Bild eines bekannten Basler Malers aus dem Mittelalter, der ganz phantastische Figuren gemalt hat, wie zum Beispiel den Körper einer Gans mit dem Kopf eines Ziegenbocks, dem Schwanz einer Schlange und mit Pferdehufen. Es handelt sich hier um einen Bericht, wie ich ihn in dieser Art und Weise in der Bundesversammlung noch nie zu Gesicht bekam. Das einzig Klare in diesem Bericht ist die Initiative, die klipp und klar sagt, was sie will, warum und unter welchen Bedingungen. Wenn man den Bericht des Bundesrates liest, der ja nicht von ihm selber stammt, sondern ich nehme an von einem „Chefpiloten“ der Preiskontrollstelle, so muss man schon um die Ecken denken können, und das liegt mir persönlich nicht. Die Leichenrede des Antonius am Grabe des Cäsar ist interessanter und kurzweiliger als der Bericht, den wir da vor uns haben. Es ist an und für sich eine Tragik, dass unser sympathischer Bundespräsident diese sehr unsympathische Vorlage vor dem Rate zu vertreten hat. Mit den Juristen will ich nicht rechten. Ich gehöre nicht zu ihnen. Es mag wohl interessant sein, auf dem hohen Seil einen Salto zu schwingen und sich um 180 Grad zu drehen, unter absoluter Beibehaltung des Gleichgewichts. Aber es hat keinen Sinn, mit den Juristen zu mahlen; das trägt soviel ab wie das Mahlen mit einer tibetanischen Gebetsmühle (Heiterkeit).

Also, entscheidend sind letzten Endes die Realitäten, und die sind auf dem Boden. Welche Realitäten sind dies? Im Bericht steht klipp und klar, dass weitere Mietpreiserhöhungen bevorstehen, dass sie kommen werden. Diese Tatsache wird das Einzige sein, was das Volk in diesem Bericht verstehen wird. Dementsprechend wird es sich anlässlich der Abstimmung auch einzustellen wissen.

Ich möchte Sie aber noch auf einen ganz besonderen Punkt aufmerksam machen. Es betrifft dies die gegenwärtige Spekulation mit Bauland und Liegenschaften. Sie hat bereits bei Kriegsende begonnen, hat sich aber noch irgendwie in Grenzen gehalten, wo man sagen konnte, sie laufe vielleicht einigermaßen parallel zur allgemeinen Verteuerung, in

einigen Fällen vielleicht krass darüber. Was nun aber seit ungefähr einem Jahr geschieht, das geht auf keine Kuhhaut mehr, könnte man fast sagen. In städtischen Zentren werden die Preise in ungeheurer Masse gesteigert. Dort geht es nicht mehr um 10–20%, sondern um 100–300%. Es scheint mir, dass man in bezug auf diese Spekulationen keine Grenzen mehr kennt. Was da getrieben wird, ist Wucher. Natürlich müsste man konsequenterweise diejenigen, die diesen Wucher betreiben, als die Wucherer bezeichnen; aber das ist nicht anständig. Also, die Preise, die gegenwärtig in den Städten für alte Liegenschaften, für den Boden bezahlt werden, stehen in keiner Relation mehr zum eigentlichen Wert der Objekte. Der Andrang von der Kapitalseite ist aber derart gross, dass nicht danach gefragt wird, was etwas koste und welche Rendite es abwerfe, sondern das Geld muss einfach hinein. Die Altbauten wechselten in letzter Zeit sehr oft innert Monaten den Besitzer. Jeder zieht seine 50 000 bis 100 000 Franken heraus, ja es kommt vor, dass der Bauplatz sogar während des Abbruchs die Hand wieder ändert, und zwar mit ganz beträchtlichem Gewinn. Wo führt das hin? Diese Preistreiberien führen zu einer ständigen Belastung der Lebenshaltungskosten, die bleiben wird. Hier wird eine Verteuerung vorgenommen, die sich auf Kinder und Kindeskind auswirkt, und wir stehen da und sehen zu, wie sich diese Dinge so ganz zum Nachteil der Volkswirtschaft abwickeln. Die alten Liegenschaften werden abgebrochen, Wohnungen kommen in der Regel nicht mehr dorthin, sondern es entstehen Geschäftshäuser. Die kleinen Gewerbetreibenden werden an die Wand gedrückt, weil sie in der Regel nicht mehr in der Lage sind, diese ganz horrenden Mietzinse zu bezahlen. Ich kenne Coiffeure, die vor dem Entschluss stehen, ihr Geschäft aufzugeben, weil sie einen solchen neuen Mietzins nicht mehr herauswirtschaften können. In Basel zahlt man für ein kleines „Saftlädeli“ in irgendeinem Neubau 5000 bis 6000 Franken und mehr. Wie soll da das Kleingewerbe noch existieren können! Das Kleingewerbe wird einfach liquidiert. Ich möchte insbesondere die Vertreter des Gewerbes dazu ermuntern, einmal mit ihren Leuten in diesen Städten darüber zu reden, wie es sich eigentlich in dieser Sache verhalte. Wir haben in Basel das Beispiel eines Neubaus, der vor einigen Jahren erstellt wurde, ohne Subventionen: drei Kleingewerbetreibende kamen in Konkurs. Liegt das im Interesse des Volksganzen, und liegt das auch in der berühmten Linie der Erhaltung eines gesunden Mittelstandes?

Nun, neue Mietzinserhöhungen stehen bevor. Der Bericht sagt es. Man spricht von einer nochmaligen Mietzinserhöhung von 5%, aber wer das glaubt, bezahlt einen Taler. Ich meinerseits glaube es nicht, dass es mit diesen 5% sein Bewenden haben wird. So soll es nun weitergehen nach dem Motto: „Üb' immer Treu' und Redlichkeit, und nimm's bei jeder Gelegenheit!“ Nur ein kleiner Teil der Mietzinserhöhungen ist effektiv begründet, der grösste Teil ist absolut unbegründet. Wir haben gerade in Basel ganze Strassen von Mietskasernen, die vor dem Ersten Weltkrieg erstellt worden sind. Diese haben bereits einmal profitiert, nämlich nach dem Ersten Weltkrieg, als die Mietzinserhöhungen eintraten. Jetzt profitieren sie wiederum. Dort

können Sie Tapeten sehen mit antiken Mustern, die seit 15, 20, ja 25 Jahren da sind. Nie wurde in diesen Wohnungen irgend etwas repariert. Es sind noch die genau gleichen sanitären Anlagen usw. Es ist nicht so, dass Mietzinserhöhungen auch erhöhte Reparaturen nach sich ziehen würden, sondern diese Erhöhungen werden in der Regel einfach zugunsten der Rendite erhoben. Aber es ist nicht richtig, wenn diese Erhöhungen nicht an erhöhte Leistungen gebunden werden. Es gibt nicht wenige Miethäuser, ja ganze Strassenzüge, bei denen die Rendite 8, 10 und 12% beträgt oder sogar noch mehr. Auch jene Hausbesitzer haben das Recht, auf Grund der Vorlage die Mieten wieder zu erhöhen.

Herr Kollege Hackhofer hat nun (das entnahm er offenbar der „Schweizerischen Handelszeitung“) die grossen Wohnungen mit einer Person angeführt. So schrecklich ist das Bild aber nicht, Herr Kollege Häberlin. Ich bin der Meinung, dass auch eine Einzelperson Anspruch auf eine Wohnung habe. Als ich ledig war, bin ich jahrelang in Einzelzimmern „herumgerutscht“ und weiss, wie angenehm das ist. Diese Einzelmieten sind nicht immer Damen und Witwen, sondern darunter ist auch das starke Geschlecht in hohem Masse vertreten. Es befinden sich darunter Direktoren, Prokuristen usw. Auch diese Leute haben doch Anspruch darauf, eine Wohnung zu besitzen. Ich möchte einmal die Reaktion der heutigen Gegner erleben, wenn zufälligerweise ihre Mutter alleinstehend sein sollte und ihr von Amtes wegen zugemutet würde, ihre Wohnung bis zu einem bestimmten Termin zu verlassen und mit einem Zimmer vorliebzunehmen; vermutlich wären weder die Mutter noch der Herr Sohn damit einverstanden. Man würde sich darauf berufen, dass man das Recht auf eine eigene Wohnung habe. Zu erwähnen ist noch, dass unter diesen von einer Person benützten Wohnungen auch die Einfamilienhäuser enthalten sind. Bei diesen Grosswohnungen ist es sehr oft so, dass der Mieter zugleich Vermieter, also Hausbesitzer ist.

Der vorliegende Bericht begründet die Mietzinserhöhung auch damit, dass die Reallöhne gestiegen und die Mietzinserhöhungen deshalb zumutbar seien. Man sagt also ganz offen: Der Arbeiter oder Angestellte erhält jetzt mehr Lohn; jetzt muss die Gelegenheit wahrgenommen werden, um nicht zu warten, bis die Situation vielleicht anders ist. Das Ganze bedeutet also einen Beutezug auf den Lohn des Arbeiters und Angestellten.

Dann kommt man zurück auf das „Heilige Jahr 1939“, das man immer wieder als Ausgangsbasis benützt, um den Lohn des Arbeiters zu bewerten, 1939 als 100 genommen. Da ist immerhin beizufügen, dass der Lohn des Arbeiters im Jahre 1939 nicht als normal angesprochen werden darf, weil er zufolge der vorangegangenen Krise reduziert war. Die Löhne waren alle geschwächt. Das Bedürfnis für Wohnungen war auch damals vorhanden; aber die Leute verdienten so wenig, dass sie sich zum Teil überhaupt keine Wohnung leisten konnten. Für die Hausbesitzer geht man nicht von 1939, sondern von 1949 aus. Da möchte ich Ihnen sagen: Der Arbeiter hat auch heute noch nicht dasjenige, was er haben sollte, und zwar gemessen am Ertrag der heutigen Wirtschaft. Letzten Endes ist ja die Leistungsfähigkeit unserer Wirtschaft massgebend. Der An-

griff auf das Realeinkommen des Arbeiters und Angestellten ist volkswirtschaftlich gesehen absolut falsch; denn die Rechnung ist ganz einfach. Je mehr Miete diese Leute bezahlen müssen, desto weniger konsumieren sie. Das möchte ich besonders den Herren der Landwirtschaft zur Kenntnis und zur Überlegung geben. (Zwischenruf: Dafür haben sie eine Vespa!) Mein Kollege da vorn wirft ein, dafür hätten sie eine Vespa. Nun, sie können ja nicht denselben Wagen haben wie Sie, nicht wahr.

Die Industrie und besonders die Kreise um Herrn Häberlin haben seinerzeit in der Presse erklärt, sie könnten nicht verstehen, weshalb um diese Mietzinserhöhungen ein derart grosser „Klamauk“ gemacht werde. Wir unsererseits können nicht verstehen – wenn dem so ist, dass es sich hier um eine Bagatelle handelt –, dass man dann bei einer Lohnbewegung einen derartigen „Klamauk“ macht. Ich möchte nur wünschen, dass man hier einmal eine Stahlbandaufnahme vorführen könnte über Lohnverhandlungen, in denen für jeden einzelnen Rappen gekämpft werden muss! Bitte sehen Sie sich die Lohnstatistik der Arbeiter an, ob sie wirklich so ist, dass es sich rechtfertigt, zu sagen, es handle sich bei den Mietzinserhöhungen ja nur um Bagatellen. Die Arbeiterschaft hat Anspruch darauf, vom reichen Segen der heutigen Konjunktur auch etwas zu erhalten.

Herr Kollege Häberlin sagte, die in der Initiative gestellten Bedingungen seien nicht realisierbar. Das ist ein Streit um Worte. Wir sind davon überzeugt, dass sie realisierbar sind, aus dem einfachen Grunde, weil sie ja bis heute auch realisiert wurden. Man hat das während des Krieges und nachher gemacht, ergo ist es auch heute noch möglich.

Die Wohnungen sind auch heute noch eine Mangelware. Kollege Häberlin weist wohl darauf hin, dass ja das Baugewerbe auf Hochtouren laufe; das stimmt schon, das Kriterium liegt aber nicht beim Wort „Wohnungen“ schlechthin, sondern bei den billigen Wohnungen. Dort liegt der wunde Punkt, und da leiden wir furchtbar unter den Spekulationen. Wenn in einer Stadt die Regierung Baulerleichterungen schafft, indem sie zum Beispiel die Zonen abändert und erlaubt, statt dreigeschossig fünfgeschossig zu bauen, hat das zur Folge, dass bereits am andern Tag das Bauland um so und so viel teurer ist. Die Erleichterung durch die Behörde fällt also in erster Linie in die Tasche des Landspekulanten und geht nicht zugunsten des kommenden Mieters.

Herrn Häberlin danke ich noch für die Bemerkung, jede Lockerung der Mietzinskontrolle beeinflusse die Lebenshaltungskosten. Wir haben hier die Bestätigung dessen, was wir immer behaupteten. Nur ist die Beeinflussung nicht immer die gleiche. Es ist nicht gleichgültig, wie gross der Leerwohnungsbestand ist. Je grösser das Angebot an Wohnungen in jenem Moment, in dem die Mietzinskontrolle gelockert oder gar beseitigt wird, um so kleiner wird die Verteuerung sein, weil vielleicht viele auf den Aufschlag verzichten werden.

Mit Kollege Häberlin möchte ich sagen: Es ist nie zu spät, sich eines bessern zu besinnen. Stehen Sie wieder zu Ihren eigenen guten Grundsätzen von Anno dazumal; werfen Sie das Steuer herum und stimmen Sie unserer Initiative zu.

**Vontobel:** Der Sprechende hat im Jahre 1953 die Vorlage des Bundesrates über die Fortsetzung des Mieterschutzes unterstützt aus der Erkenntnis heraus, dass eine plötzliche Normalisierung des Wohnungsmarktes, eine Anpassung an die freie Marktwirtschaft bei den Wohnungen, Härten für den Mieter mit sich brächte, die nicht zu rechtfertigen wären. Aus diesem Grunde hat er damals die verfassungsmässige Verankerung des Mieterschutzes bis Ende 1956 unterstützt. In dieser Verfassungsbestimmung wird festgelegt, dass zur Erreichung eines freien, selbsttragenden Wohnungsmarktes die Mietzinskontrolle zu lockern ist durch stufenweise, generelle Bewilligung von Mietzinserhöhungen ab 1954. Dabei sind der Zeitpunkt und das Ausmass der Erhöhungen unter Berücksichtigung der Entwicklung der Lebenshaltungskosten und der Einkommensverhältnisse festzusetzen. Die Landesring-Fraktion ist auch heute noch grundsätzlich der Auffassung, dass der Wohnungsmarkt innert einer bestimmten Anzahl Jahre unter diesen Bedingungen in die freie Marktwirtschaft überzuführen sei. Wir sind nicht der Auffassung, dass kriegswirtschaftliche Massnahmen ins Unendliche fortgesetzt werden sollen. Die sozialdemokratische Initiative will die Einführung des Mietzinsstopps bis 1960. Der bundesrätliche Gegenvorschlag will den Mieterschutz ebenfalls bis 1960 verlängern, wobei die Vorschriften der Lockerungsweise im Verfassungstext vorgeschrieben sind. Dies entspricht unseren Auffassungen, weshalb wir die sozialdemokratische Initiative ablehnen und den bundesrätlichen Gegenvorschlag unterstützen, weil er das uns richtig scheinende Ziel erreicht und verwirklicht.

Es ist hier sehr viel von der Spekulation gesprochen worden. Es wird niemand in diesem Saale glauben, dass mit dem absoluten Mietzinsstopp bis zum Jahre 1960 an der Spekulation auch nur ein Jota geändert wird. Ich hatte persönlich während vier Jahren ein selbständiges Büro, und ich habe während dieser Zeit ein wenig in diese Verhältnisse hineinsehen können. Persönlich konnte ich ja nicht spekulieren; dazu fehlte mir die erforderliche „Musik“! Aber um so besser konnte ich bei andern gewisse Feststellungen machen. Der absolute Mietzinsstopp wird die Spekulation eher fördern als verhindern. Ich will Ihnen das an einem Beispiel erklären, wie ich das schon in der Kommission getan habe: Ein Zeitungsverkäufer hatte sich in langen Jahren einige tausend Franken zusammengespart. Mit einer kleinen Anzahlung konnte er an der Freiestrasse in Zürich (also in sehr ausgezeichneter Lage) ein altes Mehrfamilienhaus mit drei Wohnungen kaufen. Diese drei Wohnungen vermietete er zu je 80 Franken. Er selbst bewohnte ein Zimmer im Dachstock. Nun erhielt er letztes Jahr von behördlicher Seite den Befehl, die Kanalisationen seien, weil ungenügend, neu zu erstellen. Er liess diese Arbeit berechnen und stellte fest, dass er 20 000 Franken dafür zu bezahlen hätte. Er hatte wohl mit seinen Ersparnissen die II. Hypothek ein wenig amortisiert, aber den Betrag von 20 000 Franken besass er nicht. Er könnte sie auch nicht zusätzlich durch eine weitere Hypothek auf diese Liegenschaft beschaffen. Er liess sich beraten. Es wurde ihm erklärt: „Ja, das Haus befindet sich in ausgezeichneter Lage; du

kannst heute einen guten Preis dafür lösen.“ Er entschloss sich, sein altes Haus zu verkaufen. Die drei Mieter, die noch eine Dreizimmerwohnung zu 80 Franken bewohnen konnten, wurden auf die Strasse gesetzt, das Haus wurde abgerissen und an dessen Stelle ein solches mit teuren Wohnungen gebaut. Da liegt doch das Problem: In der Diskrepanz zwischen der Zahl der zur Verfügung stehenden billigen Wohnungen und der Zahl an Wohnungen mit teuren Mietzinsen, wie sie heute durch die Spekulation erstellt werden; an diesen Verhältnissen ändern Sie durch diese starren Vorschriften des Mietzinsstopps nichts. Im Gegenteil, je länger Sie diesen Mietzinsstopp absolut durchhalten, wie Sie dies mit der Initiative bezwecken, desto mehr werden Sie den heutigen Besitzer von Altwohnungen dazu veranlassen, seine Liegenschaft heute, im Zeitalter der Spekulation, zu günstigen Bedingungen zu verkaufen und sich dann mit dem Erlös eben eine andere Liegenschaft zu beschaffen, wo er in der Mietzinsgestaltung wiederum frei sein wird. Dazu kommt folgendes, und das darf nicht vergessen werden: alle diese kleinen Rentner, die Besitzer von Mehrfamilienhäusern sind, werden, wenn sie mit den Jahren keine Anpassung des Mietzinses finden, auch keine Renovationen an diesen Wohnungen vornehmen können –, das ist richtig, Herr Schütz! – Es gibt unter diesen Hausbesitzern auch sehr viele Kleinrentner, die nicht nur unseren Kreisen nahestehen, sondern auch anderen Kreisen, die heute für diese Initiative eintreten. Diese müssen von ihrem Einkommen leben, und sie erhalten dazu noch die AHV und in Zürich noch die Altersbeihilfe. Mit dem, was ihnen übrig bleibt, können sie ihr kärgliches Leben fristen, aber Arbeiten irgendwelchen Umfanges können sie in diesen alten Wohnungen nicht ausführen lassen. Auch hier bauen Sie durch diese starren Vorschriften eine Bremse ein, die sich volkswirtschaftlich schädlich auswirken wird. Ich will in diesem Zusammenhang nun nicht von den Preiskontrollvorschriften sprechen, die Sie gleichzeitig mit dem Mietzinsstopp in die Initiative eingebaut haben. Aber auch hier kann gesagt werden, dass die Preiskontrolle nur in Mangelzeiten wirksam sein kann; in der heutigen Zeit der Hochkonjunktur, wo wir nirgends Mangel haben, wird sich die Preiskontrolle nie wirksam auswirken können. Sie treffen auch das anvisierte Ziel nicht. Sie sagen, dass Sie durch diese Vorschriften eine Verbesserung des Reallohnes erreichen wollen. Sie sagen auch, dass Sie damit eine Waffe gegen die Kartelle usw. schmieden wollen. Es ist eine sehr ungeeignete Waffe, die Sie in die Initiative einbauen. Es wäre meines Erachtens besser, wenn Sie jene Bestrebungen unterstützen würden, welche die Antikartellgesetzgebung endlich verwirklichen möchten. Dort wäre eine sehr günstige Gelegenheit, Ihre ganze Initiative zu entwickeln.

Die Landesring-Fraktion ist der Auffassung, dass der Mieterschutz auch heute noch notwendig ist, im Sinne der heutigen Regelung jedoch, wie alle andern kriegswirtschaftlichen Massnahmen, im Laufe der Jahre abgebaut werden muss. Den absoluten Mietzinsstopp sowie die Wiedereinführung weitergehender Preiskontrollvorschriften betrachtet die Landesring-Fraktion als ungeeignetes Mittel, den Mieter und auch den Konsumenten wirksam zu schützen.

M. Rosset, rapporteur de la majorité: M. Graedel m'a reproché en termes d'ailleurs extrêmement aimables – on ne saurait à vrai dire en attendre d'autres dans sa bouche – d'avoir fait œuvre de théoricien. Je pourrais lui répondre qu'il n'y a rien d'aussi pratique qu'une bonne théorie. Je lui dirai aussi qu'en matière de crise du logement, je ne suis malheureusement pas un théoricien car – je m'excuse de faire ici une allusion personnelle – j'ai été avec ma famille pendant cinq mois sans logement. C'est dire que j'ai souffert directement et personnellement de la crise du logement.

M. Graedel a affirmé que si nous ne sommes pas en un flot de vie chère, nous le devons au contrôle des prix. Je ne partage absolument pas cette opinion. En effet, nous ne connaissons plus en Suisse, depuis plusieurs années, que le contrôle des loyers et encore de certains loyers seulement et non plus un contrôle général des prix. Si nous ne sommes pas un îlot de vie chère, il faut l'attribuer avant tout à notre monnaie qui est saine et au taux d'intérêt qui est extrêmement bas. Si on fait une petite comparaison avec la France, où les salaires sont sensiblement plus bas qu'en Suisse et les loyers très inférieurs, on constate que le coût de production y est en revanche beaucoup plus élevé que le nôtre, environ 25 à 30%, notamment pour des raisons monétaires et parce que le taux de l'intérêt y est environ trois fois supérieur à ce qu'il est en Suisse.

M. Vincent a fait une comparaison avec Genève. C'est vraiment le cas de dire que comparaison n'est pas raison! Genève se trouve dans une situation très particulière car ce canton constitue essentiellement, pour ne pas dire uniquement, une grosse agglomération urbaine.

D'autre part, M. Vincent a déclaré que la votation populaire sur l'arrêté fédéral du 26 septembre 1952 comportait une affirmation du principe selon lequel les prix doivent être contrôlés. Il n'oublie qu'une seule chose, à savoir que l'arrêté fédéral précise bien dans son titre, en caractères gras, qu'il s'agit du maintien temporaire d'un contrôle des prix réduit – j'insiste sur le terme réduit.

M. Vincent a encore affirmé – je cite textuellement – « nous nous plaçons sur le terrain politique et, sur ce terrain, l'objectivité n'est pas de ce monde. » Nous sommes reconnaissants à M. Vincent d'avoir fait preuve d'une très grande franchise. Nous prenons acte de son aveu. Mais nous devons ajouter que cet aveu, s'agissant de son attitude politique, ne nous apprend rien.

M. Agostinetti m'a reproché d'avoir traité l'initiative de marxiste. Je n'ai certes pas employé ce terme! C'est là un terme qu'on emploie à tort ou à raison, beaucoup trop fréquemment à mon sens, plus souvent à tort qu'à raison et il convient d'être prudent avant de l'utiliser. J'ai simplement affirmé que l'initiative était autoritaire et je crois que ce terme est juste si on se réfère à son article 9, alinéa premier, selon lequel le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires. Elle est autoritaire en ce sens que la procédure parlementaire et le referendum sont exclus.

Différents orateurs, dont MM. Vincent et Schutz, ont fait allusion à la part du salaire employée pour payer le loyer dans différents pays et aux nombre d'heures de travail nécessaire dans di-

vers pays pour payer les loyers, comparaison qui ne nous ne serait pas favorable. Mais il faut comparer des choses qui peuvent l'être. De quels appartements s'agit-il dans les pays auxquels il a été fait allusion? Je crois pouvoir affirmer que ces appartements sont d'un confort très inférieur à celui des appartements suisses. Dès lors, il est tout à fait naturel et inévitable que les loyers en vigueur en Suisse soient supérieurs à ceux des pays qui ont été pris comme point de comparaison.

M. Steinmann nous a dit que les placements immobiliers sont très rentables. Il est possible et même vraisemblable qu'aujourd'hui ils soient rentables. C'est d'ailleurs normal, je dirai même désirable. Mais il faut considérer non pas cinq ou dix ans mais une très longue période, pour pouvoir porter un jugement sur la valeur d'un placement. Or, il n'y pas de doute qu'il y a quelques années encore les placements immobiliers n'étaient pas rentables, ou insuffisamment. Rappelons les crises du logement en Suisse, exactement à l'opposé de celle que nous connaissons aujourd'hui. Dans de nombreuses villes, à Genève ou à Montreux par exemple, un appartement sur deux était inoccupé. Il faut donc prendre en considération non seulement les années grasses mais aussi les années maigres. Quant au commerce des immeubles, c'est là une question hors de cause dans le présent débat.

M. Steinmann nous a assuré que la vente des produits agricoles augmenterait si les loyers étaient maintenus à un niveau bas. Il a affirmé qu'une adaptation de certains loyers entraînerait une diminution de la consommation des produits agricoles. M. Ryser s'est prononcé dans le même sens. Pensez-vous vraiment que s'il y avait adaptation des loyers nous mangerions davantage de pommes de terre, de pain et que la consommation du lait augmenterait? Non car la demande des biens agricoles est très rigide. Par conséquent, cette demande ne peut être influencée par une adaptation des loyers. Il pourrait en être autrement de certaines dépenses non absolument nécessaires, notamment pour les divertissements, les études, etc. Mais c'est là un autre problème, celui de l'orientation du pouvoir d'achat qui diffère de celui du volume du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat total à disposition dépend exclusivement de la productivité.

M. Freimüller nous a dit que l'Union syndicale a plus de confiance dans le Conseil fédéral que dans l'Assemblée fédérale. Je félicite le Conseil fédéral de la confiance qui lui est ainsi témoignée. Il saura certainement l'apprécier à sa juste valeur. Mais, comme parlementaire, je me permets de regretter que l'Union syndicale suisse n'ait pas davantage de confiance dans le Parlement élu par le peuple, et comme citoyen, dans le peuple lui-même puisque l'initiative exclut le referendum.

M. Ryser nous a dit que l'initiative est tout à fait claire: « Die Initiative sagt klipp und klar, was sie will. » Je me permets d'être d'une opinion divergente. Ainsi que je l'ai relevé déjà hier soir à quoi servirait d'avoir des prix « surveillés » (« überwachend »), s'il n'y avait pas en même temps des prix maximums et tout un appareil de pénalisation. Qu'est-ce qu'un jeu de l'offre et de la demande « fortement troublé »? Ce sont des notions peu précises, qui prêtent à des appréciations très diverses. Il en est de même de la

notion d'une augmentation «injustifiée» des marges de prix. Cette notion – là est également relative.,

Ainsi que l'a fait remarquer M. Häberlin, si l'article 6 est une disposition caoutchouc, on pourrait en dire autant d'autres articles du texte de l'initiative.

Et cela me paraît extrêmement fâcheux car ce texte peu précis accentue encore les pleins pouvoirs que l'article 9 donne au Conseil fédéral. Le terme de «pleins pouvoirs» n'est pas exagéré; il s'agit véritablement de pleins pouvoirs.

**Hackhofer**, Berichterstatter der Mehrheit: Es tut mir sehr leid, dass sich Herr Kollega Schütz so zu Herzen genommen hat, dass ich mich für den Gegenvorschlag des Bundesrates gewehrt habe, trotzdem ich seinerzeit zu den Gegnern des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 gehörte. Herr Schütz, ich kann Ihnen sagen, dass das nicht aus Bösartigkeit meinerseits geschehen ist. Herr Kollega Häberlin hat Ihnen bereits gesagt, warum es uns damals, am 26. September 1952, und nun bei dieser Vorlage, ging. Wenn Sie das „Stenographische Bulletin“ nachlesen, werden Sie sehen, dass die damalige Vorlage zuerst mit allen gegen nur zwei Gegenstimmen Annahme gefunden hat. Zu diesen zwei Stimmen gehörte ich nicht; ich habe dieser Vorlage, wie sie am 18. Juni 1952 aus der Beratung hervorgegangen ist, zugestimmt. Ich bin erst zum Gegner geworden, als sie aus dem Ständerat zurückkam mit diesem berühmten Artikel 2, von dem bereits Herr Häberlin gesprochen hat.

Es ist von einigen Votanten wiederum die Behauptung aufgestellt worden, mit dem Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 sei der Volkswille verfälscht worden. Ich möchte mich nicht näher und noch einmal mit diesem Problem auseinandersetzen. Aber ich möchte in aller Form diese Behauptung als unrichtig ablehnen. Der Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 wurde ausgearbeitet auf Grund des Verfassungszusatzes. Wie nun eine Abstimmung interpretiert wird, ist Sache der Betreffenden, die ein Interesse haben, sie so oder so auszuliegen. Aber aus der Tatsache, dass ein Bundesbeschluss in absolut korrekter Form auf verfassungsrechtlicher Grundlage zustande gekommen ist, gegen den das Referendum nicht ergriffen worden ist, trotzdem der Vorstand des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes sowohl wie meines Wissens auch der Grosse Vorstand der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz vorher erklärt haben, sie würden gegen diesen Bundesbeschluss das Referendum ergreifen, geht es nun nicht an, nachträglich immer wieder die Behauptung aufzustellen, der Volkswille sei verfälscht worden. Diese Behauptung bedeutet sehr viel, und darum möchte ich doch Wert darauf legen, zu erklären, dass sie nicht stimmt.

Herr Kollega Steinmann hat erklärt, die Leidtragenden des Vorschlages des Bundesrates, also der Ablehnung der Initiative und Annahme des Gegenvorschlages, würden die kleinen Leute sein. Ich glaube, dass es falsch ist, wenn man nun bei diesem Problem auf der einen Seite die kleinen Leute und auf der andern Seite die grossen Leute sieht. Es ist doch so, dass sowohl bei den Mietern in Altwohnungen kleine wie grosse Leute sind. Es ist heute

hier erklärt worden – ich bin nicht ganz sicher, ob es Herr Steinmann war –, dass in den sog. „versessenen“ Wohnungen in Zürich, die nur von einer Person besetzt sind, nicht kleine Leute, wie Arbeiter usw. seien, sondern Leute, die am Zürichberg oben wohnen. Das bedeutet ja gerade, dass Sie diese Leute durch Ihren Mietzinsstopp schützen wollen und nicht nur die kleinen Leute! (Zwischenruf **Steinmann**: Sie besitzen nicht einmal 1% des Wohnungsbestandes.)

Ich möchte damit nur sagen: Es gibt auf der Seite der Mieter, welche durch den Mietzinsstopp geschützt werden sollen, nicht nur kleine Leute, sondern auch grosse Leute. Dann gibt es aber auch auf der Seite der Hausbesitzer nicht nur grosse, sondern auch kleine Leute. Das Statistische Amt der Stadt Zürich hat im Jahre 1945 eine Publikation veröffentlicht: „Areal, Liegenschaften und Grundbesitz in der Stadt Zürich.“ Nach dieser Statistik waren schon im Jahre 1945 in der Stadt Zürich von den Hausbesitzern 21,1% Angestellte und Beamte und 19,4% Arbeiter. Wir treffen also bei den Hausbesitzern der Stadt Zürich über 40% Beamte, Angestellte und Arbeiter. Man sieht, es sind nicht einfach auf der Seite der Hausbesitzer nur die ganz Grossen und auf der andern Seite, bei den Mietern, nur die kleinen Leute.

Zur Pachtzinskontrolle – Herr Steinmann hat davon gesprochen – brauche ich nichts mehr zu sagen. Es ändert in bezug auf die Pachtzinskontrolle nichts, ob die Initiative oder der Gegenvorschlag des Bundesrates angenommen wird. Ich glaube, dass man in diesem Punkte kein Argument finden kann, um damit etwa die Landwirtschaft für diese Initiative zu gewinnen.

Es ist verschiedentlich hier so gesprochen worden, wie wenn es darum gehen würde, dass nun plötzlich alles, was auf dem Gebiete der Mietzinskontrolle und sonst zugunsten der Mieter noch besteht, aufgehoben werden sollte. Darum geht es ja gar nicht. Die Mieter werden ja nicht dem freien Markt ausgeliefert, wenn Sie den Gegenvorschlag des Bundesrates annehmen. Es geht um die Frage des Zweckmässigen: Welches ist, auch vom Gesichtspunkt der Mieter aus, bei einer Mieterpolitik auf lange Sicht gesehen, das Zweckmässige: die Initiative oder der Gegenvorschlag des Bundesrates?

Herr Kollega Steiner hat gesagt, dass meine Ausführungen über das Problem des Bestandes und des Angebotes an Altwohnungen Theorie seien. Ich möchte sagen: Diese Theorie scheint ziemlich in die Praxis hineinzuwirken. Wenn Sie die Möglichkeit haben, suchen Sie sich einmal die „Tribune de Genève“, Nr. 65, vom 18. März 1954 heraus. Dort wird auf ein Inserat verwiesen, das folgenden Wortlaut hat:

„Bauunternehmer! Mehrere Miethäuser auf Abbruch zu verkaufen. Alle Liegenschaften sind gegenwärtig vermietet und bringen brutto Fr. 47 980.— jährlich. Da sie eine ungenügende Rendite abwerfen (Mietzinsstopp), könnten diese Häuser vorteilhaft abgebrochen und durch Neubauten ersetzt werden. Quartier Plainpalais, Eaux-Vives, Jonction.“

Es ist hier mit vollem Recht auf die Häuser Spekulation hingewiesen worden. Nach Auffassung der Kommissionsmehrheit wird eben die Häuser-

spekulation durch den Mietzinsstopp auf Altwohnungen, durch deren Blockierung, durch die Stabilisierung der Mietzinsunterschiede zwischen den Altwohnungen und den Neuwohnungen geradezu angeregt. Ich weiss nicht, ob Herr Steinmann an einen Mann gedacht hat (der ihm sicher bekannt ist), der einmal bei einem kantonalen Amt in Zürich tätig war, wenn ich nicht irre, auf der Mietzinskontrolle. Dieser Mann hat das Amt mit Null verlassen und hat es dann verstanden, sich als gerissener Häuserspekulant einzurichten. Er hat einfach Häuser gekauft, hat sie niedergerissen, neue Häuser gebaut, und ist auf diesem Weg zu einem reichen Mann geworden. Wir sind uns einig darin, dass wir die übersetzten Spekulationsgewinne an Häusern nicht begrüssen und nicht fördern wollen.

Es stellt sich auch hier wieder die Frage der Zweckmässigkeit. Was ist zweckmässig, um das gemeinsame Ziel zu erreichen: die Initiative oder der Gegenvorschlag des Bundesrates? Nach Auffassung der Kommissionsmehrheit ist eben das Vorgehen, wie es der Bundesrat vorschlägt, zweckmässiger, um auch mit der Häuserspekulation fertig zu werden.

Eine letzte Bemerkung: Wiederholt ist Professor Marbach zitiert worden. Gestatten Sie, dass ich Ihnen auch ein Zitat von Professor Marbach vorlese. Es stammt aus der Schrift „Zur Frage der wirtschaftlichen Staatsintervention“. Da steht auf Seite 215:

„Man darf also nicht vergessen, dass die Preiskontrolle ein zweiseitiges Schwert ist. Unseres Erachtens sollte sie nur Notlösung in einer Zeit ausserordentlicher, relativ dauerhafter Angebotsverknappung sein, also unter Umständen, die eine spekulative Ausnützung der starken Verkäuferposition befürchten lassen.“

Ich glaube, diese Voraussetzungen sind heute nicht gegeben, so dass sich daraus die Konsequenz ergibt, dass es eben nicht nötig ist, eine so umfassende Preisüberwachung und Preiskontrolle wieder einzuführen, wie sie durch die Initiative vorgeschlagen wird. Ich wiederhole den Antrag der Kommissionsmehrheit, die Initiative zur Ablehnung und den Gegenvorschlag zur Annahme zu empfehlen.

**Schütz:** Gestatten Sie mir nur zwei Minuten. Erstens ist es unrichtig, wenn Herr Hackhofer erklärt, dass Instanzen der Sozialdemokratischen Partei, wie die Gewerkschaften, gegen den Bundesbeschluss vom 26. September 1952 das Referendum beschlossen hätten. Wir konnten das Referendum weder beschliessen noch ergreifen, weil wir in diesem Zeitpunkt in einem zeitlichen Notstand gewesen sind. Wir hätten dann überhaupt keine gesetzliche Vorschrift mehr gehabt. Das wäre vielleicht Ihr Wunsch gewesen. Herr Hackhofer behauptet, er sei im Jahre 1952 nur wegen des Artikels 2 gegen diesen Bundesbeschluss aufgetreten. Ich möchte betonen, dass in der jetzigen Vorlage, die verändert wird, der genau gleiche Artikel 2 vorhanden ist, nur mit dem Unterschied, dass im Jahre 1952 der Rat und auch die Herren Dr. Hackhofer und Dr. Häberlin wussten, wer Volkswirtschaftsdirektor ist in der Schweiz. Für die Zukunft wissen Sie das überhaupt noch nicht.

**M. Rubattel** président de la Confédération: La discussion d'aujourd'hui n'a pas apporté d'éléments nouveaux de quelque importance aux débats que vous entretenez depuis bientôt 6 heures d'horloge. On a fait état de faits spéciaux, de chiffres, de statistiques qui ont été utilisés déjà à de très nombreuses reprises et qui, à eux seuls, séparés des contingences, séparés des réalités changeantes, selon les villes et selon les régions, n'ont en aucun cas force probante. On donne constamment en matière de pénurie de logements les mêmes exemples, sans préciser jamais que les villes de Genève et de Zurich ne sont pas toute la Suisse. Particulièrement solides financièrement l'une et l'autre, c'est à elles qu'il incombe de régler par leurs propres moyens des problèmes qui ne sont aucunement insolubles. Si la croissance rapide de certains centres leur occasionne des dépenses nouvelles, elle leur procure aussi des recettes supplémentaires considérables. La Confédération ne porte aucune responsabilité dans la pénurie, localisée du reste, d'appartements à loyer raisonnable pour les ménages à ressources modestes. C'est le peuple lui-même, je vous le rappelle, qui en janvier 1950 a interrompu le subventionnement fédéral à la construction d'immeubles à bon marché.

Pour le reste, c'est probablement la seule chose importante qu'on ait oubliée tout au long de cette journée, il convient de placer l'initiative de l'Union syndicale et le contreprojet du Conseil fédéral sur leur véritable terrain, celui des tendances politiques générales de la première et du second. C'est la seule chose exacte qu'ait dite ce matin M. Vincent au cours d'un vertigineux exercice de parachutage dont aucune vérité n'est sortie sans dommage.

L'initiative de l'Union syndicale, pour autant que l'on ne veuille pas jouer avec les mots, entend faire prendre en charge par l'Etat, par rapport à aujourd'hui, des tâches nouvelles qui donneront peu à peu aux pouvoirs publics le rôle de régularisateur des prix et des marges, aussi bien pour les marchandises que pour les services de tout ordre.

L'initiative sort, en effet, très largement du cadre des loyers, des propriétaires et des locataires. Elle contribue incontestablement à aiguiller l'ensemble de l'économie nationale sur une voie qui mène, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, vers un interventionnisme caractérisé et de longue durée. Il n'est que d'en lire le texte pour s'en convaincre: surveillance obligatoire des prix et des marges sans distinction des circonstances; fixation obligatoire de prix maximums si la condition d'un trouble marqué entre l'offre et la demande vient un jour à se réaliser.

Il n'y a aucun risque quelconque à prédire que des considérations d'ordre politique prendront infailliblement le pas sur les considérations de nature économique, lorsqu'il s'agira de déterminer le degré d'intensité du trouble dont il s'agit, et qui peut justifier l'intervention du Conseil fédéral. J'ai perdu sur ce point, comme hélas! sur quelques autres, toute illusion. Or «politiser» l'économie, si je puis m'exprimer ainsi, c'est prétendre la soumettre à des règles qui lui sont étrangères et qui ne sont observables que sous un régime autoritaire.

L'initiative – et c'est là l'exacte vérité – élimine à proprement parler le Parlement et le peuple. On peut et on doit, si les mots ont encore un sens, parler de pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral dans le vaste domaine que régirait le texte du document que vous avez examiné tout au long de cette journée. Personne, pas plus en séance de commission qu'au cours du très long débat d'aujourd'hui, n'a pu donner à l'article 9 parfaitement clair une autre signification que celle qu'il a: «Le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires.» C'est d'une précision qui ne laisse exactement rien à désirer. Quels droits le Parlement et le peuple seraient-ils encore à même d'exercer? Un seul sans doute efficace, celui de lancer une nouvelle initiative constitutionnelle réduisant les moyens mis à disposition du Conseil fédéral, ou très éventuellement de passer par la route longue et incertaine de l'interpellation, du postulat ou de la motion. Ce sont là des faits indiscutables. L'initiative de l'Union syndicale intéresse donc la politique générale du pays et c'est sur ce plan, je pense, qu'il convient de l'apprécier.

Je note en passant que ni la Confédération, ni la plupart des cantons ne possèdent actuellement les organes indispensables à l'exécution correcte des tâches qui leur seraient confiées si le peuple se ralliait à l'initiative. Quant au régime du contrôle des loyers préconisé par l'initiative et qui revient pratiquement au système de guerre, je tiens à marquer que le Conseil fédéral a usé avec une extrême modération de l'obligation que la majorité des Chambres lui a faite de rapprocher le niveau des loyers des logements anciens de celui des logements neufs.

Nous convenons volontiers qu'une hausse générale de 5% ne saurait être indifférente aux moins bien lotis de nos concitoyens. Mais si l'on cite constamment des cas pénibles – et toutes les lois en créent – c'est un devoir d'équité de signaler aussi les autres situations difficiles, celle des dizaines de milliers de petits propriétaires dont le revenu a augmenté de 25% depuis 1939 alors que leurs locataires bénéficient d'un revenu plus que doublé. Le Conseil fédéral est heureux que les salaires aient atteint un niveau honorable, que la haute conjoncture ait permis des répartitions hors-salaire qui, pour la seule industrie des machines, représentent en 1953 un total de 74 millions. Il se félicite des améliorations intervenues dans la répartition du revenu du travail mais on ne saurait lui reprocher de ne pas oublier d'importantes catégories d'indépendants, les plus modestes, dont l'effort mérite aussi quelques égards.

La contrainte exercée sur les propriétaires d'immeubles anciens passe, du reste, cela est connu – M. Vontobel l'a rappelé tout à l'heure – à côté de l'objectif qui lui est assigné. Elle constitue un encouragement direct à la vente de ces immeubles, soit, en fin de compte, à la diminution du nombre de logements à taux bas ou à taux très bas. Or, dès 1946, nous n'avons plus le moyen de nous opposer aux destructions d'anciens immeubles; si M. Schütz, qui a traité ce sujet entend déposer une motion, il est clair que le Conseil fédéral l'étudiera.

Pour le reste, l'article 4 de l'initiative rend pratiquement irréalisables les conditions mises à la libération progressive des loyers. Il est enfin inexact que le Conseil fédéral ait jamais eu l'intention de

répéter à brève échéance une hausse des loyers limitée aux logements appartenant à des immeubles anciens; c'est pure fantaisie que l'hypothèse émise ce matin selon laquelle le Conseil fédéral nourrirait l'extravagant projet d'une hausse sur les loyers des immeubles neufs. Le seul fait que nous demandons une prolongation de quatre ans de l'additif constitutionnel de 1952 indique assez clairement que nous entendons procéder comme jusqu'aujourd'hui avec une extrême prudence. Il est probable, du reste, que si l'occupation venait par malheur à baisser, le marché des logements prendrait très rapidement une tout autre tournure que celle d'aujourd'hui.

Il convient enfin de signaler que l'adoption de l'initiative créerait des imbroglios que les juristes ne sont point parvenus à démêler. On ne sait pas ce qu'il adviendrait de la hausse intervenue en juin et on ignore complètement le sort des logements appartenant à des immeubles mis à disposition du 1<sup>er</sup> janvier 1947 au 31 décembre 1948, libres de tout contrôle selon les dispositions en vigueur et soumis au contrôle selon l'article 4 de l'initiative de l'Union syndicale.

L'initiative et le contreprojet, le second tenant compte d'une situation que nous avons prévue et dont nous avons dit en son temps qu'elle risquait de se produire, sont inconciliables par leur tendance générale. Il s'agit de deux points de vue qui engagent l'économie nationale sur des voies divergentes et il faut se prononcer en faveur de l'un ou en faveur de l'autre. Le Conseil fédéral vous prie donc de voter les conclusions de la majorité de la commission.

*Hier wird die Beratung abgebrochen.*

*Ici, le débat est interrompu*

## Vormittagssitzung vom 6. Oktober 1954

Séance du 6 octobre 1954, matin

Vorsitz – Présidence: M. Perret

### 6592. Verwaltungskontrolle. Bundesgesetz Contrôle de l'administration fédérale. Loi

Siehe Seite 332 hiervor — Voir page 332 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Oktober 1954  
Décision du Conseil des Etats du 6 octobre 1954

*Differenz – Divergence*

*Art. 4*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

**Rohr, Berichterstatter:** Im Ständerat hat man sich gestern darüber beklagt, dass es Tradition sei, dass der Ständerat immer nachgeben müsse, um

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1954
Date	
Data	
Seite	341-353
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 730

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

eine Übereinstimmung zu erzielen. Diese Klage überrascht mich; denn ich halte das Nachgeben des Ständerates vielmehr für richtig, weil es ja sprichwörtlich ist, dass immer der Gescheitere nachgibt! Heute müssen wir mit dieser Tradition brechen, indem zwar nicht der Gescheitere, sondern der Nationalrat nachgibt! (Heiterkeit.)

Die ständerätliche Kommission hat eine neue Fassung des umstrittenen Artikels vorgelegt, welcher der Ständerat einstimmig zugestimmt hat. Ich empfehle Ihnen ebenfalls, sich dem Ständerat anzuschließen. Ich hatte zwar keine Gelegenheit, mich mit allen Mitgliedern der Kommission zu unterhalten, aber ich konnte mit den Mitgliedern sprechen, die sich speziell um die Formulierung interessiert hatten, auch mit der Opposition. Es besteht bei diesen Herren Übereinstimmung, dass diesem neuen Beschluss zugestimmt werden kann. Nach dem neuen Beschluss des Ständerates, der von ihm einstimmig gefasst worden ist, entscheidet bei Differenzen zwischen der Zentralstelle und dem Departement der Departementschef. Der Departementschef ist aber verpflichtet, seinen Entscheid und die Anregung der Zentralstelle dem Bundesrate zur Kenntnis zu bringen. Jedes Mitglied des Bundesrates hat dann die Möglichkeit, die Anregung der Zentralstelle wieder aufzunehmen, so dass der Bundesrat Gelegenheit hat, als Gesamtbehörde endgültig über die Anregung der Zentralstelle zu befinden. Damit ist die Absicht der Mehrheit der Kommission erreicht, dass nämlich eine Anregung der Zentralstelle nicht einfach beim Departement verschwinde und der Bundesrat davon überhaupt keine Kenntnis erhalte. Der neue Antrag des Ständerates lautet also: „Teilt das Departement die Ansicht der Zentralstelle ebenfalls nicht, so trifft es über die Anregung einen Entscheid und bringt denselben dem Bundesrate zur Kenntnis. Dieser kann den Fall aufnehmen und einen eigenen Entscheid fällen.“

Ich beantrage Ihnen, ich glaube mit stillschweigender Zustimmung der Kommission, diesem Beschluss des Ständerates beizupflichten, so dass dann sämtliche Differenzen bereinigt sind.

**Reichling:** Es ist zwar nicht üblich, hier über eine Fassung zu befinden und zu beschliessen, die uns nicht vorliegt und die auch dem sprechenden Vertreter der Opposition nicht vorgelegen hat. Ich möchte aber nach Einsichtnahme in den Text erklären, dass dieser Text nun auch, wie mir scheint, der Opposition entgegenkommt, sich mit unseren Wünschen und Intentionen durchaus deckt. Ich kann mich diesem Texte anschliessen und Ihnen ebenfalls Zustimmung zum neuen Beschluss des Ständerates empfehlen.

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## 6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seiten 341 hiervor – Voir pages 341 ci-devant

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles*

*Titel und Ingress*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Titre et préambule*

**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen – Adoptés*

**Art. 1**

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Minderheit*

(Steiner, Freimüller, Grädel, Ryser, Schütz, Sollberger, Steinmann)

Das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten wird der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet.

Dieses Volksbegehren lautet wie folgt:

*Art. 1*

Der Bund trifft im Rahmen der nachfolgenden Bestimmungen Massnahmen zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutze gegen die Teuerung.

*Art. 2*

Die Preise und Margen für Waren, industrielle und gewerbliche Leistungen sowie die Miet- und Pachtzinse sind zu überwachen.

*Art. 3*

Treten erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen ein oder wird die Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst, so sind zur Verhinderung unangemessener Preise und Margen von für das Inland bestimmten Waren sowie gewerblichen und industriellen Leistungen Höchstpreisvorschriften zu erlassen und nötigenfalls Preisausgleichsmassnahmen zu treffen.

*Art. 4*

Die Mietzinse der Wohnungen und Geschäftsräume dürfen ohne behördliche Genehmigung nicht über den am 31. Dezember 1953 zulässigen Stand erhöht werden. Von der Mietzinskontrolle ausgenommen sind die nach dem 31. Dezember 1948 bezugsbereit gewordenen Neubauten sowie die möblierten Einzelzimmer und Ferienwohnungen.

*Art. 5*

Die Mietzinse dürfen nicht höher festgesetzt werden, als zur Deckung der normalen Hausbesitzlasten, zu einer angemessenen Verzinsung des in der Liegenschaft investierten Kapitals und der seitherigen wertvermehrenden Verbesserungen erforderlich ist. Dabei sind bei vor dem Jahre 1940 errichteten Bauten der Vorkriegswert, bei später errichteten die branchenüblichen Erstellungskosten einzusetzen.

**Art. 6**

Die Mietzinskontrolle kann schrittweise abgebaut werden, wenn ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mietobjekten vorhanden ist. Zeitpunkt und Ausmass der Lockerung sind so zu wählen, dass die Lebenshaltungskosten und Einkommensverhältnisse nicht nachteilig beeinflusst werden.

**Art. 7**

Zum Schutze der Mieter ist das Kündigungsrecht einzuschränken.

**Art. 8**

Der Pachtzins für landwirtschaftlich genutzte Grundstücke bedarf der behördlichen Genehmigung:

- a) wenn der am 31. Dezember 1953 geltende Stand erhöht werden soll;
- b) wenn Grundstücke seit dem 31. Dezember 1953 erstmals verpachtet werden.

**Art. 9**

Der Bundesrat erlässt die erforderlichen Ausführungsvorschriften.

Die Kantone und Wirtschaftsverbände können zur Mitarbeit herangezogen werden.

Auf dem Gebiet der Miet- und Pachtzinskontrolle können einzelne Befugnisse an die Kantone übertragen werden.

**Art. 10**

Die vorstehenden Bestimmungen treten am 1. Januar 1955 in Kraft und gelten bis 31. Dezember 1960.

Rest streichen.

**Antrag Rosset****Ziff. 2 (Gegenentwurf), Abs. 2**

... bis zum 31. Dezember 1960 in Kraft. Er kann durch einen dem Referendum unterstellten Beschluss der Bundesversammlung abgeändert werden.

**Art. 1****Proposition de la commission****Majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

**Minorité**

(Steiner, Freimüller, Grädel, Ryser, Schütz, Sollberger, Steinmann)

L'initiative populaire concernant la protection des locataires et des consommateurs est soumise à la votation du peuple et des cantons.

Cette initiative à la teneur suivante:

**Article premier**

La Confédération prend des mesures, selon les dispositions ci-après, pour sauvegarder le pouvoir d'achat et prévenir la hausse du coût de la vie.

**Art. 2**

Elle surveille les prix et marges de bénéfice exigés pour les marchandises, les services de l'industrie et de l'artisanat, les loyers et les fermages.

**Art. 3**

Quand le jeu de l'offre et de la demande est fortement troublé ou que la formation des prix est influencée par des mesures de protection de l'Etat, la Confédération décrète, afin d'empêcher l'augmentation injustifiée des prix et des marges de bénéfice exigés pour les marchandises destinées au marché intérieur et pour les services de l'industrie et de l'artisanat, des prescriptions sur les prix maximums. Elle

prend en outre, au besoin, des mesures en matière de compensation des prix.

**Art. 4**

Les loyers des logements et des locaux commerciaux ne peuvent pas être portés, sans autorisation, au-delà du niveau admis à la date du 31 décembre 1953. Les immeubles habitables depuis le 31 décembre 1948, les chambres meublées louées isolément et les logements de vacances ne sont pas soumis au contrôle des loyers.

**Art. 5**

Les loyers n'excéderont pas le montant nécessaire pour couvrir les charges immobilières normales et pour servir un intérêt équitable sur le capital investi dans l'immeuble et sur les améliorations qui en ont augmenté la valeur. Les immeubles bâtis avant 1940 seront évalués à la valeur d'avant-guerre; les autres, d'après les prix usuels de construction.

**Art. 6**

Quand la réserve de logements vacants de diverses grandeurs et catégories de prix est suffisante, le contrôle des loyers peut être réduit progressivement. Le moment et la mesure de sa réduction sont déterminés de manière à n'exercer aucun effet préjudiciable sur le coût de la vie ni sur les revenus.

**Art. 7**

Afin de protéger les locataires, le droit de résilier les baux à loyer sera restreint.

**Art. 8**

Les fermages de biens-fonds utilisés comme exploitation agricole doivent être soumis à l'approbation des autorités lorsqu'il s'agit:

- a) de les porter au-delà du niveau qu'ils atteignaient le 31 décembre 1953;
- b) de louer un bien-fonds pour la première fois depuis le 31 décembre 1953.

**Art. 9**

Le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires.

La Confédération peut requérir le concours des cantons et des associations économiques.

En matière de contrôle des loyers et des fermages, certaines attributions peuvent être déléguées aux cantons.

**Art. 10**

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1955 et porteront effet jusqu'au 31 décembre 1960.

La validité de l'additif constitutionnel du 26 septembre 1952 sur le maintien temporaire d'un contrôle des prix réduit est prolongée jusqu'au 31 décembre 1960.

L'arrêté fédéral du 10 juin 1953 instituant les dispositions applicables au maintien temporaire d'un contrôle des prix réduit aura effet jusqu'au 31 décembre 1960 au plus tard. Il pourra être modifié par voie législative.

Biffer le reste.

**Proposition Rosset****Chiffre 2 (contre-projet), 2<sup>e</sup> alinéa**

... jusqu'au 31 décembre 1960 au plus tard. Il pourra être modifié par décision des Chambres fédérales soumise au referendum.

**M. Rosset**, rapporteur de la majorité: Vous aurez peut-être constaté que le texte français et le texte italien de l'initiative tels qu'ils sont reproduits dans le projet d'arrêté fédéral ne correspondent pas absolument au texte français et au texte italien de l'initiative elle-même. En effet, le Conseil fédéral a cru

devoir adapter la traduction française et la traduction italienne du texte allemand, de telle sorte que les trois textes correspondent exactement quant à leur sens.

La commission s'est longuement penchée sur ce problème. Elle s'est demandé s'il fallait soumettre à la votation populaire le texte même français et italien de l'initiative ou au contraire la traduction adaptée (en fait il ne s'agit que de deux points).

Après avoir demandé un avis de droit à la Division de la justice, la commission est arrivée à la conclusion que cette adaptation des textes français et italien au texte allemand était non seulement possible et désirable mais nécessaire.

En effet, l'initiative porte, en conformité des exigences légales – il s'agit de l'article 4, 3<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 5 octobre 1950 modifiant la loi fédérale concernant le mode de procéder pour les demandes d'initiative populaires et les votations relatives à la révision de la Constitution fédérale – que le texte déterminant est le texte allemand. Or, une fois insérés dans la Constitution, les trois textes ont la même valeur. Dès lors, l'adaptation des textes au texte déterminant doit se faire nécessairement avant la votation populaire et c'est pourquoi votre commission est arrivée à la conclusion que l'adaptation devait être réalisée.

**Hackhofer** Berichterstatter der Mehrheit: Über diesen Punkt habe ich Sie bereits in meinem Bericht orientiert. Ich brauche mich deshalb dazu nicht mehr zu äussern. Ich empfehle Ihnen Zustimmung zu den Formulierungen des Bundesrates in den Artikeln 1 und 5.

**Le président:** La proposition de la commission de modifier le texte italien et français de manière à le faire concorder exactement au texte allemand n'est pas combattue. Je considère qu'elle est acceptée.

**M. Rosset** rapporteur: Ce n'est plus en qualité de président et de rapporteur de la commission que je prends la parole mais à titre personnel pour motiver l'amendement que je me suis permis de vous proposer à l'article premier, chiffre 2, dernière phrase.

Le texte qui vous est proposé porte que l'arrêté fédéral du 10 juin 1953 pourra être modifié «par voie législative». L'amendement que je vous suggère a la teneur suivante: «Il pourra être modifié par décision des Chambres fédérales soumise au referendum.»

„Er kann durch einen dem Referendum unterstellten Beschluss der Bundesversammlung abgeändert werden.“

Il est évident que pour un parlementaire ou un juriste l'expression «voie législative» est claire. Mais n'oublions pas qu'il s'agit d'une votation populaire. Dès lors, il est hautement désirable que le texte que nous soumettons à la décision du peuple soit absolument explicite pour chacun. Il faut en particulier que le citoyen puisse être rassuré quant à l'observation de ses droits.

Nous le savons, le citoyen est parfois quelque peu défiant, pour ne pas dire méfiant, à l'égard des textes qui lui sont soumis et de l'interprétation future de ces textes. Or, le citoyen tient à juste titre à son droit au referendum.

J'estime par conséquent que le texte que nous soumettons au peuple doit être absolument clair, absolument explicite et faire allusion expressément à la possibilité pour le peuple de demander le referendum. C'est en ce sens que je vous prie instamment de bien vouloir adopter mon amendement.

**Hackhofer**, Berichterstatter: Der Vollständigkeit halber muss ich Ihnen davon Kenntnis geben, dass der Herr Kommissionspräsident seinen Antrag schon in der Kommission stellte, welche ihn aber mit allen gegen fünf Stimmen ablehnte. Immerhin stellte die Kommission fest, dass das eine Frage des Ermessens sei. Sie macht daraus keine Prestigeangelegenheit, wenn der Rat anders beschliessen und der Argumentation unseres Herrn Präsidenten folgen sollte. Die Kommissionsmehrheit wird deswegen wahrscheinlich nicht böse sein. Ich wollte Ihnen aber doch sagen, wie sich die Kommission zu diesen Antrag stellte.

**M. Rosset:** Puisque le rapporteur de langue allemande a fait allusion à l'attitude de la commission au sujet de mon amendement, il me sera permis de rappeler que le Conseil fédéral ne l'a pas combattu devant la commission. Tout au contraire, le Conseil fédéral s'est déclaré d'accord avec mon amendement. (*Rires.*)

**Bucher:** Damit die Situation ganz klar ist, möchte ich erklären, dass die Kommission in Pontresina, gestützt auf meinen Antrag, denjenigen des Herrn Präsidenten ablehnte. Ich unterstütze das, was Herr Hackhofer sagte; jedenfalls ich als Antragsteller bin durchaus nicht böse, wenn Sie nun den Antrag des Herrn Rosset annehmen.

#### Abstimmung – Vote

Eventuell – Eventuellement:	
Für den Antrag Rosset	51 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	53 Stimmen

**Hackhofer** Berichterstatter der Mehrheit: Gestatten Sie mir noch eine persönliche Bemerkung, damit keine Missverständnisse übrig bleiben. Herr Kollega Schütz hat mir gestern Abend einen Vorwurf gemacht wegen meiner Bemerkung über die Stellung der Sozialdemokratischen Partei und des Gewerkschaftsbundes zur Frage des Referendums. Um nicht missverstanden zu werden, möchte ich Sie orientieren, dass ich mich auf das „Volksrecht“ vom 9. März 1953 stützte, wo unter dem Titel „Beschlüsse des Parteivorstandes der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz“ über eine Vorstandssitzung vom 7./8. März berichtet wurde, und wo es wörtlich heisst:

„Der Parteivorstand beauftragte die sozialdemokratische Fraktion, gegen die in der Vorlage vorgesehene schrittweise Lockerung der Mietzinskontrolle, gegen die generelle Erhöhung der Mietzins und gegen die Verteuerung der Milch in den grossen Städten aufs schärfste anzukämpfen. Einstimmig beauftragte er sodann die Geschäftsleitung der Partei, unverzüglich mit dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund und anderen organisierten Organisationen in Verbindung zu treten, um das Refe-

rendum gegen den Bundesbeschluss zu ergreifen und gleichzeitig eine Initiative zur eindeutigen Verankerung der Mietpreiskontrolle in der Verfassung zu lancieren, falls die Vorlage in der heutigen untauglichen Fassung angenommen werden sollte.“ (Zwischenruf Leuenberger.) Ich verstehe leider nicht, was Herr Leuenberger sagt; wenn aber eine Differenz besteht zwischen dem, was ich gestern sagte, und demjenigen, was hier im „Volksrecht“ steht, so möchte ich meine Ausführungen präzisieren im Sinne einer Anpassung an den Bericht im „Volksrecht“. Ich glaube aber, dass zwischen den beiden Formulierungen kein grosser Unterschied besteht.

**Steiner:** Zu dieser Geschichte muss ich folgendes erklären. Gestern hat Herr Hackhofer hier gesagt, dass der Schweizerische Gewerkschaftsbund sich mit der Frage des Referendums befasst habe. Das stimmt absolut nicht. Ich gehöre dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund an, soviel ich weiss. (Heiterkeit.) Ich weiss auch, was im Schweizerischen Gewerkschaftsbund vor sich geht. Er hat – nachdem der Rat in dieser Angelegenheit Beschluss gefasst hatte – in der Sitzung des Bundeskomitees deutlich erklärt, dass die Ergreifung des Referendums absolut nicht in Frage komme, weil sonst überhaupt nichts mehr da sei in dieser Geschichte. Am Kongress in Interlaken, wo die Initiative beschlossen wurde, wurde einstimmig gutgeheissen, kein Referendum zu ergreifen, sondern durch die Initiative zu versuchen, die Situation zu verbessern. Das entspricht den Tatsachen.

*Abstimmung – Vote*

Definitiv – Définitivement:

Für den Antrag der Minderheit - 50 Stimmen  
Für den Antrag der Mehrheit 101 Stimmen

*Art. 2*

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Minderheit*

Dem Volk und den Ständen wird beantragt, das Volksbegehren anzunehmen.

**Proposition de la commission**

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Minorité*

Le peuple et les cantons sont invités à accepter l'initiative.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Minderheit 48 Stimmen  
Für den Antrag der Mehrheit 101 Stimmen

*Art. 3*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschluss-entwurfes 104 Stimmen  
Dagegen 48 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**6592. Verwaltungskontrolle. Bundesgesetz  
Contrôle de l'administration fédérale. Loi**

Siehe Seite 353 hiervor – Voir page 353 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Oktober 1954  
Décision du Conseil des Etats du 6 octobre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes 119 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**6703. Getreideernte 1954  
Récolte du blé 1954**

Siehe Seite 336 hiervor – Voir page 336 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Oktober 1954  
Décision du Conseil des Etats du 6 octobre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschluss-entwurfes 142 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**Schluss des stenographischen Bulletins der Herbstsession 1954**

*Fin du bulletin sténographique de la session d'automne 1954*

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1954
Date	
Data	
Seite	354-357
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 732

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Zigerli**, Berichterstatter: Im Ständerat wurde nach Antrag von Herrn Ständerat de Coulon das Wort „Grundlagenforschung“ durch das umfassendere Wort „Forschung“ ersetzt. Auch hier erklären sich die Kommission und der Bundesrat einverstanden.

**M. Cottier**, rapporteur: Là également, l'article 8 a été remanié par le Conseil des Etats ensuite d'une proposition de M. de Coulon. Il faut dire tout d'abord que le Conseil des Etats avait envisagé de biffer cet article mais après le remaniement préconisé par M. de Coulon, il l'a accepté par 28 voix contre 6. La commission vous propose d'adhérer.

*Angenommen – Adopté*

*Art. 12, Abs. 1*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Art. 12, al. 1*

#### **Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

**Zigerli**, Berichterstatter: Hier hat der Ständerat das Wort „Beschwerde“ ersetzt durch „Verwaltungsgerichtsbeschwerde“. Auch hier haben wir eine Ergänzung, der Ihre Kommission zustimmt.

**M. Cottier**, rapporteur: Là également, conformément aux dispositions légales en vigueur, on a ajouté, «par voie de recours de droit administratif», ce qui est conforme aux textes légaux habituels.

Il n'y a pas d'autre modification et la commission vous propose d'adhérer.

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## **6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

Siehe Seite 354 hiervor – Voir page 354 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 8. Dezember 1954  
Décision du Conseil des Etats du 8 décembre 1954

*Differenz – Divergence*

*Art. 1, Ziffer 2*

#### **Antrag der Kommission**

Festhalten.

*Article premier, chiffre 2*

#### **Proposition de la commission**

Maintenir.

**M. Rosset**, rapporteur: Le Conseil des Etats a modifié l'article premier, chiffre 2, du texte que nous avons adopté. Il a décidé de supprimer le dernier alinéa qui a la teneur suivante: «L'arrêté fédéral du 10 juin 1953, instituant les dispositions applicables au maintien temporaire d'un contrôle

des prix réduit, aura effet jusqu'au 31 décembre 1960 au plus tard. Il pourra être modifié par voie législative.»

L'argumentation du Conseil des Etats est en bref la suivante:

Nous avons deux sortes de dispositions différentes, d'une part, les dispositions constitutionnelles, d'autre part, les dispositions légales. S'agissant des premières, ce sont les articles 118 et suivants de la Constitution qui sont applicables, spécialement les articles 122 et 123. S'agissant des secondes, c'est l'article 89 de la Constitution qui est applicable. Il conviendrait, toujours selon le point de vue du Conseil des Etats, d'éviter que les deux procédures ne soient en quelque sorte confondues. En effet, selon cette opinion, une norme ne pourrait être modifiée ou prolongée que par une norme de même nature. Par conséquent, la prolongation de l'arrêté fédéral de juin 1953 ne pourrait être décidée qu'en conformité de l'article 89 de la Constitution fédérale et non pas selon la procédure des articles 118 et suivants.

La Division de la justice a été appelée à donner un avis de droit sur ce problème. Elle estime que la solution proposée par le Conseil fédéral et adoptée par le Conseil national est parfaitement admissible. Son point de vue est le suivant: „Es ist allgemein anerkannt, dass ein Rechtserlass niedrigerer Stufe durch eine solche höhere Form abgeändert werden kann.“

Ce point de vue paraît juste à votre commission car, telle que nous l'avons adoptée, la disposition permet de modifier les règles de l'arrêté fédéral du 10 juin 1953 en tout temps, selon la procédure législative. Elle a, en outre, l'avantage d'être pratique car cet arrêté fédéral resterait en vigueur, à défaut de modifications, jusqu'au 31 décembre 1960, sans qu'il soit nécessaire de reprendre le problème.

Enfin, il convient de rappeler que l'additif constitutionnel du 26 septembre 1952 n'est qu'une disposition attributive de compétence. Dès lors, il paraît nécessaire de donner aux citoyens l'assurance que la Confédération interviendra en application et dans le sens de l'arrêté fédéral du 10 juin 1953.

La Division de la justice nous a, en outre, rappelé qu'il y a plusieurs précédents: ainsi, par exemple, l'arrêté fédéral du 26 septembre 1952 sur le maintien temporaire d'un contrôle des prix réduit et l'additif constitutionnel du 25 juin 1954 sur le régime des finances fédérales 1953-1958.

Telles sont les raisons pour lesquelles, tout en rendant hommage au sens juridique du Conseil des Etats, votre commission vous propose de maintenir notre décision.

**Hackhofer**, Berichterstatter: Der Ständerat hat am 8. Dezember dem Vorschlag des Bundesrates und dem Beschluss unseres Rates vom 6. Oktober zugestimmt, dabei aber eine Differenz geschaffen. Diese Differenz bezieht sich auf den Gegenentwurf zur Initiative, und zwar zu Artikel 1, Ziffer 2, auf der zweiten Seite der Fahne unten. Unser Rat hat beschlossen, im Gegenentwurf vorzuschlagen, sowohl die Gültigkeitsdauer des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle zu verlängern, wie auch den Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953, also das Ausführungsgesetz. Der Ständerat

hat nun beschlossen, Absatz 2 von Ziffer 2 zu streichen. Das heisst also, der Ständerat hat beschlossen, nur die Gültigkeitsdauer des Verfassungszusatzes im Gegenvorschlag zu verlängern. Ihre Kommission beantragt Ihnen mit 7 : 7 Stimmen, mit Stichtscheid des Präsidenten, am Beschluss vom 6. Oktober festzuhalten.

Übereinstimmung besteht darüber, dass der in Frage stehende Absatz, also dieser zweite Absatz des genannten Artikels, nicht notwendig ist. Für Streichung dieses Absatzes sind im Ständerat Überlegungen formalrechtlicher Natur geltend gemacht worden. Die Mehrheit Ihrer Kommission beruft sich demgegenüber auf ein Gutachten des Chefs der Justizabteilung des Justiz- und Polizeidepartementes, ferner auf die bisherige Praxis sowie darauf, dass der fragliche Absatz zwar nicht notwendig, aber zweckmässig und wünschbar sei. Die juristischen Meinungsverschiedenheiten gehen im wesentlichen um die Frage, ob ein Bundesbeschluss durch Verfassungsrecht abgeändert beziehungsweise verlängert werden kann oder nicht. Der Ständerat folgte der Argumentation, wonach ein Erlass höherer Stufe, also eine Verfassungsbestimmung, nicht einen Erlass niedrigerer Stufe (im vorliegenden Falle einen Bundesbeschluss) abändern beziehungsweise verlängern könne. Ihre Kommission ist der gegenteiligen Auffassung, die auch vom Bundesrat und von der Justizabteilung vertreten worden ist, wonach als allgemein anerkannt zu gelten hat, dass im Gegensatz zur Auffassung des Ständerates ein Rechtserlass niedrigerer Stufe durch einen solchen höherer Form abgeändert werden kann. Dazu kommt noch, dass Ziffer 2 des Artikels 1 der Vorlage den Satz enthält: „Er (der Bundesbeschluss) kann auf dem Wege der Gesetzgebung abgeändert werden.“ Damit ist die Sicherheit gegeben, dass die Rechtsnatur des Bundesbeschlusses keine Veränderung erfährt durch die Verlängerung seiner Gültigkeitsdauer im Rahmen einer Verfassungsbestimmung. Der Bundesbeschluss vom 10. Juli 1953 wird also nicht auf die Verfassungsstufe gehoben, sondern bleibt ein Erlass der Gesetzesstufe. Für seine Abänderung werden auch in Zukunft, nach Annahme unserer Fassung, genau die gleichen Grundsätze gelten wie bisher. In diesen rechtlichen Überlegungen wird die Kommission bestärkt durch die bisherige Praxis. Diese Praxis zeigt, dass die Verlängerung der Geltungsdauer oder die Abänderung eines Erlasses von Gesetzesstufe auf der höheren Stufe des Verfassungsrechtes kein Novum ist. Das erwähnte Gutachten der Justizabteilung verweist darauf. Ich gebe Ihnen aus diesem Gutachten folgendes bekannt. Es heisst hier:

„So wurde zum Beispiel durch Artikel 3 des Bundesbeschlusses vom 26. September 1952 (Verfassungszusatz) über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle nicht nur die Geltungsdauer bestimmt für Erlasse auf Gesetzesstufe, wie die bundesrätlichen Vollmachtenbeschlüsse vom 15. Oktober 1941/8. Februar 1946 betreffend Massnahmen gegen die Wohnungsnot und vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung, sondern auch für Erlasse niedrigerer Stufe, nämlich für die Vorschriften (vor allem Verfügungen des EVD), die sich ihrerseits auf die

genannten Vollmachtenbeschlüsse des Bundesrates stützten.

Auch durch den Verfassungszusatz vom 29. September 1950 (Finanzordnung 1951–1954) wurde die Geltungsdauer einer Reihe von Beschlüssen der Gesetzesstufe erstreckt; ebenso wurden Beschlüsse letztgenannter Stufe abgeändert. Dieses Vorgehen wurde bestätigt durch die Finanzordnung 1955 bis 1958. Dieser Verfassungszusatz erklärt, dass die Finanzordnung 1951–1954 auch für 1955–1958 gelte und erstreckt damit auch die Geltungsdauer der in der früheren Finanzordnung erwähnten Erlasse, die der Gesetzesstufe angehören. Dazu enthält Artikel 5 der Finanzordnung 1951–1954 einen Vorbehalt zugunsten der Bundesversammlung, der ihr erlaubt, die auf Gesetzesstufe erlassenen Beschlüsse abzuändern. Solche Abänderungsbeschlüsse sind einfache Bundesbeschlüsse und unterliegen folglich dem fakultativen Referendum nicht.“

Auf Grund dieser Überlegungen und Tatsachen ist Ihre Kommission zum Schluss gekommen, die juristische Argumentation des Ständerates abzulehnen. Nach ihrer Auffassung stehen einer Aufnahme des zur Diskussion stehenden Absatzes in den Gegenvorschlag keine rechtlichen Schwierigkeiten entgegen. Sie betrachtet es als rechtlich irrelevant, ob der fragliche Absatz bestehen bleibt oder gestrichen wird. Entscheidend für die Stellungnahme der Kommission waren angesichts dieser Rechtslage Überlegungen der Zweckmässigkeit. Je nachdem, ob die Fassung des Ständerates oder diejenige unseres Rates durchgeht, werden sich praktisch und, wenn man so sagen darf, gesetzgebungstechnisch folgende zwei Alternativen ergeben: Wird der fragliche Absatz gemäss Beschluss des Ständerates gestrichen, das heisst beschränkt sich der neue Verfassungszusatz auf die Verlängerung der Geltungsdauer nur des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952, so muss auf Ende 1956 ein neuer Durchführungsbeschluss gefasst werden, nämlich ein allgemein verbindlicher Bundesbeschluss, der entweder nur die Geltungsdauer des Bundesbeschlusses von 1953 erstreckt oder allenfalls gleichzeitig Abänderungen vornimmt. Verlängert der neue Verfassungszusatz die Geltungsdauer sowohl des Verfassungszusatzes von 1952 als auch des Durchführungsbeschlusses von 1953, das heisst wird die definitive Fassung so gestaltet, wie sie unseren bisherigen Beschlüssen entspricht, so bedarf es keines neuen Durchführungserlasses, wenn man nicht Abänderungen vornehmen will, die aus dem Rat veranlasst werden durch Postulate, Motionen usw. oder wenn nicht vom Bundesrat aus entsprechende Vorschläge kommen. Nur wenn Änderungen vorgenommen werden sollen, muss dieses Geschäft hier wieder zur Behandlung kommen.

Der Bundesrat hat die zweite dieser Alternativen vorgeschlagen und unser Rat ist ihm dabei gefolgt. Ihre Kommission empfiehlt Ihnen Festhalten an diesem Beschluss. Er ist rechtlich durchaus in Ordnung und führt auf den einfacheren, praktischeren und zweckmässigeren Weg.

**Präsident:** Das Wort ist nicht verlangt, Sie haben mit der Kommission Festhalten am Beschlusse des Nationalrates beschlossen.

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1954
Date	
Data	
Seite	430-431
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 772

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Vormittagssitzung vom 22. Dezember 1954**  
**Séance du 22 décembre 1954, matin**

Vorsitz – Présidence: Herr *Häberlin*

**6742. Auslandschweizer.**  
**Fortführung der Hilfeleistung**  
**Suisses de l'étranger.**  
**Poursuite de l'aide extraordinaire**

Siehe Seite 443 hiervor – Voir page 443 ci-devant

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes  
 129 Stimmen (Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**6656. Schutz der Mieter und Konsumenten.**  
**Begutachtung des Volksbegehrens**  
**Protection des locataires et des**  
**consommateurs. Préavis sur l'initiative**

Siehe Seite 430 hiervor – Voir page 430 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 21. Dezember 1954  
 Décision du Conseil des Etats du 21 décembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes  
 83 Stimmen (Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**6704. Rheinregulierung Illmündung-**  
**Bodensee**

**Régularisation du Rhin entre l'embouchure**  
**de l'Ill et le lac de Constance**

Siehe Seite 432 hiervor – Voir page 432 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 21. Dezember 1954  
 Décision du Conseil des Etats du 21 décembre 1954

**Bundesbeschluss**

**über die Genehmigung des am 10. April 1954 zwi-**  
**schen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und**  
**der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrages**  
**über die Regulierung des Rheins von der Illmündung**  
**bis zum Bodensee (I. Bundesbeschluss).**

**Arrêté fédéral**

approuvant

**le traité conclu le 10 avril 1954 entre la Confédération**  
**suisse et la République d'Autriche pour la réguli-**  
**sation du Rhin de l'embouchure de l'Ill au lac de**  
**Constance (Premier arrêté).**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes  
 148 Stimmen (Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**Schluss des stenographischen Bulletins der Wintersession 1954**

*Fin du bulletin sténographique de la session d'hiver 1954*

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.12.1954
Date	
Data	
Seite	444-444
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 778

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

wenn man die Experten besonders bezahlen muss, als wenn sie Mitglieder des Gerichtes, d. h. der Rekurskommission wären. Dem Text des Artikels 12 wurde lediglich noch beigelegt, dass es sich um eine „verwaltungsrechtliche“ Beschwerde handelt.

*Angenommen – Adopté*

*Art. 13–15*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil national.

*Angenommen – Adoptés*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**6656. Schutz der Mieter und Konsumenten.**

**Begutachtung des Volksbegehrens**

**Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwurf vom 20. Juli 1954 (BB I, 169)

Rapport du Conseil fédéral et projet d'arrêté du 20 juillet 1954 (FF II, 149)

Beschluss des Nationalrates vom 6. Oktober 1954

Décision du Conseil national du 6 octobre 1954

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Antrag an Volk und Stände, die Initiative abzulehnen und den Gegenentwurf der Bundesversammlung anzunehmen

*Minderheit*

Antrag an Volk und Stände, die Initiative anzunehmen

**Proposition de la commission**

*Majorité*

Proposer au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contreprojet de l'Assemblée fédérale

*Minorité*

Proposer au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

*Berichterstattung – Rapports généraux*

**Wipfli**, Berichterstatter der Mehrheit: Am 16. Februar 1954 ist der Bundeskanzlei das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten mit 202 549 gültigen Unterschriften eingereicht

worden. Nationalrat und Ständerat haben in der vergangenen Märzsession vom Zustandekommen der Initiative Kenntnis genommen. Nachdem am 20. Juli der Bericht des Bundesrates über seine Stellungnahme zum Volksbegehren erschienen ist, hat der Nationalrat, dem in der Behandlung dieses Geschäftes die Priorität zukommt, am 6. Oktober mit 104 gegen 48 Stimmen beschlossen, Volk und Ständen das Volksbegehren zur Ablehnung und den vom Bundesrate unterbreiteten Gegenentwurf zur Annahme zu empfehlen.

Ihre Kommission hat am 8. November das Geschäft im Beisein des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartementes, Herrn Bundespräsident Rubattel, und den Herren Dr. Campiche, Chef der Eidgenössischen Preiskontrollstelle, und Dr. Wiget, Sektionschef der Eidgenössischen Preiskontrollstelle, durchberaten. Wir möchten auch an dieser Stelle dem Herrn Bundespräsidenten und den Herren Campiche und Wiget die willkommene Mitwirkung an den Kommissionsberatungen bestens verdanken. Die Kommission kam zum Beschlusse, und zwar mit 7:1 Stimme (bei einer Absenz), Ihnen zu beantragen, es sei Volk und Ständen zu empfehlen, das Initiativbegehren abzulehnen und dafür den Gegenentwurf des Bundesrates, wie er aus den Beratungen der Kommission hervorgegangen ist, zuzustimmen.

Mit der Aufhebung der ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates gemäss Bundesbeschluss vom 18. Dezember 1950 ist auch der Vollmachtenbeschluss des Bundesrates vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung auf Ende 1952 ausser Kraft gesetzt worden. Da die vollständige Normalisierung der wirtschaftlichen Lage vor zwei Jahren, wie übrigens auch heute, noch nicht erreicht war, drängte sich die Notwendigkeit für die Beibehaltung einer beschränkten und befristeten Preiskontrolle auf. Die Anträge des Bundesrates in seiner Botschaft vom 15. Mai 1952 an die Bundesversammlung führten dann zum Bundesbeschluss vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung der Preiskontrolle, um, wie es im Ingress heisst, allfällige volkswirtschaftlich oder sozial schädliche Auswirkungen der Aufhebung des Bundesratsbeschlusses vom 1. September 1939 auf die Kosten der Lebenshaltung zu vermeiden. Die Vorlage wurde von Volk und Ständen in der Abstimmung vom 23. November 1952 angenommen. Der Verfassungszusatz trat am 1. Januar 1953 in Kraft.

Der Bund wird durch diesen Verfassungszusatz ermächtigt, Vorschriften über Miet- und Pachtzinse und unter gewissen Bedingungen Höchstpreisvorschriften zu erlassen und Preisausgleichsmassnahmen zu treffen. Von dieser Kompetenz machten die eidgenössischen Räte durch Erlass des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 betreffend die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle Gebrauch. Dieser Beschluss trat, nachdem gegen ihn das Referendum nicht ergriffen wurde, am 1. Januar 1954 in Kraft. Unterdessen lancierte der Schweizerische Gewerkschaftsbund das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten, das Gegenstand der Begutachtung ist.

Der mit der Initiative vorgeschlagene Verfassungsartikel bezweckt zur Hauptsache eine Ersetzung der durch den Verfassungszusatz vom

26. September 1952 und den Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 begründeten Ordnung, und zwar sollen die einschlägigen Probleme ausschliesslich auf Verfassungsstufe geregelt werden. Vor zwei Jahren war man sich allseits einig, dass die kriegswirtschaftlichen Vollmachten und die kriegsbedingte Einmischung des Staates in die Wirtschaft abgebaut werden müssten. Es konnte dies nicht plötzlich geschehen. Die genannten Bundesbeschlüsse ebneten den Weg, dass allmählich Preis- und Mietzinskontrolle gelockert und schliesslich abgeschafft werden könnten. Die Initiative wählt den Weg zurück! Der vorgeschlagene Verfassungsartikel verschärft das geltende Recht.

Diese Tendenz kommt schon in Artikel 1 der Initiative zum Ausdruck. Er beauftragt den Bund mit Massnahmen „zur Sicherung der Kaufkraft und zum Schutze gegen die Teuerung“, während dem geltenden Verfassungsartikel die Absicht zugrunde liegt, allfällige volkswirtschaftliche Störungen oder soziale Härten zu vermeiden. Die Kommission ist mit dem Bundesrat einig, dass es ein bedeutender Unterschied ist, ob sich der Staat für „Sicherung der Kaufkraft und „Schutz gegen die Teuerung“ einsetzt, oder ob er auf dem Wege der Gesetzgebung lediglich „volkswirtschaftliche Störungen oder soziale Härten zu vermeiden“ sucht.

In Artikel 2 wird gefordert, dass die Preise und Margen für Waren und dazu für industrielle und gewerbliche Leistungen sowie die Miet- und Pachtzinse zu überwachen sind. Diese Forderung geht weit über die Tendenz des Verfassungsartikels 1952 hinaus. Dort hat der Bund die Kompetenz, Vorschriften über die Miet- und Pachtzinse und in gewissen beschränkten Fällen für Höchstpreise erlassen zu können. Das Volksbegehren will aber die Preisüberwachung zur ständigen Einrichtung machen auch in normalen Zeiten. Dazu werden der Überwachung auch neuerdings die Preise für industrielle und gewerbliche Leistungen, die mit der Aufhebung des Notrechtes aus der Kontrolle entlassen wurden, unterstellt.

Nach Artikel 3 sind für Waren, die für den Inlandsverbrauch bestimmt sind sowie für gewerbliche und industrielle Leistungen Höchstpreisvorschriften zu erlassen, sobald erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen auftreten oder die Preisbildung durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst wird. Die Initianten bestreiten heute, dass es sich vorliegend um eine „Muss-Vorschrift“ handelt, welchen Einwand man für den gesamten Verfassungszusatz erheben kann. Und doch kann der Satz nicht anders ausgelegt werden, als wie es der Bundesrat tut. Wohl lässt der Ausdruck „erhebliche Störungen“ dem Bundesrate eine gewisse Ermessensfreiheit, aber bei Waren, deren Preise durch staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst werden, sind Höchstpreisvorschriften zu erlassen. Da ist der Text einwandfrei deutlich.

Auch die Artikel 4-7 würden eine Verschärfung des geltenden Rechtes bringen. Einmal wird gesagt, dass die Mietzinse für Wohnungen und Geschäftsräume ohne behördliche Bewilligung nicht über den Stand vom 31. Dezember 1953 erhöht werden dürfen. Die Zinse für die Altwohnungen würden damit blockiert. Es ist auch fraglich, ob damit nicht sogar die generelle Mietzinserrhöhung für Alt-

wohnungen vom 1. Juni 1954 betroffen wird. Die Diskussionen im Nationalrate lassen keinen Zweifel übrig, dass nur fortbestehen soll, was am 31. Dezember 1953 Gültigkeit hatte. Eine Übergangsordnung, die diesen Aufschlag weiterbestehen lassen möchte, liegt nicht in der Tendenz der Initiative.

Dann möchte Artikel 4 nur die seit 31. Dezember 1948 bezugsbereit gewordenen Wohnungen nicht mehr der Mietzinskontrolle unterstellen. Die Mietzinsbildung für die in den Jahren 1947 und 1948 erstellten Neubauten, die gemäss geltendem Recht aus der Kontrolle entlassen sind, sollten ihr wieder unterstellt werden. Man fordert dasselbe, was man den Rheinauinitianten zum Vorwurf machte: man möchte Beschlüsse, die auf verfassungsmässiger Kompetenz erlassen wurden, wieder rückgängig machen.

Artikel 4 sieht wieder die Möglichkeit behördlicher Bewilligungen für Erhöhung der Mietzinse über den Stand vom 31. Dezember 1953 vor. Jedoch sind die Bedingungen ganz anders als bei der heutigen Regelung. Heute werden Einzelbewilligungen nur mehr erteilt, wenn der Vermieter mehr leistet oder ein Objekt erstmalig vermietet wird. Der freie, selbsttragende Wohnungsmarkt, die allmähliche Normalisierung desselben, soll dagegen erreicht werden durch stufenweise generelle Bewilligung von Mietzinserrhöhungen ab 1954, durch Freigabe einzelner Kategorien von Mietobjekten und regionale oder örtliche Freigabe der Mieten. Man strebt also dem freien Wohnungsmarkte zu. Die Initiative jedoch sieht nur Einzelbewilligungen vor, und zwar auf Grund des Lastendeckungsprinzipes; im übrigen soll der starre Mietzinsstopp Geltung haben. Damit wird erreicht, dass der in Artikel 6 vorgesehene schrittweise Abbau der Mietzinskontrolle überhaupt nie Tatsache werden kann. Dieser Abbau ist ja an die Bedingung gebunden, dass ein nach Wohnungsgrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mietobjekten vorhanden sein muss.

Es wird nicht möglich sein, dass bei gestoppten Mietzinsen je ein vermehrtes Angebot von Altwohnungen erfolgen wird oder dass gar ein genügender Leerbestand an solchen vorhanden sein wird. Die Altwohnungen können nicht vermehrt werden, das liegt in der Natur der Sache. Ihre Zahl wird gegenteils ständig zurückgehen. Einesteils unterliegen die Wohnungen der Abnützung. Andererseits werden Häuserabbrüche notwendig schon aus öffentlichem Interesse, zum Beispiel durch Strassenkorrekturen, Altstadtsanierungen usw. Aber auch das Interesse am Besitz von Altwohnungen schwindet. Man verkauft Häuser zum Abbruch an die Spekulation; sofern genügend eigenes Kapital vorhanden ist, wird umgebaut auf Einzelzimmer-Appartements, denn Einzelzimmer sind ja der Mietzinskontrolle nicht unterstellt; wo man auf den Ertrag der Mietzinse zum Lebensunterhalt angewiesen ist, wird der Unterhalt der Altwohnungen vernachlässigt, sie unterliegen deshalb einem vermehrten Verschleiss.

Artikel 8. Bezüglich der Pachtzinskontrolle begnügt sich die Initiative mit der Übernahme der Bestimmungen des Artikels 8 des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1954, der damit zur Verfassungsbestimmung wird.

Hinsichtlich der Form der Rechtssetzung führt die Botschaft des Bundesrates aus:

„Die normale Rechtsform für die Regelung eines in die Zuständigkeit der Eidgenossenschaft fallenden Sachgebietes ist die Form des Bundesgesetzes bzw. des ihm gleichgestellten allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses. Dies gilt vor allem auch für die Anwendung des Verfassungszusatzes über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle. Demgegenüber wollen die Initianten die Ausführung des von ihnen befürworteten neuen Verfassungsrechtes unter Überspringung der Bundesversammlung direkt dem Bundesrat übertragen. Dieser würde dadurch eine selbständige Rechtsverordnungs-kompetenz erhalten...“

Im allgemeinen ist man in Kreisen der Initianten, wie übrigens auch in der Mehrheit des Schweizervolkes, ängstlich darum besorgt, dass die verfassungsmässigen Rechte des Bürgers nicht beschnitten werden. Mit der Annahme der Initiative würde sich aber die Aktivbürgerschaft eines Mitspracherechtes in einem für sie äusserst wichtigen Sachgebiet entäussern. Dem Bundesrate würden Kompetenzen eingeräumt, wie er sie gemäss Verfassung höchstens nach Artikel 41 (Rüstungswesen) und Artikel 402 hinsichtlich der Wahrung der äusseren und inneren Sicherheit der Schweiz für sich beanspruchen kann. Das Parlament soll ausgeschaltet werden, weil es mit dem Erlass des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 auch den berechtigten Interessen des Hausbesitzes Rechnung getragen hat.

Es bleibt mir noch, darauf hinzuweisen, dass der Text der Initiative in den drei Landessprachen nicht übereinstimmt. Artikel 1 des deutschen Textes lautet: „Der Bund trifft im Rahmen der nachfolgenden Bestimmungen Massnahmen zur Sicherung...“, während der französische Text von „mesures nécessaires“ und der italienische von „misure necessarie“ spricht. Ferner besteht eine Differenz in Artikel 5, Absatz 2. Der deutsche Text lautet: „Dabei sind bei vor dem Jahre 1940 errichteten Bauten der Vorkriegswert...“, während die französische Fassung einen „prix d'avant guerre“ und die italienische einen „prezzo d'antiguerra“ nennt. Hier bestehen Differenzen von wesentlicher materieller Bedeutung. Nachdem die Initiativbogen aller drei Sprachen die Bemerkung enthielten, dass der deutsche Text für das Zustandekommen der Initiative massgebend sei, hat der Bundesrat in seinem Beschlusssentwurf die Differenzen im französischen und italienischen Text durch neue, dem deutschen Urtext materiell entsprechende Fassungen ersetzt.

Die Kommission beantragt Ihnen aus den dargelegten Gründen, die Initiative dem Volke zur Ablehnung zu empfehlen. Hingegen empfiehlt sie Ihnen, dem Gegenentwurf des Bundesrates zuzustimmen, und zwar aus folgenden Überlegungen heraus:

Die Bestimmungen des Volksbegehrens sollen bis zum 31. Dezember 1960 Geltung haben. Die heute geltende Regelung, das heisst der Verfassungszusatz, ist auf den 31. Dezember 1956 befristet. Der Bundesrat ist nun der Ansicht, dass gegen Ende 1956 eine Normalisierung, hauptsächlich des Wohnungsmarktes, noch nicht erreicht sein wird. Der politische Widerstand gegen generelle

Mietzinserhöhungen ist gross, und die bezüglichen Bewilligungen können nicht in so rascher Folge ausgesprochen werden, dass die Diskrepanz zwischen den Zinsen der Alt- und der Neuwohnungen gegen Ende 1956 bis zu einem angemessenen Masse behoben sein werden. Nachdem man also später ohnehin eine Verlängerung der Mietzinskontrolle über den 31. Dezember 1956 hinaus beantragen müsste, das Volksbegehren aber zu schwerwiegenden Bedenken Anlass gibt, ist die Unterbreitung eines Gegenvorschlages zur Mieterschutzinitiative gegeben. Mit dem Gegenentwurf des Bundesrates wird für den Bereich der Mietzinskontrolle eine Verlängerung der Gültigkeit des gegenwärtigen Verfassungszusatzes bis 31. Dezember 1960 vorgeschlagen. Ebenso soll die Gültigkeit des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 bis zum gleichen Zeitpunkt verlängert werden. Neben den Mietzinsen sollen aber auch die landwirtschaftlichen Pachtzinse den verlängerten Schutz geniessen, da ständig Auftriebendenzen beobachtet werden müssen und hinsichtlich des Einbaues der Pachtzinskontrolle in das bauerliche Bodenrecht auch bis zum 31. Dezember 1956 eine definitive Regelung kaum getroffen sein wird.

Auch die Preisstützungen für gewisse für den Verbrauch im Inland bestimmte Waren werden voraussichtlich über den 31. Dezember 1956 hinaus notwendig sein. Dem Bundesrat soll aber die Kompetenz eingeräumt bleiben, nötigenfalls eine Kontrolle über die Preise dieser Waren ausüben und allenfalls Höchstpreisvorschriften erlassen zu können.

Die Kommission teilt diese Überlegungen des Bundesrates hinsichtlich der Unmöglichkeit, auf Ende 1956 jede auch beschränkte Preiskontrolle aufzuheben. Sie unterstützt den Gegenvorschlag des Bundesrates, allerdings nur soweit er Absatz 1 betrifft, nämlich die Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle. Gegen die Aufnahme von Absatz 2 in den Gegenvorschlag, Verlängerung des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953, hat sie ihre Bedenken und beantragt daher Streichung dieses Absatzes. Mit der Annahme des unveränderten Gegenvorschlages des Bundesrates würde der Bundesratsbeschluss zur Verfassungsbestimmung. Man würde damit den gleichen Fehler machen, den man den Verfassern der Initiative vorwirft. Es soll nicht ein Gesetz auf die Verfassungsstufe erhoben werden, während für dessen Abänderung wiederum der Weg der Gesetzgebung vorbehalten wird. Allerdings muss, wenn mit dem Gegenvorschlag nur die Verlängerung der Geltungsdauer des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 angenommen wird, auf Ende 1956 ein neuer Bundesbeschluss gefasst werden, der die Gültigkeitsdauer des Bundesbeschlusses von 1953 erstreckt oder gleichzeitig dazunehmend wünschbare Abänderungen an demselben vornimmt. Der Bundesrat mag aus Zweckmässigkeitsgründen den vorgeschlagenen Weg gewählt haben. Im Interesse einer sauberen Gesetzgebung sollte nach Auffassung der Kommission jedoch nur der Verfassungszusatz verlängert werden. Die Verlängerung des geltenden Ausführungsbeschlusses ist sodann von der Bundesversammlung

zu beschliessen, eventuell mit Abänderungen. Dieser Bundesbeschluss wird dem Referendum unterstellt.

Schliesslich gebe ich noch die einstimmige Auffassung der Kommission bekannt, dass es wünschenswert erscheint, dem Stimmbürger mit der Abstimmungsvorlage auch den Text des Verfassungszusatzes vom 26. September 1952 vorzulegen, damit er sich im klaren ist, zu was er mit dem Gegenvorschlag des Bundesrates stimmt. Wenn man aber diesen Text in den Bundesbeschluss einfügen würde, so entstünde ein Wirrwarr von Artikeln und Unterabteilungen. Der Bundesbeschluss würde unübersichtlich. Das erstrebte Ziel der Orientierung des Stimmbürgers wird auch erreicht, wenn der geltende Verfassungszusatz vom 29. September 1952 der Abstimmungsvorlage als Anhang beigegeben wird. Die Kommission wird in der Detailberatung einen diesbezüglichen Antrag stellen.

**Wenk**, Berichterstatter der Minderheit: Ich habe den Minderheitsantrag zu vertreten, der dahin geht, auf den Entwurf des Bundesrates betreffend einen Bundesbeschluss über das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten nicht einzutreten, dagegen die Initiative dem Volke und den Ständen mit dem Antrag auf Zustimmung vorzulegen.

Gestatten Sie mir zunächst, um der Legendenbildung entgegenzutreten, die Vorgeschichte zur Initiative zu rekapitulieren. Legendenbildung einmal in dem Sinne, als ob die Sozialdemokratische Partei und der Gewerkschaftsbund dem Bundesbeschluss, der auf Grund der Verfassungsbestimmung gefasst wurde, zugestimmt hätten dadurch, dass sie nicht das Referendum ergriffen, andererseits der Legendenbildung, als ob die Initiative mit Rücksicht auf die kommenden Nationalratswahlen beschlossen worden wäre.

Am 26. September 1952 hat die Bundesversammlung dem Bundesbeschluss über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle zugestimmt, wonach der Bundesverfassung – in der Absicht, allfälligen volkswirtschaftlich oder sozial schädlichen Auswirkungen der Aufhebung der ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates auf die Kosten der Lebenshaltung zu vermeiden – folgender Zusatz beizufügen wäre: Artikel 1, Ziffer 1: „Der Bund kann Vorschriften erlassen über Miet- und Pachtzinse sowie zum Schutze der Mieter. Er kann seine Befugnisse den Kantonen übertragen.“ Die Verfassungsbestimmung ist in einem lebhaften Abstimmungskampf von Volk und Ständen am 23. November 1952 mit grossem Mehr angenommen worden. Damit hat das Volk seinen Willen bekundet, dass sowohl die Preiskontrolle, als vor allem auch die Mietpreiskontrolle weiterzuführen sei. Nun galt es, den entsprechenden Bundesbeschluss über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle zu fassen. In seinem Entwurf beantragte der Bundesrat, ihn zur Lockerung der Mietpreiskontrolle ab 1954 zu ermächtigen, wobei für Zeitpunkt und Ausmass der Erhöhung die Entwicklung der Lebenshaltungskosten und der Einkommensverhältnisse sowie des Leerwohnungsbestandes berücksichtigt werden sollte. An Stelle der „Kann“-Formel für die Lockerung der Mietpreise, wie sie der Bundesrat auf Grund des Textes des

Verfassungsartikels wünschte, setzte die Mehrheit der Bundesversammlung die „Muss“-Formel, wobei allerdings auch bei dieser Vorschrift auf die Entwicklung der Lebenshaltungskosten und der Einkommensverhältnisse sowie bei kategorienweiser oder regionaler Freigabe auf den Leerwohnungsbestand Rücksicht genommen werden sollte. Die Vertreter des Gewerkschaftsbundes und der Sozialdemokratischen Partei sahen in dieser Ausführungsbestimmung einen flagranten Widerspruch zum Wortlaut des Verfassungsartikels und bekämpften sie mit aller Schärfe.

Herr Bundesrat Rubattel hatte in der Sitzung der Kommission des Ständerates zur Vorberatung dieses Bundesbeschlusses am 22. Mai 1953 in Spiez erklärt:

«La situation est donc claire: l'obligation d'assouplir dès 1954 est conditionnée; il convient d'éviter des troubles. Cela est expressément dit non seulement au préambule mais aussi à l'article 3.

Il serait d'ailleurs inconcevable, si l'on voulait à tout prix respecter l'obligation, d'autoriser des augmentations générales limitées à 1% par exemple.

Le Conseil fédéral s'efforcera d'assouplir mais s'y opposera s'il en résulte des difficultés pouvant entraîner de fâcheuses répercussions économiques ou des rigueurs d'ordre social.»

Diese Erklärung von Herrn Bundesrat Rubattel, in Zusammenhang mit der Diskussion über die Frage um die Muss- und Kann-Formel, konnte weitgehend beruhigen. Aber diejenigen, die nicht Vertrauen dazu hatten, haben leider Recht behalten. Wir sind der Ansicht, dass die letzte Lockerung der Mietpreiskontrolle, die der Bundesrat im Jahre 1954 noch beschlossen hat, gegen diese Erklärung verstösst.

Der Bundesbeschluss über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle wurde von beiden Räten am 10. Juni 1953 gefasst und dem Referendum unterstellt. Richtig ist, dass gegen den Bundesbeschluss weder von der Sozialdemokratischen Partei noch vom Gewerkschaftsbund das Referendum ergriffen wurde. Aber es ist grundfalsch, daraus eine Zustimmung zum Beschluss abzuleiten oder die Lancierung der Initiative zum Schutze der Mieter und Konsumenten auf politische Spekulationen zurückzuführen. Die Lage war viel einfacher; sie wurde in Zusammenhang mit der Diskussion über die Frage der Lancierung der Initiative laut Protokoll des 32. Gewerkschaftskongresses vom 11. bis 13. September 1953 vom damaligen Präsidenten des Gewerkschaftsbundes, Nationalrat Bratschi, in folgender Weise umschrieben: „Ich stelle fest, dass der Bundesbeschluss, wie er in Kraft ist, nachdem das Referendum unbenutzt abgelaufen ist, für das Jahr 1954 einen gewissen Schutz bietet. Deshalb haben wir das Referendum nicht verlangt. Wir konnten nicht riskieren, den Schutz, der durch diesen Bundesbeschluss erreicht ist, zu verlieren, ohne etwas anderes zu haben. Also haben wir das Referendum nicht verlangt, und wir behalten diesen Bundesbeschluss für das Jahr 1954. Im Laufe dieses Jahres könnte der Bundesrat nur in ganz eng umschriebenem Rahmen und unter streng umschriebenen Bedingungen eine Mietzinserhöhung zugehen.“

Darüber hinaus hat der Chef des Volkswirtschaftsdepartementes übrigens erklärt, dass der Bundesrat

nicht daran denke, im Jahre 1954 von dieser Möglichkeit Gebrauch zu machen. Gefährlich wird die Sache am 1. Januar 1955: dort müsste nach dem neuen Bundesbeschluss die Lockerung eintreten, und das möchten wir mit unserer Initiative verhindern.“

Sie sehen also, dass einzig und allein aus Zeitnot heraus das Referendum nicht ergriffen werden konnte, weil es nicht möglich gewesen wäre, zur rechten Zeit durch einen neuen Bundesbeschluss die Mietzinskontrolle zu verlängern.

Nun zur Initiative selbst. Sie sieht zunächst eine Überwachung der Preise und Margen für Waren, industrielle und gewerbliche Leistungen sowie die Miet- und Pachtzinse vor. Nur wenn erhebliche Störungen der Marktverhältnisse eintreten oder die Preisbildung für staatliche Schutzmassnahmen beeinflusst wird, sollen Höchstpreisvorschriften erlassen und nötigenfalls Preisausgleichsmassnahmen getroffen werden. Es ist deshalb eine zweckbedingte Übertreibung, wenn gesagt wird, die Initiative bezwecke die Wiedereinführung der Preiskontrolle im früheren Sinne. Nur dort soll sie weitergehend, als der Bundesrat in seinem Entwurf vorsieht, wieder eingesetzt werden, wo erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen eintreten. Wer überzeugt ist, wie offenbar die Mehrheit unserer Kommission, dass solche erhebliche Störungen in den Marktverhältnissen in den nächsten Jahren nicht eintreten, hat deshalb auch die Wiedereinführung der Preiskontrolle und von Preiskontrollvorschriften nicht zu befürchten. Im übrigen wird es Sache der Kunst des Bundesrates sein, die Preisüberwachung unter Anspruchnahme bestehender Institutionen möglichst einfach und wirksam zu gestalten.

Die wichtigste Bestimmung der Initiative ist die Vorschrift, dass die Mietzinse der Wohnungen und Geschäftsräume ohne behördliche Genehmigung nicht über den am 31. Dezember 1953 zulässigen Stand erhöht werden dürfen, wobei die nach dem 31. Dezember 1948 bezugsbereit gewordenen Neubauten sowie die möblierten Einzelzimmer und Ferienwohnungen von der Kontrolle ausgenommen sind. Massgebend für die Mietpreisfestsetzung soll das Lastendeckungsprinzip sein, wobei für die vor dem Jahre 1940 errichteten Bauten der Vorkriegswert und für später errichtete Bauten die branchenüblichen Erstellungskosten einzusetzen sind.

Die Initiative lehnt aber nicht jede Lockerung der Kontrolle ab. Dagegen verlangt sie für die Lockerung die Voraussetzung, welche für jede möglichst gerechte Festsetzung eines Preises gilt, nämlich einen genügenden Vorrat. Sie verlangt jene Voraussetzungen, wie sie im Verfassungsartikel enthalten waren. Wo Mangel an einer Ware besteht, liegt die Gefahr einer ungerechtfertigten Preisfestsetzung vor. Das anerkennt auch der Bundesrat in seinem Gegenentwurf, indem er für Waren, die für das Inland bestimmt sind und deren Preisbildung durch Schutzmassnahmen beeinflusst wird, Höchstpreisvorschriften erlassen und Preisausgleichsmassnahmen treffen will, sofern sich das als notwendig erweist. Das ist sehr gut und notwendig. Aber warum nur für die Produkte unserer Bauern? Sind wir sicher, dass nicht auch auf anderen Gebieten Warenmangel auftreten kann? Der Mangel ist da auf dem Gebiete des Wohnungsmarktes. Er wurde auch vom Bundesrat

in seiner Botschaft zum Beschluss betreffend Aufschub des Kündigungstermins anerkannt. Solange dieser Mangel besteht, wird die Entwicklung des Mietpreises keine natürliche sein. Ist es unbillig, wenn der Besitzer einer Altwohnung verhindert wird, die Notlage auf dem Wohnungsmarkt auszunutzen? Sicher nicht. Die Mietpreiskontrolle gestattet dem Vermieter eine Verzinsung des Eigenkapitals von mehr als 4% zu. Er ist wesentlich günstiger gestellt als die Besitzer festverzinslicher Wertpapiere. Verglichen mit diesen ist für ihn die Teuerung weitgehend ausgeglichen. Für Reparaturen wird eine Pauschale von 1½% berechnet, für Abschreibungen ½% des unabgeschriebenen Vorkriegswertes. Ausserdem wurde eine Verwaltungsquote von 3 bis 5% des Bruttoertrages zugestanden.

Machen wir einmal eine kleine Rechnung. Ein Hausbesitzer hat anno 1939 ein Haus im Werte von 100 000 Franken gehabt. Er hat dieses Haus mit einer I. Hypothek von 60 000 Franken belastet. 40 000 Franken hat er eigenes Kapital in diesem Haus. Er hat 1939 einen Zins von 6000 Franken aus diesem Haus bezogen und für die I. Hypothek 2400 Franken bezahlt. Es blieben ihm also im Jahre 1939 brutto 3600 Franken. Im Jahre 1954 bezieht er aus diesem Haus mit den Zuschlägen, die der Bundesrat gestattet hat, 6900 Franken Zins, ohne den letzten Zuschlag 6600 Franken. Rechnen wir mit den 6900 Franken Zins. Für die I. Hypothek zahlt er heute nicht mehr 4%, sondern 3%. Wenn er geschickt ist, bekommt er das Geld auch zu 2¾%. Er muss für die I. Hypothek 1650 statt 2400 Franken Zins bezahlen. Es bleiben ihm heute brutto 5250 Franken. Es ist deshalb nicht richtig zu behaupten, dass der Hausbesitzer nicht einen Teuerungsausgleich erfahren habe. Er hat ihn im Gegensatz zum Rentner erfahren, der fest verzinsliche Anlagen hatte und von seinen 40 000 Franken im Jahre 1939 zu 4% 1600 Franken eingenommen hat und heute zu 2¾% nur noch 950 Franken. Während wir also auf der einen Seite beim Hausbesitzer eine bedeutende Vermehrung der Einnahmen des Eigenkapitals feststellen können, müssen wir zugeben, dass der Rentner, der festverzinsliche Papiere hat, eine wesentliche Einbusse erfahren hat.

Sicher werden durch die Mietpreiskontrolle auch Mieter geschützt, welche auf Grund ihres Einkommens einen höheren Mietzins bezahlen könnten; aber die grosse Mehrheit der Mieter würde dadurch eine wesentliche Verschlechterung ihres Lebensstandards erfahren. Gerade die kinderreichen Familien würden unter der Erhöhung des Mietzinses besonders leiden. Sicher stehen sich beim Kampf um die Mietpreise, wie Herr Bundesrat Rubattel das im Nationalrat gesagt hat, zwei Tendenzen gegenüber; die eine ist diktiert von der Rücksicht auf das Interesse der Mieter und damit des im allgemeinen weniger gut situierten Teils unserer Bevölkerung, während jene, die einen raschen Abbau der Mietpreiskontrolle verlangen, dies mit dem Begehren nach einer möglichst weitgehenden Rückkehr zur freien Wirtschaft begründen. Demgegenüber ist zu den Ausführungen, die ich in bezug auf das Verhältnis zwischen Rentner und Hausbesitzer gemacht habe, zu sagen, dass unser Volk in seiner Mehrheit sicher nicht anerkennt, dass das arbeitslose Einkommen dem Arbeitseinkommen gleichgestellt werden soll,

dass für arbeitsloses Einkommen ein Teuerungsausgleich verlangt werden soll, wie es derjenige mit Recht tut, der durch seine Arbeit sein Brot verdient. Es ist unbillig, das Begehren für den Wohnungsmarkt, der sich noch in einer sehr heiklen Lage befindet, zu stellen, dass wir auch hier schon wieder zur freien Wirtschaft zurückkehren sollen. Übrigens ist darauf hinzuweisen, dass wir durchaus nicht in einer freien Wirtschaft leben. Ich erinnere an die Bestimmungen in der Landwirtschaft. Unsere Landwirtschaft ist nicht frei, sondern weitgehend dirigiert. Die Landwirtschaft wird in dem Sinne dirigiert, als der Konsument die Lasten dafür zu tragen hat, dass der Bauer zu einem angemessenen Lohn für seine Arbeit kommt. Wir haben dagegen nichts einzuwenden. Wir haben das Landwirtschaftsgesetz unterstützt. Aber auch bei den Massnahmen in bezug auf die Landwirtschaft ist es so, dass nicht unterschieden wird zwischen Schutzmassnahmen für arme und für reiche Bauern. Die Schutzmassnahmen in der Landwirtschaft kommen dem armen und dem reichen Bauer in gleicher Weise zugute. Wenn wir deshalb verlangen, dass die Mietpreiskontrolle aufrechterhalten werde, so lassen wir den Einwand nicht gelten, dass dadurch arme Mieter geschützt werden und es ungerechtfertigt sei, den reichen Mietern den Schutz ebenfalls zuteil werden zu lassen.

Nun, sicher gibt es Gebiete, wo eine gewisse Rückkehr zur liberalen Wirtschaft mithelfen könnte, einen selbsttragenden Wohnungsmarkt herbeizuführen. Aber gerade da haben wir eine ausserordentlich starke Verbandswirtschaft und nicht eine liberale Wirtschaft. Das ist im Submissionswesen der Fall dort, wo die Arbeiten zu vergeblich sind. Erkundigen Sie sich einmal, ob ein Handwerksmeister noch in der Lage ist, frei seine Submission einzureichen oder ob er sich nicht beim Verband über den Preis erkundigen muss, den er anzurechnen hat, wenn er Bauaufträge ausführt. Nicht nur Verbandswirtschaft, sondern, wir haben es im Zusammenhang mit dem genossenschaftlichen Wohnungsbau erfahren, eine gewisse Korruptionswirtschaft hat sich auf dem Wohnungsmarkt herausgebildet. Nicht nur jene kleinen Genossenschaftsfunktionäre, die sich dazu verleiten liessen, Abgebote anzunehmen, gehörten vor das Gericht, sondern vor allem gehörten jene vor das Gericht, die diese kleinen Leute verleitet haben, Geld anzunehmen, das ihnen nicht gehörte. Die Abgebote sind aber ein Beweis dafür, dass wir auf dem Gebiet des Wohnungsmarktes nicht in einer freien Wirtschaft leben. Man könnte billiger bauen, ohne dass derjenige, der den Bau ausführt, leiden würde, wenn hier die freie Wirtschaft wieder Platz greifen würde. Beweis dafür, dass ohne Schaden billiger gebaut werden könnte, sind eben die Abgebote, die bezahlt werden. Es wurde behauptet, eine Angleichung der Altmieten an die für Neubauten erforderlichen Mietzinse würde zu einer vermehrten Wohnungsproduktion führen, indem dadurch die Bereitschaft, in neue Wohnungen zu ziehen, gesteigert würde. Das mag zu einem kleinen Teil richtig sein. Dieser kleine Vorteil würde aber erkaufte durch eine ungerechtfertigte Mietzinssteigerung für die Altmieten mit geringem Einkommen, welche sich eine Neuwohnung nicht leisten können oder nur solange, bis der erste Mietzins fällig ist, worauf sie dann exmittiert werden. Es wurde auch gesagt, unsere Bevölkerung be-

ansprüche zuviel Wohnraum, man wolle sie über den Mietpreis zwingen, wieder näher zusammenzurücken. Die Behauptung, dass der Mietzinsstopp zu einer Vergeudung des verfügbaren Wohnraums geführt habe, hat unser statistisches Amt zu einer Erhebung über die Wohndichte im Kanton Basel-Stadt veranlasst. Darnach ist die mittlere Bewohnerzahl je 100 Räume von 1941 bis 1950 nicht mehr als von 86 auf 85 Personen zurückgegangen. Der Anteil der ausgesprochen schwachbesetzten Wohnungen ist gesamthaft von 18,9 auf 20,3% gestiegen und innerhalb der Miet- bzw. Genossenschaftswohnungen von 13,4 auf 15,5%. Dieser Zunahme steht indessen ein Rückgang gegenüber, der eindeutig als sozialer Fortschritt zu werten ist: die relativ dicht besetzten und die ausgesprochen überfüllten Wohnungen mit über 1,25 bzw. über 2 Bewohnern je Raum, worunter 1941 noch nahezu 24% des Gesamtbestandes figurierten, vereinigen jetzt nurmehr knapp 21% aller Wohnstätten auf sich. Innerhalb der Mietwohnungen beträgt ihr Raumanteil aber immer noch gegen 25%, d. h. dass im Kanton Basel-Stadt immer noch 25% aller Mieterfamilien in Wohnungen leben müssen, wo auf die einzelne Person weniger als ein Raum entfällt.

Wir begrüssen die Lockerung der Wohndichte. Sie liegt im Interesse der Hygiene und der Moral der Familie. Es ist erwünscht, dass Vater und Mutter ein eigenes Schlafzimmer haben, und dass die heranwachsenden Kinder beim Schlafen nach Geschlecht getrennt werden können. Es ist aber auch kein Unglück, sondern im Gegenteil ein Glück, wenn dank der AHV-Rente sich unsere Alten das leisten können, was der Berner Bauer sich schon seit Jahrhunderten leistet, nämlich das Stöckli, die eigene Wohnung. Darunter leidet die Familienzugehörigkeit nicht, im Gegenteil. Man liebt sich mehr, wenn man sich nicht auf den Füßen herumtritt.

Der Mietpreisstopp hat den Abbruch alter Wohnungen gefördert und dadurch den Wohnraum verknappt, so wird weiter gesagt. Untersuchen wir, was für Häuser abgebrochen wurden, dann werden wir zwei Kategorien finden, einmal grosse Einfamilienhäuser, Villen, die niemand mehr bewohnen will, mit ansehnlichem oder grossem Umschwung, oder dann sanierungsbedürftige Altbauten. Sicher sind die Bewohner solcher Altbauten vorübergehend in eine Notlage gekommen. Sie mussten meistens von den Gemeinden untergebracht werden. Wenn aber Häuser abgerissen wurden, in deren Höhlen man beim Abbruch nur mit Schaudern blickte, wenn an der Ochsen-gasse in Basel ein Haus, in dem an einem langen Gang 9 Wohnungen ohne eigenes Wasser und ohne eigene WC lagen, und die Mieter das Wasser am gemeinsamen Hahnen im Gang holen mussten, dann wollen wir uns freuen, dass solche Bauten dem Erdboden gleichgemacht und durch Neubauten ersetzt wurden, auch wenn vorübergehend dadurch gewisse Schwierigkeiten entstanden. Nicht der Mietpreisstopp, sondern die teuren Bodenpreise und das gewaltige Investitionsbedürfnis sind schuld an dem Abbruch von Altwohnungen. Das Kapital rentiert in Altwohnungen mindestens ebenso gut wie in den neuen Wohnungen; im Gegenteil, es ist festgestellt, dass Neubauten im allgemeinen höchstens 6% Verzinsung erreichen können, während bei Altwohnungen bis über 6% zugestanden wurden. Ich sage, das

Kapital rentiert in Altwohnungen mindestens ebenso gut wie in neuen Wohnungen, aber man will mehr Kapital investieren. Diese Investitionen bieten eine grössere Sicherheit und vor allem eine grössere Rendite als andere Kapitalanlagen. Darum treten heute Versicherungsgesellschaften und andere Anlagehungrige auf dem Baumarkt auf und treiben die Bodenpreise unsinnig in die Höhe, nicht wegen des Mietpreisstoppes.

Es wird auch erklärt, man sehe daran, wie unbeliebt es beim Hausbesitzer sei, ein Haus zu haben und wie unbequem die Mietpreisvorschriften seien, dass so viele Handwechsel stattfinden. Nun, wenn Handänderungen stattfinden, muss immer einer da sein, der Freude daran hat, ein Haus zu kaufen. Also könnte man sagen: der Unlust auf der einen Seite steht die sichere Anlage auf der Gegenseite gegenüber. Aber die grosse Zahl der Handwechsel hat eine andere Ursache. Die Leute sind nämlich klug; namentlich der Basler ist klug. Er weiss, dass man sein Scherflein dann aufs trockene bringen muss, wenn die Zeiten günstig sind. Man muss verkaufen, wenn die Ware viel gilt; man muss kaufen, wenn die Ware billig ist. Darum verkaufen sie zum Teil jetzt ihre Häuser, um das Scherflein ins trockene zu bringen, und sie hoffen darauf, dass, wenn der Preis gesunken ist, sie wieder kaufen können.

Aber die wichtigste Frage: Sind heute die Bedingungen für eine Lockerung der Mietpreise, wie sie im Verfassungsartikel und sogar im Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 enthalten sind, erfüllt? Wir stellen fest, dass der Index von 170, um den seinerzeit der Bundesrat, Arbeitnehmer- und Arbeitgeberverbände zum grossen Vorteil für unsere Wirtschaft kämpfen, überschritten ist. Der Index steigt und fällt nicht; er ist heute auf 172,5, nach Basler Preisen berechnet auf 174. Er fällt nicht, wie es doch Herr Bundesrat Rubattel für eine Lockerung der Mietpreise in der ständerätlichen Kommission seinerzeit als Voraussetzung bezeichnete. Die Bewegung ist die umgekehrte als diejenige, welche vorausgesetzt wurde, um eine Lockerung eintreten zu lassen. Die Preisentwicklung geht nach oben. Wenn Sie Vernehmlassungen aus unserer Exportindustrie lesen, können Sie feststellen, dass diese nicht frei ist von der Sorge, dass wir wieder zur Preisinsel werden und die Hotellerie ihrer günstigen Konkurrenzlage verlustig geht. Diese Entwicklung soll nun ausgerechnet durch die Lockerung der Mietpreise verstärkt werden. Dass die zunehmende Teuerung durch Teuerungszulagen ausgeglichen werden muss, hat der Bundesrat beim Bundespersonal bereits vernünftigerweise anerkannt. Glauben Sie nicht, dass die privaten Angestellten und Arbeiter stillé sitzen werden. An Stelle des allgemeinen Wohles tritt die liberale Wirtschaft, wobei jeder soviel herauszuholen sucht, als ihm unter den gegebenen Verhältnissen möglich ist. Die Schraube ohne Ende bewegt sich in zunehmendem Tempo nach oben, zum Schaden aller, aber vor allem zum Schaden der Kleinentner, die keine Mittel haben, der Teuerung auszuweichen, die sie wieder trifft. Es erhöhen sich aber auch die Baukosten, und die Diskrepanz zwischen Alt- und Neumieten, die durch die Lockerung der Preiskontrolle behoben werden sollte, wird durch die Teuerung vergrössert. Jene Situation, die wir glücklicherweise in unserem Lande durch die Mass-

nahmen des Bundesrates und der Verbände hatten, wird heute über Bord geworfen. Man verzichtet darauf, die Teuerung zu verhindern und einen Standard aufrechtzuerhalten, über den wir alle, man darf ruhig sagen, froh sein konnten. Denn wenn es auch vielen Leuten noch nicht gut gehen mag, so geht es sicher denjenigen gut, die über Besitz verfügen.

Man wirft der Initiative vor, sie wolle die Mietpreiskontrolle verewigen. Das ist nicht der Fall. Artikel 6 sieht ausdrücklich vor, dass sie schrittweise abgebaut werden kann, wenn ein nach Wohngrösse und Preislage genügender Leerbestand an Mietobjekten vorhanden ist. Zeitpunkt und Ausmass der Lockerung sind so zu wählen, dass die Lebenshaltungskosten und Einkommensverhältnisse nicht nachteilig beeinflusst werden. Wann wird ein genügender Leerbestand an Mietobjekten geschaffen werden können? Nicht wenn die Altmieten gesteigert werden, sondern wenn der Lohn des Angestellten und Arbeiters so hoch und auf der andern Seite die Baukosten so niedrig sind, dass mit einem Sechstel dieses Lohnes eine Dreizimmerwohnung erstellt werden kann. Solange dieses Verhältnis nicht erreicht ist, werden industrielle Gemeinden mit Wohnungsnot zu kämpfen haben und weiterhin Wohnungen für Minderbemittelte erstellen müssen. Die Altmieten sollen aber durch die Mietpreiskontrolle geschützt und eine neue Teuerungswelle soll im Interesse aller verhindert werden.

#### *Allgemeine Beratung – Discussion générale*

**M. Picot:** Je n'ai pas l'intention de présenter, comme l'a fait M. Wenk d'une manière intéressante, un rapport détaillé sur toute la question. Je désire simplement exposer pourquoi j'engage le Conseil des Etats à voter le contreprojet, avec des arguments peut-être un peu différents de ceux de plusieurs députés.

Il ne faut pas considérer la notion même du contrôle des prix comme un épouvantail. Il ne faut pas oublier – personnellement je ne l'oublie pas puisque, pendant neuf ans, en qualité de chef du Département du commerce et de l'industrie du canton de Genève, j'ai eu un contrôle des prix – que le contrôle des prix est nécessaire à certaines périodes. Ce fut, par exemple, le cas en 1936. Après la grande décision de dévaluation du franc suisse prise le 26 septembre, le contrôle des prix fut institué très brusquement, d'une façon assez inattendue, par le conseiller fédéral Hermann Obrecht. Cela a rendu de très grands services et assuré en somme la réussite de la dévaluation. De même, entre 1939 et 1945, l'appareil du contrôle des prix a été extrêmement utile.

Il suffit de faire la comparaison avec la hausse des prix de 1914 à 1918 et de la deuxième guerre pour comprendre que l'institution a pu rendre des services. Alors que la vie a monté, pendant la guerre de 1939 à 1945, vers 160, elle était montée, pendant la guerre de 1914 à 1918 et encore en 1920 jusqu'à 220 parce que les producteurs avaient été laissés entièrement libres.

Il est évident qu'il y a des moments où le contrôle des prix a son utilité. Nous devons reconnaître que la tâche des services est toujours ingrate. J'ai été frappé, pendant les années où je me suis occupé

spécialement de cet objet, de constater que le chef du contrôle des prix recevait tous les jours des lettres et des démarches de producteurs qui se mettaient dans un état violent parce qu'on empêchait une élévation des prix. Par contre, je crois que jamais il n'a reçu une visite de consommateurs venant le remercier de l'excellent résultat réalisé par le fait que la vie n'augmentait pas trop.

Enfin, si le contrôle des prix peut rendre des services, c'est quand même un appareil bureaucratique et, quand on peut s'en passer, cela vaut mieux. Nous avons fait, à cet égard, des expériences intéressantes puisqu'au moment où après l'affaire de Corée, le coût de la vie a augmenté sur l'ensemble de la planète, la Suisse, sans mesures nouvelles de contrôle des prix, est arrivée à un résultat intéressant, c'est-à-dire à une moindre augmentation du coût de la vie que dans les autres pays.

Par conséquent, il ne faut pas — et je crois que là, les autorités fédérales, en particulier le Conseil fédéral, ont bien agi — il ne faut pas aller jusqu'à l'extrême dans le contrôle des prix; il faut rester dans une ligne moyenne — eine mittlere Linie — et trouver des solutions raisonnables. Je ne crois pas que l'initiative, telle qu'elle nous est présentée par le Parti socialiste, constitue précisément une de ces solutions raisonnables. On a l'impression que l'on veut nous engager dans un système bureaucratique très prononcé. On le voit spécialement par cet article 9 qui donne, en passant par-dessus la tête de l'Assemblée fédérale, des pouvoirs extraordinaires au Conseil fédéral pour les mesures d'exécution. Au lieu de suivre le rythme d'un article constitutionnel, d'une intervention des Chambres par la législation puis d'une intervention du Conseil fédéral pour les détails, on se passe du Parlement et l'on rétablit, en somme, par cet article 9, des pleins pouvoirs dont on ne veut plus depuis de longues années et qu'on a mis assez de temps et de peine à écarter.

On dira que le Conseil fédéral sera toujours raisonnable dans ces mesures. Il s'agit là d'un domaine où le conseiller fédéral, chef du Département, ne peut entrer dans les détails et, finalement, c'est l'administration qui prend la haute main. Cet article 9 est très dangereux. Très dangereux aussi l'article de principe qui rétablit, à l'article 2, le contrôle des prix pour l'ensemble des marchandises.

M. Wenk a dit tout à l'heure que cela ne voulait pas dire qu'on rétablirait l'ensemble du contrôle des prix; c'est quand même une ouverture de la porte, qui nous effraie et qui paraît beaucoup trop grande. Nous sommes persuadés que l'opinion publique jugera que cette rentrée en jeu des pleins pouvoirs est un élément dangereux et préférera rejeter cette initiative malgré ce qu'elle veut apporter de positif.

Il est certain que le point le plus important en cette matière c'est la question des loyers. Cette question est délicate. Je crois qu'il convient d'admettre que nous nous trouvons devant deux idéaux, deux pôles qui sont absolument opposés. Si nous songeons en fait que les loyers n'ont été que relativement peu augmentés en face de l'augmentation du coût de la vie, surtout en face de l'augmentation formidable des prix des entrepreneurs dans la construction, nous devons, avec toute notre énergie, craindre de tomber dans la situation de la France qui, au cours de la première guerre, a introduit une

législation protectrice des loyers extraordinairement rigoureuse et qui n'a guère été efficace sur le terrain social. En protégeant les locataires, on leur a finalement rendu les plus mauvais services. Que vous alliez à Paris, à Lyon ou dans une petite ville française, vous constatez l'état de délabrement dans lequel sont tombés les immeubles parce que les loyers n'ont pas été suffisamment augmentés. Vous constatez que presque partout on n'a pas voulu changer les ascenseurs qui montent à peu près à la vitesse du niveau d'un lac entre l'hiver et l'été. Vous constatez l'usure, la poussière partout parce que ni les locataires, ni les propriétaires ne veulent rien faire. Je me rappelle toujours qu'ayant envoyé mon fils à Paris pour voir la capitale, il m'a dit: «Mais, papa, tu m'avais dit que Paris était une si belle ville! Toutes ces façades usées, ce n'est vraiment pas très engageant!»

Nous devons faire un effort pour ne pas tomber dans une protection des loyers qui aboutisse à des résultats semblables.

Mais il y a un autre pôle de discussion: c'est évidemment l'extrême sensibilité de l'opinion en cette matière. Nous devons bien nous rendre compte que les locataires les plus aisés comme les locataires les plus modestes, ont une crainte panique de la hausse parce que c'est la menace de déséquilibre du budget. Toutes ces mesures d'augmentation des loyers peuvent amener un trouble très profond dans l'opinion. Je vous donne un exemple. Il y a quelques semaines, j'ai voyagé à côté d'un jeune mécanicien qui n'avait rien de communiste, qui n'était pas un homme d'extrême gauche — c'était, je crois, un bon radical — (*rires*) et j'ai causé pendant une heure ou deux avec lui de l'ensemble des problèmes politiques. Nous avons passé en revue diverses matières. Je me suis rendu compte qu'une seule question l'intéressait. C'était la question de l'augmentation de son loyer, c'était le problème crucial, la crainte de se trouver avec ses enfants, avec sa chère épouse, dans une situation délicate du point de vue des loyers. Il m'a semblé plusieurs fois dans des conversations de ce genre toucher du doigt avec quelle sagesse politique il faut agir dans ces matières. Nous devons bien reconnaître que là, le Conseil fédéral, avec son contreprojet, nous fait une proposition tout à fait raisonnable. Au lieu de prolonger un certain contrôle jusqu'en 1956, un contrôle qui sera intelligent, qui permettra peut-être encore quelques augmentations, qui permettra une progression, on prolongera cette phase d'adaptation qui est une phase nécessaire de 1956 à 1960. Cette solution vaut mieux que les solutions de l'initiative socialiste qui aboutissent, par exemple, à l'article 7, à créer un droit encore exceptionnel pour la résiliation des baux à loyer. Ce sont encore des formalités, encore des commissions de loyers, encore une masse de mesures qui augmentent l'intervention de l'Etat et qui ne sont pas judicieuses.

Je crois que la ligne moyenne qui a été proposée par M. Rubattel est raisonnable. J'ai évoqué tout à l'heure le spectre des immeubles parisiens. J'évoquerai maintenant une opinion qui a été énoncée par le représentant du Conseil fédéral ici présent lors d'un précédent débat. Il est patent que la pleine occupation des logements fait que les propriétaires suisses ne se trouvent pas tout à fait dans une situa-

tion comparable à celle des propriétaires français. Un immeuble à loyers relativement modérés, pleinement occupé, rapporte suffisamment et il n'est pas nécessaire de prendre des mesures de retour absolu à l'économie libérale. Des mesures moyennes, telles que celles qui sont actuellement envisagées, sont suffisantes. L'autorité ne doit pas oublier qu'il faut arriver peu à peu à une augmentation des loyers mais la question du tempo est très importante.

En vertu de ces considérations, j'engage le Conseil des Etats à voter le contreprojet de l'Assemblée fédérale, qui constitue un pas fait à la rencontre des locataires mais sans entrer dans le lourd appareil de l'initiative socialiste.

**Speiser:** Die Initiative, die wir zu behandeln haben, entspringt der Tatsache, dass wir in gewissen Gegenden der Schweiz eine gewisse Wohnungsnot haben. Diese ist allerdings im Abflauen, und es würde mich nicht wundern, wenn in einigen Jahren angesichts der Unzahl von Neubauten, von Mietskasernen usw., die überall entstehen, das Blättlein sich ganz wendete. Wenn wir aber annehmen, dass die Wohnungsnot ein Übel ist, das behoben werden sollte, so müssen wir diese Initiative mit der Frage ansehen: Hilft sie mit, die Wohnungsnot zu beheben, oder nicht? Wenn ich da ganz kritisch und nüchtern die Initiative lese, so muss ich sagen, sie hilft in keiner Weise, die Wohnungsnot beheben. Sie tut sogar zum Teil das Gegenteil. Sie schützt den Mieter, schützt diejenigen, die bereits Wohnungen haben, sie tut aber gar nichts für die vielen, die gerne Mieter sein möchten und nicht sein können, weil sie keine Wohnung finden. Es ist ein Verfassungsartikel zum Schutze der „*beati possidentes*“. Sie tut aber noch viel mehr. Sie ist nämlich eigentlich nichts anderes, als ein getarnter Versuch der Einführung der Planwirtschaft auf allen Gebieten der schweizerischen Wirtschaft. Mieten, Pachten, Waren, industrielle und gewerbliche Leistungen sollen vorläufig einmal überwacht werden. Aber das ist ganz klar nur gedacht als Vorstufe zur Kontrolle und als Vorstufe zum Diktat. Wenn Sie die Artikel 5, 6, 7 und 8 der Initiative lesen, sehen Sie ganz genau, wohin der Weg gehen soll, den man uns zumutet. Die Initiative ist aber der Versuch der Einführung der Planwirtschaft auf nur einem Geleise, nicht auf einer Doppelspur. Sie beruht auf dem Irrtum, dass man mit dem Preise allein die Wirtschaft lenken könnte. Das genügt aber nicht. Man muss, wenn man schon die Wirtschaft ganz lenken will, die Produktion, die Preise und die Verteilung in die Finger bekommen, sonst entgleitet alles. Erst, wenn man alle diese Faktoren in der Hand hat und der Staat alles leiten und diktieren kann, erst dann kann er erreichen, was wir wünschen, nämlich den Beweis, dass die Planwirtschaft nun zu einem grossen Fiasko führen kann, wie wir das ja schon anderswo gesehen haben.

Preiskontrolle allein, ohne Rationierung geht nicht, das haben die Erfahrungen der Kriegsjahre zur Genüge bewiesen. Eines ruft unweigerlich dem andern. Wenn Sie Rationierung einführen ohne Preiskontrolle, so helfen Sie dem Bedürftigen gar nicht; denn die Preise werden so steigen, dass er trotz Rationierung nichts kaufen kann; wenn Sie aber eine Preiskontrolle ohne Rationierung ein-

führen, wie es hier sinngemäss geschieht, so ist dies ruinös für den Produzenten und wird ihn unweigerlich entweder zur Produktionsverminderung oder zur Hamsterei führen. Im Falle von Wohnungen führt es zum Abbruch. Das haben wir schon erlebt und ist bereits erwähnt worden. Diese Feststellung basiert natürlich auf der Annahme, dass der Preis, den die Preiskontrolle festsetzt, niedriger ist als der Preis, der im freien Spiel von Angebot und Nachfrage entstehen würde, denn wenn die Preiskontrolle das nicht tut, hat sie überhaupt keinen Sinn. Sie hat nur Sinn, wenn sie den Preis unter das natürliche marktmässige Niveau herunterdrücken kann. Preiskontrolle und Rationierung sind wie siamesische Zwillinge, die Sie nicht chirurgisch voneinander trennen können.

Ich möchte speziell noch auf Artikel 4 der Initiative hinweisen. Logischerweise sollte eigentlich der Abbruch von Althäusern verboten werden. Aber so weit will man offenbar nicht gehen. Man will zwar die Preise kontrollieren, aber nicht verhindern, dass Altwohnungen, deren Preise unter dem Marktwert gehalten werden sollen, abgerissen werden. Das ist ein grosser Mangel in der Zielsetzung. Dieser Artikel 4 wird sicher den Abbruch alter Wohnungen noch mehr beschleunigen als heute schon, oder deren Umwandlung in Geschäftsräume fördern. Er wird also die Sanierung des Wohnungsmarktes verlangsamen, statt beschleunigen.

Aus all diesen Erwägungen möchte ich mich der Kommission anschliessen und beantragen, den Bundesbeschluss, wie er in der Form des Bundesrates vorliegt, anzunehmen.

**Wenk,** Berichterstatter der Minderheit: Ich möchte zunächst zu den Ausführungen des Herrn Picot einige Bemerkungen machen. Wir sollten uns davor hüten, Paris als Beispiel für die Schweiz anzurufen. Ich möchte gern mit Herrn Picot eine Reise durch unsere Städte und Dörfer machen; ich bin überzeugt, dass er nach dieser Reise eine Freude am Zustand unserer Häuser in den Städten und Dörfern hätte. Wenn in Paris die Häuser im Zerfall sind, so herrschen dort ganz andere Verhältnisse in bezug auf die Mietpreiskontrolle als bei uns. Erkundigen Sie sich einmal über das Begehren nach dem Häuserkauf in Paris. Dort ist es nicht so, dass man Häuser kaufen will. Es gibt sogar Häuser, die man geschenkt erhalten könnte, weil die Steuern höher sind als die Mieten. Solche Verhältnisse haben wir glücklicherweise bei uns nicht. Wir haben einen sehr wohlerhaltenen Hausbestand in unserem Land. Wir dürfen stolz darauf sein. Jeder Fremde, der in die Schweiz kommt, bewundert das Aussehen unserer Dörfer und Städte, auch was den Unterhalt der Häuser betrifft.

Zu den Ausführungen von Herrn Speiser möchte ich sagen, dass es mich ausserordentlich freut, wenn er erklärt, die Wohnungsnot sei am Abflauen. Man hat immer behauptet, die Preiskontrolle verhindere das Abflauen der Wohnungsnot. Herr Nationalrat Häberlin hat uns seinerzeit den Vorwurf gemacht, wir glichen dem Patienten, der sich erst operieren lassen wolle, wenn er wieder gesund sei. Ich habe zu jenen Ausführungen von Herrn Nationalrat Häberlin damals bemerkt, es gebe nicht nur eine Chirurgie in der ärztlichen Behandlungsweise, son-

dern auch eine Medizin. Ich freue mich, dass Herr Ständerat Speiser heute zugeben muss, dass unsere Art der Behandlung offenbar die richtige war, nämlich die medizinische. Wir möchten nicht dem bedürftigen Mieter das Bein abhauen lassen, sondern mit der Medizin, wie sie bis heute angewendet wurde, den bedürftigen Mieter schützen. Wir stellen fest, dass jene Behauptung, dass unter der Mietpreiskontrolle überhaupt keine Rückkehr zu normalen Verhältnissen möglich sei, durch die Ausführungen von Herrn Ständerat Speiser widerlegt wird. Wir haben nie behauptet, die Preiskontrolle helfe die Wohnungsnot beheben. Wir traten nicht für die Mietpreiskontrolle ein, um damit den Mangel an Raum zu beheben. Aber die Preiskontrolle behebt eine gewisse Wohnungsnot. Sie behebt die Wohnungsnot des Minderbemittelten in bezug auf den Mietzins, den er bezahlen muss. Sie zwingt ihn nicht, noch einen Untermieter in seine Wohnung zu nehmen, um den verteuerten Mietzins aufzubringen, wenn er schon für die eigene Familie zu wenig Wohnraum hat.

Was die Ausführungen in bezug auf die Wiedereinführung der Preiskontrolle betrifft, kann ich nur auf meinen Ausdruck hinweisen, den ich in meinem ersten Referat verwendet habe. Sowohl was die Lockerung in bezug auf die Mietpreiskontrolle als auch was die Preiskontrolle betrifft, sind es zweckbedingte Übertreibungen, zu behaupten, wir wollten damit beide Institutionen verewigen. Wir wollen diese Institutionen nicht verewigen, aber wir wollen verhindern, dass eine Notlage entsteht, die allerdings nur einen Teil unserer Bevölkerung drückt. Wir wollen versuchen, dass die guten Verhältnisse, die wir in bezug auf Arbeitnehmer und Arbeitgeber haben, die guten Verhältnisse, die hinsichtlich des Lebensstandards und des Preisindex bestehen, die Verhältnisse also, ich betone das noch einmal, unter welchen alle, mit Ausnahme der Kleinrentner, zufrieden sein konnten, weiter andauern. Daher treten wir sowohl für eine Preiskontrolle, wenn sie durch Mängel notwendig wird, wie vorläufig noch für die Mietpreiskontrolle ein.

**M. Rubattel**, président de la Confédération: Les problèmes que soulève de nouveau l'initiative de l'Union syndicale ont été si souvent discutés dans cette salle comme dans l'autre, qu'il est inutile, je pense, que je les reprenne les uns après les autres. Je voudrais simplement, après deux remarques préliminaires, insister sur les raisons essentielles qu'il y a de s'en tenir au contreprojet du Conseil fédéral et de rejeter le texte de l'initiative de l'Union syndicale.

Je suis tout d'abord reconnaissant à M. Picot d'avoir déclaré ici que le contrôle des prix en soi n'est certainement pas condamnable dans son principe, comme on le fait trop souvent. Il est clair que le contrôle des prix a rendu au pays des services éminents, notamment en 1937 et pendant la guerre ou, malgré tout ce que l'on a dit, il a certainement contribué à maintenir le coût de la vie à un niveau convenable. Il est possible que les circonstances obligent un jour de nouveau le Conseil fédéral, sinon l'Assemblée fédérale, à prendre des mesures qui aient pour but et pour résultat un certain contrôle des prix. Ces mesures seront raisonnables à la

seule condition qu'elles soient adaptées à l'objectif à atteindre et qu'elles restent dans la mesure exigée par les événements.

Je ne veux pas entrer en discussion sur le problème de la rentabilité des immeubles. M. Wenk nous a donné sur ce point des renseignements qui sont certainement exacts. Il est des propriétaires, que ce soient des sociétés ou des particuliers, qui, sans aucun doute, retirent des immeubles qu'ils exploitent, des revenus tout à fait suffisants mais il ne faut pas oublier qu'il existe, à côté de ces cas, des dizaines de milliers de petits propriétaires dont la situation a été considérablement amoindrie de 1937/1938 à 1954. Il est tout de même, me semble-t-il, assez immoral qu'un petit propriétaire qui a mis l'entier de ses économies sur un immeuble dont un ou deux logements sont mis en location, que ce petit propriétaire vive dans des conditions sommaires et ne retire de ses loyers, de la part de locataires qui, eux, ont été au bénéfice d'augmentations de salaire ou de traitement qui s'élèvent à 80, 100 ou même 110%, qu'un montant égal ou à peu près égal à celui qu'il retirait avant le deuxième grand conflit international. Ces dizaines de milliers de petits propriétaires méritent quelque considération.

Je note enfin que le Conseil fédéral n'a usé que dans une mesure extrêmement prudente de la possibilité qu'il avait d'intervenir dans le domaine des prix. Jusqu'à maintenant, il n'a pris aucune espèce de mesure qui ait pour résultat de hausser sensiblement le coût de la vie. Tout ce que nous avons fait, c'est de décréter, cette année, si je me souviens bien, une hausse très légère du prix du pain noir. Cette hausse de 2 centimes par kilo ne joue pratiquement aucun rôle sur l'indice du niveau des prix et ne joue aucun rôle quelconque dans la plupart des ménages de notre pays.

Dans ce secteur, nous avons l'obligation de supprimer la péréquation des prix des farines blanches et des farines bises jusqu'à fin 1957. Nous n'avons fait que le strict minimum, l'indispensable. Je pense que nous ne nous sommes exposés, de ce chef, à aucun grief quelconque.

Dans le domaine des caisses de compensation qui devront disparaître à fin 1956, nous n'avons pris jusqu'aujourd'hui aucune mesure qui ait eu pour résultat de renchérir le coût de la vie et d'aggraver la situation des familles à revenu modeste.

Dans le secteur du logement et des loyers, nous avons pris une seule mesure, celle de juin de cette année qui eut pour résultat, ou plutôt qui aura pour résultat de hausser le prix moyen des loyers d'immeubles anciens de 5%. Si nous avons protégé un groupe d'intéressés jusqu'aujourd'hui, c'est bien le groupe des locataires et non celui des propriétaires. Nous pensons que la hausse de 5% n'est en réalité insupportable pour personne.

J'en viens, en deux mots, aux raisons qui me paraissent justifier abondamment la décision prise par le Conseil fédéral de proposer aux Chambres fédérales et au peuple le rejet de l'initiative de l'Union syndicale et le vote du contreprojet dont vous connaissez le texte.

Actuellement, sous le régime en vigueur, l'Etat n'a aucune obligation de surveillance du marché, des prix et des marges. En vertu de l'initiative, l'Etat, en revanche, recevrait dans ce secteur des

compétences extrêmement étendues. L'article 2 de l'initiative est, en effet, ainsi conçu :

«La Confédération surveille les prix et marges de bénéfice exigés pour les marchandises, les services de l'industrie et de l'artisanat, les loyers et les fermages».

C'est pratiquement une surveillance générale que postule cette disposition. Or, pour exercer une surveillance, pour autant qu'on veuille l'exercer, il faut que ceux qui en sont responsables, disposent des organes nécessaires. Or, actuellement, la Confédération ne possède plus qu'un personnel restreint au service du contrôle des prix, si je me souviens bien, une quarantaine de personnes. La plupart des cantons ont, purement et simplement, supprimé tous les organes créés pendant la guerre et n'en ont maintenu aucun en activité. Si la surveillance prévue par l'initiative devait devenir une réalité, il est clair que tous les cantons qui jusqu'aujourd'hui se sont cru autorisés à supprimer les institutions chargées de contrôler l'observation des prescriptions sur les prix, se verraient dans l'obligation de reconstituer tout au moins dans une certaine mesure des organes disparus.

Sur un deuxième point, la situation créée par l'initiative serait toute différente de la situation actuelle; il s'agit des prescriptions sur les prix maximums. Actuellement, l'article premier de l'arrêté du 22 septembre 1952, alinéa 2, dit ceci :

«En outre, la Confédération peut édicter des prescriptions sur les prix maximums et sur la compensation des prix pour des marchandises destinées au marché intérieur lorsque la formation du prix de ces marchés est influencée par des mesures de protection, notamment des restrictions à l'importation ou des droits de douane supplémentaires combinés avec de telles restrictions et par des mesures de soutien émanant de la Confédération».

Les possibilités d'intervention sont donc mesurées, limitées. Elles se réduisent en somme au secteur des marchandises destinées au marché intérieur et protégées d'une manière ou d'une autre contre la concurrence étrangère.

En revanche, l'article 3 de l'initiative est tout à fait différent. Il dit ceci :

«Quand le jeu de l'offre et de la demande est fortement troublé ou que la formation des prix est influencée par des mesures de protection de l'Etat, la Confédération décrète, afin d'empêcher l'augmentation injustifiée des prix et des marges de bénéfice exigées pour les marchandises destinées au marché intérieur et pour les services de l'industrie et de l'artisanat, des prescriptions sur les prix maximums. Elle prend, en outre, au besoin, des mesures en matière de compensation des prix.»

On rétablit ainsi, à certaines conditions, je veux bien, mais difficilement «interprétables», la possibilité pour la Confédération d'intervenir non pas seulement dans le secteur strictement délimité de l'article premier, alinéa 2, des dispositions de l'arrêté actuel mais, en somme, dans l'ensemble des secteurs de l'économie suisse, qu'il s'agisse de produits protégés ou de produits non protégés. Il y a là une extension très marquée des compétences de la Confédération par rapport à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Enfin, si vous me permettez quelques considérations dernières: l'arrêté fédéral sur le contrôle des

prix soumet le Conseil fédéral, lorsqu'il prend certaines décisions rétablissant certains prix maximums, à l'obligation d'obtenir l'approbation de l'Assemblée fédérale. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté actuellement en vigueur dit en effet ceci :

«Ces prescriptions (celles qui auraient été prises par le Conseil fédéral) cesseront de porter effet si, au cours de la session qui suit leur entrée en vigueur, l'Assemblée fédérale ne les approuve pas par un arrêté fédéral soumis au referendum.»

Les pouvoirs du Conseil fédéral sont donc limités par un droit de contrôle strict et rapide de l'Assemblée fédérale.

Or, l'initiative de l'Union syndicale ne met aucun frein quelconque à l'activité possible du Conseil fédéral dans le domaine des prix maximums, des bénéfices et des marges.

Si le peuple acceptait l'initiative, le Conseil fédéral serait libre – cela n'a été contesté nulle part, ni par personne – de prendre quelque mesure que ce soit étendant le contrôle des prix, rétablissant des prix maximums, fixant des marges et des prix, et cela sans aucune réserve, sans que les Chambres fédérales aient un mot à dire, le contrôle parlementaire étant purement et simplement supprimé. Or, dans les circonstances que nous vivons, il est tout de même indiqué, je dirais plus, opportun, nécessaire que les Chambres fédérales contrôlent toute intervention de l'Etat dans le domaine des marges de prix et, surtout, des prix maximums. J'espère que ces pleins pouvoirs donnés au Conseil fédéral – on ne peut pas les appeler autrement – soulèveront dans l'opinion publique les objections qu'ils appellent.

En ce qui concerne les loyers – M. Picot vous en a dit deux mots tout à l'heure – le système admis par l'initiative est exactement opposé à celui de l'additif constitutionnel et de l'arrêté d'exécution de juin 1953. Ce dernier prévoit en effet la suppression, à quelques nuances près, du système admis jusqu'alors, c'est-à-dire le droit accordé à chaque propriétaire en particulier d'intervenir pour demander certaines augmentations. Ce système est remplacé par celui de l'augmentation générale, successive, des loyers. Or, l'initiative de l'Union syndicale suisse revient à l'ancien système, avec tous les inconvénients qui lui sont reconnus, notamment l'inconvénient majeur que ce système ne peut en aucun cas amener un certain rapprochement entre le niveau des loyers d'immeubles anciens et celui des immeubles neufs.

En fin de compte, il faut le dire, le problème soulevé par l'Union syndicale suisse est d'ordre politique. Il s'agit de savoir quelle tendance les Chambres fédérales et le peuple suisse adopteront: celle qui consiste à remettre à l'Etat des pouvoirs de plus en plus marqués, même lorsqu'ils ne sont pas justifiées par les circonstances, et celle qui veut que l'Etat ne s'occupe que des affaires où son intervention est indispensable. Il est certain que l'initiative de l'Union syndicale suisse soutient la première de ces tendances et que son adoption aurait sans doute, à plus ou moins longue échéance, une influence profonde sur la répartition des «pouvoirs» entre l'Etat, d'une part, les personnes, d'autre part.

C'est pour toutes ces raisons de principe, évidentes, essentielles, que le Conseil fédéral vous demande de bien vouloir recommander au peuple le rejet de

l'initiative de l'Union syndicale et l'adoption par le peuple du contreprojet du Conseil fédéral.

On a dit que ce contreprojet était une manœuvre politique du Conseil fédéral, lequel avait simplement tenu à répliquer à l'initiative de l'Union syndicale suisse par ce moyen discutable. Lorsque, il y a un an, vous avez traité de la suppression ou de la limitation du contrôle des prix, décidé la suppression des caisses de compensation survivantes à fin 1956 et de ce qui reste de l'économie de guerre en matière du régime des céréales à fin 1957, j'ai dit et répété qu'il me paraissait extrêmement improbable, à tout le moins difficile, que le Conseil fédéral puisse tenir les délais qui lui étaient imposés par l'Assemblée fédérale. Il est clair aujourd'hui que ces prévisions n'étaient pas trop pessimistes et qu'on ne peut songer présentement à tenir les délais fixés par les arrêtés d'exécution votés en 1953. Le contreprojet du Conseil fédéral se borne à tenir compte de la situation telle qu'elle est. Il vous propose la prolongation des mesures actuellement en vigueur pour la simple raison que cela est nécessaire, étant entendu qu'à la fin de cette prolongation il sera peut-être possible – je n'en suis pas certain – de faire disparaître les dispositions relatives au contrôle des loyers, au régime des céréales panifiables et à la caisse de compensation pour les produits laitiers.

Encore une fois, je vous prie de bien vouloir voter les conclusions recommandées par le rapporteur de la commission.

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles*

*Titel und Ingress*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

*Titre et préambule*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil national.

*Angenommen – Adoptés*

*Art. 1, Ziffer 1*

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

*Minderheit*

(Wenk)

Das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten wird der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet.

Dieses Volksbegehren lautet wie folgt:

*Art. premier, chiffre 1*

**Proposition de la commission**

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national.

*Minorité*

(Wenk)

L'initiative populaire concernant la protection des locataires et des consommateurs est soumise à la votation du peuple et des cantons.

Cette initiative à la teneur suivante:

**Wipfli**, Berichterstatter der Mehrheit: Die Kommission beantragt Ihnen mehrheitlich Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates, das heisst Ablehnung der Initiative.

**Wenk**, Berichterstatter der Minderheit: Ich habe bereits meinen Antrag begründet. Ich habe angenommen, der Herr Präsident werde die Frage in bezug auf das Eintreten in dem Sinne entscheiden, dass wir nicht auf den Bundesbeschluss eintreten. Nun scheint ein anderes Vorgehen gewählt zu sein. Ich glaube zwar, es wäre korrekter gewesen, in der Eintretensdebatte diese Frage zu entscheiden; denn der Bundesrat unterbreitet uns den Bundesbeschluss. Es steht der Bundesbeschluss zur Diskussion.

**Stüssi**: Nur ein kurzes Wort. Das Vorgehen des Herrn Präsidenten ist absolut richtig. Bei einer Initiative gibt es keine Eintretensfrage. Auf eine Initiative muss eingetreten werden. Wir haben lediglich Stellung zu beziehen und darüber zu entscheiden, ob wir die Initiative annehmend oder ablehnend begutachten wollen, und zwar müssen wir dies bei Artikel 1, Ziffer 1, tun.

**Wenk**, Berichterstatter der Minderheit: Herr Ständerat Stüssi übersieht, dass wir nicht nur über eine Initiative zu entscheiden haben, sondern dass Sie einen Bundesbeschluss fassen wollen.

**Stüssi**: Wir müssen auf diesen Bundesbeschluss eintreten.

**Wenk**, Berichterstatter der Minderheit: Eben nicht! Ich will nicht darauf eintreten, sondern ich will einfach die Initiative dem Volke zur Annahme unterbreiten. Man muss nie auf einen Bundesbeschluss eintreten; man kann da ja oder nein sagen, daher mein Antrag.

**Präsident**: Da es sich um eine Initiative handelt, deren Behandlung in den Pflichtenkreis unseres Rates gehört, glaube ich, dass es nicht notwendig ist, dass wir uns über Eintreten oder Nichteintreten entscheiden müssen.

**Stüssi**: Herr Kollege Wenk übersieht, dass die Initiative ohne weiteres erledigt ist, wenn wir auf den Bundesbeschluss nicht eintreten. Dann hätten wir eben über die Initiative überhaupt nicht mehr zu befinden. Ich glaube, er tut deshalb gut daran, diese Frage nicht zu stellen.

**Wenk**, Berichterstatter der Minderheit: Es stehen zwei absolut getrennte Gegenstände zur Diskussion. Der eine Gegenstand ist der Gegenentwurf des Bundesrates, der andere Gegenstand ist die Initiative. Der Bundesrat hätte keinen Gegenentwurf unterbreiten müssen. Aber Sie sagen: Wir wollen auf diesen Gegenentwurf eintreten. Sie müssen ja eintreten, wenn Sie ihn behandeln wollen. Und ich sage: Ich will auf den Gegenentwurf nicht eintreten, sondern ich will die Initiative dem Volke zur Annahme empfehlen. Aber ich will diesen Streit nicht weiterführen. Wir werden im Endeffekt zum gleichen Resultat kommen.

**Präsident:** Diese Auffassung teile ich auch. Wir kommen nun zu Artikel 1.

Der Herr Kommissionsberichtersteller hat beantragt, die Initiative sei abzulehnen. Wünscht Herr Ständerat Wenk als Referent der Minderheit nochmals das Wort zu Artikel 1?

**Wenk, Berichtersteller der Minderheit:** Nein.

**Heer:** Es handelt sich bei Artikel 1 nicht darum, ob die Initiative abgelehnt werden soll oder nicht. Das ist dann Gegenstand von Artikel 2. Artikel 1 unterscheidet zwei Gegenstände, erstens einmal die Initiative. Diese muss sicher dem Volke unterbreitet werden. Das ist ganz klar. Dazu kommt ein zweiter Punkt. Es ist dies der Gegenvorschlag, das heisst der Gegenentwurf der Bundesversammlung. Also, bei der Beratung von Artikel 1 hat sich der Rat nicht darüber zu entscheiden, ob die Initiative abgelehnt werden soll oder nicht, sondern die Initiative muss dem Volk vorgelegt werden.

Dann haben wir die zweite Frage: Soll ein Gegenvorschlag unterbreitet werden oder nicht? Da haben wir Artikel 2, der dem Volk und den Ständen beantragt, das Volksbegehren zu verwerfen, dagegen den Gegenentwurf der Bundesversammlung anzunehmen. Das kommt dann bei Artikel 2 zum Entscheid.

**Präsident:** Der Antrag der Kommissionsmehrheit lautet, das Initiativbegehren sei abzulehnen. Das war der Antrag des Kommissionsberichterstatters. Der Antrag der Minderheit lautet: Das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten wird der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet.

Ich möchte Ihnen folgende Abstimmung vorschlagen: Der Antrag der Mehrheit besteht darin, dass die Initiative dem Volke zu unterbreiten sei, und zwar mit der Empfehlung auf Ablehnung, währenddem der Antrag des Herrn Ständerat Wenk dahingeht, das Volksbegehren zum Schutze der Mieter und Konsumenten werde der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet.

**Stüssi:** Wir müssen die Dinge nicht komplizieren. Das Verfahren ist uns vorgeschrieben durch Artikel 121 der Bundesverfassung. Dort heisst es in Absatz 6: „Wird das Begehren in Form eines ausgearbeiteten Entwurfes gestellt“ – und das liegt hier vor – „und stimmt die Bundesversammlung demselben zu, so ist der Entwurf dem Volke und den Ständen zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen.“ Wir haben also darüber abzustimmen, ob wir diesen Entwurf, der uns vorgelegt worden ist, dem Volke zur Annahme oder zur Verwerfung unterbreiten wollen.

Dann kommt das Zweite. In Artikel 121, Absatz 6, der Bundesverfassung, heisst es weiter: „Im Falle der Nichtzustimmung kann die Bundesversammlung einen eigenen Entwurf ausarbeiten oder die Verwerfung des Vorschlages beantragen und ihren Entwurf oder Verwerfungsantrag gleichzeitig mit dem Initiativbegehren der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreiten.“ Wir werden also weiter abstimmen, ob wir dem Gegenvorschlag zustimmen oder ob wir diesen Gegenvorschlag ablehnen wollen. Wir könnten uns näm-

lich auch mit der Ablehnung der Initiative begnügen.

**Präsident:** Ich teile absolut die Auffassung von Herrn Ständerat Stüssi. Wenn Sie dem Volk die Annahme der Initiative empfehlen, dann fällt die Ziffer 2 weg.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit und für den Antrag an Volk und Stände, die Initiative abzulehnen	31 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit und für den Antrag an Volk und Stände, die Initiative anzunehmen	4 Stimmen

#### *Art. 1, Ziffer 2*

#### **Antrag der Kommission**

##### *Mehrheit*

##### *Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

##### *Abs. 2*

Streichen.

##### *Minderheit*

(Wenk)

Streichen.

#### *Art. 1, chiffre 2*

#### **Proposition de la commission**

##### *Majorité*

##### *Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil national

##### *Al. 2*

Biffer.

##### *Minorité*

(Wenk)

Biffer.

**Wipfli, Berichtersteller der Mehrheit:** Die Kommission beantragt Ihnen, Absatz 1 des Gegenentwurfes aufzunehmen, dagegen Absatz 2 zu streichen.

**Stüssi:** Wie Ihnen bereits der Herr Kommissionspräsident ausgeführt hat, beantragt Ihre Kommission, den Absatz 2 des bundesrätlichen Gegenvorschlages zu streichen. Der Herr Départementeschef hat in der gestrigen Kommissionssitzung am bundesrätlichen Antrag nicht festgehalten, so dass anzunehmen ist, der Kommissionsantrag bleibe auch heute vor der antragstellenden Behörde unbestritten. Da jedoch durch die Streichung des Absatz 2 eine Differenz mit der Beschlussfassung des Nationalrates entstehen wird, dürfte es angezeigt sein, einige der Überlegungen anzubringen, welche die Kommission zu ihrem Antrag geführt haben. In Ergänzung der Ausführungen des Herrn Kommissionspräsidenten möchte ich Ihnen hierüber kurz folgendes ausführen:

Der Bundesrat hat in Absatz 2 seines Gegenvorschlages aus praktischen Gründen, die nicht näher zu untersuchen sind, den Antrag gestellt, auch den Bundesbeschluss über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle vom 10. Juni 1953 bis Ende 1960 zu verlängern, dabei jedoch in einem Nachsatz die jederzeitige Änderung des bezeichneten Beschlusses auf dem Wege der Gesetzgebung vorzubehalten. Ein Gutachten des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes deckt diese bundesrätliche Antragstellung, enthält sich aber jedes rechtlichen Nachweises der im Gutachten enthaltenen Behauptung, dass der Verfassungsgeber dies tun könne. Das Justiz- und Polizeidepartement erachtet ein solches Vorgehen vermutlich deswegen als zulässig, weil ein Verfassungsbeschluss die höchste Form des Rechtserlasses darstelle und somit alle übrigen Rechtsformen der Bundeserlasse in sich schliesse. Ich halte diese Rechtsauffassung für irrtümlich. Nicht die Höhe der Erlassstufe entscheidet über die Zulässigkeit des Änderungserlasses, sondern einzig und allein die rechtliche Gleichartigkeit der späteren Erlasse mit dem primären Erlass. Mit der ersten Wahl der Beschlussesform ist auch die Beschlussesform für alle Abänderungen gegeben. Es ist absolut unzulässig, die Abänderung irgendeines bestehenden Rechtserlasses schwereren Verfahrensbestimmungen zu unterwerfen als denjenigen des primären Erlasses. Die Abänderung muss durch einen Erlass derselben Verfahrensstufe erfolgen. Dies ist ein in der Rechtslehre allgemein anerkannter Grundsatz, dem auch in der Praxis fast ohne Ausnahme gefolgt worden ist.

Die verschiedenen Rechtserlasse unterliegen nämlich ganz verschiedenen Verfahren. Für die Verfassungserlasse gelten die Artikel 118 ff. BV, insbesondere die Artikel 122 und 123. Danach sind sämtliche Verfassungserlasse obligatorisch der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten, also ohne dass es der Ergreifung des Referendums bedarf. Ganz verschieden hiervon sind die Verfahrensbestimmungen, welche für die Bundesgesetze und die allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüsse gelten und welche in Artikel 89 BV niedergelegt sind. Diese beiden Erlassformen unterstehen lediglich dem fakultativen Referendum und eventuell der Abstimmung des Volkes, nicht auch der Stände. Für die einfachen Bundesbeschlüsse genügt schon die Beschlussfassung durch die Bundesversammlung.

Diese wesentlich verschiedenen Verfahrensnormen für die verschiedenen Bundeserlasse schliessen es ohne weiteres aus, dass ein bestimmter Erlass durch einen Erlass anderer Art, durch einen einem andern Verfahren unterliegenden Erlass abgeändert werden kann. Das heisst auf den vorliegenden Fall bezogen: Ein primärer allgemein verbindlicher Bundesbeschluss kann nur durch einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss oder durch die gleichartige Erlassform des Gesetzes revidiert werden, niemals durch einen Verfassungsbeschluss, der einem erheblich schwereren Verfahren unterliegt. Die höhere Form des Rechtserlasses ermöglicht keine Revision, im Gegenteil, sie schliesst sie als solche aus. Wenn der allgemeinverbindliche Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 verlängert werden will, so kann dies einzig auf dem in Artikel 89 BV vor-

gesehenen Weg erfolgen, nicht aber auf dem Wege des Artikel 118 ff. BV. Ein praktisches Beispiel macht dies offensichtlich. Angenommen, der Gegenvorschlag des Bundesrates würde eine Mehrheit des Volkes, aber nicht der Stände erhalten, dann würde der vom Bundesrat beantragte Absatz 2 als abgelehnt zu gelten haben, obschon dieselbe Verlängerung unter dem Gesichtspunkt des Artikels 89 BV, welcher nur die Zustimmung der Mehrheit des Volkes verlangt, angenommen wäre.

Aber nicht nur die Kumulation der Mehrheit des Volkes und der Mehrheit der Stände schliessen den Verfassungsweg aus, sondern auch das Obligatorium des Referendums. Die Bundesversammlung kann von sich aus keinen Rechtserlass gemäss Artikel 89 BV (Gesetz oder allgemeinverbindlicher Bundesbeschluss) der Volksabstimmung unterbreiten. Sie kann eine solche nur anordnen, wenn das Referendum rechtsgemäss ergriffen worden ist. Auch diese Auslegung der Bundesverfassung ist in der Rechtslehre unbestritten. Burckhardt führt hierüber in seinem Kommentar zur Bundesverfassung auf Seite 712 folgendes aus: „Der Bundesversammlung steht es nicht zu, die Volksabstimmung über ein Gesetz oder einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss von sich aus anzuordnen, ohne dass sie durch 30 000 Bürger oder acht Kantone verlangt wurde. Eine derartige Befugnis der gesetzgebenden Behörde, wie sie in manchen Kantonen besteht, wurde 1872 ausdrücklich abgelehnt, weil man der Bundesversammlung die ganze Verantwortlichkeit für ihre Gesetzesbeschlüsse lassen wollte.“ In diesem Sinne entschied auch der Nationalrat anlässlich der sogenannten Gottharddebatte. Derselben Ansicht gibt Giacometti in seinem Bundesstaatsrecht, Seite 753, Ausdruck, wobei er auf die übereinstimmende Ansicht weiterer Autoren verweist. Aus dieser Feststellung ergibt sich folgender Schluss: Wenn die Bundesversammlung nicht befugt ist, von sich aus die Abstimmung nach Artikel 89 BV anzuordnen, so hat sie auch nicht das Recht, einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss durch die Einschlagung des Verfassungsrevisionsweges dem für diese höhere Erlassesform vorgesehenen obligatorischen Verfassungsreferendum von Volk und Ständen zu unterbreiten. Die Revision des 1953er Beschlusses auf dem Verfassungswege verstösst also klarerweise gegen das bestehende Verfassungsrecht.

Das Eidgenössische Justizdepartement weist in seinem Gutachten auf einige praktische Fälle hin, bei welchen der beanstandete Verfassungsweg ebenfalls beschränkt worden sei, nämlich bereits beim Verfassungsbeschluss vom 26. September 1952 über die befristete Weiterführung einer beschränkten Preiskontrolle, ferner beim Verfassungszusatz vom 29. September 1950 betreffend die Finanzordnung. Ein Unterschied besteht immerhin in dem Sinne, dass in all den genannten Fällen die Notwendigkeit vorlag, die bisherigen Vollmachtenbeschlüsse verfassungsmässig zu verankern. Eine solche Notwendigkeit besteht beim Beschluss vom 10. Juni 1953 nicht, indem die verfassungsmässige Grundlage bereits durch den Absatz 1 des Gegenvorschlages gesichert ist. Zudem beweist das Bestehen einer solchen Praxis noch keineswegs deren Rechtmässigkeit. Die Zulässigkeit einer bestimmten Erlassungsform zur Abänderung bestehender Erlasse

ergibt sich einzig aus der Bundesverfassung selbst, worüber ich Ihnen die erforderlichen Ausführungen bereits gemacht habe. Ich empfehle Ihnen, dem Kommissionsantrag auf Streichung von Absatz 2 des Gegenvorschlages zuzustimmen.

*Angenommen nach Antrag der Mehrheit  
Accepté selon la proposition de la majorité*

*Art. 2*

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

*Minderheit*

(Wenk)

Dem Volk und den Ständen wird beantragt, das Volksbegehren anzunehmen.

*Art. 2*

**Proposition de la commission**

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national.

*Minorité*

(Wenk)

Le peuple et les cantons sont invités à accepter l'initiative.

**Wipfli**, Berichterstatter der Mehrheit: Die Kommissionmehrheit beantragt Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates auf Verwerfung der Initiative.

**Präsident:** Wird das Wort vom Vertreter der Minderheit gewünscht? Es ist nicht der Fall.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	29 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	4 Stimmen

*Art. 3*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil national.

*Angenommen – Adopté*

**Wipfli**, Berichterstatter: Ich habe bereits ausgeführt, dass es wünschenswert wäre, den Verfassungstext 1952 in die Abstimmungsvorlage aufzunehmen. Die Vorlage würde dadurch aber zu kompliziert; sie ist es ohnehin schon. Die Kommission beantragt Ihnen daher, dem Bundesrat Auftrag zu geben, den Verfassungstext 1952 als Anhang in die Vorlage aufzunehmen.

**Präsident:** Wird das Wort zu diesem Wunsche des Kommissionspräsidenten verlangt? Es ist nicht der Fall; Sie haben somit zugestimmt.

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	32 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**Nachmittagssitzung vom 13. Dezember 1954**  
**Séance du 13 décembre 1954, après-midi**

Vorsitz – Présidence: Herr Locher

**6713. Kernreaktor. Bau und Betrieb**  
**Réacteur atomique.**  
**Construction et exploitation**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. November 1954  
(BBl II, 883)

Message et projet d'arrêté du 2 novembre 1954 (FF II, 882)

**Antrag der Kommission**

Eintreten.

**Proposition de la commission**

Passer à la discussion des articles.

*Berichterstattung – Rapports généraux*

**Schoch**, Berichterstatter: Die Bundesversammlung hat sich erstmals im Jahre 1946 mit einer Vorlage beschäftigt, die die Atomenergie betraf. Sie fasste damals, am 18. Dezember 1946, einen Beschluss, der in Ziffer 1 lautet: „Der Bund fördert die Forschung auf dem Gebiete der Atomenergie.“ Die Ziffer 1 des heute vorliegenden Beschlussentwurfes lautet: „Der Bund fördert den Bau und Betrieb eines Atomreaktors, mit welchem die Verwertbarkeit der Atomenergie für wirtschaftliche Zwecke erforscht werden kann.“

Aus dieser Gegenüberstellung ersehen Sie, dass mit dem zur Diskussion stehenden Beschluss bei uns auf dem Forschungsgebiet der Atomenergie ein bedeutender Schritt von der experimentellen Forschung in den physikalischen Instituten vorwärts getan werden soll zur Erforschung, im Zusammenhang mit einem Versuchsbetrieb.

Für uns, die wir in der Atomphysik kaum auf der Stufe von ABC-Schülern sind, sind die Erkenntnisse dieser modernen Wissenschaft eigentlich von einem grossen Schleier umgeben. Wir stehen stauend vor der Tatsache, dass eine jahrelange, zielbewusste Forschertätigkeit den Menschen durch die Freimachung der in den kleinsten Materialteilchen schlummernden Energien die Möglichkeit gegeben hat, über Kräfte zu verfügen, die über das den Menschen zustehende Mass hinauszugehen scheinen. Da diese neuen Kräfte durch den Abwurf der Atombomben auf japanische Städte einer erschreckten Menschheit erstmals als Unheilbringer von bisher nie gesehener Vernichtungskraft vordemonstriert wurden, legte sich über sie ein schwerer, düsterer Schatten, der noch dadurch drückender wurde, dass die Grossmächte jahrelang über alle Dinge der Atomtechnik den Mantel des absoluten Geheimnisses breiteten. Es musste einem fast scheinen, der Mensch habe sich in unheilvoller Weise dadurch versündigt, dass er daran ging, das zu spalten, was, um ein Wort aus Goethes Faust zu gebrauchen, „die Welt im Innern zusammenhält“.

Wenn man sich der quälenden Angst bewusst ist, die seit der fürchterlichen Generalprobe von

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.12.1954
Date	
Data	
Seite	205-219
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 789

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Aber in der bisherigen Diskussion ist ein Datum übersehen worden. Drei Jahre nach diesem Bundesbeschluss von 1946, nämlich im September 1949, wurde durch die Annahme der Initiative für die Rückkehr zur direkten Demokratie durch die Neuordnung der dringlichen Bundesbeschlüsse das Referendumsrecht verstärkt. Das ist eine Tatsache, um die wir nicht herumkommen, wenn wir einen Erlass aus dem Jahre 1954 prüfen und einen Erlass vom Jahre 1946 „rückwärts“ beurteilen sollen. Man hat dann den Bundesbeschluss vom 23. Dezember 1953, also die grosse Auslandschweizervorlage mit den 121,5 Millionen Franken, dem Referendum unterstellt aus den Gründen, die seinerzeit im Jahre 1946 schon für das Referendum angeführt worden sind.

Dazu kam nun noch ein neuer Grund, indem man noch folgende Erwägung anstellte: der Beschluss von 1953, enthielt über die kantonalen Verpflichtungen über die Strafbestimmungen hinaus noch Organisationsnormen. Eine Rekurskommission wurde eingesetzt mit weitgehenden Entscheidungskompetenzen. Dieser Beschluss ist nun am 20. Juli 1954 verworfen worden. Dieser verworfene Beschluss enthielt Elemente des Beschlusses von 1946, zudem die Änderung, dass man die Fürsorge in eine gehobene Fürsorge verwandeln wollte. Aber die Grundzüge der Hilfe vom Jahre 1946 blieben aufrecht. Nun sind wir ja alle einig, dass die Motive der Verwerfung vom 20. Juni 1954 nicht auf einen Nenner zu bringen sind. Die Front, welche am 20. Juni 1954 die Vorlage verworfen hat, war wahrscheinlich sehr heterogen zusammengesetzt. Ausgelöst wurde das Referendum und bekämpft wurde die Vorlage von Kreisen, die die Meinung vertraten, die Vorlage gehe zu wenig weit, und verworfen wurde sie von Kreisen in erheblichem Ausmass, die fanden, man sei zu weit gegangen. Es war also eine absolut diffuse, kontroverse Mehrheit, die hinter diesem verwerfenden Volksentscheid stand. Um so vorsichtiger müssen wir sein in der Behandlung dieses Volksentscheides vom 20. Juni 1954. Ihr Herr Kommissionsreferent, Herr Ständerat Despland, hat Ihnen klar formuliert, dass jedenfalls aus dem Ergebnis vom 20. Juni 1954 eines nicht ausgelesen werden darf, nämlich ein Volksentscheid in dem Sinne, man soll die Auslandschweizer überhaupt ihrem Schicksal überlassen. Der Volksentscheid ging um jene 121,5 Millionen, aber nicht um das Prinzip der Hilfe.

Nun kommen wir nicht um die Tatsache herum, dass an jenem 20. Juni 1954 eine Vorlage nach einem lebhaften Referendumskampfe vom Volk verworfen wurde, die sich mit der Hilfeleistung an die Auslandschweizer befasst hat. Das ist ein weiterer Grund, neben der Entwicklung des Jahres 1949, der den Bundesrat veranlasst hat, hier die Referendums Klausel vorzusehen. Wir halten dafür, dass die Lösung, die der Bundesrat vorschlägt, rechtlich zulässig und politisch zweckmässig ist. Ich möchte Ihnen aus diesem Grunde empfehlen, dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen; dem zweiten Antrag der Kommission zu Artikel 2, den Bundesbeschluss bis zum 31. Dezember 1957 zu befristen, macht der Bundesrat keine Opposition.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	8 Stimmen
Für den Antrag Wenk (Zustimmung zum Nationalrat)	25 Stimmen

#### Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	35 Stimmen (Einstimmigkeit)
-----------------------------------	--------------------------------

### Vormittagsitzung vom 21. Dezember 1954 Séance du 21 décembre 1954, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Locher

#### 6656. Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative

Siehe Seite 205 hiervor – Voir page 205 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 17. Dezember 1954  
Décision du Conseil national du 17 décembre 1954

#### Differenzen – Divergences

Art. 1, Ziffer 2, Abs. 2

Antrag der Kommission

Festhalten.

Article premier, chiffre 2, al. 2

Proposition de la commission

Maintenir.

**Wipfli**, Berichterstatter: Mit der Begutachtung des Volksbegehrens zum Schutze der Mieter und Pächter hat der Ständerat beschlossen, den Absatz 2 des Gegenentwurfes des Bundesrates, nämlich die Verlängerung des Bundesbeschlusses vom 10. Juni 1953 über die Durchführung einer beschränkten Preiskontrolle bis 30. Dezember 1960, zu streichen.

Der Nationalrat hat inzwischen im Differenzbereinigungsverfahren beschlossen, an seinem ersten Beschluss, unveränderte Beibehaltung des Gegen vorschlages des Bundesrates, festzuhalten. Dieser Beschluss erfolgte ohne Gegenantrag. Ihre Kommission glaubt, nicht entgegenkommen zu dürfen und beantragt Ihnen mehrheitlich, die Streichung beizubehalten.

**Stüssi**: Ich möchte Ihnen ebenfalls beantragen, am Beschluss des Ständerates, der mit 29:4 Stimmen und mit Zustimmung des Departementschefs gefasst worden ist, festzuhalten. Soviel mir bekannt ist, wurde von der nationalrätlichen Kommissionsreferenten die Beibehaltung des Absatzes 2 des Gegen vorschlages als ein Akt der Zweckmässigkeit begründet. Vielleicht könnte man diese Stellungnahme ehrlicher als eine abstimmungstaktische bezeichnen, welche für beide Initiativlager

im Vordergrund steht. Ich halte aber dafür, dass Rechtsfragen auf Grund rechtlicher Erwägungen zu entscheiden sind. Es ist die Frage der Rechtmässigkeit der bundesrätlichen Antragstellung, welche zu prüfen und zu entscheiden ist.

Ich habe in der ersten Sessionswoche den Streichungsantrag ausführlich begründet und bedaure sehr, dass sich im Nationalrat kein Mitglied der Mühe unterzogen hat, meine Begründung nachzuprüfen und allfällig zu widerlegen. Es ist eine offenbare Erscheinung, dass im anderen Rat über rechtliche Erörterungen, welche im Ständerat zu einer gegenteiligen Beschlussfassung führen, einfach hinweggegangen wird. Das ist eine Verkennung der Aufgabe, welche jedem Rat zusteht, die Voraussetzung einer Beschlussfassung im andern Rat auf ihre Stichhaltigkeit ernstlich zu prüfen und die primäre Stellungnahme eines Rates zu keiner Prestigefrage zu machen. Ich halte es nicht für notwendig, Ihnen meine erstmaligen Ausführungen zu wiederholen. Ich begnüge mich, als wesentlich festzuhalten, dass der Absatz 2 des Gegenvorschlages gegen verfassungsmässiges und allgemein anerkanntes Recht verstösst, worach ein allgemein verbindlicher Bundesbeschluss – ein solcher liegt beim Bundesbeschluss vom 10. Juni 1953 vor – lediglich durch eine gleichartige Beschlussform geändert werden kann. Das schliesst absolut aus, für eine solche Änderung eine nicht gleichartige Beschlussform zu wählen, wie der Bundesrat vorschlägt, indem er das Verfassungsverfahren wählt, welches erschwerter Bedingungen untersteht, nämlich dem obligatorischen statt dem fakultativen Referendum, und der Zustimmung des Volkes und der Stände, statt lediglich der Zustimmung des Volkes. Der Unterschied ist offensichtlich und damit auch die Unrichtigkeit der bundesrätlichen Antragstellung. Ich empfehle Ihnen daher wiederholt, am Streichungsantrag festzuhalten. Mit der Wahrung des Rechtes verteidigt der Ständerat ein höchstes Gut des Staates.

**M. Barrelet:** Je n'ai pas fait partie de la commission mais je tiens à faire ici une contreproposition qui consiste à adhérer à la décision du Conseil national, c'est-à-dire à adopter le contreprojet tel qu'il résulte des propositions du Conseil fédéral, et cela pour la simple et bonne raison que notre Conseil, dans sa majorité, s'est déclaré opposé au texte de l'initiative et partisan d'une partie du contreprojet présenté par le Conseil fédéral.

L'essentiel du contreprojet du Conseil fédéral, c'est la prorogation de l'arrêté fédéral du 10 juin 1953 jusqu'au 31 décembre 1960. Ce que nous voulons et ce que l'opinion publique suisse dans sa majorité veut, c'est qu'il n'y ait pas de coupure et que les mesures prises jusqu'à présent dans ce secteur du contrôle des prix soient maintenues.

Messieurs, on a parlé de tactique électorale. Il n'est pas question ici de tactique. La question est de savoir si le peuple suisse peut obtenir quelque chose au moyen du contreprojet. Pour cela, l'additif constitutionnel ne suffit pas. Et il faut – vous le savez vous-mêmes – que les Chambres légifèrent. Il faut donner au peuple suisse le choix entre les propositions actuelles, qui résultent du contreprojet du

Conseil fédéral prorogé jusqu'en 1960 et l'initiative. Le peuple suisse devra ainsi se prononcer sur deux questions bien claires, sur deux propositions qui toutes deux lui apporteront quelque chose, alors que si nous soumettons au peuple d'additif constitutionnel seulement, cela ne représente rien pour lui, sinon une promesse qui exigera par la suite des dispositions d'exécution et en particulier un arrêté fédéral.

C'est pourquoi j'interviens auprès de mes collègues du Conseil des Etats pour leur demander de revenir sur leur point de vue et de se rallier à la décision du Conseil national, c'est-à-dire de se déclarer d'accord avec le contreprojet du Conseil fédéral et de maintenir le deuxième alinéa de l'article 2.

**Wenk:** Ich möchte Sie ebenfalls bitten, dem Antrage, wie er durch Herrn Ständerat Stüssi begründet worden ist, zuzustimmen. Es scheint mir unnatürlich zu sein, dass auf diesem Wege der Schweizer Bürger gezwungen werden soll, einem Verfassungsartikel und gleichzeitig der Ausführung zu diesem Verfassungsartikel, nämlich dem Bundesbeschluss, zuzustimmen. Nicht nur Anhänger unserer Partei, sondern auch andere haben ein Interesse daran, über den Verfassungsartikel für sich und über den Bundesbeschluss für sich entscheiden zu können. Es ist sehr wohl denkbar, dass ein Stimmberechtigter, der der Initiative nicht zustimmen will, zustimmen will, dass der Verfassungsartikel verlängert werden soll, dass er aber dem Bundesbeschluss, dessen Gültigkeit verlängert werden soll, nicht zustimmen will. Darin liegt die Unnatur dieser Vorlage. Ich wäre der Meinung, dass mindestens die beiden Bestimmungen voneinander getrennt und dem Volke gesondert vorgelegt werden sollten. Wenn Sie schon die Auffassung haben, dass die Initiative verworfen werden soll, dann sollten Sie dem Stimmbürger das Recht geben zu entscheiden, ob er dem Verfassungsartikel zustimmen will, aber Sie sollten ihm auch die Möglichkeit geben, selbständig zu entscheiden, ob er der Ausführung der Verfassungsbestimmung in der Form, wie sie seinerzeit von den eidgenössischen Räten beschlossen worden ist, zustimmen will oder nicht. Sie wissen, und ich erinnere nochmals an meine Ausführungen, die ich bei der Beratung der vorliegenden Vorlage gemacht habe, dass die Stimmberechtigten in bezug auf das Referendum in Zeitnot waren. Sie wissen, dass der Gewerkschaftsbund und die Sozialdemokratische Partei das Referendum nicht ergriffen haben, weil keine Zeit mehr bestanden hätte, um auf den richtigen Zeitpunkt neue Ausführungsbestimmungen vorzulegen. Wir hätten einen Zustand erhalten, wo der Mieterschutz überhaupt nicht mehr vorhanden gewesen wäre, da wir keinen Ausführungsbeschluss gehabt hätten. Man sollte nun nicht jenen Beschluss, der ohne die praktische Möglichkeit, das Referendum zu ergreifen, zustande kam, dadurch wieder hereinschmuggeln, dass man ihn mit der Verfassung verkoppelt. Rein vom rechtlichen Standpunkt aus ist eine Trennung dieser beiden Materien (Verfassung und Ausführungsbeschluss) meines Erachtens die einzige Lösung, die dem Volke gerecht wird.

**Stüssi:** Herr Kollege Barrelet betrachtet beide Absätze als Gegenvorschlag des Bundesrates und begründet damit, dass der Absatz ebenfalls in diesen Gegენტwurf aufgenommen werde.

Es wird auch für den Fall, dass dem Absatz 2 zugestimmt wird, keine gleichwertige Beschlussfassung getroffen, indem die Initiative als Verfassungstext absolut feststeht, währenddem der Gegენტwurf in Absatz 2 einen Inhalt bringt, der ausdrücklich der Abänderung unterstellt wird, so dass der Stimmberechtigte keine Gewähr dafür hat, dass, wenn er dem Gegenvorschlag zustimmt, nun ebenfalls für dieselbe Dauer das bisherige Recht Geltung hätte; vielmehr wird im Schlusssatz ausdrücklich gesagt: „Er kann auf dem Wege der Gesetzgebung abgeändert werden.“ Also, in dieser zeitlichen Beziehung ist eine Gleichwertigkeit der Initiative und des Gegenvorschlages nicht vorhanden.

Nun handelt es sich darum, dass der Bundesrat, wenn er diesen Gegenvorschlag komplett gestalten will, die Möglichkeit hat, dies auch so zu tun, dass er den Räten einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss über die Verlängerung des 1953er Beschlusses vorlegt. Er hätte es jetzt schon tun können; er kann es auch während des Jahres 1955 tun. Dann weiss der Stimmberechtigte ebenfalls, was Inhalt des Gegenvorschlages ist.

Heute handelt es sich lediglich um die formalrechtliche Frage, ob man die Verlängerung des 1953er Beschlusses auf der Ebene der Verfassung vornehmen kann. Das lehne ich nun ab. Ich habe das ausführlich genug begründet. Die zwei Fragen müssen auseinandergelassen werden, einmal die Frage, wie man diesen Gegenvorschlag den Stimmberechtigten in seinem Inhalt bekanntgeben kann, und zweitens, durch welche Beschlussform dies geschehen darf.

**M. Picot:** Je crois que M. Barrelet a raison et avec lui, je vous propose d'adhérer à la rédaction du Conseil fédéral et du Conseil national.

On a invoqué tout à l'heure le fait que la proposition de M. Stüssi a obtenu 29 voix. A mon avis, on a effectivement fait confiance à M. Stüssi parce que nous savons qu'il est un grand juriste. Cependant, hier après-midi, j'ai eu la curiosité d'interroger cinq ou six membres de ce Conseil sur les motifs invoqués par M. Stüssi et je me suis rendu compte qu'il régnait sur cette question la plus grande incertitude, la plus grande imprécision.

En somme, le raisonnement de M. Stüssi, quel est-il? Il consiste à dire que nous ne pouvons pas voter ces deux alinéas parce que ce faisant nous nous tenons sur deux plans différents: par le premier alinéa, nous prenons une décision constitutionnelle à l'égard d'une disposition constitutionnelle, tandis que dans le second alinéa, nous prenons une mesure constitutionnelle vis-à-vis d'un arrêté qui doit pouvoir en tout temps être modifié par la voie législative et être soumis au referendum facultatif. C'est une erreur de croire que nous sommes limités dans nos pouvoirs parce qu'il s'agit de ces deux plans différents. Le pouvoir constitutionnel est précisément le pouvoir suprême. Le peuple peut toujours prendre des décisions. Nous l'avons bien vu quand nous avons pris la décision de lui soumettre l'initia-

tive de Rheinau. Ces deux plans n'ont rien de contradictoires et le Conseil fédéral, qui a bien étudié l'affaire, a ajouté à la fin du second alinéa ces quelques mots: «L'arrêté pourra être modifié par la voie législative». Par conséquent, nous ne créons pas vis-à-vis de l'arrêté fédéral du 10 juin 1953 un article constitutionnel qui ne pourra plus être modifié; nous créons une prolongation jusqu'en 1960, prolongation qui peut être modifiée par la voie législative, c'est-à-dire voie législative puis referendum facultatif. Nous agissons dans la limite de nos pouvoirs et je crois que notre honorable et éminent collègue Stüssi a des scrupules juridiques exagérés. Nous avons constitutionnellement le droit de prolonger l'effet d'un arrêté par la volonté du peuple puisque le peuple est plus puissant que les Chambres.

Je vous propose par conséquent de vous rallier à la formule du Conseil fédéral et du Conseil national.

**Stüssi:** Nur ein Wort. Ich möchte Herrn Kollege Picot auf Artikel 89 der Bundesverfassung aufmerksam machen, in welchem der Wille des Volkes bereits niedergelegt ist, und diesen Willen des Volkes haben wir zu beachten.

**Präsident:** Wir haben zwei Anträge, den Antrag der Kommissionsmehrheit, Absatz 2 zu streichen, und den Antrag Barrelet, unterstützt durch Herrn Ständerat Picot, dem Nationalrat und der Fassung des Bundesrates zuzustimmen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	14 Stimmen
Für den Antrag Barrelet (Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates)	15 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

### Nachmittagssitzung vom 21. Dezember 1954 Séance du 21 décembre 1954, après-midi

Vorsitz – Présidence: Herr Locher

## 6704. Rheinregulierung Illmündung-Bodensee Régularisation du Rhin entre l'embouchure de l'Ill et le lac de Constance

Botschaft und Beschlussentwurf vom 19. November 1954  
(BBl II, 1018)

Message et projet d'arrêté du 19 novembre 1954 (FF II, 1015)

Beschluss des Nationalrates vom 21. Dezember 1954  
Décision du Conseil national du 21 décembre 1954

### I. Bundesbeschluss

über

die Genehmigung des am 10. April 1954 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrages über die Regulierung des Rheines von der Illmündung bis zum Bodensee

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.12.1954
Date	
Data	
Seite	252-254
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 796

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

nach den beruflichen, persönlichen und regionalen Verhältnissen erfolgen müsse.

Ich möchte dem allerdings beifügen, dass man die Abstufung nach den regionalen Verhältnissen nicht allzu rigoros handhaben und nicht zu weit führen darf. Es würde sich sonst der paradoxe Zustand ergeben, dass den Steuerpflichtigen in den Gebirgsgegenden kleinere Abzüge zugestanden werden; sie würden rascher in die Progression hineinkommen, weil sie kleinere Abzüge erhalten. Wer also in bescheideneren Verhältnissen lebt, würde um so rascher zur Wehrsteuerpflicht gelangen.

Ich möchte also bitten, die Abstufung nicht allzusehr nach regionalen, sondern eher nach beruflichen Interessen vorzunehmen, wenn schon eine Abstufung vorgesehen wird.

**Bundesrat Streuli:** Ich möchte Herrn Ständerat von Moos so antworten, dass das Finanzdepartement Pauschalabzüge nur festsetzen wird nach Anhören der kantonalen Steuerverwaltungen, denn diese kennen die Verhältnisse. Die Kantone haben somit die Gelegenheit, sich zu äussern; ihre Wünsche werden vom Finanzdepartement beachtet werden.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission 35 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**6742. Auslandschweizer. Fortführung  
der Hilfeleistung  
Suisses de l'étranger. Poursuite de l'aide  
extraordinaire**

Siehe Seite 247 hiervor – Voir page 247 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 22. Dezember 1954  
Décision du Conseil national du 22 décembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 35 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**6656. Schutz der Mieter und Konsumenten.  
Begutachtung des Volksbegehrens  
Protection des locataires et des  
consommateurs. Préavis sur l'initiative**

Siehe Seite 252 hiervor – Voir page 252 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 22. Dezember 1954  
Décision du Conseil national du 22 décembre 1954

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 30 Stimmen  
Dagegen 4 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**6704. Rheinregulierung Illmündung-Bodensee  
Régularisation du Rhin entre l'embouchure  
de l'Ill et le lac de Constance**

Siehe Seite 254 hievor – Voir page 254 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 22. Dezember 1954  
Décision du Conseil national du 22 décembre 1954

**Bundesbeschluss**

über

die Genehmigung des am 10. April 1954 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrages über die Regulierung des Rheins von der Illmündung bis zum Bodensee (I. Bundesbeschluss)

**Arrêté fédéral**

approuvant

le traité conclu le 10 avril 1954 entre la Confédération suisse et la République d'Autriche pour la régularisation du Rhin de l'embouchure de l'Ill au lac de Constance (Premier arrêté)

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 35 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**Schluss des stenographischen Bulletins der Wintersession 1954**

*Fin du bulletin sténographique de la session d'hiver 1954*

## **Schutz der Mieter und Konsumenten. Begutachtung des Volksbegehrens**

### **Protection des locataires et des consommateurs. Préavis sur l'initiative**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1954
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6656
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.12.1954
Date	
Data	
Seite	260-260
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 800

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.